OCTOBRE 1974
N° 247
Rédacteur en chef :
Claude Julien

Prix : 5 F

Algérie : 5,00 DA — Maroc : 5,00 dir.
Canada : 1,25 $ c. — Roy.-Uni : 33 p.
Espagne : 35 pes. — Suisse : 3 F.S.
Italie : 650 lires — Tunisie : 500 mil.

Abonnements : voir tarif page 20.

Publication mensuelle
(vingt et unième année)
éditée par
Le Monde

# LE MONDE diplomatique

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — 5, rue des Italiens, Paris-IX° — Directeur : Jacques Fauvet

*Dans ce numéro*



# Illusions

Par CLAUDE JULIEN

**LES décors étaient en place depuis longtemps, et nul ne songeait sérieusement à les changer. Puis des rites, variables selon les pays, ont poussé sur la scène des hommes trop sûrs de leurs talents pour s'apercevoir qu'elle était trop vaste pour eux. Inutile de les accabler : leur accession au pouvoir dépendait de leur aptitude à évoluer parmi les difficultés de la politique intérieure, alors que les vrais problèmes prennent source au-delà des frontières.**

**Avec la complicité des électeurs, la procédure de sélection les avait maintenus dans le cadre borné de préoccupations qui, à l'échelle du monde, gardaient un caractère étriqué, tragiquement provincial. On ne le répétera jamais assez : si importants soient-ils, les problèmes qui peuvent être résolus dans des limites strictement nationales restent relativement mineurs. Les choix qui déterminent le destin des peuples concernent aujourd'hui la guerre et la paix, l'énergie, l'inflation, la redistribution industrielle — et il s'agit de choix mondiaux.**

**Les Etats de l'Occident — et ceci est vrai, à des titres divers, pour les Etats-Unis d'Amérique comme pour la plupart des pays d'Europe — ont grignoté les pouvoirs des élus locaux mais paradoxalement sont eux-mêmes dirigés par des hommes dont le regard ne dépasse guère l'horizon de leur village. D'où leur inaptitude à embrasser dans toute leur ampleur les dossiers dont ils sont saisis. Certes, ils ont voyagé, pour participer à des conférences internationales ou à des safaris. Merveille : parfois, ils parlent même des langues étrangères. Ce n'est quand même pas suffisant pour leur donner une exacte vision du monde réel et l'audace d'envisager un monde souhaitable. L'Amérique elle-même découvre que le moins provincial de ses gouvernants accumule les erreurs. Elle aurait pu s'en aviser plus tôt : trop d'assurance est signe de suffisance plus que de compétence.**

**LE comble du malaise est atteint lorsque le désarroi perce sous le masque froid de technocrates qui se voudraient rigoureux. Comme tels, ils pourraient faire d'excellents chefs de service dans une honnête administration. Mais les fonctions auxquelles ils ont voulu accéder demandent de plus profondes qualités et des vues plus larges. Peut-être croient-ils encore que la machine est simplement grippée, et qu'un bon mécanicien saura la remettre en marche ? Alors il serait temps qu'ils découvrent, à travers statistiques et bilans, bien autre chose qu'une difficulté comptable : une crise de civilisation.**

**Comprennent-ils ce mot ? Leurs discours ont quelque chose d'inquiétant parce qu'ils semblent se complaire dans le quantifiable et, les réduisant à des chiffres, ils achèvent de tuer les valeurs et principes auxquels ils se croient pourtant tenus de faire référence. Ont-ils su proposer à leurs compatriotes des raisons de vivre, de travailler, de lutter ? Ils ont bien voulu leur donner des raisons de consommer davantage et les ont incités à un gaspillage synonyme de pillage. Mais ils s'affolent et restent impuissants lorsque se brouille le mirage d'une expansion fondée sur tant d'injustices. Car ils pressentent alors qu'ils vont devenir les gestionnaires d'une faillite.**

**ILS n'osent plus, en tout cas, prétendre qu'il s'agit de ce que l'on appelait autrefois une « crise de croissance ». Aucune fuite en avant n'offre d'issue. Faudrait-il donc revenir en arrière ? La formule les fait frémir d'horreur. Non sans raison. Car peut-être est-il déjà trop tard pour prendre en considération les mises en garde naguère jugées alarmistes mais aujourd'hui confirmées par l'inflation, la crise de l'énergie et les déséquilibres des balances commerciales.**

**Les hommes en place sont-ils capables de réagir lucidement ? On peut en douter, s'agissant de personnages plus soucieux de leur style que du contenu de leur action, plus préoccupés de popularité que d'efficacité véritable, sacrifiant le réalisme aux exigences des « public relations ». Ils ont pris leurs préjugés pour des analyses, leur vanité pour une ambition. Arrivés au sommet, ils découvrent qu'à ne rien changer dans la profondeur des structures et des mécanismes du profit ils exposent nos sociétés à des risques mortels, et que les changements qui s'imposent ne vont pas sans risques sérieux pour les privilégiés ou les inconscients qui les ont portés au pouvoir.**

## UN AN APRÈS LA GUERRE D'OCTOBRE

# Les nouvelles chances d'un règlement en Proche-Orient

**Un an après la guerre d'octobre, la date de la conférence de la paix prévue pour cet automne à Genève n'est toujours pas fixée. Si la question palestinienne reste un obstacle majeur à la reprise des négociations, on note chez les principaux protagonistes du conflit une certaine évolution des esprits. M. Mohamed Sid-Ahmed, éditorialiste à Al Ahram, en tire ici les conclusions en vue d'un éventuel règlement.**

Par MOHAMED SID-AHMED

LA conférence de Genève sur le Proche-Orient risque-t-elle de subir le sort de la fameuse résolution 242 qu'elle est appelée à mettre en application : deviendra-t-elle à son tour un objectif insaisissable, bien qu'aucune des parties ne le conteste ? La guerre d'octobre avait ranimé les chances d'un règlement, mais donnait-elle une impulsion suffisamment vigoureuse pour surmonter les inextricables difficultés encore dressées sur la voie vers une *« paix juste et durable »* ?

Ce qui est sûr, c'est que la thèse que certains ont voulu accréditer, au lendemain de la guerre, à savoir qu'il s'agissait une nouvelle fois d'une victoire israélienne, en dépit des déboires des premiers jours, n'a pu résister à l'examen des faits. Thèse qui expliquerait mal le « séisme » que la société israélienne a connu depuis la fin des hostilités. Ce qu'on a trop tendance à négliger, c'est que les règles du jeu dans le conflit israélo-arabe diffèrent de celles auxquelles on a coutume de se référer : il suffit que, dans une seule guerre, Israël ne remporte pas une *« victoire décisive »*, que personne ne pourrait lui contester, pour que ce seul fait constitue un revers ; il suffit qu'une seule fois les Arabes ne subissent pas une *« défaite écrasante »* pour que la guerre prenne à leur égard les dimensions d'une victoire.

Cette anomalie est due aux conditions particulières du conflit qui, pour le réduire à une formule succincte, opposerait la *« qualité israélienne »* (infrastructure de société évoluée, orientation moderne et scientifique des institutions, du potentiel humain, supériorité militaire, quelque limités que puissent être le territoire, la population, les ressources matérielles) à la *« quantité arabe »* (extension territoriale, population considérablement plus nombreuse, richesse du sous-sol, tout en ne faisant pas partie du monde développé). *Ces deux réalités, foncièrement différentes, peuvent éventuellement se côtoyer longtemps dans l'antagonisme, sans communication d'aucune sorte, sans commune mesure, perpétuer un conflit sans qu'aucun des belligérants puisse venir à bout de l'autre. Si la guerre d'octobre a fait étape, c'est qu'elle a introduit pour la première fois l'esquisse d'une « commensurabilité » entre Israël et les pays arabes.*

On aurait pu assigner à l'offensive arabe du 6 octobre trois objectifs distincts, théoriquement concevables : 1) exterminer l'Etat d'Israël ; 2) libérer les territoires occupés par Israël depuis juin 1967 ; 3) défier le mythe de l'invincibilité de l'armée israélienne, prouver la vulnérabilité de la théorie israélienne de sécurité, basée sur l'occupation de territoires arabes, mettre fin à l'impasse de l'état de « ni guerre ni paix » et ouvrir par la guerre la voie à la paix sans que la guerre soit à elle seule le moyen d'y accéder. *Le troisième de ces objectifs, le plus modeste des trois, en deçà de la libération de leurs territoires, que les Arabes avaient le droit légitime d'accomplir par voie militaire, était de toute évidence à la base de la stratégie égypto-syrienne.* En fait, cette stratégie ne comportait pas seulement une phase (la phase *militaire*), et elle n'impliquait pas seulement deux phases (une phase *militaire* suivie d'une phase *politique*), mais était conçue pour comporter trois phases : une phase *militaire*, qui provoquerait une phase *d'action conjuguée arabe*, faisant surtout intervenir l'arme du pétrole et, s'appuyant sur cet acquis, préparant les conditions pour que la troisième phase, *politique*, apporte une solution à la crise.

### A la recherche d'une " commune mesure "

CETTE stratégie différait manifestement du comportement arabe dans les guerres antérieures. Elle consistait, une fois franchie la ligne Bar-Lev, à ne se déployer qu'à l'abri de la couverture des missiles SAM, à induire l'ennemi à s'épuiser dans des batailles de chars à proximité du canal plutôt que de reconquérir du terrain en s'aventurant prématurément dans le désert. L'issue de la guerre devait, bien entendu, subir l'effet de la contre-stratégie israélienne. L'offensive égyptienne du 14 octobre, donnant lieu à une des plus formidables batailles de blindés que l'histoire ait connues, avait été rendue nécessaire pour alléger la contre-offensive sur le Golan. Un fait est pourtant certain : le « tournant » de la guerre, déterminé par ce fait ou non, ne devait intervenir qu'après qu'un pont aérien massif eut pourvu Israël d'un équipement américain ultra-moderne. L'appel qu'Israël adressait aux Etats-Unis pour qu'ils lui viennent en aide au moment le plus critique mettait fin au mythe de son *« indépendance »* à l'égard de son protecteur ; il plaçait ce dernier devant la nécessité de prouver que sa politique en Proche-Orient pouvait ne pas être entièrement *« dépendante »* des lobbys juifs, dont l'influence est considérable sur l'exécutif et sur le Congrès.

Mais le plus remarquable accomplissement de la guerre, aux effets incalculables, c'est l'effondrement sur le plan humain du mythe qui voulait faire de l'Israélien face à l'Arabe, David face à Goliath, un surhomme doté de qualités surnaturelles face à une race inférieure. Il ne s'agit pas là de qualités exceptionnelles que posséderait le peuple élu pour défendre son droit enfin retrouvé de vivre en paix, une fois de retour sur la Terre promise. Après que l'aviation égyptienne eut été en 1956 comme en 1967 anéantie au sol et que par deux fois l'armée au Sinaï eut été privée de toute couverture aérienne, pour le soldat égyptien, traqué sous le soleil du désert, le massacre que lui infligeaient les vagues successives d'avions supersoniques était un carnage apocalyptique, dans lequel il ne pouvait discerner d'où lui venait la mort. La guerre d'octobre, ce n'était plus des électrons décimant la chair d'hommes, mais une guerre d'hommes à hommes, motorisés, mais égaux. C'est sur ce plan-là, avant tout, que s'affirme une nouvelle base de *« commensurabilité »* entre Israéliens et Arabes.

Il ne s'agit pas, bien entendu, de commune mesure « idéologique » ou « politique », d'affinité « ethnique » ou « psychologique » après un quart de siècle d'antagonisme total. Le conflit israélo-arabe se prête mal aux classifications acceptées pour les conflits majeurs que notre planète a connus depuis la dernière guerre mondiale. D'ailleurs, le conflit du Proche-Orient est celui qui a le mieux résisté aux changements intervenus dans le climat international par la tendance à passer de la guerre froide à la détente.

On peut avoir reproché aux Arabes des excès, en fait plus verbaux que réels, dans la formulation de leurs objectifs. On ne peut pas leur reprocher le bien-fondé de leur grief, qui s'inscrit dans le cadre des justes revendications des mouvements de libération nationale, libération légitimée par les principes de l'ONU. Là où, par contre, l'opinion mondiale n'est pas unanime, c'est dans l'appréciation du « fait israélien » : dans quelle mesure constitue-t-il un « cas particulier » qu'on ne saurait exclusivement assimiler à un « fait colonial » ou purement « raciste », à quelles conditions sa survie se justifie-t-elle ? C'est pourquoi la recherche d'éléments de *« commensurabilité »* dans le conflit nous oblige à nous placer sur un plan d'abstraction qui ne peut faire usage des critères « idéologiques », « politiques » ou « sociaux » aisément applicables dans d'autres cas.

*(Lire la suite page 38.)*

## AU PORTUGAL COMME AU CHILI ET EN GRÈCE



# L'art de " dé-stabiliser " un gouvernement

**La démission du général Antonio de Spinola et son remplacement, le 30 septembre, par le général Costa Gomes à la présidence de la République marquent une nouvelle étape — mais non la dernière — de l'offensive lancée contre les hommes qui ont renversé la dictature au Portugal. Lorsque MM. Ford et Kissinger se flattent publiquement d'avoir « dé-stabilisé » le régime d'Unité populaire au Chili, on voit mal pourquoi ils se résigneraient à rester passifs devant l'instauration, en tout autre pays, d'un régime qui ne leur convient pas davantage. Bien plus, en assumant officiellement la responsabilité de cette subversion, ils adressent un avertissement sans frais à d'autres gouvernements. L'analyse des activités récentes de la C.I.A. dans deux pays européens est à cet égard riche d'enseignements.**

Par WILFRED BURCHETT

QUE la sous-commission des affaires étrangères du Sénat américain recommande l'ouverture d'une enquête sur le rôle joué par la C.I.A. dans le renversement du régime Allende au Chili, voilà une initiative louable. Elle l'aurait été plus encore si elle avait eu lieu pendant que la C.I.A. se livrait à ses basses besognes, et non à titre *post mortem*. Si une telle enquête s'intéressait aussi à ce que la C.I.A. trame au Portugal actuellement, elle découvrirait qu'une opération de type chilien est déjà engagée. Si elle avait été entreprise immédiatement après le « putsch des colonels » en 1967 à Athènes, et qu'une action appropriée ait été prise pour mettre un terme à une aussi flagrante ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays, la tragédie chilienne aurait été évitée. Pour ne rien dire de celle du Cambodge !

Les signes habituels des manipulations de la C.I.A. sont tout à fait apparents : au Portugal, elles ont pris la forme essentiellement d'une tentative visant à provoquer un chaos économique comme celui qui a précédé le coup d'Etat de Santiago — l'I.T.T. jouant encore une fois un rôle de premier plan ; en Grèce, elles ont mis en place la nouvelle génération de futurs colonels entraînés par la C.I.A. pour remplacer ceux de la vieille junte que M. Caramanlis a dû écarter en leur assurant une promotion : les colonels d'hier sont aujourd'hui généraux de brigade ou de division !

La C.I.A. avait toujours nié avec la plus grande véhémence être pour quoi que ce soit dans le coup d'Etat chilien comme dans celui des colonels grecs. Mais le président Ford a fait marche arrière dans sa conférence de presse du 17 septembre, en affirmant que les activités de la C.I.A. au Chili étaient autorisées en raison de *« la tentative du gouvernement de Salvador Allende d'anéantir la presse et les partis politiques d'opposition »*. *« Notre gouvernement, comme d'autres gouvernements,* ajoutait le président Ford, *appuie des actions dans le domaine des renseignements pour faciliter l'application de la politique étrangère et protéger la sécurité nationale. »* Il semble dès lors que le chef de la C.I.A. à l'époque, Richard Helms, puisse être poursuivi pour offense au Congrès pour avoir résolument nié sous serment tout rôle de la C.I.A. dans le renversement de Salvador Allende.

Quant au type d' « actions » décidées par le gouvernement américain, certains dirigeants politiques en Grèce nous en ont donné quelques aperçus intéressants. M. Andreas Papandreou, qui vient de rentrer en Grèce après six ans d'exil, a évoqué devant nous une de ses premières confrontations avec la C.I.A., qu'il relate par ailleurs dans un ouvrage récent. C'était en 1961. A l'époque, des élections devaient avoir lieu et les Etats-Unis s'inquiétaient du soutien populaire dont jouissait le front de la gauche, EDA. Le père d'Andreas, Georges Papandreou, alors premier ministre, avait résisté aux pressions du roi et de l'ambassade des Etats-Unis visant à lui faire adopter un système électoral de « partis frères », c'est-à-dire à susciter un front de la droite rival de l'EDA.

*(Lire la suite page 3.)*

*Lire page 21 :*

**CINÉMA POLITIQUE**

**AMÉRIQUE LATINE**

**Histoire et culture populaire**

(Jean-René Huleu et Serge Toubiana, Armando Mora, Ignacio Ramonet)

# LENDEMAINS DE DICTATURE EN GRÈCE

## Les conditions d'une véritable démocratisation

PAR ILIOS YANNAKAKIS

CELUI qui, il y a quelques années déjà, dans un pays de l'Europe centrale, avait assisté au passage inattendu et provoqué « d'en-haut » d'un système autoritaire, policier et mono-idéologique, à une situation débouchant sur la démocratisation du pays, devait retrouver en Grèce en cet été 1974 des signes étrangement analogues.

Sans vouloir faire une typologie de la phase transitoire située entre la fin brusque du régime autoritaire et la reconstitution d'une vie politique pluraliste, on constate néanmoins que les réactions populaires, l'attitude prudente des autorités, le genre d'espoir et de volonté de changement exprimés, les frustrations, sont semblables dans les deux cas et suivent la même courbe d'évolution.

Tout d'abord, stupéfaction et joie mêlées à la fois de peur et de méfiance, si caractéristique des gens qui ont vécu longtemps sous un régime policier, peur d'autant plus compréhensible et visible que rien en apparence ne change dans « l'environnement des visages » du quartier, du village, de la ville même ; soif d'informations sérieuses et en même temps rassurantes, confusion dans ce qu'on espère, aggravée par la carence des moyens de médiatiser cet espoir, tout cela sous-tendu par la frustration de n'être pour rien dans le changement. Et puis, soudain, autre stupéfaction. Une décision gouvernementale (dans le cas de la Grèce, le retrait de l'organisation militaire de l'OTAN), qui donne ce sentiment neuf et grisant de la dignité nationale recouvrée, prise de conscience populaire d'« être », instant privilégié qui conditionne la démocratisation, lui donne enfin une crédibilité aux yeux de l'opinion publique. C'est à ce moment que les craintes s'estompent, que les frustrations cèdent la place à une volonté de vivre la politique « à haute voix ». Le pays sort de sa léthargie.

Difficilement quantifiables, ces nuances et gradations du sentiment populaire qui s'enchevêtrent s'inscrivent paradoxalement dans une courbe parallèle à celle que va suivre la politique gouvernementale, sans qu'on ait l'impression qu'elles se rejoindront. De la chute de la dictature à la démocratie, le chemin est bien long.

Et, pour la Grèce, ce chemin est de surcroît particulièrement sinueux.

### Du côté du gouvernement

« GOUVERNEMENT **exceptionnel d'une situation exceptionnelle** », comme l'a défini un ministre, l'équipe mise en place par M. Caramanlis est composée d'opposants et de quelques résistants et recouvre un éventail relativement large de tendances politiques — cas unique dans toute l'histoire de la Grèce.

Socialistes et socialisants, centristes et représentants de la droite classique, — personnalités plus que chefs de file politiques — ces hommes assumèrent la lourde charge de l'héritage des colonels. Sans autre représentativité que celle d'avoir été des opposants inconditionnels à la dictature, liés par la solidarité gouvernementale, menacés d'« **être un jour mal compris par le peuple** » pour la lenteur de certaines décisions à prendre, en butte à l'appareil gouvernemental traditionnellement défectueux, assaillis par tous ceux qui « montaient à la soupe », au courant de la gravité des menaces intérieures et extérieures qui pesaient sur le pays en août, désespérément conscients, pour plusieurs d'entre eux, de la distance qui sépare les espoirs du peuple grec de la « politique du possible », ces ministres montrèrent en public une unanimité sans faille dans l'application de la politique tracée par le premier ministre. Elle peut se résumer par ces grandes lignes.

En politique intérieure : continuité de l'Etat par le retour à la Constitution de 1952, épuration sans grand éclat de l'armée en pratiquant la politique du « salami », tout en veillant à ce qu'elle ne se détache pas de la nation ; épuration limitée parmi le corps des hauts fonctionnaires en préservant le fonctionnement de l'appareil d'Etat ; nomination rapide de nouveaux préfets, tout en ne reconduisant pas pleinement les anciens maires dans leurs fonctions ; d'autre part, vigilance aiguë envers tout débordement populaire en maintenant la loi martiale et en faisant appel aux « **sagesse et maturité du peuple grec** » ; simultanément, application de quelques mesures urgentes d'ordre économique et social. En somme, une politique de dosage progressif quand à l'épuration, mais qui a eu le mérite d'éviter des manifestations fécondes en provocations et surenchères démagogiques dans une situation des plus troubles.

En politique extérieure, bien que Chypre soit pour l'instant l'épicentre des préoccupations diplomatiques, ce qui domine en réalité, c'est le changement d'axe de la diplomatie traditionnelle grecque. Le retrait de la Grèce de l'organisation militaire de l'OTAN ne signifiait nullement le rejet de l'atlantisme, mais remettait profondément en cause les relations de dépendance de la Grèce à l'égard des Etats-Unis. C'est dorénavant en Europe que la Grèce veut trouver ses « **alliés naturels** ». « L'idée européenne » avait fait du chemin dans les esprits au cours des sept ans de dictature, et la Grèce est aujourd'hui sûrement le « plus européen » des pays de la C.E.E. Plusieurs facteurs ont contribué à ancrer solidement l'idée européenne dans la population entre autres le fait que la Grèce « découvre » l'Europe à la fin des années 50, à travers les vagues successives de sa main-d'œuvre exportée, laquelle, abandonnant le chemin traditionnel des Amériques, immigra dans les pays du « miracle économique ». L'attitude de la C.E.E., qui avait gelé ses relations avec la Grèce des colonels, fut accueillie avec une profonde sympathie par le peuple grec.

Pour le gouvernement grec, le « pari européen » est de taille. Il évite à la Grèce de se retrouver quémandeur de l'aide soviétique, il lui permet de recevoir une aide économique urgente pour éviter une faillite économique. D'autre part, tout succès diplomatique en Europe sur la question chypriote affirmait l'autorité du gouvernement et consolidait le processus de démocratisation. Car l'« affaire chypriote » est un des ingrédients du dosage politique du gouvernement Caramanlis. La tension avec la Turquie maintenait l'armée hors de la sphère politique en la confinant dans son rôle de défenseur de l'intégrité du territoire. Eloignée d'Athènes et des grands centres urbains, envoyée aux frontières, l'armée put être épurée plus aisément. En outre, cette tension servait de garde-fou à d'éventuels mouvements populaires, sauvegardait la cohésion nationale, bref, donnait du mou au gouvernement pour assainir la situation intérieure.

### Du côté des forces politiques

INCAPABLE de s'unir tout au long des sept ans de dictature, « groupuscularisée » par la force des choses, surprise par le renversement du pouvoir des généraux, frustrée d'une victoire qu'elle voulait sienne, sans projets politiques d'avenir cohérents, la résistance émerge au grand jour dans un vide politique inquiétant. D'un côté, un gouvernement qui agit sans vouloir entamer un dialogue avec personne, assuré d'un consensus populaire affectif ; de l'autre côté, des groupes et des personnalités politiques sans « membership » derrière eux, tout au plus quelques partisans fidèles, et, entre eux, la grande majorité de la population qui espère un changement et qui, paradoxalement, attend, figée, l'appel des chefs leur indiquant la voie à suivre, surprenante attente messianique qui ne va pas sans inquiéter les milieux politiques. Les clivages et les glissements qui se sont opérés dans la clientèle traditionnelle des partis au cours de la dictature demeurait la grande inconnue. Cette ignorance de la température sociale, les mutations des structures sociales, les réels problèmes du pays, la profondeur de la crise de la société grecque, paralysaient en quelque sorte les milieux politiques. Les anciens partis politiques hésitaient à se reconstituer, les organisations de la résistance à se transformer en partis politiques. D'ailleurs, les divergences à l'intérieur de ces organisations semblaient trop graves pour permettre une homogénéité de plate-forme politique et une crédibilité aux yeux du public. Unis dans la résistance, la plupart de ces hommes étaient de nouveau attirés par leur famille idéologique d'origine.

Bien qu'une éventuelle échéance électorale semblât lointaine, les regards des uns et des autres se tournaient vers la ligne bleue des élections. Des combinaisons d'alliances s'échafaudaient et se disloquaient, des projets d'unification de certains groupes politiques se défaisaient à peine formulés, les supputations sur les chances politiques de certaines personnalités allaient bon train... Que va faire exactement M. Caramanlis ? Un nouveau parti, un rassemblement populaire allant de la droite à la gauche ? Et l'Union du centre sera-t-elle reconstituée sous sa forme ancienne ? Et M. Papandréou sera-t-il l'extrême gauche d'une gauche disparate ? Et les P.C.G. vont-ils s'isoler ou rechercher à leur tour des alliances ? Questions, certes, importantes mais qui ne correspondaient pas à la gravité de la situation.

En mal de représentativité, conscients que le temps presse, pauvres en projets politiques et sociaux, pris dans la contradiction permanente de reconstituer la scène politique d'avant 1967, et la nécessité politique de répondre à cette volonté populaire de changement, de saisir ce qui est en puissance dans les revendications mal formulées encore, les groupes politiques semblaient ne pas savoir quelles voies suivre.

Néanmoins, dans ce remue-ménage, des pôles commencent à émerger. A gauche, les deux partis communistes, l'un dit de « l'extérieur », l'autre de « l'intérieur ». Pour l'instant, comme dit l'un de leurs dirigeants, les deux partis sont composés d'un noyau de cadres, d'un anneau de militants et d'une couronne de sympathisants. Personne ne peut aujourd'hui évaluer précisément leurs forces. Au départ, ces deux partis sont sérieusement handicapés par les circonstances.

L'un, de « l'extérieur », traîne les lourdes responsabilités de la guerre civile, son « langage de bois » passéiste et dogmatique, son inconditionnalité envers l'Union soviétique ; le fait aussi que sa direction s'est trouvée durant presque vingt-cinq ans hors des frontières de la Grèce aggrave sa position. A son avantage, la « légitimité », son intransigeance initiale qui plaît à une frange de la jeunesse assoiffée de « **rigueur révolutionnaire** », de slogans durs. Ce parti, paradoxalement, attire ce qu'on appellerait un peu rapidement les « **gauchistes staliniens** ». Toutefois, il est en train de subir une mutation intéressante. Sous les conseils d'un grand parti frère occidental qui l'a « **pris en charge politiquement** », il s'épure des entraves de son passé, de son maximalisme, et prépare son insertion dans la vie politique en tant que parti sérieux et crédible.

Quant au parti de « l'intérieur », il a subi sa catharsis en 1968, au moment de la scission (1). Composé en majorité de militants qui ont vécu en Grèce, collant davantage aux réalités du pays, plus ouvert aux idées neuves, il se veut le rassembleur de tous ceux qui aspirent à une « **voie socialiste grecque** ». Mais n'étant pas reconnu par les partis communistes, évitant le moindre prétexte d'être taxé d'antisoviétisme, il mise sur son dynamisme et son rayonnement pour être réintégré dans la « **famille communiste** ».

Reconnus de facto dès le 24 juillet, enfin légalisés deux mois plus tard, après presque quarante-deux ans de clandestinité, les deux partis sont parvenus à un moment crucial pour leur avenir. Leurs futures alliances électorales détermineront dans une grande mesure leur impact sur le pays.

L'Union démocratique et socialiste veut, elle aussi, jouer un rôle polarisateur. Unique héritière d'une faible tradition socialiste grecque, ayant toujours été une force électorale d'appoint, l'U.D.S. ambitionne de devenir le noyau d'où sortira un grand parti socialiste grec. Partagée entre une tendance social-démocrate classique, qui espère secrètement se retrouver à la gauche de l'éventuel rassemblement de M. Caramanlis, et une autre qui cherche à s'unir aux nombreux groupements socialistes et socialisants, ce parti n'a pas encore trouvé son « style », son langage et sa force de rénovation.

L'Union du centre, qui s'est reconstituée ces jours derniers, démarre avec une forte personnalité à sa tête, M. Mavros, ministre des affaires étrangères. Face au rassemblement que projette M. Caramanlis, l'Union des centres est persuadée de devenir le second parti de Grèce à l'issue des élections. Se rendant indispensable, ce parti décidera dans une grande mesure de la composition du prochain gouvernement.

Quant à M. Andreas Papandréou, avec son nouveau parti personnalisé, l'Union panhellénique socialiste, il veut représenter l'aile la plus radicale, la plus révolutionnaire de l'échiquier politique. Se sachant populaire, « attendu », il est un étrange mélange d'attirance et de refus pour ces multiples groupuscules révolutionnaires en quête d'un toit.

M. Caramanlis, pour l'instant, ne se prononce pas. Il assiste au remplissage lent de la scène politique. Il a saisi qu'à l'étape actuelle sa personne est indispensable à l'équilibre politique de la Grèce ; son crédit est imposant, il se sent le chef attendu par une partie importante de la population. L'image gaullienne de M. Caramanlis a fait son chemin, des mythes se sont créés, le passé de cet homme politique semble être oublié... les élections sont presque dans six semaines.

### L'échéance électorale

LES élections étaient généralement attendues au printemps de 1975. Bien que tout le monde eût conscience que la phase transitoire ne pouvait plus durer sans créer un profond malaise politique dans le pays, les forces politiques à la recherche de leur identité craignaient des élections à brève échéance. L'annonce des élections pour la première quinzaine de novembre bouleverse toutes les prévisions, et peu importe si c'est M. Caramanlis ou un groupe de pression de la droite qui a imposé cette date.

Quelles significations auront ces élections ? Du point de vue de la politique extérieure, le gouvernement a besoin d'un crédit neuf pour mener à terme ses efforts diplomatiques sur la question chypriote. En face, en Turquie, M. Ecevit espère que des élections anticipées lui donneront une autorité accrue, atout non négligeable dans les futures négociations sur Chypre. La Grèce ne pouvait plus se permettre d'avoir un gouvernement issu d'une situation exceptionnelle, non élu par un Parlement, et un ministre des affaires étrangères qui ne rendait de comptes qu'à son premier ministre.

La C.E.E., réticente quant à l'entrée de la Grèce dans la Communauté européenne, pourrait être plus compréhensive si toutes les apparences d'une démocratie étaient rétablies en Grèce. Un gouvernement issu d'élections dotera la Grèce d'un crédit international qu'elle n'a pas encore acquis.

La question des élections est plus complexe par rapport à la situation intérieure. Les forces politiques en formation sont prises de court. Des alliances sans principes et souvent contre nature se noueront pour arracher une clientèle électorale. Les programmes électoraux vont être bâclés, des surenchères ou des timidités politiques fausseront le discours politique, le verbe — ce mal éternel de la Grèce — se réinstallera roi dans la campagne électorale.

Mais, au-delà de cet aspect des choses, les élections risquent de rebloquer la société grecque, car l'image de la représentation parlementaire ne correspondra pas aux profondes mutations qui sont en train de se produire dans le corps social. Au lieu de reconstituer patiemment une scène politique que reflètera le rapport exact des forces, au lieu de permettre — ce qui est une nécessité vitale pour l'avenir du pays — l'éclosion de projets à long terme fondés sur la connaissance des problèmes, ces élections prématurées réintroduiront le vieux jeu politique des partis à clientèle électorale.

L'épuration, qui est une des revendications majeures du peuple grec, devra être par la force des circonstances arrêtée, car les élections signifient une page tournée de l'histoire toute récente de la Grèce. Cette revendication légitime n'a rien de commun avec une vengeance aveugle et arbitraire d'un peuple qui se libère d'une dictature. Elle prend tout son sens quand on connaît la responsabilité de la droite et du centre droit dans le coup d'Etat des colonels. Cet inachèvement de l'épuration laissera sans aucun doute des traces profondes dans la conscience du peuple grec. En outre, on assiste à une tentative très adroite d'effacer de la mémoire collective les années d'avant la dictature, où la **répression** était une des constantes de la vie politique en Grèce, hormis la courte période du gouvernement de Georges Papandréou. La droite, en freinant l'épuration, laisse passer une occasion unique de se débarrasser de tous les éléments fascistes qu'elle contient en son sein et hypothèque sa catharsis, fermant le chemin de sa modernité.

Les élections, certes, vont donner une légitimité au gouvernement, les institutions parlementaires vont normalement fonctionner après sept ans d'interruption, la démocratie sera ainsi rétablie. Mais tous les problèmes de la Grèce demeurent entiers.

Si, par démocratisation de la vie politique, on entend rétablissement des libertés, fonctionnement des institutions, légalisation et libre activité des partis, la Grèce est en voie de réussir cet objectif. Résultat non négligeable après ces années de dictature.

Mais ce pays est-il bien parti pour résoudre la question fondamentale autour de laquelle se déroulèrent tous les drames de son histoire moderne : **répression (2) ou acceptation des réformes structurelles ?** Les partis politiques et les différentes organisations professionnelles et syndicales seront-ils capables de promouvoir, d'élaborer, d'imposer des politiques **réformistes et réformatrices** indispensables au déblocage du pays ? Le futur gouvernement sera-t-il prêt à réaliser des réformes de court et de long terme, ou bien, face aux différentes pressions populaires, aura-t-il recours à la **répression**, cette constante de la vie politique grecque, qui a pour conséquence d'éliminer une importante partie de la population de l'activité politique du pays ? Pourra-t-il transformer un appareil d'Etat, dont la plupart des fonctionnaires à tous les échelons sont dépourvus du sens de l'Etat, de la fonction publique, des intérêts de la collectivité, ce qui n'est pas un legs de la dictature militaire, mais le produit d'une société encore archaïque dans son fonctionnement ?

La refonte radicale du système de l'enseignement, immuable depuis le dix-neuvième siècle, sera-t-elle enfin réalisée ou, comme ce fut le cas jusqu'à présent, repoussée « ad aeternam », de peur qu'une modernisation de l'éducation nationale n'entraînât le bouleversement des mentalités et la remise en cause de toute l'idéologie régressive dominant jusqu'alors ?

Le futur gouvernement aura-t-il la volonté, la force, les appuis nécessaires pour s'attaquer aux structures économiques vétustes, à la corruption, aux activités parasitaires qui ont fleuri sous la dictature, ou bien, devant l'éventualité de perdre le soutien des milieux économiques attachés aux anciennes structures, majoritaires actuellement, se contentera-t-il de quelques réformes superficielles ?

Et, au-delà de ces trois réformes fondamentales et urgentes qui entraîneront par voie de conséquences des transformations dans tous les secteurs de la vie sociale et économique, la Grèce d'après les élections aura de nouveau à répondre à la question que toute l'histoire de ce pays a posée : répression, violence, régression, ou volonté de changement, acceptation des transformations sociales, reconnaissance des luttes sociales et politiques ? Car c'est bien après les élections que tout ce qui est refréné jusqu'à maintenant éclatera en plein jour.

---

(1) *Cf.* A. Kritis, « Mort et naissance d'un parti », *Politique aujourd'hui*, Paris, avril 1969.

(2) Coup d'Etat, camps de concentration, exécutions, courte période normale, coup d'Etat, etc.

NOS PRECEDENTS ARTICLES

- UNE ARMEE D'OCCUPATION AU SERVICE DE L'ETRANGER, Michel Cadatzis (JANVIER 1974).
- TRENTE ANS DE POLITIQUE AMERICAINE EN GRECE, Pavlos Nikiphorou (MAI 1974).
- LES STRUCTURES DU TOTALITARISME RESTENT INTACTES A ATHENES, Richard Someritis (AOUT 1974).

هكذا من الأصل



# Une économie tributaire du modèle néo-libéral

PAR SPILIOS PAPASPILIOPOULOS

L'ABOLITION d'une dictature militaire *« bouffonne et sanglante »*, selon l'expression de J.-P. Sartre, marquera sans doute une étape importante dans les luttes sociales et politiques qui pourraient mettre de nouveau à l'épreuve la démocratie parlementaire en Grèce. Comme le disait Bertolt Brecht, *« le ventre d'où est sortie la chose immonde est encore fécond »*. Ce ventre est, en Grèce, la structure oligarchique du pouvoir et la dépendance de l'extérieur.

Plus qu'en d'autres démocraties bourgeoises, la dichotomie entre gouvernement (parlementaire) et pouvoir (extra-parlementaire) a conditionné les luttes politiques en Grèce. En 1952, trois ans après la fin de la guerre civile, la droite s'est installée au pouvoir, qu'elle n'a jamais perdu depuis. Dix ans plus tard, en 1963, une alliance de classes (paysans, petite et moyenne bourgeoisie, intelligentsia, classe ouvrière) a amené au gouvernement l'Union du centre, formation hétéroclite et politiquement ambiguë, qui aurait pu ouvrir démocratiquement la voie aux transformations radicales de structures, dont la nécessité s'imposait au pays. Mais la droite n'acceptait pas l'alternance du pouvoir, qu'elle détenait grâce au « pouvoir parallèle » (palais, oligarchie, ambassade américaine, armée, police).

Quand, après le coup royal de juillet 1965, la mobilisation populaire — pourtant peu préparée et mal dirigée — risqua de mettre fin à cette dichotomie entre gouvernement et pouvoir, le système parlementaire « limité » fut aboli par le coup d'Etat militaire du 21 avril 1967.

La dictature militaire, même si elle employait les mêmes méthodes de répression et de terreur, n'avait en Grèce ni les origines ni les caractéristiques des fascismes allemand et italien de l'entre-deux-guerres (1). Nous ne pouvons qu'être d'accord avec Barrington Moore Jr. quand il démontre que la faiblesse d'une bourgeoisie commerciale et industrielle, qui n'a pas d'indépendance et ne peut prendre le pouvoir et gouverner pour elle-même, conduit à la faiblesse de la démocratie parlementaire : *« Eventuellement, la porte est ouverte aux régimes fascistes par l'échec de ces démocraties à faire face aux problèmes politiques importants, et par leur incapacité d'obtenir les changements structurels fondamentaux »* (2).

Si la logique du coup d'Etat militaire du 21 avril 1967 est aujourd'hui plus qu'apparente, une analyse des structures économiques et sociales s'impose pour expliquer la structure du pouvoir et la dépendance extérieure. Disons d'emblée que le développement du capitalisme en Grèce a suivi un chemin particulier, avec ses propres contradictions et déséquilibres (3).

## Le type de développement

LE modèle de développement néo-libéral, basé sur le mécanisme du marché, et aboutissant à un développement extraverti, dépendant et non autocentré, a été définitivement imposé en 1953 par le gouvernement du maréchal Papagos. Il est surtout caractérisé par une stratégie d'accumulation privée du capital, indigène ou étranger. L'Etat n'intervient que pour effectuer les travaux d'infrastructure (énergie, routes, travaux publics, télécommunications), contrôler le crédit — certains « crédits gelés » ont même été transformés en prêts à fonds perdu — et imposer une politique déflationniste de stabilité monétaire. Un plan très indicatif a été élaboré pour la première fois en 1958, mais l'économie grecque n'a jamais connu une planification digne de ce nom. La loi du profit et la rationalité du marché, qui a sa propre logique, ont conduit à une mobilisation insuffisante du surplus économique, à son gaspillage en des dépenses improductives de consommation de luxe, à des importations de luxe, à un taux insuffisant d'investissements productifs, interdisant, même à long terme, la résorption totale du chômage et du sous-emploi.

Le seul taux d'augmentation du revenu national ne peut être utilisé comme indicateur du développement économique, comme le font souvent les organismes internationaux : il ne peut constituer, au plus, qu'un indicateur de tendance. Sous cette réserve, on peut constater que, ces vingt dernières années en Grèce, le taux d'augmentation du revenu national a été très important (pendant la période de la dictature militaire, il a été inférieur à ce qu'il était en démocratie parlementaire) (cf. tableau I).

Pour l'ensemble des années 1950 à 1970, l'augmentation du revenu national a été, en moyenne, de 6,5 % par an. Entre 1948 et 1970, le revenu national net dans son ensemble a augmenté de quatre fois ; mais le revenu provenant de la transformation (industrie et artisanat) s'élevait de huit fois tandis que le revenu agricole ne progressait que d'un peu plus de 1,5 fois. En ce qui concerne le revenu industriel, celui des industries chimiques, métallurgiques, de constructions métalliques, de moyens de transport, a augmenté de 16,7 fois, contre 4,5 fois seulement pour celui des industries de biens de consommation.

Quant au revenu moyen par tete, il était estimé à 950 dollars en 1969 contre 620 dollars en 1964. (Taux d'augmentation : 6,3 % en 1961-1962, 6,9 % en 1963-1966 et 6,4 % en 1967-1969).

Selon les données de la Banque mondiale, si les rythmes d'augmentation du revenu national par tête atteints pendant la décennie 1960-1970 se maintiennent, nous aurons pour l'Italie, la Grèce et la Turquie les chiffres indiqués au tableau II (4).

Mais cette extrapolation n'est qu'une indication de tendance. Dans le cas de la Grèce, l'augmentation du revenu national est due en grande partie à l' « aide » américaine, au développement du tourisme, aux envois de fonds des émigrés et au retour des armateurs après la guerre civile dès qu'un gouvernement de droite fut mis en place. La prospérité urbaine (expression qui convient mieux que celle de « développement économique ») n'est point un « miracle économique », mais un type de développement qui aggrave les problèmes économiques et les contradictions, et dont l'avenir dépend d'éventuelles transformations de structures en profondeur (5).

La distribution du revenu était déjà très inégalitaire avant la dictature militaire. Il a été calculé que 40 % de la population appartenant aux catégories inférieures de revenus recevaient 9,5 % du revenu national, 43 % appartenant aux classes moyennes en recevaient 32,5 % et 17 % appartenant aux classes supérieures se partageaient le reste, soit 58 % du revenu national (6). Bien que les données soient inexistantes ou fragmentaires, nous pouvons soutenir que par suite des spéculations de toute sorte, de l'inflation, des concessions fiscales sans précédent envers le grand capital et de la repression du mouvement revendicatif des salariés, cette inégalité s'est encore accentuée pendant la dictature militaire. Selon d'autres calculs, le taux moyen du profit brut sur le capital fixe atteignait 30 % en 1971 et 45 % en 1973, tandis qu'il n'était que de 12 % avant la dictature militaire (7 à 8 % pour les pays capitalistes industrialisés) (7).

**Tableau I**
**ACCROISSEMENT ANNUEL DU REVENU NATIONAL SELON LES PERIODES**

| | |
|---|---|
| 1951-1962 (gouvernements de droite, avec Papagos et Caramanlis) | 5,6 % |
| 1963-1966 (gouvernements du centre) | 7,4 % |
| 1967-1970 (première période de la dictature militaire) | 6,8 % |

Source : « Tableaux de la comptabilité nationale, 1948-1970 » de l'Office national des statistiques.

**Tableau II. — EVOLUTION DU REVENU NATIONAL EN ITALIE, EN GRECE ET EN TURQUIE (prévisions, en dollars)**

| | 1970 | 1980 | 1985 | 1990 |
|---|---|---|---|---|
| Italie | 1 760 | 2 759 | 3 455 | 4 327 |
| Grèce | 1 090 | 2 065 | 2 843 | 3 914 |
| Turquie | 310 | 454 | 550 | 666 |

**Tableau III. — LA CONCENTRATION INDUSTRIELLE EN 1971 (entreprises de plus de dix employés)**

| ACTIF en millions de drachmes | | En % | Personnel employé: Effectifs | Personnel employé: En % |
|---|---|---|---|---|
| — les 49 plus grandes entreprises | 73 313 | 51,5 | 60 702 | 33,2 |
| — dont 16 ayant un actif supérieur à 1 500 millions de drachmes | 43 320 | 30,4 | 35 681 | 17,8 |
| — et 33 autres entreprises | 29 993 | 21,1 | 31 021 | 15,4 |
| — les 1 334 autres entreprises industrielles et minières | 69 467 | 48,5 | 134 138 | 66,8 |

(Source : Office national des statistiques, « résultats du recensement de 1971 ».)

**Tableau IV. — EVOLUTION DE L'ACCUMULATION DE 1960 A 1967 (% du revenu national dans l'industrie grecque)**

| | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Investissements bruts de cap. fixe | 18,5 | 18,2 | 19,3 | 19,3 | 21,1 | 22,1 | 22,8 | 21,8 |
| Invest. nets (moins amortissements) | 12 | 16 | 15 | 17 | 19 | 20 | 18 | 18 |
| Invest. nets de cap. grec | 10 | 14 | 13 | 15 | 15 | 16 | 16 | 15 |
| Invest. nets de cap. grec privé | 6 | 10 | 9 | 12 | 11 | 11 | 13 | 11 |

(Source : tableau établi d'après les « Tableaux de comptabilité nationale 1948-1970 ».)

**Tableau V. — LA REPARTITION DE LA POPULATION EN 1961 ET EN 1971**

| | 1961 | 1971 | Evolution en % |
|---|---|---|---|
| Zones urbaines : | | | |
| Athènes-Le Pirée | 1 852 709 | 2 540 241 | + 37,1 |
| Salonique | 380 648 | 557 360 | + 46,5 |
| Autres villes | 1 867 686 | 2 049 640 | + 9,7 |
| Total | 4 101 043 | 5 147 241 | + 25,5 |
| Population rurale | 4 287 510 | 3 621 400 | — 15,4 |
| Total de la Grèce | 8 388 553 | 8 768 641 | + 4,5 |

(Source : Office central des statistiques, recensement de la population de 1971.)

## Les faiblesses de l'industrie

DES transformations très importantes sont apparues dans la structure de la production industrielle depuis vingt ans. Entre 1951 et 1970 la part des industries de consommation dans le produit industriel total est tombée de 77,5 % à 55,1 %, tandis que celle des industries de base et des industries « mixtes » passait de 22,5 % à 44,9 %. Une autre caractéristique de cette transformation industrielle est le degré élevé de monopolisation de l'économie grecque (cf. tableau III).

En dehors des branches où la concentration est très poussée (industrie chimique, industrie minière, industrie métallurgique, pétrochimie, chantiers navals), on recensait en 1967 cent quatorze mille entreprises employant moins de dix personnes, ce qui pose des problèmes considérables sur le plan de la modernisation du secteur industriel dans son ensemble. Les trois plus grandes faiblesses structurelles de l'industrie grecque tiennent à son incapacité de satisfaire une part croissante des besoins intérieurs en produits industriels de consommation, à l'inexistence de toute production de machines-outils, et à l'incapacité du secteur industriel d'absorber la main-d'œuvre disponible et de réaliser le plein emploi.

Ces faiblesses s'expliquent par l'insuffisance du taux d'investissements, l'orientation des investissements, et la participation médiocre du capital proprement national, qui seul aurait permis un développement autonome, intégré et intraverti. De 1960 à 1967, 45,75 % des investissements privés annuels sont allés à la construction de logements. Entre 1950 et 1970, les investissements de capital fixe dans l'industrie de transformation n'ont augmenté que de 3,2 fois (contre 5,1 fois dans l'agriculture et six fois pour le total des investissements dans l'économie nationale). Seuls les investissements en achats de bateaux, du fait du capital armateur, ont marqué une hausse spectaculaire : de 35 millions de drachmes en 1950, ils sont passés à 4 247 millions de drachmes en 1970, soit une augmentation de près de cinquante et une fois ! C'est la période de 1959-1966 qui détient le record de hausse, avec 99,3 % en moyenne par an, contre une moyenne de 39,5 % pour 1967-1970. (Mais ces investissements avaient diminué de 16,1 % par an pendant la période 1963-1966).

Quant à l'origine des investissements, 15 % proviennent du capital proprement national (contre 18,4 % pour la France, 19,5 % pour l'Italie, 27 % pour la Norvège, 26,7 % pour la Hollande et pour l'Allemagne).

Si on considère que le taux annuel de l'investissement global (à l'exclusion des achats de bateaux) représentait 21,1 % du revenu national en 1963-1966 et 24,1 % en 1967-1970, le tableau IV montre l'importance du capital étranger dans le financement des investissements (8).

La loi 2687 de 1953 a été la première d'une série de textes législatifs qui accordèrent aux capitaux étrangers tous les privilèges, garanties et exonérations fiscales dont ils avaient besoin. A plusieurs reprises, des organismes étatiques, comme par exemple la Banque pour le développement industriel (ETBA) se sont associés au capital étranger. Et si la création de banques étrangères était interdite jusqu'à l'avènement de la dictature militaire, ce petit obstacle a sauté depuis. Le capital étranger a la possibilité d'emprunter au système bancaire, ou de lancer des emprunts pour collecter l'épargne populaire. D'autre part, le capital grec qui entre en tant que « capital étranger » jouit des mêmes privilèges et de la même possibilité d'exporter ses profits ! Les chiffres qui expriment les sorties de devises au titre des intérêts, dividendes et profits, perçus par les investisseurs étrangers sont assez éloquents : 48,4 millions de dollars de 1963 à 1966, et 151 millions de dollars de 1967 à 1970.

## Déclin de l'agriculture

LES conséquences de ce modèle capitaliste de développement ont aussi marqué l'agriculture, caractérisée par une faible productivité et une structure de la production inadéquate aux exigences de la demande interne et externe.

L'agriculture grecque ne constitue pas le secteur « archaïque » d'une économie « dualiste ». Depuis la réforme agraire de 1917-1922 et l'expropriation de grandes propriétés, dominent la petite et la moyenne propriété où l'exploitation familiale est la forme principale des relations de production, où les relations marchandes sont très développées et la monétarisation presque totale. Mais le taux d'augmentation du produit agricole n'a cessé de diminuer : de 5,8 % en moyenne par an en 1950-1958, il est tombé à 3,9 % en 1959-1967, et à 2 % en 1968-1973. Cette dernière année, il a baissé de 1 % par rapport à 1972 (9). La population agricole active, qui constitue 40 % de la population active totale ne produisait en 1971 que 20 % du revenu national. Selon le recensement de cette même année, 47 % de la population rurale avait moins de quatorze ans ou plus de soixante ans, alors que dans les villes ce pourcentage tombe à 37 %. Les femmes représentaient 36,3 % des éléments actifs dans l'agriculture contre 22 % dans les autres secteurs.

La faiblesse du revenu agricole par tête (en Epire, en Crète et en Thrace, il est de 2,5 fois inférieur au revenu moyen par tête à Athènes), la médiocrité du niveau de vie dans les campagnes, le sous-emploi, la fluctuation des prix, les difficultés que rencontrent les propriétés agricoles de petites dimensions et morcelées, l'oppression enfin poussent les paysans à abandonner la terre et à fuir — c'est le mot qui convient. Même les petites villes se dépeuplent au profit des agglomérations d'Athènes et de Salonique, l'axe entre ces deux villes rassemblant toute la croissance urbaine de la Grèce : *« Sur cinquante-trois villes — Athènes et Salonique mises à part — trente ont un solde migratoire négatif et treize seulement ont un solde migratoire positif significatif »* (10) (cf. tableau V).

Ces mouvements internes sont complétés par une émigration très importante, due à l'insuffisance des rythmes d'accumulation et de développement économique (11). On estime que de 1955 à 1970, un million de travailleurs grecs ont quitté leur pays. Entre 1962 et 1965 l'émigration a absorbé entre 70 % et 82 % de l'augmentation naturelle de la population, tandis que les chiffres de l'année 1969 ont soudain fait apparaître une diminution de la population (différence entre l'augmentation naturelle et l'émigration nette de l'année) de huit mille cinq cents personnes, qui allait atteindre en 1970 le chiffre de dix mille six cents.

Seul un autre modèle de développement et une autre stratégie d'accumulation du capital permettraient de résoudre ce problème de l'émigration, que l'association avec le Marché commun risque d'accentuer. Mais à l'émigration des travailleurs, s'ajoute la « fuite des cerveaux », pour laquelle la Grèce détenait déjà tous les records avant même l'avènement de la dictature militaire (12).

Il avait été calculé en 1965 que, pour réaliser le plein emploi, un million de nouveaux postes devaient être créés pendant la décennie 1965-1975, ce qui représentait un investissement approximatif de 12 milliards de dollars (une moyenne de 12 000 dollars par travailleur), soit 1,2 milliard de dollars par an (13). Or pour la période de 1961 à 1967, les investissements ont été en moyenne de 455 millions de dollars par an, et ils n'ont pas beaucoup augmenté sous la dictature militaire malgré les prévisions du « plan » de développement 1968-1972.

Le mouvement populaire qui donna la victoire électorale à l'Union du centre en 1964 posait déjà clairement la plupart de ces conditions. L'oligarchie dirigeante et le « pouvoir parallèle » ont répondu par la violence de la dictature militaire. Cette dictature a échoué par son inefficacité, la corruption et l'enrichissement scandaleux de ses protagonistes, la faillite de sa politique économique et sa trahison nationale, mais son échec profite aujourd'hui à la droite parlementaire qui avait été son instigatrice idéologique. Face à cette droite qui va se transformer en « mouvement national », la renaissance d'un mouvement populaire affranchi des démagogies pseudo-révolutionnaires et des tentatives de personnalisation sera longue et difficile, d'autant qu'il lui faudra se débarrasser des ambiguïtés idéologiques, s'organiser et se structurer en tant que mouvement de masse, avant d'être en mesure de revendiquer le pouvoir par des moyens démocratiques et de reconstruire l'économie selon un modèle de développement autonome.

(1) Voir N. Poulantzas : *Fascisme et dictature*, Maspero, Paris, 1972.
(2) Barrington Moore Jr. : *Social Origins of Dictatorship and Democracy*, Beacon Press, Boston, 1966.
(3) Une importante discussion se développe actuellement entre économistes, historiens et sociologues grecs sur la « formation sociale » grecque, et un nombre important de thèses universitaires sont en préparation.
(4) Toutes les informations statistiques utilisées dans cet article, sont puisées, sauf indication contraire, aux *Annuaires statistiques de la Grèce*, aux *Tableaux de la comptabilité nationale, 1948-1970* et au journal *Economicos Tachydromos*, instrument indispensable pour l'étude de l'économie grecque.
(5) La théorie du développement inégal et la théorie du capitalisme périphérique doivent s'appliquer, mais avec beaucoup de circonspection.
(6) D. Karagiorgas : *The Distribution of Tax Burden by Income Groups in Greece*, *Economic Journal*, juin 1973 (étude écrite dans la prison de Korydalos, où le professeur Karagiorgas était détenu pour sa participation à la résistance).
(7) D. Karagiorgas, dans la revue *Anti* (en grec), n° 1, 7 septembre 1974.
(8) Voir sur ce problème l'article de P. Nikiphorou dans *le Monde diplomatique*, mai 1974, et Th. Pangalos - S.-Papaspiliopoulos : « Note sur l'internationalisation du capital en Grèce », communication présentée au colloque de l'A.C.S.E.S. sur « l'Internationalisation du capital », Grenoble, 4-6 juin 1974.
(9) Rapporté par G. Coutsoumaris dans *Economicos Tachydromos* du 27 juin 1974.
(10) B. Kayser : *Les migrations intérieures en Grèce*, dans J.C. Peristianay : *Contributions to Mediterranean Sociology*, Mouton, Paris, 1968.
(11) Voir surtout le remarquable article de F. Bellini « l'émigration des travailleurs grecs », *Temps modernes*, juin 1966.
(12) Nous avons plus longuement évoqué ce problème dans l'étude « structures socio-politiques et développement économique en Grèce », *Temps modernes*, n° 276 bis (« Aujourd'hui la Grèce »).
(13) Par le professeur D. Karagiorgas, rapporté par F. Bellini (article cité).


### BIBLIOGRAPHIE

- C. Tsoukalas : **la Grèce de l'indépendance aux colonels**, Maspero, Paris, 1970 (publié en anglais chez Penguin, à Londres).
- J. Meynaud et collaborateurs : **les Forces politiques en Grèce**, Lausanne, 1966.

SUR LES STRUCTURES ECONOMIQUES ET SOCIALES :

- B. Kayser et K. Thomson : **Atlas économique et social de la Grèce**, 1966, Edition du Centre de planification et d'études économiques d'Athènes, qui a publié (en anglais) plusieurs monographies importantes sur les problèmes grecs.
- N. Mouzelis - M. Attalides : **Greece**, dans **Contemporary Europe : Class, Status and Power**, Weidenfeld and Nicholson, Londres, 1971.
- B. Kayser : **Géographie humaine de la Grèce**, Centre de recherches sociales, Athènes, 1967.

SUR LES ORIGINES DE LA DICTATURE MILITAIRE :

- J. Meynaud : **Rapport sur l'abolition de la démocratie en Grèce**, Paris, 1968.
- S. Rousseas : **The Death of a Democracy, Greece and the American Conscience**, Grove Press, New-York, 1968.
- J. Bonnet : **Une dictature « made » in U.S.A.**, Temps modernes, novembre 1967.
- **Aujourd'hui la Grèce**, numéro spécial (276 bis) des **Temps modernes**.


RECTIFICATIF. — *Dans le reportage de Marcel Barang sur « La Turquie à l'heure de la crise chypriote »* (le Monde diplomatique *de septembre 1974), il fallait lire (page 3, 4ᵉ colonne)* : « ... la grève des cinquante mille ouvriers d'une aciérie d'Iskenderun — construite avec des capitaux soviétiques » — *et non « américains »*.

# YOUGOSLAVIE — Après l'arrestation de militants staliniens

## Nouveaux appels à la vigilance contre les ennemis du régime

Par BERNARD FERON

*POURQUOI le maréchal Tito a-t-il estimé nécessaire de confirmer lui-même, dans un discours prononcé le 13 septembre, le bruit qui courait : les autorités ont arrêté un groupe de militants qui tentaient d'organiser un parti de type stalinien ? En présentant les faits, le chef de l'Etat yougoslave s'est efforcé de réduire l'histoire à de modestes proportions. A l'entendre il s'agissait presque d'une conspiration d'opérette. Néanmoins il fallait profiter de l'occasion pour rappeler au devoir de vigilance les cadres du parti. Et aussi pour donner un avertissement public aux puissances étrangères qui se mêlent de la politique intérieure yougoslave. Dans le contexte, la mise en garde ne pouvait s'adresser qu'à l'Union soviétique et à d'autres pays de l'Est européen.*

*Depuis trois ans, le président de la Ligue des communistes prie instamment les dirigeants de lutter énergiquement sur tous les fronts. L'épuration visa d'abord, en décembre 1971, les nationalistes qui défendaient avec tant d'ardeur les revendications de telle ou telle République dont ils encourageaient, disait-on, les éléments les plus réactionnaires, mettant aussi en péril la fédération. Un an plus tard, les purges atteignirent les libéraux ou les technocrates. Bref, le créateur de la Yougoslavie moderne semblait mettre un terme à une évolution qui s'était dessinée il y a une vingtaine d'années avec son approbation. Il rétablissait les règles en vigueur dans la plupart des autres partis communistes et restaurait notamment le centralisme démocratique : les discussions sont libres, mais lorsqu'une décision est prise chacun doit s'incliner et appliquer les directives de l'autorité placée immédiatement au-dessus de lui. Certains commentateurs étrangers tiraient alors un trait sur le titisme. Insensiblement, affirmaient-ils, l'Etat et le parti du maréchal reviennent à l'orthodoxie. Il suffit maintenant à l'U.R.S.S. d'attendre que le fruit tombe tout seul dans sa corbeille.*

### Préserver l'autogestion

*DE telles interprétations semblaient évidemment aux autorités de Belgrade inspirées par la malveillance. Pourquoi les critiques n'admettaient-ils pas que les communistes yougoslaves avaient un objectif prioritaire : maintenir en toutes circonstances l'autogestion et la politique de non-alignement ? Que le rétablissement de la discipline servait ce dessein ? Les sceptiques, il est vrai, comparaient textes et actes. Pendant ces quelques mois, les purges atteignirent essentiellement ceux qui avaient emprunté des « déviations droitières ». Cependant, un examen plus approfondi obligeait à nuancer le jugement. Des avocats du centralisme, des adeptes de ce que l'on appelle « la politique de la main forte », durent eux aussi rendre des comptes. Leurs mésaventures retenaient moins l'attention que celles des nationalistes, des libéraux ou des technocrates parce qu'ils étaient moins connus et moins bien placés dans les appareils du parti et de l'Etat.*

*De plus, soucieux de garder des relations cordiales avec l'Union soviétique, les dirigeants yougoslaves traitaient avec le plus de discrétion possible les désaccords qu'ils avaient eus et qu'ils avaient encore avec Moscou. Les rencontres Tito-Brejnev de septembre 1971, juin 1972 et novembre 1973 n'avaient-elles pas permis de fixer une bonne fois les principes de la coopération entre les deux pays ?*

*Pourtant, en 1972 encore, les professeurs et les auteurs de manuels scolaires se voyaient reprocher de ne pas montrer suffisamment les aspects anti-yougoslaves de la politique stalinienne. La même année, la rédaction de* Vjesnik, *le plus important des journaux croates, décernait un prix à l'ouvrage* Sept mille jours en Sibérie, *qui dénonçait les camps de concentration en U.R.S.S. Les polémiques dans la presse étaient vives. Ainsi en juin 1971 le correspondant à Moscou du journal* Politika, *M. Marovitch, révélait que des Yougoslaves émigrés en Union soviétique depuis 1948 organisaient des réunions antititistes. Les* Izvestia *réagissaient avec aigreur, mais la rédaction de* Politika *défendait énergiquement son collaborateur, qui fut cependant obligé de rentrer en Yougoslavie. Dix-huit mois plus tard, les journalistes qui s'étaient illustrés dans cette affaire perdirent leur poste. Non parce qu'ils avaient dévoilé les activités des « kominformistes », mais parce qu'ils étaient proches de la direction serbe jugée trop libérale.*

### Moscou et la non-ingérence

*ENFIN, en septembre 1972, dans un discours prononcé en Herzégovine, le général Herljevitch s'en prit aux puissances qui encourageaient des Yougoslaves ennemis de Tito :* « Ce que l'on appelle une guerre spéciale est engagée contre notre pays. A la fois à l'Ouest et à l'Est des exilés hostiles y ont pris une part active. Dans notre pays ces forces s'appuient sur les éléments hostiles à l'autogestion, tels que les nationalistes, les chauvins, les kominformistes et les partisans de Rankovitch » (1).

*Pendant près de deux ans, le bruit s'apaisa. Et puis en février 1974 M. Bakaritch, leader croate — et l'un des plus proches compagnons du maréchal Tito — attaque une faction unitariste et centraliste qui entendait profiter de la lutte menée contre les nationalistes pour s'emparer du pouvoir. A la même époque, M. Blazévitch, président de l'Assemblée nationale croate, affirmait que* « les forces staliniennes attendaient leur moment ». *Ces déclarations provoquèrent quelques remous. M. Dolanis, secrétaire du bureau exécutif du parti, s'efforça d'apaiser l'émotion. En raison de l'autogestion et de la maturité de la classe ouvrière, dit-il, il ne peut y avoir* « de retour à l'unitarisme, au centralisme ou à quelque forme de néo-stalinisme ».

*Cette formule a au moins l'avantage de montrer que le terme de stalinisme — ou de néo-stalinisme — désigne des groupes assez divers. Les centralistes sont les communistes qui souhaitent renforcer au détriment des Républiques les pouvoirs de la Fédération. Les unitaristes en viennent presque à nier la diversité des peuples yougoslaves. Ils sont généralement proches de ceux que l'on appelle les « chauvins », qui entendent rétablir l'hégémonie de la Grande Serbie. Ils sont, les uns et les autres, parfois qualifiés de néo-staliniens parce qu'ils se méfient de l'autogestion et sont adeptes des méthodes autoritaires. La réalité est plus complexe. Ainsi les centralistes ont-ils gardé quelque nostalgie de la période où était puissant M. Rankovitch, l'homme qui pourchassa avec le plus d'énergie les communistes fidèles à Staline.*

*Et puis on trouve, dans cette catégorie vaste et vague des néo-staliniens, les militants qui n'ont jamais accepté la rupture avec le Kominform et pensent aujourd'hui encore qu'un Etat socialiste doit être inconditionnellement fidèle à l'Union socialiste. D'autres affirment que le maréchal Tito a restauré le capitalisme.*

*Une question, entre autres, se pose. L'U.R.S.S. a rétabli avec le régime titiste des relations très cordiales. Elle s'est même félicitée de l'évolution constatée à Belgrade depuis 1972. Pourquoi donc a-t-elle pris le risque de heurter un homme particulièrement chatouilleux sur le principe de non-ingérence dans les affaires d'autrui ? Bien sûr, on peut supposer que des groupes soviétiques proches du pouvoir mènent en Yougoslavie comme ailleurs des politiques diverses. Les uns feraient confiance au président Tito. Les autres compteraient sur les adversaires du maréchal. L'explication est peut-être plus simple et plus classique. Les dirigeants du Kremlin ont pour règle de tenir plusieurs fers au feu. Ne les a-t-on pas soupçonnés même de mettre dans leur jeu des nationalistes croates et anticommunistes ? Apparemment, les Soviétiques se contentent d'attendre une évolution progressive du régime titiste. Mais ils savent que l'histoire ne suit pas nécessairement la ligne tracée par leurs doctrinaires. Il faut parfois avoir à sa disposition les hommes qui sauront donner un coup de pouce aux événements.*

(1) M. Rankovitch, l'ancien ministre de l'intérieur qui prônait une politique autoritaire et centraliste.

## FRANÇOIS HONTI

**LA mort de François Honti, survenue le 17 septembre à Suresnes, touchera les lecteurs du Monde diplomatique qui avaient pu apprécier la qualité de son jugement et de son talent, directement dans les articles qu'il y signait, et indirectement dans le style même et le contenu d'un journal dont il avait été l'initiateur et demeura pendant près de vingt ans l'animateur.**

**C'est lui, en effet, qui, en 1954, avait apporté à M. Hubert Beuve-Méry l'idée d'un mensuel consacré à l'activité diplomatique et aux organisations internationales, et particulièrement destiné à ceux qui en étaient les agents. C'était donner ainsi un prolongement à l'attention particulière que le Monde portait à la politique étrangère.**

**L'initiative était appelée à connaître un succès, le journal des développements et une audience qui ont passé les espérances. François Honti, son premier rédacteur en chef, aura certes contribué à ouvrir le Monde diplomatique aux larges perspectives qui sont les siennes aujourd'hui et à l'ambition d'être l'organe de la communauté — à tout le moins de la communication — internationale, partout où elle a la volonté ou la liberté de se manifester.**

**Il n'est pas excessif de dire que François Honti considérait le Monde diplomatique comme l'œuvre de sa vie — il identifiait presque l'une à l'autre — et comme l'accomplissement d'une double vocation de journaliste et de diplomate. Hongrois d'origine, son opposition et son allergie à toute forme de totalitarisme l'avaient, dès sa prime jeunesse, séparé de son pays natal. Il s'était tout de suite fixé en France où il acheva ses études, puis devint correspondant de journaux étrangers. Une brève éclaircie de l'espoir, après la dernière guerre au cours de laquelle il avait noué des liens avec la résistance, avait fait de lui le consul de Hongrie à Genève.**

**Ses origines — nationales, sociales, intellectuelles — et les disciplines professionnelles, non moins sans doute que son tempérament propre, avaient formé une personnalité originale qui se révélait dès l'abord par une courtoisie à l'ancienne mode, attentive, presque cérémonieuse. Son affabilité, une égalité d'humeur, dont peu savaient qu'elle n'était pas sans mérite, étaient le vernis ou la pudeur des qualités profondes. Aujourd'hui où personne n'a plus le temps ni de parler, ni d'écouter, tout au moins en dehors des entretiens collectifs qui dévorent tant de ce temps, François Honti paraissait toujours disponible, et même empressé à l'être.**

**Il est vrai qu'il dilatait le temps et s'y mouvait ainsi à l'aise et à loisir : la plus grande part de ses jours se passait au journal et il ignorait à peu près congés et vacances. En cela encore, il était un homme d'autrefois ou d'ailleurs. Chez lui, le refus comme instinctif de la rapidité était l'envers naturel du goût de la réflexion, balancée au fil du discours ou au fil de l'eau.**

**Tôt le matin, celui qui était un claustré, plus encore peut-être que nous tous, commençait sa longue journée de travail par une promenade solitaire en barque. Et c'est peut-être là le signe révélateur d'une certaine vue des choses, d'une hygiène de l'esprit plus que du corps, — bref, d'une sagesse. Tout porte à croire qu'elle l'aura accompagné jusqu'au bout.**

**YVES FLORENNE.**

# UNE ÉTUDE DE MARIE LAVIGNE SUR LE COMECON

## L'intégration économique dans les pays de l'Est

**A SOFIA, au mois de juin dernier, les chefs de gouvernements des Etats communistes ont célébré le vingt-cinquième anniversaire du Conseil économique d'aide mutuelle, plus connu en Occident sous le nom de COMECON. Quel était l'objectif des fondateurs de cette organisation ? En 1949, Staline cherchait à assurer sa domination sur les pays qui commençaient à construire le socialisme, se trouvaient dans la zone d'influence de l'Union soviétique et que l'on appelait alors les « satellites ». Les épurations permettaient de liquider dirigeants et militants coupables ou suspects de nationalisme. En certains cas, pour mieux ancrer à Moscou les démocraties populaires, de hauts fonctionnaires de citoyenneté soviétique étaient renvoyés dans leur pays d'origine. L'exemple le plus remarquable fut celui du maréchal Rokossowski, nommé ministre polonais de la défense après avoir fait carrière dans l'armée rouge... et avant d'y reprendre du service. Staline rêvait-il d'englober dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques tous les Etats européens qui s'engageaient sur la voie du socialisme ?**

**Une telle évolution était conforme à la doctrine marxiste, qui prédit la disparition des classes et des Etats. Ce n'est d'ailleurs pas pour le plaisir de changer les étiquettes que Lénine donna un nouveau nom au pays dont il avait pris la direction. La jeune Union soviétique ne s'étendait pas au-delà des frontières de l'empire russe... ou de ce qui en restait après la première guerre mondiale, mais elle avait une vocation beaucoup plus vaste et même universelle. Si le communisme s'installait sur toute la Terre, l'humanité ne devrait-elle pas se rassembler dans une République mondiale des Soviets ? On pensait, il y a un quart de siècle, que la création du COMECON devait permettre, dans l'esprit de celui qui en avait pris l'initiative, d'englober dans l'Union soviétique toute la communauté socialiste européenne.**

**Staline cependant n'avait pas la vision planétaire de son prédécesseur Lénine ou de son rival Trotski. Et puis, en 1949, il avait pour souci majeur de gagner la guerre froide contre l'adversaire capitaliste. Or les Américains venaient de lancer le plan Marshall. Les Etats socialistes devaient se défendre contre cette concurrence et montrer qu'ils étaient, eux aussi, capables d'organiser leur coopération. Le COMECON fut donc institué, mais pendant sept ans il ne fit rien ou à peu près rien. C'est en 1956 qu'il commença à organiser une coopération générale et en 1959 seulement que fut rédigée sa charte. Le texte restait vague. Le but de l'organisation est de « contribuer, par la voie de l'union et de la coordination des efforts des pays membres du Conseil, au développement équilibré de l'économie nationale, à l'accélération du progrès économique et technique dans ces pays, au relèvement du niveau de l'industrialisation des pays dotés de l'industrie la moins développée, à l'accroissement continu de la productivité du travail et à l'essor constant du bien-être des peuples des pays membres du Conseil ».**

**NOUVELLE étape en 1962 : à l'initiative de l'Union soviétique furent adoptés les « principes fondamentaux de la division socialiste internationale du travail ». C'est précisément à ce moment qu'apparurent les premières tensions. Khrouchtchev était las de fournir une assistance à ses alliés alors que ceux-ci rechignaient à coopérer entre eux. Il estimait donc indispensable de planifier l'activité de la communauté dans son ensemble et de spécialiser les productions de chaque membre. Il écrivait en septembre 1962 dans la Nouvelle Revue internationale : « De nos jours, la tendance à donner à la production industrielle nationale un caractère aussi diversifié que possible ne peut guère provenir que d'un développement insuffisant de l'économie ou de causes extra-économiques. »**

**La Roumanie s'opposa très vivement à ce projet. Selon elle, il ne pouvait être question de spécialisation, car chaque Etat doit disposer de toutes les bases fondamentales de l'industrie. Il ne pouvait être question non plus de « division socialiste internationale du travail » mais seulement de « division internationale du travail ». Concrètement, chaque Etat membre était en droit d'organiser comme il l'entendait ses relations économiques avec tous les autres Etats du monde. Les autorités de Bucarest rejetaient la notion de planification commune que cherchaient à imposer les Soviétiques. Elles firent approuver le 22 avril 1964 par leur comité central une résolution particulièrement nette qui disait : « La direction planifiée de l'économie nationale est une attribution fondamentale, essentielle, inaliénable de la souveraineté de l'Etat socialiste. L'Etat doit disposer intégralement des moyens propres à traduire dans les faits ses attributions. »**

**Le conflit était insoluble en raison des statuts du COMECON : les décisions importantes et applicables à tous sont prises à l'unanimité. Les rédacteurs de cette clause n'avaient pas imaginé l'existence de tels conflits, invraisemblables, en effet, du temps de Staline ou aussitôt après sa mort. Donc tout membre disposait pratiquement d'un droit de veto. Mais comme les partenaires préfèrent éviter les crises ouvertes, ils tâchent d'avancer en louvoyant dans la direction qu'ils pensent être la bonne. C'est une des raisons pour lesquelles les textes adoptés à l'unanimité (ce sont en fait les fruits d'un compromis) se caractérisent par l'ambiguïté du dessein et l'obscurité du style. Le document adopté en juillet 1971 et qui a le titre pompeux de « Programme complexe tendant à approfondir et à perfectionner la coopération et à développer l'intégration économique socialiste des pays membres du Conseil d'aide économique mutuelle » n'échappe pas à la règle.**

**Dans son livre consacré au COMECON (1), Mme Marie Lavigne se livre à une étude minutieuse de ce document et des problèmes qu'il pose. Nous retiendrons surtout de cet ouvrage ce qui concerne l'intégration économique. Lors de la dernière session du COMECON, M. Kossyguine rappela que la prochaine période de cinq ans (1976-1980) serait, en principe, la première étape dans l'application des plans à long terme. L'intégration complète, ajouta-t-il, devrait être achevée d'ici à 1990.**

**Le terme d'intégration a pris en Occident une signification précise. Il y a intégration quand une autorité supranationale a le pouvoir, en tel ou tel domaine de sa compétence, d'imposer des décisions à chaque membre d'une communauté. Comment les Roumains ont-ils pu signer un document qui fait de l'intégration un objectif alors qu'ils la refusent avec obstination ? Ont-ils cédé en 1971 devant les pressions ou les sollicitations soviétiques ? Non. En réalité, à l'est de l'Europe, chacun met sous ce terme à peu près ce qu'il veut.**

**PARTICULIÈREMENT intéressantes dans l'ouvrage de Mme Lavigne sont les pages qui décrivent les évolutions du concept. L'auteur relève que le mot fut employé pour la première fois dans cette partie de l'Europe en 1965 par l'économiste polonais Ciamaga et repris trois et quatre ans plus tard par des experts est-allemands et polonais, et surtout en 1968 par le Soviétique Sorokin. Mais de quoi s'agit-il ?**

**Pour les spécialistes hongrois, il convient de distinguer l'intégration des marchés et l'intégration de la production, et ils mettent en général l'accent sur l'intégration des marchés. Autre question : s'agit-il d'une intégration totale ou sélective ? « L'intégration, écrit Mme Lavigne, sera-t-elle réalisée totalement, conduisant à une fusion des économies nationales à plus ou moins long terme, ou sélectivement, avec une intensité plus ou moins grande selon les activités économiques intégrables ? »**

**Les auteurs soviétiques penchent pour une intégration totale des productions. Les officiels sont plus prudents. Ainsi le Dictionnaire de l'économie publié à Moscou, et qui engage non un rédacteur mais une collectivité, dit simplement : « La caractéristique actuelle de l'intégration économique socialiste est la coopération de plus en plus poussée au stade de la recherche, du développement et de la prévision. » M. Brejnev, dans son discours au vingt-quatrième congrès, en mars 1971, était encore plus circonspect : « L'intégration économique des pays socialistes est un processus nouveau et complexe. Elle suppose une approche nouvelle plus large de nombreux problèmes, la capacité de trouver des solutions plus rationnelles correspondant aux intérêts non seulement d'un pays donné mais aussi de tous les participants à la coopération. »**

**Cette même prudence apparaît dans le premier texte officiel du COMECON qui fait de l'intégration un objectif commun, le programme de 1971. Or, remarque Mme Lavigne, ce document « couple la coopération économique, scientifique et technique qui s'approfondit et se perfectionne avec l'intégration qui se développe. Les deux éléments associés forment un processus ». Il est demandé de « rapprocher les économies ; constituer dans ces pays une structure moderne et hautement efficace ; rapprocher progressivement et égaliser les niveaux de leur développement économique ; créer des liens solides et durables dans les branches-clés de l'économie, de la science et de la technique ; élargir et consolider le marché international de ces pays ; perfectionner les rapports marchands et monétaires ».**

**En conclusion de son ouvrage, Mme Lavigne note que tout pouvoir supranational reste exclu. L'intégration se développera « dans le strict respect de la souveraineté nationale ». C'est, ajoute l'auteur, « ce qui fait sa faiblesse mais aussi sa force ». Elle a donc « ses caractères spécifiques et irréductibles à d'autres modèles. Elle n'est pas un état mais un mouvement vers une cohésion économique dont les traits commencent à peine à se dessiner, s'effacent ou se renforcent selon les moments ou les domaines ».**

**Nous pourrions partager cette conclusion. Avec une réserve toutefois : l'intégration socialiste a actuellement de tels caractères spécifiques que, si on veut bien comprendre le phénomène, il faut peut-être rejeter à son propos le mot d'intégration et ne parler que de coopération.**

**B. F.**

(1) Marie Lavigne, *le COMECON : le programme du COMECON et l'intégration socialiste*, éd. Cujas, Paris, 1973, 389 pages, 40 F.

# MÉRITES ET LIMITES DES NATIONS UNIES

**La vingt-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations unies siège à New-York depuis le 17 septembre, sous la présidence de M. Abdelaziz Bouteflika, ministre algérien des affaires étrangères. Elle réunit des délégations de cent trente-huit pays, dont le Bangladesh, Grenade et la Guinée-Bissau, nouveaux Etats membres. Après les premières interventions et le traditionnel débat général, en cours depuis le 23 septembre et qui doit durer quelque trois semaines, l'Assemblée examinera la centaine de points inscrits à son ordre du jour. Elle ne terminera ses travaux qu'aux approches de la Noël — à moins qu'elle ne décide, comme elle le fit lors de la précédente session, de se réunir à nouveau dans les premiers mois de 1975 si quelque problème important devait être débattu d'urgence.**

**A cette occasion, et alors que la crise chypriote fournit l'exemple le plus récent de l'impuissance chronique de l'ONU — ou tout au moins de son instance politique suprême, le Conseil de sécurité — à intervenir de façon décisive dans un conflit majeur entre Etats membres, Pierre Juvigny, membre du Conseil d'Etat français, actif depuis près de trente ans dans diverses organisations appartenant à la famille des Nations unies, et Jean J.A. Salmon, professeur à la faculté de droit de l'université libre de Bruxelles, évoquent les mérites et les limites d'une organisation internationale inconditionnellement encensée par les uns et tout aussi vivement décriée par d'autres. Leurs conclusions sont moins péremptoires.**

**S'il est vrai que l'ONU ne se résume pas au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale, dont les carences par trop voyantes comme les réalisations peut-être moins spectaculaires sont, en tout état de cause, autant de conséquences de rapports de forces mondiaux injustes, malaisément rectifiables, il n'est pas moins vrai que le lourd appareil international est une profonde caisse de résonance et une structure privilégiée permettant d'œuvrer précisément à la réalisation des idéaux qui ont présidé à sa fondation, sur les ruines de la Société des Nations. La Chine de M. Mao Tse-toung le sait bien, qui tient son rang dans ce « forum utile » depuis qu'elle y a été admise avec les honneurs voilà deux ans. Tout comme, du reste, peut le redouter le Cambodge du maréchal Lon Nol, dont l'éviction des Nations unies paraît imminente — ainsi que l'explique Nayan R. Chanda dans son article de la page 14.**

## Chypre et l'impuissance

LES récents événements à Chypre n'ont pas manqué de susciter des propos désabusés sur l'Organisation des Nations unies et en particulier sur son rôle dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité.

Et pour cause. En dépit de la présence de troupes des Nations unies (UNFICYP) à Chypre depuis le 4 mars 1964, on a assisté à une série de coups de force qui sont autant de violations de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'île. Tout d'abord, c'est un putsch contre le président Makarios, organisé le 15 juillet par les quelque six cent cinquante officiers grecs prêtés à l'ethnarque par le gouvernement grec pour encadrer la garde nationale chypriote. Pour tous les observateurs, le coup a été tramé par le régime des colonels d'Athènes.

Ce n'est que le 20 juillet que le Conseil de sécurité parviendra à une résolution demandant le retrait des troupes étrangères ; mais, quelques heures auparavant, les Turcs ont débarqué dans l'île. Il aura fallu cinq longs jours pour que le Conseil condamne l'intervention flagrante d'un Etat membre dans les affaires intérieures d'un autre, et encore sans mentionner expressément le nom de la Grèce, qui, pourtant, en vertu du traité de garantie signé à Zurich le 11 février 1959, avait reconnu et garantissait *« l'indépendance et l'intégrité territoriale, ainsi que la situation créée par les articles de base de la Constitution »* de Chypre et s'était engagée à *« interdire toute activité visant à promouvoir directement ou indirectement soit l'union de Chypre avec tout autre Etat, soit son démembrement »*.

Seule l'intervention armée de la Turquie, à partir du 20 juillet, va changer le cours des choses. Le régime placé à la tête de l'île par les colonels démissionne le 23, encore que Mgr Makarios continue d'être tenu à l'écart ; et, le 24, c'est au tour des colonels grecs de céder la place à M. Caramanlis, ouvrant ainsi la voie au retour de la démocratie en Grèce.

La Turquie a fondé son intervention sur le même traité de garantie. Celui-ci stipule que, dans la mesure où l'action commune ou concertée ne serait pas possible, chacune des trois puissances garantes (Grande-Bretagne, Grèce, Turquie) se réserve le droit d'agir dans le seul but de rétablir l'état de choses défini par le traité de Zurich. Une telle action pouvait-elle se faire par la force, c'est-à-dire en contrevenant à l'article 2, paragraphe 4, de la charte, qui prime les conventions particulières (article 103) ? C'est un problème que la Turquie ne semble guère s'être posé. Le Conseil de sécurité, pas plus, qui se bornera, le 23 juillet, à exiger un cessez-le-feu.

Un accord tripartite (Grèce - Turquie - Grande-Bretagne) est signé à Genève le 30 juillet sans que le principal intéressé, Chypre, ait été invité. Néanmoins, la Turquie devait reprendre les armes le 14 août — sans autre raison apparente que de vouloir obtenir des gages supplémentaires dans la discussion intercommunautaire à Chypre — et n'accepter un nouveau cessez-le-feu, exigé le 14 par le Conseil de sécurité, que le 16, lorsqu'un tiers de l'île fut tombé aux mains de ses soldats. La résolution 360, votée le 16 août par le Conseil de sécurité et demandant *« le retrait sans délai du territoire de la République de Chypre de tous les militaires étrangers qui s'y trouvent autrement qu'en vertu d'accords internationaux »*, n'a été suivie, jusqu'à présent, d'aucune exécution par la Turquie.

Pour défendre les droits de cent quinze mille Chypriotes turcs, soit 18 % de la population de l'île, la Turquie a pris par la force 30 % du territoire, où plus des deux tiers des richesses de Chypre seraient concentrées.

Le bilan de l'action des organes des Nations unies — l'UNFICYP, le Conseil de sécurité, le secrétariat général — est donc fort mince.

FAUT-IL toutefois en blâmer l'ONU ? N'est-il pas illusoire de penser que l'Organisation mondiale puisse faire plus dans les circonstances, étant donnée la volonté de certains de ses Etats membres ? Il ne faut pas oublier qu'en matière de maintien de la paix, seul le Conseil de sécurité peut entreprendre des « actions » au sens de la charte. La résolution *« Union pour le maintien de la paix »*, déposée par Dean Acheson en 1950 pour passer outre au veto soviétique et qui donnait à l'Assemblée les pouvoirs du Conseil, est aujourd'hui mise au rancart, aucun des Cinq Grands ne tenant à la voir appliquer éventuellement contre leurs intérêts. Il en découle que le Conseil ne peut agir que si les grandes puissances en sont sein sont unanimes — ou tout au moins s'abstiennent. Etant donné qu'il est peu de conflits où les deux grandes superpuissances, voire l'un des trois autres membres « permanents », ne sont pas parties prenantes, directement ou par client interposé, on mesure les possibilités réelles du Conseil de sécurité.

On pourrait reprocher au Conseil de ne pas avoir donné un mandat plus musclé à l'UNFICYP, dont le rôle se borne à empêcher une reprise des combats intercommunautaires, et non à maintenir le régime politique de l'île, encore moins à le défendre contre une intervention étrangère. Pourtant, l'hypothèse n'était pas exclue en 1964. Mais les Grands n'en ont pas voulu. Les effectifs de l'UNFICYP étaient au demeurant limités : deux mille trois cents hommes.

On pourrait encore lui reprocher de ne pas avoir agi immédiatement après le coup des colonels grecs, mais les Etats-Unis, dont chacun s'accorde à reconnaître qu'ils ont soutenu cette aventure, se sont retranchés derrière le commode et cauteleux prétexte de la non-intervention et de la nécessité d'attendre que la situation soit plus claire pour empêcher le Conseil d'agir. Jusqu'à la dernière minute, ils ont essayé d'éviter qu'on ne parle de retrait immédiat des forces étrangères ou que l'on mentionne Mgr Makarios.

On pourrait enfin faire grief au Conseil de n'avoir pas insisté sur l'exécution de la décision relative au retrait immédiat, mais, là encore, les Etats-Unis ne voulaient pas en entendre parler, pas même après avoir lâché les colonels grecs et annoncé publiquement leur chute avant qu'elle ne se produise ! Le refus du Conseil, le 16 août, de condamner expressément la Turquie, comme le demandait la France, s'explique encore par la volonté délibérée d'Etats membres du Conseil, y compris les mêmes Etats-Unis, qui ont changé de camp. Les bases militaires n'ont pas d'odeur. Le jeu équivoque de la Grande-Bretagne, qui souhaitait conserver ses propres bases quel que soit le nouveau maître de l'île, pourrait tout aussi bien être souligné.

*Les insuffisances du Conseil de sécurité découlent de la politique de ses membres permanents*

On voit donc que les insuffisances du Conseil de sécurité découlent, en réalité, de la politique des membres permanents.

Faut-il, dès lors, chercher la solution dans une réforme de l'ONU ? Dans la suppression du droit de veto au Conseil de sécurité, comme le réclament avec insistance certains pays du tiers-monde soutenus par la Chine ? Ce sont là douces illusions et rêves idéalistes.

ETANT donnée la structure actuelle des relations internationales, dans un monde idéologiquement divisé, il est impensable qu'aucun membre renonce à son droit de veto. Le groupe socialiste ou occidental se trouverait en danger d'être non seulement *minorisé*, comme cela fut le cas pour le groupe socialiste pendant toute la guerre froide et comme cela se produit de plus en plus souvent aujourd'hui pour le groupe occidental, mais *oppressé* par le groupe majoritaire.

Le système de vote au Conseil ne peut donc être que ce qu'il est. Vouloir le réformer créerait des situations encore plus graves pour la paix internationale, car cela mènerait à l'affrontement direct des blocs.

Ceux qui se lamentent sur la réalité des choses sont en dernière analyse les victimes de juristes qui leur ont fait croire que le seul modèle juridique parfait est le modèle *étatique*, avec des organes contraignants, doués de pouvoirs d'exécution, contrôlés par des juges internationaux, etc. Alors qu'une telle structure n'a jamais été appropriée à la société internationale et ne semble pas devoir l'être dans un avenir prévisible. Croire que les choses seraient changées si un organe *international* recevait les compétences *nécessaires* pour agir, quelle que soit sa composition, ne pourra jamais aller que dans le sens des rapports de forces dans la société internationale. Donner le nom de décision « internationale » à ce qui ne sera que le résultat de la force consiste à camoufler les réalités derrière des concepts lénifiants. D'ailleurs, juridiquement, le Conseil ne manque pas de pouvoirs. Ce qui fait défaut, c'est un consensus sur la politique à suivre. Mettre la forme (les compétences) avant le fond (les valeurs à réaliser) ne peut conduire qu'à l'immobilisme ou à la dictature de ceux qui détiennent la force.

En outre, l'ONU ne se résume pas au Conseil de sécurité. Il y a notamment l'Assemblée générale, dont le rôle est important à condition qu'elle œuvre dans le cadre de ses compétences et sans vouloir se substituer au Conseil. Lorsque l'Assemblée parvient à rassembler autour de certaines de ses positions de larges majorités, cela peut contribuer à transformer profondément la société internationale en mettant à jour les nouvelles valeurs qui devraient la régir. Porte-parole des aspirations de la grande majorité des Etats membres, l'Assemblée a pu ainsi modeler un nouvel ordre mondial en matière de décolonisation et de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle établit aujourd'hui les bases d'un nouvel ordre économique mondial. Ce n'est pas peu de chose si l'on estime que la définition des valeurs doit précéder le transfert de compétences. Dans le domaine du maintien de la paix, son rôle est certes plus effacé, mais on peut espérer que la République de Chypre y trouvera un appui décisif auprès d'une très large majorité de non-alignés pour réaffirmer la nécessité que soient garanties effectivement l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'île et le maintien de son ordre constitionnel sans intervention étrangère.

JEAN-J.-A. SALMON.

## Un instrument actif

PLUS de cent dix questions figurent à l'ordre du jour préliminaire de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. Elles accordent une place importante aux situations concrètes. Ce ne sont pas tellement les conflits majeurs, dont le Conseil de sécurité se réserve l'examen (certains étant volontairement exclus ou négligés, notamment lorsque les plus grands estiment qu'il est inopportun d'en débattre en cette enceinte et que les moins grands ne veulent point troubler les ententes implicites d'un duopole ou d'un oligopole politique), que les situations qui préoccupent les pays du tiers-monde — ex-colonies portugaises, apartheid, Namibie, Rhodésie du sud — ou certains groupes d'Etats — situation en Proche-Orient, création d'un Etat palestinien. D'autres thèmes, dont l'étude est permanente, et qui se présentent sous une forme générale, apparemment abstraite, recouvrent en fait des situations concrètes : décolonisation, territoires non autonomes, autodétermination. Tout cela est essentiellement abordé dans une optique anticolonialiste. Cette tendance subsistera, ne serait-ce que du fait de l'accroissement du nombre des Etats membres. Si beaucoup d'entre eux sont des « micro-Etats », ils n'en disposent pas moins juridiquement, à l'Assemblée générale, d'une voix égale à celle des autres : cela augmente le poids du tiers-monde, qui tend à éroder les pouvoirs que la charte reconnaît aux Grands au sein du Conseil de sécurité.

Pendant de nombreuses années, les allusions à l'autodétermination de peuples vivant au sein d'Etats unitaires furent rares, même si ces peuples étaient (et restent) victimes d'une forme de colonialisme interne ou d'évidentes discriminations. Et moins encore était évoqué le minimum de respect dû aux « minorités » — dont la protection était pourtant l'une des missions essentielles de la Société des nations. A l'ONU, on a répugné pendant longtemps à traiter de leur sort. Toutefois, depuis, peu, les choses changent : on a débattu du Bangladesh au sein de diverses commissions de l'ONU ; des affrontements d'ethnies au Burundi à l'O.I.T. ; on a traité aussi — en public — des Iraniens en Irak, des Kurdes, etc. La commission des droits de l'homme a même approuvé récemment la nomination d'un rapporteur spécial chargé de l'étude des minorités dans le monde. De même, le droit qu'a tout individu de quitter tout pays — y compris le sien — sort lentement des archives onusiennes et devient un élément important du débat international.

L'ORDRE du jour de l'Assemblée générale est intéressant à un autre titre. On ne retient trop souvent, dans la presse et dans l'opinion, que les sujets politiques brûlants. Pourtant, tout ce qui, dans l'ordre économique, social et culturel, préoccupe les gouvernements, les groupements, les hommes de science et la jeunesse, face aux mutations du monde moderne, est entré dans la sphère des compétences des organisations de la famille des Nations unies : utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique, normes relatives à l'utilisation des satellites de communication aux fins de télévision, effets des rayonnements ionisants, environnement, population, éducation, etc.

Il n'est aucun domaine où les solutions exclusivement nationales ou régionales soient suffisantes. Ainsi, même si la déclaration, le plan d'action et les recommandations élaborées à la conférence des Nations unies sur l'environnement, en juin 1972 à Stockholm, n'ont pu toujours réconcilier des oppositions — notamment entre pays hautement industrialisés et pays en voie de développement, — ces documents sont l'expression d'une attitude consciente à l'égard des menaces croissantes qui pèsent sur l'homme et sur son cadre de vie ; ils sont déjà assortis d'éléments institutionnels et de « programmes » concrets. De même, si l'explosion démographique ne peut être maîtrisée ou canalisée à court terme en raison de la diversité géographique et économique des situations, des traditions philosophiques et religieuses, les jalons posés à Bucarest en août dernier lors de la conférence des Nations unies sur la population constituent déjà des éléments d'une stratégie internationale des politiques démographiques liées au développement économique et social.

Les Nations unies eurent le don de prophétie en créant, sur des bases modestes, le Programme élargi d'assistance technique. A la période où l'envoi des experts faisait songer à un saupoudrage quelque peu improvisé, ont succédé les centaines de « projets » du Fonds spécial, élaborés et appliqués — dans les pays du tiers-monde et parfois même dans les pays développés — à partir de concepts prioritaires tels que le préinvestissement, l'inventaire des ressources naturelles, la formation des formateurs. Au fil des années, on a substitué à des actions ponctuelles une programmation, voire une certaine planification des actions et des aides en faveur du développement. Tout en continuant dans cette voie, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), qui regroupe l'ancien Programme élargi et le Fonds spécial, accorde actuellement une place de choix aux « vingt-cinq pays les moins développés ». Cette aide internationale est loin d'être égale aux aides bilatérales, mais on constate une harmonisation croissante entre ces deux formes de coopération.

Ce don de prophétie, on le trouve aussi dès l'aube des Nations unies dans les débats et résolutions relatifs au « fossé » entre les nantis et les pauvres, aux prix des produits de base, au commerce international... Des institutions spécialisées ont fini par être créées ; les grandes conférences sur le commerce et le développement ont permis de faire des progrès tardifs et limités. L'attitude des grands pays consommateurs de matières premières n'a pas été négative, mais a toujours marqué un « retard sur l'horaire ». Mais la crise de l'énergie et, dans une certaine mesure, celle des produits de base non énergétiques ouvrent une période de défense et de rétorsion, parfois coupée de compromis. A plus long terme, il faudra bien qu'on dépasse les réactions circonstancielles et qu'on s'attache à l'établissement d'un ordre international moins sauvage : on redécouvrira alors les propositions oubliées ou méprisées, qui, depuis près de vingt ans, tentaient d'apporter des embryons de solutions à ce qui est devenu en quelques mois la question majeure de notre temps.

OU se situe l'homme dans cet univers ? La charte des Nations unies, à la différence du pacte de la S.D.N., accorde autant de place à la promotion et à la défense des droits de l'homme et à la coopération internationale en ce domaine qu'aux compétences d'ordre politique (paix, sécurité dans la vie mondiale, etc.). L'entrée des droits de l'homme — cet homme qui, pour la quasi-totalité des juristes classiques, n'était pas sujet de droit international — a été une révolution juridico-politique d'autant plus remarquable que les droits de l'homme à l'ONU ne sont pas seulement nos « vieilles libertés » mais aussi les droits économiques, sociaux et culturels. La charte et la déclaration universelle n'ont cependant énoncé que des objectifs, voire seulement un idéal. Depuis 1948, un énorme travail a été accompli en dépit du principe de non-immixtion dans les affaires intérieures des Etats. Il est indéniable que le faisceau de conventions élaborées par l'ONU et par les institutions spécialisées a eu une influence souvent déterminante dans l'évolution du droit et des pratiques nationales : condition de la femme, droits des migrants, protection des réfugiés... L'adoption par le Parlement français de la loi récente contre les menées racistes et les actions discriminatoires a été directement inspirée par la convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Les modalités internationales de contrôle de l'application de ces conventions, lorsqu'elles ont été ratifiées par les Etats, sont jusqu'à présent relativement faibles. Le système de supervision internationale de l'ONU n'a pas atteint le degré de précision des institutions créées dans le cadre européen après l'entrée en vigueur de la convention européenne des droits de l'homme ni même l'efficacité des procédures établies, de longue date, à l'Organisation internationale du travail, en particulier en ce qui concerne la liberté syndicale.

*Ni instance miraculeuse, ni système abstrait, l'ONU encourage les entreprises de coopération internationale*

Pourtant, après un quart de siècle, le *« silence glacé »* (René Cassin) n'est plus opposé à toutes les protestations, à toutes les pétitions faisant état de violations des droits de l'homme. En 1970, l'ONU a établi un système de recevabilité et d'instruction des allégations de violations systématiques et graves de ces droits. La mise en place de cette procédure est lente, mais la brèche est ouverte. Il appartient aux « fers de lance » de l'opinion internationale de l'agrandir. La vigilance s'impose d'autant plus que l'examen de beaucoup de conventions relatives aux droits de l'homme, soigneusement préparées par des organes subsidiaires, est différé : statut des journalistes en mission périlleuse, élimination de toutes les formes d'intolérance fondées sur la religion ou la conviction, institution d'un haut commissariat aux Nations unies pour les droits de l'homme (inspiré par le système de l'*« ombudsman »*), sans parler du code d'éthique policière ni de la torture ! Dans tous ces cas, les « blocages » politiques ne permettent pas d'arriver d'emblée à un consensus universel ni même majoritaire. A cet égard, la carence des institutions internationales dans la prévention et la répression des détournements d'avions est l'une des manifestations de ces oppositions apparemment irréductibles.

LES contradictions sont, selon Hegel, le moteur de l'histoire. Qu'une société d'Etats, qui n'est pas, sauf exception, dotée de pouvoirs supranationaux, ait pu, vaille que vaille, faire progresser la coopération internationale de la façon nécessairement sommaire que nous venons de résumer, est, en soi et compte tenu des tensions de toutes sortes que nous avons connues depuis 1946, un paradoxe réconfortant. Ceux qui avaient une vue idyllique et même angélique de l'ONU il y a près de trente ans, et qui ont renoncé à croire et à agir lorsque les miracles attendus ne se sont pas produits, ont tort, tout comme ceux qui pensent que l'ONU n'est qu'un système abstrait, hors du temps et de l'espace. Ce n'est pas qu'un « forum utile ». C'est aussi, déjà, un instrument actif mais dont les indéniables limites traduisent le poids des intérêts nationaux, souvent à courte vue, les méfiances et les susceptibilités, les complexes — parfois mal tempérés — de supériorité des uns, d'infériorité des autres. Mais il arrive que le cœur, la raison, parfois le simple calcul, insèrent un peu de transcendance dans les aventures dialectiques, même dans les enceintes politiques.

PIERRE JUVIGNY.

# LA GRANDE-BRETAGNE

## ou l'inquiétude devant les échéances

### Fragilité des structures et désarroi des esprits

De notre envoyé spécial MARCEL BARANG

VOILA deux ans, l'O. C. D. E. faisait scandale outre-Manche en prédisant qu'en 1980 le niveau de vie des Britanniques serait le plus bas d'Europe, hormis celui des Italiens. Cette prédiction est aujourd'hui caduque, à en croire tout au moins la bible des milieux d'affaires britanniques, l'*Economist*. Analysant l'évolution du revenu moyen des salariés, l'hebdomadaire établit que, toutes choses égales par ailleurs, la famille britannique a perdu, entre août 1973 et août 1974, 1,8 % en revenu réel, détrônant en queue de liste la famille italienne, dont le revenu réel s'est accru de 3 % (1). Même si ce type de comparaison est contestable, tout concourt à montrer que la Grande-Bretagne, qui traverse l'une des crises les plus graves de son histoire, est à la dérive.

Théâtres et cinémas ne jouent plus guère que les valeurs sûres — « Pyjama Tops » ou la série des James Bond. A la télévision, reviennent toujours les mêmes « spots » publicitaires. S'il y a toujours autant de monde dans les magasins de Londres, de Birmingham ou de Manchester, c'est peut-être que chacun passe davantage de temps désormais à faire son choix et regarde à la dépense. Le sucre, bien sûr, a disparu des étalages ; les fromages sont rares. Par contre, les livres de cuisine exotique — entendez : bon marché — font recette...

Les haras soldent les pur-sang. Si les récoltes ont dans l'ensemble été bonnes — la betterave à sucre mise à part, — le bétail, trop cher à nourrir, est vendu à des prix dérisoires : au marché de Hereford, rapporte l'*Observer*, trois vaches qui auraient été achetées 100 livres il y a six mois, n'ont pas trouvé acquéreur à plus de 15 livres fin août (2). On a même fait parader à la télévision un veau vendu pour « *two pence* » — pour « *quat'sous* » !

A Londres, devant les services d'immigration du haut commissariat canadien et de l'ambassade des Etats-Unis, des centaines de gens font la queue, séduits par une Amérique qui serait tout le contraire d'un Royaume-Uni surtaxé, harassé, renonçant.

Il est devenu fréquent d'attendre pendant plus d'une heure une rame de métro. Les autobus ont réduit leurs trajets de 18 % l'an dernier, de 21 % cette année. Alors qu'en 1973 on prévoyait déjà que, dans le Grand Londres, quelque trois cent soixante-cinq mille demandes de logement ne pourraient être satisfaites en 1975 et davantage encore dans les années suivantes (3), voici que le rythme de la construction s'effondre brusquement, le secteur de l'immobilier étant un des premiers touchés. Dans les six premiers mois de 1974, plus de mille cinq cents entreprises ont fermé leurs portes en Angleterre et au Pays de Galles — 25 % de plus que l'an dernier (4). Ces faillites et dépôts de bilan font le bonheur des agences de comptabilité, mais à la manière dont les décès font prospérer les affaires des croquemorts. Est-ce bien un certain mode de vie qu'on enterre ou la nation tout entière, les cendres d'un empire ?

### Dans l'attente de nouvelles difficultés économiques

*Les principaux indicateurs économiques confirment la gravité d'une crise qui, si elle revêt en Grande-Bretagne des aspects particulièrement aigus, ne lui est toutefois pas exclusive. Sombres sont les perspectives, au moins à court terme. Dans son plus récent rapport trimestriel, le National Institute of Economic and Social Research (N.I.E.S.R.) de Londres résume ainsi ses prévisions pour les douze prochains mois :* « Une production en stagnation, un chômage croissant et une inflation sensiblement plus forte que nous ne la prévoyions en mai, en même temps qu'un redressement plus lent de la balance des paiements. » (5)

*Le déficit de la balance des paiements sera de l'ordre de 4 milliards de livres pour 1974. Il est dû pour une bonne part aux importations de pétrole qui se sont accrues en prix comme en volume : le déficit « pétrolier » sera de 2,4 milliards (6). La part non pétrolière, il est vrai, tendait à se réduire sensiblement ces derniers mois, mais elle ne pourra être annulée qu'au prix d'un lourd endettement public.*

La production, en effet, est en récession nette. L'index du produit intérieur brut (P.I.B.) réel, qui était de 108 en janvier-mars 1973, était descendu à 107 en mars-juin 1974 : dans la meilleure des hypothèses, il ne reviendrait à 108 que dans un an (7). Le rapport du N.I.E.S.R. note que le P.I.B. « *est probablement tombé de 2 % au cours du premier semestre (...) ; entre le second et le premier semestre de 1975, il devrait s'élever de moins de 1 %* ».

Le chômage, par contre, monte en flèche : il affecte officiellement plus de six cent quatre-vingt mille travailleurs et, selon les estimations, il pourrait dépasser le million soit cet hiver, soit l'hiver prochain. Encore faut-il majorer les statistiques officielles d'environ 20 % pour évaluer le chômage réel (8).

Selon les calculs de l'O.C.D.E., le taux d'inflation entre juin 1973 et juin 1974 était de 16,5 % dans le Royaume-Uni — contre 13,9 % en France, 11,1 % aux Etats-Unis et 6,9 % en R.F.A. Il est actuellement de 20 %. M. Healey, le chancelier de l'Echiquier, espère le réduire de moitié d'ici à la fin de l'an prochain — mais les fonctionnaires du Trésor estiment plus « vraisemblable » un taux d'environ 15 %. Dans un pays où, malgré les bienfaits harmonisateurs du Welfare State de l'après-guerre, subsistent de très fortes inégalités sociales — puisque 10 % seulement des familles se partagent les trois quarts de la richesse nationale, et 1 % de celles-là le reste (9) — cette hausse du coût de la vie affecte d'abord les plus défavorisés — et ils sont légions : en 1972, une famille sur cinq — chômeurs et retraités non compris — gagnait moins de 30 livres par semaine ! Mais les revenus moyens sont également touchés. Un jeune chauffeur de taxi nous a déclaré : « *En travaillant quatorze heures par jour, tous les jours sauf le dimanche, je gagne dans les 90 livres par semaine. Ma femme, réceptionniste, a un salaire de 25 livres. Cela semble tout à fait confortable. Eh bien, avec les traites — nous venons d'acheter une maison hors de Londres pour 12 000 livres — et les 15 livres qui vont à la nourriture, c'est à peine décent ! Des enfants ? Trop cher !* »

Du fait de l'inflation, l'épargne des particuliers montre une désaffection croissante pour le long terme (actions et obligations) et se réfugie dans les investissements à court terme ou se traduit en achats d'or. C'est là un secteur particulièrement prospère. Les quelques établissements financiers qui le gèrent sont d'un optimiste rare. La Banque Rothschild (banque de dépôt en Grande-Bretagne) conseille à ses clients d'acheter des souverains ou, à défaut, des « krüger-rand » sud-africains (10). « *Nous avons dû engager de nouveaux comptables* », se félicite un conseiller de la banque. En quelques mois, 40 millions de livres de « krüger-rand » ont été importés en Grande-Bretagne — ce qui n'est pas sans effet sur la balance des paiements. Certes, convient-on, mais il y a aussi le courant des pièces d'or vendues à l'étranger...

Les cours de la bourse s'effondrent ; l'indicateur du *Financial Times* est au plus bas. « *On peut maintenant acheter des actions à moindre prix qu'au début des années 1950* », se désolent les cambistes de la City. Le spectre de la crise de 1929 est au coin de la « corbeille »...

« *Depuis deux ans*, nous dit un cambiste, *les taux d'intérêt anticipaient les taux d'inflation ; ils ont fini par s'aligner sur eux. Les prix des actions grimpaient, grimpaient, si bien que — surtout depuis décembre dernier — les gens ont retiré leur argent du marché pour le « mettre dans la rue »* (investir à court terme), *en même temps qu'on observait une légère tendance à investir sur le marché étranger : mais celui-ci connaît aussi des difficultés, ça ne pouvait aller loin.* »

Les industriels en quête de liquidités, nous explique-t-on, renâclant devant le coût de l'argent, préfèrent désormais faire appel directement aux banquiers. Mais le fort endettement des compagnies industrielles et commerciales envers les banques ne va-t-il pas faciliter les concentrations, ajoutant au climat de chaos actuel ?

En décembre dernier, la Banque d'Angleterre a accru le taux des réserves obligatoires des banques dans l'octroi des crédits bancaires. L'effet n'a pas tardé à se faire sentir : le rythme annuel d'expansion de la masse monétaire est passé en quelques mois de 20 à environ 8 %. « *Mais nous n'avons pas intérêt à serrer au point de couper les liquidités des sociétés* », convient-on à la Banque d'Angleterre.

Si le N.I.E.S.R. pouvait tirer quelque réconfort du fait que « *les exportations et les investissements dans l'industrie manufacturière sont restés remarquablement actifs* » pendant le premier trimestre de 1974 (11), des données plus récentes portent un coup à ses espoirs : le volume des exportations a diminué de 1,3 % en juillet, pour le troisième mois consécutif ; l'investissement en capital de l'industrie manufacturière a baissé de 2 % entre le premier et le deuxième trimestres. Cet investissement demeure cependant de 5 % supérieur à celui du second semestre 1973 (12). Mais l'*Economist* prédit une « *crise grave* » si le crédit à l'industrie n'est pas desserré rapidement.

Selon une brochure publiée en 1973 par le C.B.I. (Confederation of British Industry, l'équivalent britannique du C.N.P.F.), les marges bénéficiaires des entreprises se rétrécissaient de façon substantielle : « *le profit sur le capital investi est tombé de 13,5 % en 1961 à 6,4 % seulement en 1971 et en 1972. Pour chaque livre de produits ou de services qu'elle vend, une société ordinaire fait un bénéfice d'environ 9 %.* » Toutefois, dans une étude plus récente (août 1974), le C.B.I. mentionne le taux de 11 % en 1973 (contre 20 % en 1955) pour les bénéfices commerciaux bruts par rapport aux fonds de capital nets du secteur privé. Ces chiffres sont loin de dénoter une situation désespérée pour l'industrie britannique ; tout au plus confirment-ils la baisse tendancielle du taux de profit qui est le lot du capitalisme mondial de ces dernières années. Quoi qu'il en soit, les industriels britanniques, soudain pessimistes, vivent dans l'expectative et tablent sur une décantation de la situation après les élections : « *Nous saurons alors à quoi nous en tenir* », disent-ils.

### Monétaristes contre keynésiens

*Le débat qui fait rage actuellement dans les milieux économiques britanniques rappelle — et c'est tout à fait caractéristique — celui des années 30. Il conduit au même affrontement entre « monétaristes » et « keynésiens ». Les premiers jugent qu'il est indispensable de pratiquer une politique stricte de contrôle de la masse monétaire en même temps qu'un sévère blocage des revenus, pour réduire l'inflation par la demande. Dans leur camp se retrouvent des personnalités telles que Sir Keith Joseph, ancien ministre des affaires sociales, chef de file de la droite conservatrice moderne, ou le turbulent Enoch Powell. Les seconds, également très inquiets, conviennent de la nécessité d'une politique des revenus, mais ils veulent maintenir une forte demande pour que la production demeure intense. Dans ce dernier camp, diverses tendances s'opposent quant au degré de rigueur nécessaire à l'application d'une politique des revenus.*

Faut-il la pratiquer de façon autoritaire et absolue, comme ne tarderaient pas à le faire (sans pouvoir l'admettre publiquement aujourd'hui) les conservateurs s'ils revenaient au pouvoir ? Doit-on plutôt s'assurer d'abord la collaboration volontaire des travailleurs — quitte, en cas d'échec, à appliquer un contrôle des salaires sous une forme plus autoritaire ?

C'est, au fond, sur cette question que se jouent les élections du 10 octobre. Dans leur manifeste, les conservateurs ont panaché thèses monétaristes (pour complaire à Sir Keith Joseph) et thèses libre-échangistes (pour complaire à leur électorat plus traditionnel). Pour leur part, les travaillistes ont passé avec les syndicats un « contrat social » adopté avec éclat au début de septembre à Brighton lors de l'annuelle conférence du T.U.C. (Trades Union Congress) (13). Ce contrat, gage de paix sociale, devrait avoir pour effet de réduire à des proportions raisonnables les revendications salariales. Quant aux libéraux, ils ne jurent que par l'inévitable blocage des prix et des salaires « *dans les trois mois* ».

En tout état de cause, les monétaristes ont autant de mal que les keynésiens à rendre compte de la situation actuelle, qui échappe aux concepts traditionnels. Pour la première fois en effet, le cycle traditionnel de « stop-go » (ralentissement et relance alternés de l'économie) n'a plus de prise sur une économie qui, jadis marquée par une succession de périodes de récession et d'inflation, se trouve désormais affligée des deux simultanément (« stagflation »).

Laissons-leur les débats de conjoncture. Les racines de la crise actuelle, il convient de les chercher dans les transformations récentes de l'économie britannique : au niveau tant des flux financiers que des échanges commerciaux, la Grande-Bretagne s'est fortement intégrée ces dernières années au marché mondial, tout en modifiant son champ d'insertion. L'adhésion à l'Europe y a joué un rôle important.

Les investissements privés britanniques à l'étranger étaient de 1,5 milliard de livres en 1972 et d'autant en 1973 contre 778 millions de livres en moyenne pour chacune des quatre années précédentes. L'impact de ces investissements s'est fait sentir rapidement (et favorablement pour la balance des paiements puisque les revenus nets sont passés de 680 millions de livres en 1972 à 1,2 milliard en 1973. Au cours du seul premier trimestre 1974, les entrées se sont chiffrées à 420 millions de livres — soit deux fois plus que dans la même période de 1973.

Simultanément, les investissements étrangers en Grande-Bretagne connaissaient une progression équivalente : 3 743 millions de livres investies de 1971 à 1973, contre 1 986 millions les trois années précédentes. 634 millions de livres pour le seul premier trimestre de 1974, soit un montant pratiquement égal à celui de toute l'année 1969 (14) !

Or, dès 1971, le Royaume-Uni dépendait de ses exportations plus que n'importe quel autre pays industrialisé, puisque les biens et services exportés représentaient 22,9 % du produit domestique brut (17,2 % en France, 12 % au Japon, 5,7 % aux Etats-Unis par exemple). Depuis lors, la tendance n'a pu que s'accentuer : un graphique du C.B.I. note en 1973 que cette proportion est passée de 18,5 % à 23,4 % en dix ans.

Quatre-vingt-quinze pour cent de ces exportations viennent du secteur privé, où on assiste à une concentration que même les milieux patronaux britanniques ne se donnent pas la peine de camoufler. En 1970, écrit le C.B.I., les sociétés multinationales ont contribué pour 73 % aux exportations totales — dont 48 % pour les firmes britanniques et 23 % pour les firmes étrangères, essentiellement américaines. La même année, « *la contribution des sociétés américaines à la balance des paiements a été de 642 millions de livres* ». La même brochure ajoute que « *plus de la moitié des investissements nord-américains en Europe depuis 1945 se sont effectués dans les « zones de développement britanniques »* (15).

Est-il étonnant, dès lors, que le poste négatif le plus important de la balance des comptes en 1972 et 1973 ait été dû aux investissements britanniques à l'étranger (en Europe surtout pendant cette période) où ils se sont portés de préférence sur des secteurs non productifs tels que l'immobilier ? N'est-ce pas là un facteur important de déficit ? De plus, étant donnée la dégradation du climat des investissements dans le pays, le patronat britannique espère bien accroître de 20 à 50 % la proportion des revenus en provenance des investissements à l'étranger — ce qui n'est pas forcément la meilleure façon de défendre les « intérêts nationaux » en général et de lutter contre l'extension du chômage domestique en particulier. Les autorités de Londres peuvent-elles cependant s'opposer à cette « fuite des capitaux d'investissement » ?

**DANS NOS PRECEDENTS NUMEROS :**

● Cap sur l'Europe : les Anglais annexeront-ils le Marché commun ? (reportage de Marcel Barang) — JUIN 1972.

● Les mœurs et l'argent en Grande-Bretagne. Un bouc émissaire : la société de tolérance (Bernard Cassen) — AOUT 1973.

● M. Wilson se heurte aux faiblesses structurelles de l'économie (Jacques Lerner) — AVRIL 1974.

(1) *The Economist*, « Those poor Brits », 7 septembre 1974, p. 94.

(2) *The Observer*, « The Sound of a Nation going Broke », 1er septembre 1974, p. 2.

(3) Estimation du Greater London Council, rapportée *in Whatever happened to the Welfare State ?*, George Clark, février 1974.

(4) *The Observer*, 1er septembre 1974, *ibid.*

(5) *National Institute Economic Review*, nº 69, août 1974, Londres.

(6) Ce chiffre donne un déficit strictement commercial, aux frontières. Il ne tient par compte des profits (en forte hausse) des deux grandes sociétés pétrolières à capitaux britanniques, la British Petroleum et la Shell. Pourquoi ne pas comptabiliser également à part le pétrole en provenance des filiales de ces sociétés ? Ces manipulations du déficit extérieur, auxquelles les Etats-Unis nous ont habitués depuis dix ans, doivent être considérées avec circonspection.

(7) *The Economist*, 27 juillet 1974, p. 36.

(8) *L'Economist* du 7 septembre, qui en fait la remarque, note aussi que le taux de chômage actuel en Grande-Bretagne, qui est de 2,5 %, serait de 5 % si on appliquait les critères de calcul américains, de 1,5 % selon les critères allemands.

(9) *Unequal Shares, Wealth in Britain*, A.B. Atkinson, Penguin Books, Londres, 1972, nouvelle éd. 1974, 277 p., 50 p.

(10) Monnaie sud-africaine contenant une once d'or.

(11) L'accroissement des exportations au cours du premier trimestre 1974, malgré la semaine de travail de trois jours, s'est traduit par une diminution des stocks, ce qui rendra d'autant plus difficile un redémarrage éventuel.

(12) *The Economist*, 7 septembre 1974.

(13) Ce « contrat » prévoit que les revendications de salaires n'excéderont pas, sauf exceptions, la hausse du coût de la vie. En contrepartie de la modération attendue des syndicats, le gouvernement travailliste est censé appliquer fermement son programme de socialisation, ce qu'il n'a guère eu la possibilité de faire depuis février.

(14) U.K. Balance of Payments, *in N.I. Economic Review*, *op. cit.*, p. 86.

(15) *C.B.I. Talking Points*, *I*, Londres, août 1974.

## La crise de confiance atteint la City

*Le développement des firmes multinationales est venu s'ajouter à l'insertion traditionnelle sur le marché mondial de ce poumon de l'économie britannique qu'est la City. Celle-ci a sans doute profité de la hausse mondiale des prix des matières premières, car une masse considérable des transactions se font sur le marché anglais — alors même que cette hausse a un effet négatif sur la balance des paiements. Le déficit de cette dernière contribue à alimenter un sentiment de défiance dans et envers la City. En outre, marché privilégié des eurodollars, elle vit au rythme de la spéculation internationale : elle est d'autant plus sensible aux aléas de la conjoncture mondiale.*

« La City, *nous explique un observateur financier à Londres,* a toujours vécu d'emprunts. C'était parfait en période d'expansion ; c'est devenu rapidement dramatique dans la conjoncture actuelle. L'argent est devenu rare et trop cher dans la City. Les compagnies immobilières et certains établissements financiers qui gravitent autour du secteur bancaire *(« fringe banks »)* ont été les premiers touchés par la contraction du marché financier. »

Selon certaines rumeurs, la Banque d'Angleterre aurait injecté entre 3 et 5 milliards de livres pour empêcher une réaction d'effondrement en chaîne. Cela n'était pas fait pour conforter les déposants étrangers, déjà affectés par les ennuis de la San Diego et de la Franklin National aux Etats-Unis, sauvées de la banqueroute par une intervention massive de la Federal Bank américaine, et par l'écroulement de la banque Herstatt, que la Bundesbank n'a pas jugé bon d'empêcher.

En outre, le développement « extravagant » du marché de l'eurodollar en 1973 et au début de 1974 s'est traduit par une dangereuse fragilité de ce marché. *« Pour la première fois,* souligne notre interlocuteur, *dès le mois de mai sont apparus les signes d'une mise en doute de la City. »*

Les banquiers suisses ont été les premiers à vouloir assurer leurs arrières et à retirer des fonds de la City, pour les placer à New-York notamment. Bien que les milieux officiels britanniques démentent catégoriquement l'information, il semble que les pays pétroliers, qui avaient, entre janvier et juillet, placé quelque 4 milliards de pétrodollars à Londres, aient suivi l'exemple des Suisses. Ce propos d'un responsable financier arabe tendrait à le confirmer : *« Ma politique est simple : je place à la First National ou à la Chase Manhattan. A leur siège. A la rigueur, dans leurs succursales. Mais pas dans leurs filiales :* Safety first ! »

Sécurité d'abord ! Signe des temps. Le moindre indice d'un regain de faveur pour la City est accueilli avec un soulagement fort peu discret. Ainsi, l'annonce d'une O.P.A. lancée début septembre par le Koweït sur une firme de la City a bénéficié d'une publicité tout à fait sans précédent. Un espoir toutefois, selon notre spécialiste de la finance : *« Londres veut croire que la seule chance de la City est qu'elle constitue un marché indispensable et qu'il faudra bien que la communauté internationale se décide à la sauver. »*

A l'évidence, le gouvernement britannique — quel qu'il soit — n'est pas en mesure de se tirer d'affaire tout seul. Les discours sur le développement autonome du royaume et les professions de foi nationalistes qui auront jalonné la campagne électorale n'ont-ils pas un caractère pour le moins déphasé par rapport à ce nouveau contexte ? Le chancelier travailliste de l'Echiquier, M. Denis Healey, s'efforce, certes, de convaincre ses homologues de l'O.C.D.E. que le déficit de la balance des paiements des pays non pétroliers est inévitable et que chaque pays devrait en accepter une part ; nos interlocuteurs autorisés n'ont-ils pas cessé de nous répéter que le déficit britannique serait beaucoup plus supportable si « *certains pays européens* » ne s'obstinaient pas à équilibrer leur balance des paiements ? On peut douter toutefois que ces pays viennent à la rescousse, tout au moins aussi longtemps qu'ils seront confrontés à des problèmes sensiblement équivalents. Les pesanteurs nationales n'ont pas fini de contrecarrer le développement harmonieux du capitalisme inter et multinational. Et la Grande-Bretagne, moins bien placée que d'autres pour réagir aux coups de boutoir de la crise internationale, en pâtira d'autant.

Faut-il donc vraiment s'étonner de l'étonnante prise de position de l'*Economist,* qui écrivait récemment : *« Dans le nouveau contexte mondial, la Grande-Bretagne a deux solutions. Ou bien elle se retire et s'enferme dans une économie de siège, ou bien elle doit accepter l'abandon de ses prétentions à une autonomie économique et s'efforcer d'être une partie d'une Communauté européenne totalement intégrée — dans laquelle elle devra soutenir de façon croissante les vues des hommes d'affaires français ou italiens plutôt que celles des Allemands. Continuer comme elle le fait — ou, pis encore, essayer de se mettre à la remorque des Etats-Unis et du Fonds monétaire international quand ils prônent une libéralisation des échanges dans une économie mondiale non revigorée* (unreflated), *tout en se répandant en propos hostiles à la C.E.E. — semble être la meilleure recette pour aller à la catastrophe. »* (16).




*« Si les corbeaux quittaient la Tour blanche* [de Londres], *» elle s'écroulerait, et l'Empire britannique s'effondrerait. »*
(Légende anglaise, époque de Charles II)

## Le pétrole, planche de salut ou coûteuse chimère ?

*Pour financer son inflation et son déficit pétrolier et commercial, la Grande-Bretagne s'endette de façon massive. Il est assez ironique que ce soit un gouvernement social-démocrate qui ait été le premier à accepter un prêt important de l'Iran (cela n'alla pas sans remous sur les bancs des Communes). Déjà, le 26 mars dernier, la Banque d'Angleterre avait emprunté 2,5 milliards de dollars sur le marché de l'eurodollar. Elle n'a pas encore disposé de ce prêt. Les fonctionnaires du Trésor ne cachent pas que, pour tenter d'éliminer le déficit « non pétrolier », le recours aux emprunts va se poursuivre. D'autant plus allégrement peut-être que le Royaume-Uni, dans ce jeu de cartes biseautées, croit disposer d'un atout maître : le gaz naturel et le pétrole de la mer du Nord* (North Sea Oil, N.S.O.).

*Plus encore que l'intégration à l'Europe, remède miracle des conservateurs, le pétrole de la mer du Nord apparaît aux autorités britanniques comme la planche de salut par excellence. Mais est-ce vraiment le cas ?*

« *Les craintes concernant le coût des emprunts* (pour financer le déficit), peut-on lire dans le rapport du N.I.E.S.R., *semblent exagérées, notamment si l'on tient compte des revenus attendus de la mer du Nord. Les intérêts des prêts pour financer le déficit pétrolier devraient être inférieurs à la valeur de la production pétrolière de la mer du Nord dès 1976.* (Dans l'hypothèse la plus défavorable), *le revenu pétrolier serait positif dès 1980, fournissant la possibilité de commencer à rembourser les dettes accumulées au compte pétrolier »...* Les auteurs de ce rapport s'empressent d'ajouter que « *cela ne suggère en aucun cas une amélioration du niveau de vie dans le Royaume-Uni pour le reste des années 1970.* » Louable prudence. Mais, manifestement, la fable de l'ours ou celle de Pérette et du pot au lait n'appartiennent pas au folklore britannique...

Si la production de gaz naturel est fort avancée (5 milliards de pieds cubes fournis en moyenne par jour en 1973, pour des réserves connues ou estimées de 30 000 à 40 000 milliards de pieds cubes), les premières gouttes de pétrole ne couleront pas avant, au mieux, l'année prochaine : 25 millions de tonnes de brut attendues en 1975, annonçait-on au début de l'année ; 5 millions, estimait en mai le ministère de l'énergie ; « *3 millions, pas plus* », nous a-t-on dit à ce même ministère en septembre... Selon les prévisions établies en mai dernier, la production pourrait atteindre 100 à 140 millions de tonnes en 1980 et se stabiliser à 100 ou 150 millions de tonnes par an pendant la prochaine décennie.

Même en supposant que ces délais de production soient respectés (les esprits irrévérencieux ou chagrins notent que les retards enregistrés ne sont pas sans coïncider avec une stratégie des multinationales qui préfèrent faire monter les enchères avec le pétrole arabe avant de s'intéresser au N.S.O.), il reste la question du montant des bénéfices qu'en retireront les Britanniques.

Le 11 juillet dernier, en réponse à une question écrite d'un député, le secrétaire d'Etat à l'énergie, M. Eric Varley, déclarait : « *La part de la Grande-Bretagne dans les gisements de pétrole et de gaz découverts sur le plateau continental britannique est estimée respectivement à 50 et à 27 % ; celle du secteur public à 16 et à 14 % respectivement.* » Par « secteur public », il faut entendre le British Gas, le National Coal Board et les 48 % du capital de British Petroleum fournis par l'Etat. Mais dans quelle mesure cette participation à BP peut-elle réellement être considérée comme partie intégrante du secteur public ? (17).

Un rapport de la Cour des comptes britannique révélait en mars 1973 que « *ce qui semble être les meilleures concessions pétrolières de la mer du Nord ont été distribuées à des conditions d'une extrême générosité, avec des permis d'exploitation de quarante-six ans sans possibilité de révision, alors qu'il est probable que les compagnies, avec leur habileté coutumière dans la manipulation des exonérations fiscales, réussiraient à ne pas payer d'impôts quels que soient leurs gigantesques profits* » (18).

Le contrôle de l'Etat sur l'exploitation du pétrole « offshore » divise la classe politique. Pour les conservateurs, le gouvernement ne devrait pas accroître ses prises de participation, mais les taxes et impôts à la production — « *jusqu'à concurrence de 80 % des profits, si nécessaire* ». Les travaillistes, et singulièrement la gauche du parti, mettent au contraire l'accent sur les nationalisations. Début juillet, M. Eric Varley, définissant la nouvelle politique énergétique britannique, a proposé une série de mesures en ce sens : nouvel impôt sur les bénéfices des sociétés ; fermeture de plusieurs échappatoires par lesquels les compagnies étrangères contournaient la législation sur les rapatriements de bénéfices ; acquisition d'une participation majoritaire dans les futurs permis d'exploitation ; renégociation des licences déjà attribuées ; création d'une société pétrolière nationale (British National Oil Corporation) défendant les intérêts de l'Etat, etc.

« *En somme,* commente un journaliste spécialisé, *plutôt moins que ce qu'ont obtenu la majorité des pays exportateurs de pétrole. Dans les années 85, quand le flot d'or noir commencera à diminuer, on verra sans doute les travaillistes réclamer, à l'occasion d'une élection, la nationalisation complète (comme dans l'Algérie des années 70 !), et les conservateurs laisseront faire...* »

Pour l'instant, en tout cas, ces revendications posées, on reste dans une prudente expectative. « *Il ne se passera rien jusqu'à ce que les résultats des élections soient connus, mais les six mois suivants seront passionnants, à condition bien sûr que le Labour reste au pouvoir.* » Dans les milieux officiels compétents, on ajoute : « *Tant qu'il n'aura pas été décidé à quel rythme la production va se développer, si elle sera ou non orientée vers l'étranger, dans quelles proportions, si les exportations éventuelles porteront sur le brut, les produits raffinés ou les deux, il est impossible de déterminer à partir de quel moment le N.S.O. pourra devenir rentable.* » C'est la logique même — et autant pour les prévisions les plus « autorisées » ! (19).

## Surenchère électorale auprès des nationalistes

*Ces décisions ne seront pas faciles à prendre. Car, sur le plan politique intérieur, elles sont autant de bâtons de dynamite. La raison en est simple : l'odeur de l'or noir s'est répandue sur toute l'Ecosse, réveillant les appétits des nationalistes écossais. Le même phénomène, mais très atténué (en proportion directe, pourrait-on croire, des revenus attendus), a gagné les nationalistes gallois, car de l'île de Man aux îles Scilly, la mer d'Irlande se hérisse elle aussi de derricks prometteurs... Est-ce extraordinaire ? Une plate-forme de forage revient à 60 millions de livres. Il en faudra entre quarante et soixante-cinq pour commencer. Les installations « on-shore » à bâtir, les complexes pétrochimiques à installer, les oléoducs à aligner, représentent plusieurs centaines de millions de livres d'investissements, la promesse d'une prospérité miraculeuse, mais peut-être — et c'est ce dont les nationalistes ne veulent pas — de courte durée. Les sommes en jeu — plus de 1,5 milliard de livres déjà dépensées, quelque 4 milliards d'ici à 1980 — et les promesses de profits fabuleux échauffent les esprits, de façon d'autant plus dangereuse, au moins pour le gouvernement travailliste, qu'il suffirait d'une progression minime des votes en faveur des nationalistes (écossais surtout) pour que le Labour perde les élections* (20).

Du coup, on assiste à une surenchère électorale sans précédent. Les travaillistes se sont engagés à envoyer un contingent de sept mille hauts fonctionnaires à Glasgow ; ils ont déplacé dans cette ville l'Offshore Supplies Office, doublé la prime à l'emploi régional, promis la création d'une agence de développement de l'Ecosse, qui sera financée par les revenus du N.S.O. Mais ils hésitent à octroyer des pouvoirs étendus au parlement régional.

Pour ne pas être en reste, les Tories ont aussi promis une agence de développement, le transfert à Aberdeen de la « section pétrolière » du ministère de l'énergie et la fin des péages sur les ponts routiers écossais... Leur manifeste électoral offre à l'Ecosse un « fonds de développement » ainsi qu'une assemblée élue ayant pouvoir de décision sur la répartition de « *la part écossaise du budget du Royaume-Uni* ». Le Pays de Galles, moins remuant, devrait se contenter d'un « conseil ».

L'objectif électoral des uns et des autres est très clair : les Tories sont tout autant prêts à promettre ce qu'il faudra pour s'attirer les sympathies — sinon les votes — des tiers partis dans la perspective d'un gouvernement de coalition où ils seraient majoritaires, que le sont les travaillistes désireux d'éviter de se retrouver coincés dans un nouveau gouvernement minoritaire. Les résultats de ces avances pourraient réserver bien des surprises. Le Scottish Nationalist Party en tout cas ne doute pas de pouvoir au moins doubler sa représentation parlementaire, forte de sept députés dans la précédente législature. La sollicitude toute nouvelle de Londres à l'égard de l'Ecosse tendrait à justifier cet optimisme.

N'est-il pas ironique de voir les mouvements séparatistes relever la tête alors même que l'Etat britannique, plus que jamais soumis aux caprices intéressés des sociétés multinationales, s'obstine par ailleurs à briguer les attributions d'une souveraineté révolue dans le nouveau contexte européen où il s'est inséré ? Poussée par les conservateurs dans la Communauté européenne, la Grande-Bretagne y est entrée à reculons, et c'est tout juste si, vingt mois plus tard, elle commence à détourner la tête pour regarder où elle va.

Une majorité de travaillistes demeurent hostiles à l' « European Connection » — tout comme les ultra-conservateurs qui se retrouvent autour de M. Enoch Powell. Une fraction peut-être importante de travaillistes modérés est en train de se demander si, après tout, le salut du pays ne vaut pas une messe à Bruxelles. Mais il faut toujours compter avec une forte et turbulente minorité, bien représentée au gouvernement. *(« Quelques-uns de mes collègues ne sont pas en faveur d'un succès des négociations engagées par M. Callaghan »,* reconnaissait devant nous une personnalité gouvernementale, accompagnant sa déclaration d'un geste conciliant.)

Au nom d'une conception peut-être dépassée du nationalisme et de la souveraineté nationale, au nom aussi d'un populisme non exempt de démagogie, ces « activistes » se disent prêts à tout pour obtenir la rupture des négociations et le retrait de leur pays du Marché commun. Qu'ils se recrutent dans les rangs de la gauche travailliste, c'est un fait d'une incidence capitale sur l'échiquier politique britannique.

Lors de leur congrès annuel au début de septembre, les syndicats ont manifesté plus fermement que jamais leur refus de l'Europe. Ils ont pris soin cependant de ne rompre aucun pont. Pour eux, le référendum promis par M. Wilson — à l'issue de la renégociation en cours, c'est-à-dire vraisemblablement dans le second semestre 1975, si le Labour est toujours au pouvoir — recueillera, à n'en pas douter, une majorité négative.

Au quartier général du parti travailliste, on vous démontrera encore que l'adhésion britannique n'a eu que des effets négatifs dans tous les secteurs. « *Mais enfin,* demandez-vous, *considérez-vous normal de revenir sur des accords signés et de faire un chantage au retrait ?* » Cela vous vaut quelques reparties cinglantes, du genre : « *Voyez donc ce qu'a fait la France sous de Gaulle !* » Inutile de faire remarquer qu'aux efforts consentis pour intégrer la Communauté les nouveaux sacrifices pour en sortir pourraient être fatals au pays dans la conjoncture actuelle, et qu'on ne voit pas très bien dans quel nouveau contexte le Royaume-Uni s'insérerait... On vous vante ces bons vieux pays du Commonwealth qu'on a laissé tomber un peu vite ; on évoque la possibilité de négocier avec la C.E.E. les conditions d'une association libre, « *et si elle ne veut pas, eh bien tant pis !* » ; on vous assène pour finir le refus du peuple norvégien d'agréer l'option européenne...

Pourtant, en dehors de ces cercles passionnés, l'impression prévaut que le référendum dont le gouvernement Wilson brandit la menace n'est qu'un pétard mouillé ; que les « renégociations fondamentales » ne dépasseront pas, en tout état de cause, le cadre des révisions prévues par la procédure communautaire ; que les travaillistes s'en satisferont et, s'attribuant le mérite de ces améliorations, demanderont l'agrément d'une opinion publique moins encline à blâmer les Européens pour tous ses malheurs et, peut-être, apeurée par les conséquences autrement plus douloureuses d'une crise internationale qu'elle devrait affronter seule.

Il n'en reste pas moins que l'Europe va demeurer pendant longtemps la pomme de discorde des travaillistes. La gauche du parti se dit prête à « *aller jusqu'à l'affrontement* ». Qu'un vieux réflexe social-démocrate l'arrête au seuil de l'éclatement du parti, c'est probable — ce n'est pas certain.

« *Sur un déficit commercial actuel de 1,3 milliard de livres, 1 milliard est dû à nos échanges avec le Marché commun* », souligne M. Richard Clements, rédacteur en chef de *Tribune*, hebdomadaire de la gauche travailliste radicale, qui comptait quelque quatre-vingts députés dans le précédent Parlement. Nous rappelant les principaux thèmes qui font l'objet de négociations à Bruxelles (la politique agricole commune, le fonds d'aide régionale, le statut des pays du Commonwealth et surtout la contribution au budget communautaire, « *qui serait de 24 % environ en 1980, alors que notre part du P.I.B. de la Communauté aurait régressé à 14 %* »), M. Clements s'est dit convaincu que rien moins que la satisfaction totale des revendications britanniques n'apaiserait les « anti-marketeers ».

La décision d'en référer au parti — plutôt que de laisser le premier ministre décider de la tenue et du contenu du référendum — a été prise en conseil des ministres en l'absence de M. Wilson et de deux autres « modérés ». Elle n'est valable, semble-t-il, que pour la présente législature. Si elle contribue dans l'immédiat à accroître les pressions dans les négociations de Bruxelles, elle fournit aussi à la gauche travailliste une arme supplémentaire, éventuellement négociable au plan politique.

Ce n'est pas négligeable, car l'influence de la gauche n'a cessé de s'affirmer — comme en témoigne le fait que M. Wilson n'a pas hésité à faire de l'adhésion au Marché commun un thème de la campagne électorale, malgré les menaces de démission de personnalités de la droite travailliste telles que M. Roy Jenkins et Mme Barbara Castel, prêtes à démissionner si la Grande-Bretagne quitte l'Europe.

## Puissance et détermination de la classe ouvrière

« Depuis 1964 *(début de la première législature Wilson)* il y a eu un renforcement massif et continu du pouvoir syndical dans le pays, *se félicite M. Richard Clements.* A l'intérieur du mouvement travailliste, des changements importants sont également intervenus. » *Aujourd'hui, la gauche de la social-démocratie est fortement représentée tant dans le parti travailliste parlementaire que dans le gouvernement et au sein des syndicats.*

*Le congrès du TUC à Brighton a marqué une nouvelle progression des radicaux majoritaires, avec l'élection au conseil général de trois d'entre eux, MM. Clive Jenkins, Jim Slater et Ken Gill. Ce dernier, dirigeant d'une section de « cols blancs » affiliée au second plus grand syndicat (21), fut à la fois le héros et le mauvais garçon du congrès. Premier communiste à être nommé à la direction de la confédération depuis treize ans, ce fut lui qui mena la bagarre contre l'adoption du « contrat social » (qui, fit-il notamment remarquer, laisse le patronat libre de faire ce qui lui plaît), avant de retirer sa motion à la dernière minute* « au nom de l'unité du mouvement syndical ».

D'autre part, un certain nombre de dirigeants syndicaux modérés doivent compter avec une base beaucoup plus militante et la pression de *shopstewards* (délégués d'atelier) communistes ou « gauchistes ».

Au sein même du gouvernement, des personnalités telles que M. Michael Foot, ancien « enfant terrible » de la gauche, ministre du travail et possible successeur de M. Harold Wilson à la tête du parti, M. Anthony Wedgwood Benn, ministre de l'emploi, autre prétendant, M. Eric Heffer, et d'autres, tentent d'appliquer une politique plus radicale, avec l'appui de la gauche syndicale.

« *Plus ça va, moins la droite dans le parti, représentée par des gens comme Roy Jenkins ou Reg Prentice, a de prise sur l'évolution de la situation,* nous affirme un journaliste progressiste. *Pourquoi ? C'est que le parti subit tout le poids du mouvement syndical. Dans la dialectique radicalisation de la base — pesanteur d'un appareil beaucoup plus « conservateur », — celle-là triomphe insensiblement de celui-ci, et le fera d'autant plus nettement que se détériorera la situation économique et sociale. Le mouvement syndical à son tour infléchit l'action du parti, et du gouvernement ; même si ce dernier, représentant autoproclamé de toutes les couches, entend gouverner au centre au nom des intérêts de la nation tout entière — prolétaires et trusts compris, — il est bien obligé de tenir compte de sa base sociale... et du mouvement syndical, qui est son bailleur de fonds.* »

Depuis 1969, cette évolution est nette. Cette année-là, le gouvernement travailliste tenta d'imposer une législation anti-ouvrière *(in place of strife),* qui fut violemment répudiée par les syndicats : l'année suivante, il perdait les élections.

*(Lire la suite page 8.)*

---

(16) « Fasten Seat Belts », *The Economist,* 27 juillet 1974, p. 25.

(17) *L'Anti-Report* n° 8 du Counter Information Service, à Londres, intitulé : *The Oil Fix, An Investigation into the Control and Costs of Energy,* souligne par exemple que B.P. « *n'a pas payé d'impôt sur les bénéfices au Royaume-Uni entre 1967 et 1972, en dépit d'un profit commercial net moyen de 101 millions de livres par an. Au contraire, il a reçu 100 millions de livres en subventions de secours, pour ne rien dire d'aides au développement, etc.* ».

(18) *The Oil Fix,* op. cit.

(19) Cela fait dire à John Pardoe, porte-parole des libéraux pour les questions économiques : « *D'énormes portions de l'héritage pétrolier de nos enfants en mer du Nord sont placés en dépôt dans les monts-de-piété du Proche-Orient. Cette nation de boutiquiers est devenue une nation de débiteurs.* » *Sunday Times,* 15 septembre 1974, p. 2.

(20) A en juger, au moins, par les élections de février, la lutte électorale oppose dans le sud de l'Angleterre les conservateurs aux libéraux ; en Ecosse, les nationalistes et les travaillistes ; dans le Centre (du nord de la Tamise à la frontière écossaise), Tories et Labour. Le Centre compte un tiers des circonscriptions ; deux tiers des sièges Tories sont marginaux. Toute progression du parti nationaliste écossais augmenterait d'autant la marge nécessaire aux travaillistes pour l'emporter de façon décisive. Le calcul se complique avec les paramètres nationalistes gallois (Pleid Cymru), unionistes nord-irlandais et libéraux, bien que ces derniers apparaissent davantage comme des concurrents directs des conservateurs.

(21) Il s'agit de l'Amalgamated Union of Engineering Workers (A.U.E.W.), un million trois cent mille membres, dirigée par M. Hugh Scanlon.

*(Suite de la page 7)*

Les conservateurs revenaient à la charge en faisant voter par le Parlement une législation autrement plus draconienne, la loi sur les relations industrielles *(Industrial Relations Act)*. Aux élections de février dernier, les Tories étaient balayés. La législation fut aussitôt annulée par le nouveau gouvernement travailliste.

Aujourd'hui, le « contrat social » passé entre les syndicats et le gouvernement Wilson est la marque de la normalisation de leurs relations. Mais d'aucuns craignent que les dirigeants travaillistes ne soient en fait les prisonniers des syndicats. Cette promesse de coopération à une politique des revenus modérée, assure-t-on, ne durera qu'aussi longtemps que les pressions économiques ne pousseront pas les gros bataillons ouvriers dans la rue. En somme, ce n'est rien de plus qu'un cadeau électoral pour le parti travailliste. L'embarras ou le scepticisme de nombre de délégués à Brighton tendent à confirmer ce point de vue. Advienne que pourra après l'échéance électorale...

Les syndicats ont si puissamment fait la démonstration de leur force que tout le monde en Grande-Bretagne est convaincu qu'un retour au pouvoir des conservateurs — soit seuls, soit, plus vraisemblablement, dans un gouvernement de coalition — signifierait automatiquement un nouvel affrontement majeur avec le mouvement ouvrier. Et on est loin, dans les rangs conservateurs, d'être assuré de la victoire. Beaucoup pensent que le maintien au pouvoir des travaillistes serait un moindre mal : il ferait reculer les échéances et amortirait les chocs.

## Sursaut de la droite ou préliminaires du fascisme ?

*Ce sentiment, très fortement ancré, permet peut-être d'expliquer l'apparition dans la société anglaise d'un certain nombre de phénomènes que l'on croyait appartenir à d'autres cieux. Ils prêteraient à sourire si leur convergence et le contexte dans lequel ils se situent ne leur donnaient une apparence sinistre : il est désormais légitime de se demander si la Grande-Bretagne n'est pas en train de vivre les préliminaires du fascisme.*

*Quelle que soit la législation dont il s'entoure, le gouvernement n'a guère de prise sur des flux financiers et économiques qui obéissent davantage à une stratégie mondiale qu'à des considérations strictement nationales et contribuent de façon importante à la crise britannique. Il lui est par contre beaucoup plus facile d'intervenir au niveau des salaires. Tôt ou tard, des mesures économiques drastiques devront être prises : les travailleurs, premières victimes de l'inflation, vont-ils accepter sans broncher que le chômage frappe jusqu'à deux millions et demi d'entre eux — chiffre qu'avancent les partisans d'une politique monétariste exemplaire ?*

Le temps n'est plus où cette menace aurait contraint la classe ouvrière à toutes les concessions pour préserver l'emploi. Plus probablement, on assisterait à une multiplication des occupations d'usines, à une recrudescence du militantisme, qu'il soit « révolutionnaire » ou « corporatiste ».

Compte tenu des précédents échecs des conservateurs surtout, face à un pouvoir syndical de plus en plus affirmé, il n'est pas étonnant que certains se préparent, à leur manière, à un affrontement imminent.

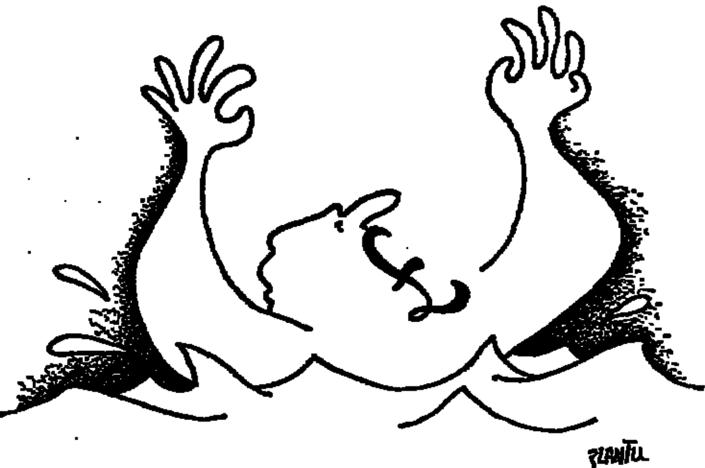
« *Ce qu'il nous faut, c'est un homme fort.* » La remarque est de plus en plus répandue. Bien sûr, l'homme de la rue souhaiterait que ce fût un Churchill. Et, une fois sur deux, on vous dira : « *Powell is the man.* » (« *C'est Powell qu'il nous faut.* ») Powell Enoch, ultra et rigoureux, xénophobe et raciste, monétariste et anti-européen ; Powell qui nous fait dire qu'il n'a de déclarations à faire qu'à la presse nationale ; Powell qui, écarté du parti conservateur, y conserve cependant un fort contingent de partisans ; Powell qui, pour revenir au Parlement, adopte la cause de l'intégration totale de l'Ulster au royaume, tente de se faire élire dans une circonscription unioniste avec la promesse de diriger le groupe des députés protestants irlandais aux Communes et toute latitude pour s'exprimer librement sur ses sujets de prédilection ; Powell enfin qui, en toute rigueur, demande à ses partisans de voter travailliste — il l'a fait en février, il récidive en octobre, — mais qu'un nombre croissant de personnes, au sein et autour du parti conservateur, estiment devoir succéder à M. Edward Heath — surtout si ce dernier perd une seconde fois les élections.

Qu'il réussisse ou non, là n'est pas la question : c'est cette attente de plus en plus générale d'un Messie — lui ou un autre — qui inquiète. Il y a là une atmosphère que certains tentent de mettre à profit. Le groupe d'extrême droite National Front (Front national), dirigé par d'anciens nazis notoires tels que MM. John Tyndall, son président, ou Martin Webster, présente quatre-vingts candidats aux élections. En février, tous ont perdu leur caution : il en ira vraisemblablement de même cette fois. Mais ce groupe n'en a cure : « *Nous voulons prendre date* », disent ses dirigeants. Racistes, farouchement « antigauche », ils rallient à eux ceux que mécontentent les efforts « éclairés » de la droite moderne, telle que la symbolise Sir Keith Joseph, par exemple. Politiquement structurés, les mille à mille cinq cents militants du National Front auraient infiltré les quelque quatorze groupes de volontaires antisyndicalistes et antigrève qui se seraient constitués ces derniers mois.

Deux de ces groupes ont reçu récemment une publicité prématurée — sinon préméditée. Il s'agit, d'une part, d'« Unison », milice de choc que dirige le général Walter Walker, ancien commandant en chef du secteur nord de l'OTAN, et qui se dit prête à seconder la police et l'armée pour le maintien de l'ordre dans l'éventualité d'une grève générale ; d'autre part, de « G.-B. 75 » (Grande-Bretagne 1975), dirigée par l'affable colonel David Sterling, ancien chef de maquis en France pendant la résistance. Il est évidemment impossible de se rendre compte de l'importance de ces groupes, bien que le général Walker affirme « *avoir personnellement supervisé l'adhésion de cent mille militants* ». Excluant de telles rodomontades, le colonel Sterling se pose en centriste qui souhaite œuvrer en conjonction avec les forces modérés du pays. Il s'est dit « ennuyé » que la presse ait fait mention prématurément de son organisation ; certains « *plans d'opérations* » ont dû être remis, et, surtout, il n'a pas eu le temps de nommer à sa place un civil — car « *la présence, à la tête de l'organisation, d'un militaire, même à la retraite, est nuisible à l'image de marque* » qu'il entend donner.

« *Ces milices privées sont-elles en contact avec des officiers d'active ?*, s'interroge un militant trotskiste, qui poursuit : « *Récemment, le brigadier Kitson, ancien chef de l'armée britannique au Kenya, où il dirigeait la lutte contre les Mao-Mao, a publié, avec l'imprimatur du haut état-major, un livre intitulé* Counter-Insurgency Techniques, *qui est le parfait manuel de la contre-guérilla ici et maintenant. La grève des mineurs l'hiver dernier, les campagnes terroristes de l'IRA, de Palestiniens, d'anarchistes ou d'agents provocateurs, ont alimenté un sentiment croissant d'insécurité, en plus de la crise économique. Faut-il s'étonner du déploiement « gratuit » de forces militaires à l'aéroport de Heathrow à trois reprises ces derniers mois : elles avaient aligné des chars d'assaut, pas moins ! Ou encore de la répression de plus en plus violente des manifestations de rue — un mort l'autre dimanche au rallye antifasciste de Red Lion Square, à Londres ? Autre ferment important : l'armée britannique occupe depuis cinq ans l'Irlande du Nord, où les politiciens de Londres n'ont cessé d'accumuler les échecs et ne disposent manifestement d'aucune solution de rechange...* »

Le 3 septembre, *Monday World*, organe du Monday Club, association de la droite la plus conservatrice, publiait un article signé « *Andrew Selton, soldat* ». L'auteur,



qui serait un lieutenant en service en Irlande du Nord, laisse entendre que l'armée se méfie désormais des hommes politiques — surtout « socialistes ». Il constate : « *L'armée est, aujourd'hui, une institution qui a une signification politique considérable. Ses généraux sont choisis par le premier ministre, et la génération actuelle est Tory, mais elle doit aujourd'hui collaborer avec une administration socialiste qui s'est engagée à réduire massivement le budget de la défense. Même sans l'Irlande du Nord, un conflit serait inévitable. Mais en Irlande, l'armée se trouve en position de force. Les politiciens ont besoin de l'armée — et pas seulement en Ulster. (...) A une époque où l'agitation ouvrière est devenue une menace pour l'existence même du pays et où le recours à la troupe pour préserver cette existence est devenu probable, le fait que la confiance n'est pas réciproque entre l'armée et le gouvernement devrait faire sérieusement réfléchir.* » Faisant allusion au refus de l'armée britannique de mettre fin à la grève de l'Ulster Workers' Council, qui entraîna voilà quelques mois la chute du gouvernement Brian Faulkner en Irlande du Nord, l'auteur ajoute : « *Pour la première fois, l'armée a décidé qu'elle avait raison, que c'était à elle de décider et que les politiciens feraient mieux de rentrer dans le rang. On n'a pas encore apprécié toutes les conséquences d'une telle attitude.* »

Elucubrations ? On voudrait le croire. Pourtant, c'est bien dans le très respecté *Economist* qu'on peut lire ceci : « *Après les élections, tout un chacun en Grande-Bretagne pourra avoir à affirmer son droit au travail en dépit du chaos provoqué par les syndicats. Si des hommes comme David Sterling peuvent y contribuer de façon sensée, tant mieux.* » Après cette introduction, l'article poursuit : « *Il y a un certain nombre d'armées privées en Grande-Bretagne : les piquets de grève des mineurs... les piquets volants des dockers... les grévistes du bâtiment qui pratiquent régulièrement l'intimidation physique...* (Si les Travaillistes l'emportent) *les lois seront amendées pour donner davantage de pouvoir à ces armées en les légalisant. Sinon, un dirigeant syndical nous promet le chaos...* »

Plus graves encore les déclarations de M. Geoffrey Rippon, le 7 septembre dernier — déclarations qu'il s'est empressé de rétracter devant la levée de boucliers qu'elles ont suscitée, mais qui n'en demeurent pas moins significatives d'un certain état d'esprit : « *La liberté, la loi et l'ordre doivent être les thèmes principaux de la politique des conservateurs... Ceux qui espèrent détruire notre libre société cherchent à saper, puis à anéantir, l'esprit de service volontaire, l'esprit d'indépendance et l'esprit d'initiative... Un gouvernement conservateur doit fournir un niveau adéquat de réservistes, renforcer les Territoriaux et la police et créer un corps de réserve de citoyens volontaires pour la défense intérieure et les tâches à effectuer en liaison avec les pouvoirs civils. Mais cela ne doit intervenir que par l'intermédiaire du Parlement si on veut éviter un désastre national.* »

M. Geoffrey Rippon est ministre des affaires étrangères dans le cabinet fantôme conservateur.

Ainsi se précisent et se préparent les échéances. Celle des élections législatives du 10 octobre, second round de la consultation inaboutie de février, n'est que le prélude à de plus rudes assauts.

MARCEL BARANG.

# L'art de "dé-stabiliser" un gouvernement

*(Suite de la première page.)*

« *M. Laughlin Campbell, le chef de la C.I.A. en Grèce, voulait me voir ; il me dit avec insistance qu'il tenait à voir mon père pour discuter avec lui des partis frères. Il avait offensé mon père, disait-il, et il n'osait pas demander directement un rendez-vous. Est-ce que je pouvais l'aider et lui obtenir ce rendez-vous ? Je lui ai répondu que oui mais que je ne voyais pas le pourquoi de la chose : « Si vous lui » demandez d'accepter le système des » partis frères, vous pouvez être sûr que sa » réponse sera immédiate et négative. Il » n'a pas l'intention de se suicider politi- » quement pour vous faire plaisir », lui ai-je dit.*

» *L'attitude de Campbell a alors complètement changé. Il s'est levé et m'a dit, d'un ton coléreux : « Allez dire à votre » père qu'en Grèce nous obtenons toujours » ce que nous voulons. Nous faisons ce » qu'il nous plaît et rien ne peut nous » arrêter. »*

» *J'étais stupéfait. Ainsi, tel était le vrai visage de la C.I.A. en Grèce. « Je me ferai » un plaisir de le lui dire », ai-je répondu. Mon père a été aussi choqué que moi* » (1).

En avril dernier, le chef actuel de la C.I.A., M. William Colby, a soulevé un coin du voile sur les activités de son organisation au Chili en révélant que le très secret « comité des Quarante », dirigé par M. Henry Kissinger, avait dépensé 350 000 dollars pour essayer d'acheter un nombre suffisant de membres du Parlement chilien afin d'empêcher la ratification du résultat des élections de 1970 portant Salvador Allende à la présidence. (Cette somme paraît infime quand on la compare au million de dollars versé par la C.I.A. à un membre de la délégation laotienne à la conférence de Genève de 1954 pour qu'il refuse de signer l'accord. Ce qu'il fit ; mais un autre membre de la délégation, Kou Vouravong, rejeta l'offre et signa l'accord au nom de son gouvernement. Il fut assassiné par son confrère quelques jours après avoir porté l'affaire à la connaissance de l'Assemblée nationale laotienne.)

En ce qui concerne l'achat de parlementaires — et de ministres — en Grèce, M. Fotios G. Panagiotopoulos, ancien député du parti de l'Union du centre de Georges Papandreou, nous a donné un aperçu des talents de la C.I.A. avant le coup d'Etat du 21 avril 1967. En 1965, Georges Papandreou, toujours premier ministre, avait résisté aux pressions personnelles du président Lyndon Johnson en faveur d'un règlement de l'affaire chypriote qui aurait abouti au partage de l'île et à sa transformation en une base de l'OTAN.

« *C'est après cet entretien avec le président Johnson*, raconte M. Panagiotopoulos, alors député centriste pour Magnisia, *que la C.I.A. a commencé à chercher à se débarrasser de Georges Papandreou. La C.I.A. s'est mise à rapprocher quelques-uns des jeunes officiers, Papadopoulos, Ioannides et d'autres, en vue d'un complot. Parallèlement, par l'intermédiaire de Tom Papas* (2) (multimillionnaire grec presque aussi riche qu'Onassis), *elle a entrepris d'acheter les députés centristes. A l'époque, il y avait trois cents députés, dont cent soixante-dix du parti de l'Union du centre, la plus forte majorité jamais enregistrée au Parlement dans la Grèce électorale depuis la guerre. Papas s'est arrangé pour en acheter quarante, si bien que Papandreou a été mis en minorité.*

» *A ce moment-là, on savait que Papadopoulos et sa clique préparaient un putsch ; Papandreou a demandé au roi l'autorisation de s'attribuer le poste de ministre de la défense. Le roi, qui était au courant du complot mais pensait qu'il était en sa faveur, refusa. L'affaire devint une question de défense de la Constitution, car c'est au premier ministre et non au roi de décider de la composition du cabinet. Papandreou remit sa démission. Le roi l'accepta et nomma à sa place le président de l'Assemblée nationale, Georges Novas. Mais celui-ci ne put trouver que deux ministres de l'ancien gouvernement prêts à servir dans son cabinet.*

» *La C.I.A. se mit à nouveau au travail. Elle dépensa entre 250 000 et 400 000 dollars pour convaincre d'anciens ministres ou députés du parti de l'Union du centre d'entrer au gouvernement. Une partie de la somme fut distribuée contre la promesse d'une participation. Les bailleurs de fonds suivirent leurs « clients » au palais royal et leur versèrent le reste après qu'ils eurent prêté serment. Ainsi fut formé le gouvernement. Mais il fallait qu'il soit approuvé par une majorité à l'Assemblée nationale. Quelques-uns des quarante députés qui avaient accepté les premiers pots-de-vin furent dégoûtés par ce qui se passait : ils votèrent avec les partisans de Papandreou et il manqua trois voix à Novas pour s'assurer la majorité. Le candidat suivant du roi, Tsirimokos, devait aussi échouer. Beaucoup d'argent changea encore de mains et Stephanopoulos, le nouveau premier ministre pressenti, réussit à obtenir une majorité de quatre voix. En investissant quelques millions de dollars, la C.I.A. avait réussi à faire passer la direction politique du centre à la droite, ce qui préparait l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite avec le putsch des colonels.* »

CE que raconte M. Fotios Panagiotopoulos ressemble trait pour trait à ce qu'on a pu observer à Vientiane et à Phnom-Penh, où la C.I.A. achetait allègrement ministres et députés par l'intermédiaire de « Tom Papas » locaux ou de leurs fondés de pouvoir.

En ce qui concerne la participation de la C.I.A. au putsch de 1967, M. Andreas Papandreou cite, dans son livre, un rapport que lui a présenté un ancien membre de la junte qui s'était réfugié à l'étranger. Il note : « *Bien que je ne puisse garantir l'exactitude de tous les faits mentionnés dans le rapport, je suis tout à fait certain qu'il est exact en substance (...). Les liens entre trois des cinq hommes qui représentaient le noyau de la conspiration sont tels qu'ils excluent tout doute concernant la participation effective de la C.I.A. Georges Papadopoulos était l'officier de liaison de la C.I.A. et du K.Y.P., le service de renseignements grec (...). Nicholas Makarezos dirigeait la section renseignements du K.Y.P. la nuit du putsch, et Michael Roufogalis, le lieutenant-colonel chez qui le groupe s'est réuni le 20 avril pour donner le signal du putsch, était directeur du service du personnel du K.Y.P. Et n'oublions pas que le K.Y.P. était un appendice financier et administratif de la C.I.A. Les généraux de brigade Pattakos et Alexander Hadjipetros — les deux autres membres du noyau dirigeant — n'étaient pas liés au K.Y.P., mais Hadjipetros commandait la base de l'OTAN en Crète, poste que ne pouvaient occuper que des hommes intimement associés à la mission militaire américaine et à la C.I.A.* »

Une des ironies du putsch est que les colonels se sont contentés d'appliquer le « plan Prométhée » mis au point par l'OTAN pour annihiler les communistes et leurs sympathisants en cas d'attaque par un pays communiste : Yougoslavie, Albanie ou Bulgarie. Le seul ordre reçu par les chefs militaires, d'après l'informateur de M. Andreas Papandreou, fut : « *Exécutez le plan Prométhée !* »

« *La suite*, ajoute cet informateur, *fut exécutée par les professionnels de la C.I.A. qui dirigeaient les faits et gestes de Papadopoulos.* »

En Grèce aujourd'hui, la C.I.A. s'efforce de se faire oublier afin de préserver ce qui peut l'être devant l'immense vague anti-américaine qui a déferlé sur le pays. Pendant notre séjour en Grèce, la presse d'Athènes faisait état quotidiennement de voitures américaines brûlées et lapidées. Il n'y avait pas plus de trois cents touristes américains — contre un millier d'ordinaire à cette époque de l'année, — et l'ambassade américaine a enregistré trois cents plaintes de touristes qui avaient été insultés et malmenés et qui voulaient savoir s'ils devaient ou non quitter le pays. Selon la presse grecque, la C.I.A. a réduit de moitié son personnel. Mais son organisation sœur, K.Y.P., est restée active, s'efforçant de provoquer des désordres qui rendraient souhaitable le retour à un régime fort.

Après les désordres dans la rue du 17 au 19 août, le quotidien de langue anglaise *Athens News*, commentant un communiqué de la police qui affirmait que les violences pendant les manifestations étaient l'œuvre d'une organisation de jeunesse communiste, la K.N.E., écrivait : « *Selon une source informée, les responsables des désordres au cours de la manifestation du dimanche soir sont des agents provocateurs dirigés par le chef et certains officiers de la section B du K.Y.P. Cette section est également responsable, affirme cette même source, de la préparation du coup d'Etat qui a renversé le président Makarios à Chypre.* »

A la veille de l'annonce de la formation et des buts du Mouvement socialiste panhellénique le 3 septembre, M. Andreas Papandreou nous assurait que la C.I.A. demeure active et que les anciens membres de la junte sont encore capables de revenir en force, « *ne serait-ce que pour sauver leur propre peau* ». « *Il ne peut y avoir d'activité politique normale dans le pays*, ajoutait-il, *tant que ceux qui sont responsables du régime des tortures et de la tragédie de Chypre n'auront pas été arrêtés et condamnés et que l'ensemble de la structure d'Etat n'aura pas été purgée.* »

QUE M. Kissinger préside un « comité des Quarante » pour le Portugal, c'est là ce que la commission des affaires étrangères du Sénat américain ferait bien d'examiner d'urgence si elle veut que les Portugais croient en sa sincérité. Les diplomates et les journalistes présents à Lisbonne peu après le coup d'Etat du 25 avril savent que la C.I.A. a établi son quartier général sur un bateau ancré dans le port de la capitale. S'il n'est pas possible de confirmer la rumeur, rapportée par la presse locale, selon laquelle cette équipe comprendrait certains éléments qui auraient opéré au Chili immédiatement avant le coup d'Etat, on peut confirmer, en revanche, que des institutions et des entreprises américaines ont joué un rôle important dans les deux vagues principales de sabotage économique qui ont affecté jusqu'à présent le nouveau régime.

Après avoir refusé d'honorer un contrat de travail prévoyant une augmentation du salaire minimum mensuel de 2 800 à 4 000 escudos (3) avant le coup d'Etat, l'I.T.T. se mit, aussitôt après, à offrir 10 000 escudos ! Cela fait partie d'un effort concerté, en liaison avec les grands monopoles portugais, pour entraîner une réaction en chaîne de fortes revendications salariales provoquant la faillite de petites et de moyennes entreprises et gonflant par centaines de milliers le nombre des chômeurs.

La seconde vague de sabotages a commencé au moment de la crise gouvernementale de la mi-juillet lorsque éléments de droite et conservateurs ont été exclus du gouvernement ; une tentative visant à écarter le programme du Mouvement des forces armées fut tenue en échec et des représentants de celles-ci s'emparèrent de quelques postes-clefs.

Sous prétexte que l'introduction d'un salaire minimum de 3 300 escudos dans l'industrie cessait de rendre rentables les opérations au Portugal, des entreprises américaines se mirent à fermer et à licencier leurs ouvriers. Le cas d'Applied Magnetics est classique. Le jour de la paye, le 23 juillet, la direction déclara qu'il n'y avait plus de fonds disponibles, le ministère portugais des finances ayant rejeté une demande de prêt de 5 millions d'escudos pour faire face aux dépenses salariales supplémentaires. Le directeur d'Applied Magnetics, M. Cecil Fraser, fut convoqué au ministère du travail, qui lui enjoignit de verser les salaires dus. Il donna l'assurance que ce serait fait, mais prit aussitôt l'avion et envoya de l'hôtel Sheraton à Londres un télégramme annonçant que dorénavant l'usine devait être considérée comme fermée. Le ministère du travail put vendre les machines et payer les salaires avec le produit de ces ventes. Quinze jours plus tard, une autre société américaine d'électronique, Signetics Limited, informait le ministère du travail qu'elle licenciait mille ouvriers. Une troisième usine, General Data Electronics, faisait savoir qu'elle déposait son bilan. Pour des raisons purement économiques, ou bien pour des motifs plus politiques ? Quoi qu'il en soit, après l'exemple donné par I.T.T. au Chili, les autorités portugaises ont de bonnes raisons de croire que la C.I.A. n'est pas étrangère à ces développements.

Dans un autre ministère à Lisbonne, on m'a montré plusieurs dizaines de formulaires adressés par les principales banques portugaises — la plupart fortement dépendantes des capitaux américains — à des petites et moyennes entreprises en réponse à leur demande saisonnière de crédits commerciaux. « *Votre requête ne peut même pas être prise en considération* », disent ces réponses, quelles que soient les banques.

Dès la mi-août, il était clair que les monopoles locaux et les sociétés multinationales avaient lancé une campagne bien orchestrée visant à provoquer le chaos économique au Portugal. Chaque tentative gouvernementale en vue de persuader les sociétés américaines d'obéir aux nouvelles réglementations sur le travail et de payer le salaire minimum a suscité les protestations de l'ambassade américaine auprès des plus hautes autorités du pays, par-dessus la tête des chefs de service et des responsables des ministères.

L'interdiction le 18 septembre du parti nationaliste portugais d'extrême droite (favorable à un retour à la dictature) entre assurément dans le cadre des activités qui, selon les définitions du président Ford, justifient l'intervention de la C.I.A. Mais une enquête montrerait qu'une telle intervention a commencé aussitôt après le coup d'Etat du 25 avril.

WILFRED BURCHETT.

(1) *Democracy at Gunpoint*, Andreas Papandreou, Pelican Books, Londres, 1973, pp. 103/104.

(2) Tom Papas lui-même a fait état de ses liens avec la C.I.A. dans une interview accordée au journal grec *Apogevmatini* en juillet 1968 ; la Fondation Papas, de Boston, figure dans la liste des institutions assurant les transferts de fonds de la C.I.A. vers l'Amérique latine.

(3) 24 escudos = 1 dollar américain.






(Photo Gamma.)

Ni le Sahel, ni l'Ethiopie : Arizona, U.S.A., août 1974.

# L'échec des politiques agricoles

**Des famines spectaculaires, de mauvaises récoltes successives, *l'amenuisement des stocks de céréales aujourd'hui en* voie d'épuisement et la hausse des prix des produits alimentaires en Occident, aggravée par la crise économique : un concours de circonstances défavorables amènent les opinions publiques à prendre conscience, bien après les savants, d'un nouveau danger qui guette l'humanité tout entière. La pénurie *alimentaire qui* frappe de façon chronique *plus de la moitié* de la population mondiale ne va-t-elle pas, en l'espace d'une génération, gagner l'autre fraction ?**

**La terre devra nourrir trois milliards d'hommes en plus à la fin du siècle. Mais la production alimentaire globale croît moins vite que la démographie, et les spécialistes entrevoient maintenant des limites au développement de l'agriculture imposées par l'écologie, les problèmes de structure ou les conséquences de la crise de l'énergie qui compromettent les espoirs placés dans la « *révolution* verte ».**

**Si la situation devient à ce point critique, malgré tous les efforts consacrés depuis la guerre à l'amélioration et à l'accroissement des récoltes, il est temps de se demander si les politiques agricoles menées jusqu'à présent permettront de faire face aux difficultés nouvelles.**

**Devant l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international, M. Robert McNamara, président de la Banque mondiale, a invité les pays riches à restreindre leur consommation pour venir en aide aux millions d'hommes menacés de famine. La conférence mondiale de l'alimentation, qui se tiendra à Rome du 5 au 15 novembre, va précisément *examiner le problème* de la grande disparité qui persiste entre un Occident suralimenté et un tiers-monde au bord de nouvelles famines. On *s'apprête à y mettre en place un dispositif de « sécurité* alimentaire » et une meilleure gestion des stocks. Mais les politiques agricoles nationales, fondées sur des intérêts particuliers et des objectifs à court terme, vont-elles s'en trouver modifiées pour autant ?**

***La F.A.O. a été impuissante à assumer sa mission* par défaut d'accord politique entre les Etats qui la composent, dit en substance son directeur général, M. A.H. Boerma, dans la conclusion de l'article qui ouvre notre dossier. Les études qui suivent — pour ne pas parler de certaines menaces entendues à l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies — montreront que le chemin est encore long sur la voie d'une véritable politique mondiale de l'alimentation.**

## Des signes alarmants de pénurie mondiale malgré tous les avertissements

# L'humanité sur la corde raide

Par ADDEKE H. BOERMA,
directeur général de la F.A.O.

EN 1973, le risque de famine est réapparu. Il y avait vingt-cinq ans que le monde n'avait pas connu une période aussi grave sur le plan alimentaire. Nous nous étions tous assoupis dans la prospérité, *l'abondance, l'élévation sans fin* des niveaux de vie. Le paradis sur terre était en vue pour une moitié de l'humanité.

Cependant, les signes avertisseurs d'une fin prochaine de l'euphorie n'avaient pas manqué depuis deux *ans. Nous-mêmes, à l'Organisation* des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), nous avions multiplié les avertissements et les mises en garde. Cependant, la crise alimentaire est aujourd'hui sur nous. La famine, qui, nous le croyions de bonne foi, se trouvait remisée au magasin des horreurs, est à nos portes. Malgré les progrès dans l'agriculture et dans tous les autres domaines, qu'il serait ridicule de nier, l'humanité se trouve à nouveau sur la corde raide et peut perdre l'équilibre d'un moment à l'autre. Heureusement, on a finalement pris conscience du danger et on peut espérer que *tous*, pays *riches* et pays moins riches, sauront adopter les mesures qui éviteront la catastrophe, à l'occasion notamment de la conférence mondiale des Nations unies sur l'alimentation qui se tiendra à Rome en novembre prochain.

Comment a-t-on pu passer d'une longue période où l'écoulement des produits agricoles excédentaires constituait le problème numéro un à une situation de pénurie ? Surtout, pourquoi n'avait-on pas prévu la bruta*lité du renversement de la situation* ?

Depuis l'aube de l'humanité, on sait que l'agriculture dépend essentiellement de la météorologie et que celle-ci est capricieuse. En 1971 et 1972, les récoltes ont été mauvaises dans la plus grande partie du monde. Les superficies ensemencées avaient été réduites en Amérique du Nord pendant la période des vaches grasses. L'Union soviétique, prudente, a effectué d'énormes achats de grains. Pour toutes ces raisons, les réserves mondiales de blé, céréale *qui reste l'aliment essentiel d'une* grande partie de l'humanité, sont tombées à moins de 30 millions de tonnes pendant l'été 1973, soit l'équivalent d'un mois seulement de consommation mondiale. Ce niveau des stocks a encore baissé jusqu'à la fin du mois de juin 1974. Il suffirait, depuis deux ans, d'une seule mauvaise récolte dans une seule des grandes régions productrices (Amérique du Nord, Europe occidentale, Europe orientale) pour entraîner une crise alimentaire mondiale.

## Un risque immédiat dans le tiers-monde

ON ne peut pas douter que la situation actuelle aura les conséquences les plus graves dans les pays les plus pauvres. Et cela non seulement parce que leur population s'accroît à peu près deux fois et demie plus *vite que celle du monde* développé, mais surtout parce qu'ils sont les moins capables, étant donnée la situation déjà difficile de leur balance des paiements, de payer plus cher leurs importations de produits alimentaires, de pétrole et d'engrais. Certains d'entre eux tentent bien d'augmenter leur production vivrière, mais ils se heurtent à des difficultés climatiques, techniques, économiques et sociales. En outre le monde souffre d'une crise connexe qui est la rareté, *d'où le prix élevé des engrais, surtout* azotés.

Cependant, devant le risque immédiat de disette pour une grande partie de la population du tiers-monde, les pays plus riches devront intervenir, ne serait-ce que pour éviter de trop grands bouleverse*ments politiques. Ils* devront aider ces pays les moins favorisés pour financer le déficit de leur balance des paiements entraîné par le renchérissement de leurs importations de produits alimentaires, de combustibles et d'engrais, et pour soutenir le rythme de leur développement général. Ils devront aussi leur fournir une aide alimentaire accrue.

En ce qui concerne le problème des engrais, la F.A.O. a déjà pris des mesures. J'ai convoqué notre conseil en session extraordinaire en juillet dernier, et il a adopté un programme international pour porter remède à la situation. Il a décidé la création d'un fonds commun d'engrais auquel des contributions en espèces ou en nature seraient offertes. Son rôle sera non pas de régler l'ensemble du problème des engrais dans les pays en voie de développement, mais de combler des déficits *« en cas de problèmes impossibles à résoudre autrement ».* Un système d'information sur la situation des engrais dans le monde sera mis sur pied, et la F.A.O. apportera son aide à la mobilisation des ressources financières nécessaires pour les livraisons d'urgence d'engrais.

Tout chiffre concernant le nombre d'hommes souffrant directement de la faim est sujet à caution. On pense, à la F.A.O., qu'environ quatre cents à cinq cents millions de personnes ne mangent pratiquement jamais à leur faim. Cette estimation très approximative ne tient pas compte de tous ceux, encore plus nombreux, qui mangent mal mais parviennent en général à remplir leur estomac, bien que ce soit d'une manière malsaine, presque toujours avec beau*coup trop d'hydrocarbures et peu ou pas* de protéines. On estime, *grosso modo*, que la somme des sous-alimentés et des mal-nourris représente aujourd'hui la moitié de la population mondiale.

La terre elle-même, quand elle connaîtra à nouveau les vaches grasses, pourra-t-elle longtemps vivre avec une moitié de l'humanité affamée qui contemple l'autre trop bien et trop abondamment nourrie ? Evidemment non, à l'âge des grands moyens d'information.

Il faut donc se réjouir qu'à l'initiative de grands hommes d'Etat une conférence mondiale étudie le mois prochain les moyens connus qui permettraient de sortir cette moitié malheureuse de l'humanité de la misère sans espoir, et de permettre à l'autre moitié de s'assurer un avenir plus calme.

Un des points essentiels que les délégués auront à débattre le mois prochain est le projet de sécurité alimentaire mondiale dont la F.A.O. s'est fait l'avocat depuis longtemps déjà. L'idée n'est pas neuve. En fait, le tout premier directeur général de la F.A.O., lord Boyd Orr, l'avait proposée dès la création de l'Organisation en 1945. Elle a souvent été reprise sous une forme ou sous une autre, et nous espérons vivement que notre dernier projet, que les instances de la F.A.O. ont approuvé, passera avec succès l'examen de la conférence mondiale de l'alimentation. Il est d'ailleurs soumis actuellement à l'étude des gouvernements membres des Nations unies.

Sans entrer dans les détails de l'entreprise, disons que les Etats s'engageraient à constituer des stocks nationaux de céréales. Les quantités à stocker seraient évaluées pour chaque pays, compte tenu des conditions différentes dans chacun d'eux et des situations particulières auxquelles ces réserves de vivres devraient porter remède. Une telle sécurité alimentaire exige la coopération de tous et l'accord pour une répartition équitable des charges qu'entraînera la constitution de ces réserves.

Mais la formation de stocks est *étroitement* liée aux *prix. Les gou*vernements devront donc aussi se mettre d'accord sur cette question épineuse de la stabilisation des prix. Sans un tel accord, il serait très difficile de conduire des politiques de stocks viables, notamment lorsqu'il faudra distinguer entre les opérations purement commerciales, celles du renforcement de la sécurité ou de la stabilisation.

Bien entendu, il faudra aussi s'entendre pour éviter les à-coups et adopter une politique d'aide alimentaire plus rationnelle, afin de faire face aux situations urgentes et protéger sur une base continue les *groupes les plus vulnérables de la* population.

## Un problème politique

MAIS les pays en voie de dévelop*pement devront concentrer leurs* efforts sur l'accroissement de leur propre production vivrière afin de faire face à l'augmentation continue de leur population et de satisfaire l'ensemble des besoins que crée leur développement économique et social pour libérer les plus pauvres de la faim et de la malnutrition. Ce sont les pays intéressés qui devront déployer les plus grands efforts, mais une aide extérieure grandement accrue leur sera nécessaire.

Et, surtout, la conférence mondiale des Nations unies sur l'alimentation ne sera utile que dans la mesure où elle fera la preuve de *la volonté* politique des gouvernements, de tous les gouvernements, de façon que les ressources indispensables au développement agricole mondial soient disponibles. Les peuples du monde, surtout les plus déshérités, seraient particulièrement déçus si cette conférence ne restait qu'une autre tribune à discours.

La F.A.O., comme les autres institutions des Nations unies, n'a d'autres pouvoirs que ceux que ses Etats membres lui accordent. En fait, outre les conseils concernant des *projets spécifiques*, les avertissements, les mises en garde en privé ou en public, constituent à peu près les limites de son action. Elle pourrait accomplir bien plus pour éviter les crises alimentaires futures si les gouvernements lui en donnaient la capacité.

**Lire pages 10 à 14**

P. 10. — **Etats-Unis-C.E.E. : La redistribution des cartes** (Gérard Garreau).

P. 11. — **Les contradictions de la « révolution verte » en Inde**, par Mohan Ram.

P. 12. — **La victoire du peuple chinois sur la sécheresse** (Neville Maxwell).

P. 13-14. — **Le transfert de la technologie, instrument du néo-capitalisme** (Erich H. Jacoby) ; **Le commerce des produits primaires : les inégalités structurelles de l'économie mondiale de la banane** (Frédéric F. Clairmonte).

## Priorité aux impératifs de la production agricole occidentale

# Etats-Unis - C.E.E. : la redistribution des cartes

Par GERARD GARREAU

LA publication, par le ministère américain de l'agriculture, des estimations de récolte de céréales aux Etats-Unis a déclenché une certaine nervosité à la Bourse de Chicago. La révision en baisse de la production est directement à l'origine de cette panique, provoquée aussi bien par la précipitation des exportateurs qui ont signé des contrats à tour de bras pour se mettre à l'abri d'éventuelles restrictions à l'exportation que par le voyage impromptu à Washington de M. Pierre Lardinois, commissaire européen chargé des questions agricoles, pour y rencontrer M. Earl Butz, ministre américain de l'agriculture. Au centre de cet entretien : les problèmes suscités par la mauvaise récolte de blé, de maïs et de soja aux Etats-Unis, à la suite de la sécheresse persistante de ces derniers mois.

Dès la publication des résultats, le responsable européen des questions agricoles a, en effet, voulu obtenir l'assurance de Washington qu'aucun embargo sur les livraisons de soja et de maïs ne serait décidé à l'encontre de la Communauté. En 1973, les Etats-Unis avaient en effet bloqué pendant plusieurs mois leurs exportations de soja à destination de l'Europe, entraînant une crise sans précédent et une forte spéculation internationale sur les tourteaux destinés à l'alimentation animale. La démarche de M. Lardinois aura au moins permis d'éviter que le gouvernement américain ne prenne à nouveau des mesures aussi draconiennes, mais elle n'aura pas abouti, néanmoins, à ce qu'à terme, les Etats-Unis fournissent le maïs qui manque à l'Europe pour compléter son approvisionnement : mauvaise nouvelle pour les éleveurs qui utilisent les deux tiers du maïs produit dans la Communauté pour nourrir leurs animaux.

Les clients traditionnels des Etats-Unis, la Chine et l'U.R.S.S., risquent également de faire les frais de cette relative pénurie. C'est ainsi que le député démocrate John Culver a même demandé à la Chambre des représentants que le gouvernement américain oppose un refus à l'U.R.S.S. au cas où celle-ci envisagerait de procéder à d'importants achats aux Etats-Unis. Des rumeurs selon lesquelles l'Union soviétique aurait l'intention d'importer des pays occidentaux d'importantes quantités de blé circulent en effet sur les marchés internationaux. Elles sont en partie fondées : la récolte soviétique de blé, qui en 1973 s'élevait à 110 millions de tonnes (sur un total de 222,5 millions de tonnes de céréales), ne dépasserait pas cette année 95 millions de tonnes (sur un total de 205). L'Union soviétique serait donc obligée de compléter ses disponibilités par des importations substantielles.

## Les précautions des Neuf

LA Communauté, de son côté, sans attendre l'annonce d'une réduction des exportations américaines (qui serait de l'ordre de 30 %), avait pris dès le début du mois d'août un certain nombre de précautions. L'augmentation des prélèvements — autrement dit des taxes perçues lors de l'exportation hors de la C.E.E. — a pu contribuer notamment à maintenir un stock de sécurité minimum. Un tel frein aux exportations était naturellement destiné à assurer l'auto-approvisionnement dans la Communauté. Cette mesure, prise beaucoup plus pour éviter que les exportateurs ne cèdent à la folie des cours mondiaux en bradant la production européenne, s'est révélée efficace bien que la récolte européenne toutes céréales sera, avec 106 millions de tonnes, sensiblement au même niveau que l'an dernier, avec une légère avance pour le blé (43 millions contre 41) et un net recul pour le maïs, car la récolte française (7 millions de tonnes), qui représente plus de la moitié de la production totale communautaire, est gravement compromise par la sécheresse qui a sévi dans les régions fortement productrices.

Dans l'hypothèse où les prévisions satisfaisantes de récolte de blé dans la C.E.E. se maintiendraient, cette situation ne serait pas dramatique pour l'élevage. On peut imaginer que les experts de la Commission de Bruxelles prendraient aussitôt des mesures pour favoriser l'utilisation de ce blé excédentaire dans l'alimentation animale.

Le simple rétablissement de la prime de dénaturation supprimée en juillet dernier suffirait à favoriser cette substitution. La possibilité d'un accroissement des besoins en blé pour l'élevage, en raison même de l'insuffisance des récoltes de céréales fourragères et de soja aux Etats-Unis, n'est donc pas à exclure. Mais on peut aussi prévoir une éventuelle réduction de ces besoins, en raison de la crise actuelle de l'élevage qui amène les producteurs à se débarrasser prématurément de leur cheptel.

Pourtant, dans ce secteur également, les autorités de Bruxelles ont tout fait pour rétablir l'équilibre du marché. Sans résultat, semble-t-il. Le blocage des frontières de la C.E.E. aux importations en provenance des pays tiers n'a pas permis, contrairement à toute attente, d'assainir le marché de la viande bovine. La situation est telle que les organismes d'intervention se trouvent toujours dans l'obligation de refuser une partie des viandes qui leur sont offertes, en raison de l'insuffisance des installations de congélation. Il est vrai que le problème de la capacité de stockage des entrepôts frigorifiques ne s'était pas posé jusqu'à présent. Traditionnellement déficitaire, la Communauté était obligée d'importer d'Argentine ou d'Uruguay la viande qui lui manquait. Or on estime maintenant que le déficit européen sera seulement de 25 000 tonnes à la fin de 1974 (alors que les importations se sont déjà élevées à 264 000 tonnes pour le seul premier semestre). En effet le cheptel communautaire s'est accru au cours de l'année 1973 de 5 millions de têtes, soit d'environ 7 % (en passant de 74 à 79 millions de têtes), évolution nettement imputable à une augmentation importante en Irlande et au Royaume-Uni. Même si elle a été un peu tardive, la décision prise par Bruxelles de fermer les frontières aux importations en provenance des pays tiers aura permis d'éviter un marasme sans précédent.

Les organisations de l'élevage n'avaient-elles pas demandé la réquisition des appareils frigorifiques et de l'armée pour pallier les carences de l'infrastructure existante ? La distribution de viande à prix réduits aux économiquement faibles, conduite en toute hâte, n'avait eu quant à elle aucune incidence sur le dégagement des stocks. Il eût fallu entreprendre une action plus énergique dans le cadre du plan d'aide alimentaire mondial pour qu'une telle politique puisse avoir une réelle efficacité.

Ouverture des frontières pour les céréales, en particulier le maïs dont la Communauté risque de manquer ; fermeture pour la viande de bœuf, dont elle regorge : telle est pour l'instant la politique suivie par Bruxelles. Seule l'organisation du marché du sucre laisse encore les experts européens perplexes. Certes, la Commission a préparé un rapport qui conclut à la nécessité de garantir un débouché européen au sucre de canne en provenance des pays du tiers-monde, mais il est évident maintenant, à la lumière des événements récents, que ce document sera quelque peu édulcoré lorsqu'il arrivera sur la table du conseil des ministres de l'agriculture des Neuf. Les betteraviers européens et leur chef de file, M. Henri Cayre, soutiennent en particulier que, dans cette affaire, les pays en voie de développement constituent l'infanterie derrière laquelle évoluent les divisions du raffinage britannique et de la Bourse de Londres.



JEU INNOCENT DE GROS MANGEURS AUX ETATS-UNIS

*... Mais cinq cents millions d'hommes ne mangent jamais à leur faim.*

*(Photo Wasser-Gamma.)*

M. Henri Cayre y voit aussi la marque de la compromission de certaines autorités bruxelloises avec la firme de raffinage Tate and Lyle, « *grand bénéficiaire de l'opération* », qui, sous le prétexte faussement généreux de venir en aide aux pays du tiers-monde, permettrait en fait un développement sans aucune entrave de la production de pays tels que l'Australie et l'Afrique du Sud, qui ne comptent qu'un faible nombre de planteurs. En fait, le danger principal de telles propositions réside surtout dans la volonté de leurs auteurs de faire adhérer la C.E.E. à l'Accord international sur le sucre à titre d'importateur, lui retirant ainsi toute perspective de développement de sa production sucrière, alors que les efforts réunis de tous les pays producteurs de sucre ne seront pas de trop pour tenter de faire échec à la situation de pénurie qui se manifeste au niveau des besoins mondiaux.

Ce texte ne serait-il rédigé, comme le prétendent les betteraviers européens, que pour assurer le maintien en Europe d'une activité très discutée : le raffinage des sucres roux du Commonwealth britannique ? Ne conviendrait-il pas mieux dans ce cas d'équiper les sucreries du Commonwealth pour qu'elles puissent produire du sucre blanc consommable en l'état ? Quoi qu'il en soit, la mise en place de la politique préconisée par la Commission aboutirait inévitablement à une remise en cause de la préférence communautaire. Une telle politique risquerait en outre d'apporter de l'eau au moulin de Washington, qui n'a jamais caché son hostilité à l'égard des mécanismes de la politique agricole commune. Les Etats-Unis ont cherché par tous les moyens à obtenir, au cours des discussions du « Nixon round », la libéralisation des échanges mondiaux et notamment la suppression des restitutions aux exportations communautaires qui permettent aux produits agricoles de la Communauté de concurrencer les produits américains dans les pays jusqu'ici traditionnellement réservés aux Etats-Unis.

Du fait du revirement de la situation, les exigences américaines sont moins brutales. De la même façon, devant la pénurie relative des produits agricoles, l'idée d'associer les producteurs européens au financement de soutien des marchés pour limiter les dépenses du Trésor communautaire est momentanément abandonnée. Il est évident que cette révision fondamentale de la politique agricole des pays occidentaux va entraîner une redistribution des cartes au niveau des échanges mondiaux. On voit mal, en particulier, de quelle manière les pays qui produisent tout juste désormais de quoi couvrir leur consommation pourront tenir leurs engagements au titre du programme d'aide alimentaire. Le budget de l'aide alimentaire vient d'être fixé à 1 million de dollars aux Etats-Unis, — il était de 800 000 dollars durant l'exercice précédent — mais d'ores et déjà on prévoit que cette augmentation sera engloutie par l'inflation et ne permettra pas d'acheter des quantités plus importantes, alors que les besoins, en raison des conditions climatiques catastrophiques en Afrique notamment, se sont accrus dans des proportions considérables.

## Un fonds financé par les pays producteurs de pétrole

NUL doute que ce problème délicat sera examiné à la conférence mondiale de l'alimentation à Rome en novembre. Pour coordonner l'action internationale en matière de production agricole et d'aide alimentaire, la création d'une agence mondiale de l'alimentation serait envisagée dans le cadre de cette conférence. Cette agence gérerait un fonds de développement agricole dont le financement incomberait pour moitié aux pays pétroliers et pour moitié aux pays industrialisés, qui contribuent d'ores et déjà au financement de projets de développement agricole dans les pays sous-développés.

Reste à savoir comment l'action de ce fonds serait organisée par rapport aux autres organismes mondiaux spécialisés dans l'aide aux pays sous-développés, à commencer par la Banque mondiale. Cette question fait l'objet de discussions entre M. Marel, secrétaire général de la conférence mondiale de l'alimentation, et le secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger.

La future agence mondiale de l'alimentation comprendrait, en outre, un comité d'information qui tiendrait notamment une statistique des stocks de matières premières agricoles, et un comité d'aide alimentaire dont il faudra aussi définir la place aux côtés des organismes internationaux existants.

Plusieurs autres propositions vont être soumises à la conférence de Rome : le Bangladesh a suggéré la création d'un « Conseil de sécurité alimentaire » ; le Mexique propose d'instituer une banque spécialisée dans le financement de projets agricoles... Une chose est sûre : l'obsession des excédents n'est pas fondée, et les circonstances démontrent que les pays occidentaux doivent tout mettre en œuvre, au contraire, pour augmenter leur production agricole. Dans quelle mesure pourront-ils mener cet effort ? On a peut-être un peu sous-estimé jusqu'à présent les répercussions de la hausse des produits énergétiques dans l'agriculture qui a entraîné une élévation considérable des coûts de production. Les produits pétroliers, qui représentent à eux seuls environ 70 % des consommations intermédiaires de l'agriculture (contre 20 % pour l'électricité et 10 % pour le gaz), ont joué un rôle prédominant dans cette augmentation de l'énergie évaluée à 50 % dans l'ensemble de la Communauté (le plus sensible au Royaume-Uni, en Irlande, au Danemark et aux Pays-Bas). Même si la crise de l'énergie n'a pas entraîné une pénurie dans l'approvisionnement d'engrais azotés et phosphatés, les prix ont augmenté fortement (de 30 à 40 % pour les azotés et de 45 % pour les phosphatés).

Certes la crise de l'énergie n'explique pas seule les augmentations de prix constatés pour les engrais, étant donné que ces hausses s'inscrivent dans le mouvement général d'augmentation des prix des matières premières. Toutefois, compte tenu de l'importance relative des coûts des produits énergétiques dans les coûts de production, l'incidence est néanmoins sensible selon les secteurs. La nourriture revient de plus en plus cher à produire et il est vraisemblable que, plutôt que de dépenser beaucoup d'argent en engrais pour des gains de productivité marginaux qui ne compenseront pas leurs investissements, les agriculteurs feront tout simplement l'économie de ces consommations intermédiaires et choisiront délibérément de s'orienter vers une production plus extensive. Cette hypothèse extrême n'est pas à exclure si, à l'occasion de la prochaine révision des prix agricoles, les agriculteurs européens n'obtiennent pas la prise en compte intégrale de leurs charges de production. A l'heure où il convient d'encourager une forte expansion de la production agricole en *Europe, il serait souhaitable que* Bruxelles consente à faire un effort particulier dans ce domaine. Dans l'attente d'une décision, les pays de la Communauté prennent des mesures nationales pour soutenir leurs agriculteurs. Ces mesures, qui vont parfois à l'encontre de la plus élémentaire orthodoxie européenne, ne sont qu'un pis-aller. Faute de mieux, l'Europe s'en accommode, alors que la nécessité d'une politique globale se fait de plus en plus sentir.



# Les contradictions de la "révolution verte" en Inde

Par MOHAN RAM *

## Mauvaise récolte et aggravation des disparités socio-économiques

VERS 1965, l'Inde s'est donné une nouvelle politique agricole, fondée sur l'application intensive de méthodes modernes dans des régions sélectionnées. Le brusque accroissement de la production qui en résulta vers 1968 fut aussitôt qualifié de « révolution verte », une révolution qui devait permettre à l'Inde d'assurer ses propres besoins en céréales vers 1973. De fait, en 1971, pour la première fois depuis vingt ans, le pays cessa d'importer des céréales. Toutefois, la mauvaise récolte de 1973, due aux intempéries, ainsi que le manque mondial d'engrais chimiques firent « brunir » à nouveau la « révolution verte » ; les importations de céréales redevinrent nécessaires. L'objectif de 119 millions de tonnes en mars 1973 ne fut pas atteint ; la production la plus élevée fut celle de 1971 (108 millions) ; l'année suivante, elle atteignait seulement 104,7 millions de tonnes.

L'impuissance de l'Inde à dépasser le cap des 110 millions — surtout quand on le compare aux 250 millions de tonnes de la production chinoise — souligne la vulnérabilité de la politique sur laquelle est fondée la « révolution verte ». L'euphorie qui a présidé à sa naissance (attitude d'esprit due surtout à l'optimisme facile de spécialistes et de conseillers agronomes étrangers) se dissipe aujourd'hui.

Mettant en avant les objectifs de la production sans prendre en considération les conditions socio-politiques, la « révolution verte » a plaqué une technologie moderne sur des structures agraires arriérées. Cela a accru les disparités sociales et économiques, provoquant de nouvelles tensions, exacerbant la lutte des classes dans une campagne indienne affamée de terre. Les dirigeants admettent que la situation dans les campagnes est « *explosive* ».

Au moment de son indépendance, en 1947, l'Inde produisait quelque 50 millions de tonnes de céréales ; cette production ne s'est accrue que difficilement. En 1958, il était devenu évident que le faible taux de croissance du secteur agricole handicapait la progression économique de l'ensemble du pays. Un an plus tard, le parti du Congrès réclamait des réformes agraires étendues et la culture en coopératives afin de mieux inciter les petits paysans à accroître leur production. Mais les éléments de la droite du parti, associés à d'autres courants, lancèrent une grande offensive idéologique contre de telles réformes. Ils formèrent le parti Swatantra, qui se voulait l'apôtre de la libre entreprise et de la propriété privée, au nom de la lutte contre « *le danger qui menace la terre et la famille* ».

Le parti du Congrès se vit obligé d'en rabattre sur son programme de *réforme agraire. Le gouvernement* qu'il dirigeait préféra la solution de facilité pour se tirer de la crise alimentaire, en recourant à des importations massives de céréales au titre de la loi publique 480 (P.L. 480) du gouvernement des Etats-Unis.

## Le prix de l'aide américaine

LE déficit de l'Inde en céréales est chronique depuis le début des années 50. Au cours du premier plan quinquennal (qui démarra en 1950-1951), la production annuelle moyenne en céréales de l'Inde fut de 65,8 millions de tonnes, ses importations de 1,8 million de tonnes — soit 2,6 % de la production disponible. Les chiffres correspondants pour les deuxième et troisième plans sont les suivants : 75,2 millions de tonnes, 3,8 millions de tonnes et 4,9 % ; 80,3 millions de tonnes, 6,3 millions de tonnes et 7,5 % respectivement. Jusqu'en mars 1965, l'aide accordée au titre de la P.L. 480 représentait 55,9 % de l'aide américaine totale à l'Inde — et près des deux tiers dans l'année fiscale 1966.

Les importations alimentaires massives au titre de la P.L. 480, substitut inadéquat à la réforme agraire comme à l'exploitation en coopératives, fournissaient aux classes dominantes l'occasion de multiplier leurs déclarations d'autosatisfaction, au niveau politique et administratif. Le paiement des céréales se faisait en roupies ; le gouvernement indien imprimait de plus en plus de billets, ce qui alimentait les tendances inflationnistes. En outre, le gouvernement de Washington devint le détenteur de fonds importants en monnaie nationale, dont il pouvait se servir pour s'immiscer dans les affaires intérieures et tenter de pervertir les processus politiques normaux du pays.

La P.L. 480 de 1954 permit aux Etats-Unis de préciser leurs objectifs à court terme dans les pays du tiers-monde qui manquaient de céréales. Ces objectifs étaient à la fois domestiques (gros excédents aux Etats-Unis mêmes) et étrangers (une arme contre le tiers-monde) (1).

En 1965, les Etats-Unis ne disposaient plus d'excédents de céréales. Entre-temps, un bond technologique dans la production du blé et du riz se préparait, grâce à la mise au point, surtout au Mexique et aux Philippines, de variétés à haut rendement. Un changement radical de l'attitude américaine allait obliger les pays dépendant des fournitures au titre de la loi 480 à modifier leur politique en conséquence.

Ce changement intervint en 1966, lorsque le président Johnson annonça que les futurs envois du programme « *Food for Peace* », régi par la P.L. 480, seraient soumis à de nouvelles et très strictes réglementations. Les livraisons dépendraient de la bonne volonté des pays receveurs qui accepteraient de mettre l'accent non plus sur l'industrialisation, mais sur le développement de l'agriculture, de généraliser les mesures de contrôle démographique et d'ouvrir leurs portes aux investisseurs américains intéressés.

En Inde, l'application de cette politique fut déterminante. La production atteignait 88,4 millions de tonnes de céréales en 1964-1965 mais, du fait de deux années consécutives de sécheresse et de la guerre de 1965 avec le Pakistan, la production s'effondra : 72,3 puis 74,2 millions de tonnes. L'économie indienne, dont le taux de croissance diminuait, était déjà en crise, en partie à cause d'un détournement des ressources au profit de la défense depuis les affrontements de 1963 avec la Chine, et en partie à cause des carences des transports et de l'électrification.

Washington eut tôt fait d'informer l'Inde qu'il ne lui fournirait son aide que si elle en faisait bon usage en la canalisant vers l'agriculture, la santé publique et l'éducation — et non en la mettant au service du développement industriel. La Banque mondiale agit dans le même sens. En août 1964, une commission de la Banque mondiale dirigée par M. David Bell avait réclamé la libéralisation intégrale des contrôles dans le secteur privé, notamment en ce qui concerne les procédures d'autorisation d'implantations nouvelles. Il se prononçait aussi pour la dévaluation de la roupie et pour accorder la priorité aux projets relatifs à l'agriculture et à l'infrastructure plutôt qu'à ceux portant sur le développement de l'industrie lourde.

La guerre de 1965 donna aux Etats-Unis la possibilité de faire passer l'Inde par leurs fourches caudines. L'aide économique fut suspendue dès le début des hostilités. L'absence de pluies, cet été-là, entraîna une grave disette dans un pays déjà très dépendant de la P.L. 480. Le programme « *Food for Peace* », par lequel ces livraisons étaient effectuées, se terminait en juin 1965 et il ne fut pas renouvelé. Les livraisons allaient être reconduites de mois en mois, pour mieux tenir l'Inde en laisse, en dépit des risques de famine massive dans une bonne partie du pays. La Banque mondiale accentua la pression en réduisant les prêts dont l'Inde avait besoin pour rembourser ses dettes.

Les importations de céréales avaient déjà atteint le niveau de 6 millions de tonnes en 1964-1965, année de bonnes récoltes. L'Inde avait lancé un programme de construction de nouvelles usines d'engrais qui amélioreraient la production de céréales, mais elle ne pouvait emprunter suffisamment à l'Occident pour le financer. Les combinats pétrochimiques occidentaux voulaient diriger ces usines eux-mêmes, en dictant leurs conditions. En décembre 1965, le gouvernement indien se vit obligé de libéraliser sa politique d'investissements étrangers dans l'industrie des engrais. Les investisseurs étrangers étaient autorisés à fixer leurs prix et à gérer eux-mêmes la distribution. Ces concessions, qui auraient pu être adéquates un an plus tôt, ne l'étaient plus lorsqu'elles furent introduites : les investisseurs américains s'abstinrent ; le maintien de l'embargo sur l'aide mettait l'Inde aux abois.

Mme Indira Gandhi, qui succéda en janvier 1966 à Lal Bahadur Shastri comme premier ministre, se précipita quelques semaines plus tard à Washington dans le but, essentiellement, d'obtenir la reprise de l'aide américaine. Lyndon Johnson posa ses conditions : l'Inde devrait faire davantage appel aux capitaux étrangers et relâcher ses multiples contrôles pour encourager la production. A la fin de la visite de Mme Gandhi, le président américain annonçait la fourniture à l'Inde de 3,5 millions de tonnes de céréales et l'assurait de son aide pour le développement de l'agriculture..

L'Inde devait en payer le prix non seulement sous forme de concessions majeures aux investisseurs privés (américains et autres), mais aussi dans ses choix de politique étrangère.

Elle dut en effet s'abstenir de critiquer publiquement l'escalade de la guerre au Vietnam. Mme Indira Gandhi décrivait Johnson comme un homme qui aimait la paix ; elle affirmait partager sa conviction selon laquelle c'était la politique « *agressive* » de la Chine qui menaçait la paix mondiale.

La politique économique de l'Inde subit aussi une transformation radicale. Le gouvernement passa un contrat avec une société américaine pour une usine d'engrais à Madras, la société acquérant 49 % des actions, et le gouvernement indien 51 %. Pourtant, la direction effective de l'entreprise était exercée par le partenaire étranger. Cela revenait à réduire à néant les fondements de la politique industrielle de l'Inde. Mais on allait voir pire : le 6 juillet, sur les recommandations de la Banque mondiale, l'Inde acceptait de dévaluer la roupie de 57 %.

Tel est le contexte dans lequel la « révolution verte » a été introduite en Inde.

## La pénétration de l' "agribusiness"

LA « *nouvelle stratégie agricole* » — c'est ainsi qu'on appelait la « révolution verte » à ses débuts — vit le jour en 1965. Elle reposait sur un effort systématique d'expansion des applications des sciences et des techniques, *y compris* l'adoption des meilleurs apports extérieurs et des méthodes les plus scientifiques d'amélioration des rendements. Elle exigeait aussi l'application du programme d'utilisation de variétés à forts rendements, dans des régions déjà choisies pour un développement intensif. Cela n'était *pas tout à fait* nouveau : le programme pilote de développement agricole intensif (I.A.D.P.) de la fondation Ford avait été appliqué dès 1961 dans quinze districts producteurs de blé et de riz. Ce programme servait de base aux projets de développement de la production céréalière en Inde, aux Philippines, en Malaisie, au Pakistan et en Indonésie.

La nouvelle stratégie visait avant tout à augmenter la production en améliorant les rendements plutôt qu'en élargissant les surfaces cultivées. Pour cela, l'eau, les engrais et les semences améliorées jouaient un rôle essentiel. La propagation de ces nouvelles semences était accompagnée, parfois précédée, par une expansion énorme de l'irrigation à l'échelon local, surtout sous la forme de puits, par une augmentation rapide de la consommation d'engrais, par la croissance des capacités de production locale d'engrais, enfin par une généralisation de la mécanisation, avec notamment l'introduction de tracteurs.

A la fin des années 60, cette nouvelle stratégie commençait à se révéler payante dans presque tous les pays du tiers-monde où on l'expérimentait. La « révolution verte » était devenue l'élément primordial dans la stratégie d'aide au tiers-monde. La Banque de développement asiatique conceptualisait la « révolution verte » en ces termes : « *Outre ses effets directs sur le volume de production alimentaire, la « révolution verte » est, semble-t-il, le facteur potentiel le plus important à prendre en considération* (dans la définition) *de toute stratégie nouvelle d'industrialisation. La « révolution verte » permet de libérer pour d'autres récoltes les terres consacrées à la production vivrière, ce qui libère un flot continu de matières premières pour le traitement domestique ; l'accroissement des revenus des paysans peut créer d'importants marchés pour la production manufacturée d'engrais et d'autres apports ; la réduction des prix des denrées alimentaires pour les travailleurs urbains peut contribuer à stabiliser à un niveau peu élevé les prix des produits manufacturés.* (2) »

Quand il devint évident que la simple concentration des ressources (domestiques et étrangères) ne suffisait pas à créer une capacité industrielle et qu'une plus grande productivité agricole était une condition préalable à l'industrialisation et à l'afflux des investissements étrangers dans le tiers-monde, une plus grande portion de l'aide étrangère fut affectée au secteur agricole.

Le rapport annuel de 1967 de l'U.S.A.I.D. (Agence américaine pour le développement international) constate que la majeure partie des prêts au développement consentis par l'agence allaient à l'Asie du Sud et du Nord-Est, l'accent principal portant sur l'accroissement de la production agricole, qui absorbait 25 % des prêts consentis dans la région. Le secteur le plus important dans la ventilation des prêts est celui des engrais. Le rapport annuel de la F.A.O. cette même année rend compte du changement en cours :

« *Une tendance qui s'est récemment accentuée prévoit l'attribution d'aides de plus en plus importantes aux produits nécessaires à la production agricole, tels que machines et insecticides.* » (3).

De la sorte, les produits introduits dans l'agriculture du tiers-monde commençaient à être *manufacturés*.

Ces produits provenaient en général des usines des pays donateurs, par le biais d'une aide liée ; mais ils devenaient également accessibles aux investisseurs agro-industriels. L'expansion technique rapide de l'agriculture dans le tiers-monde résultait de la volonté des pays donateurs, surtout les Etats-Unis, d'investir davantage dans la fourniture de produits absorbés par l'agriculture.

Les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne fédérale, l'Italie, le Canada, la Banque mondiale ont été à l'avant-garde de la reconversion massive des ressources au profit du secteur agricole, essentiellement sous la forme d'une augmentation des fournitures de produits. Celles-ci arrivaient non seulement comme biens manufacturés dans les pays donateurs, mais aussi par le biais d'usines installées par ces derniers dans les pays du tiers-monde. Telle est l'origine de l' « agribusiness » dans le tiers-monde.

Du fait de l'expansion rapide de la demande en engrais, les investissements dans l'industrie se sont considérablement accrus au cours de la dernière décennie. Une fraction *seulement de la nouvelle capacité de* production est contrôlée par le capital indigène. Compte tenu des forts investissements en capitaux nécessaires à la production d'engrais et du désir des industriels de s'emparer directement des marchés locaux et régionaux, les engrais sont devenus *un champ important pour le capital* monopoliste. Par exemple, le premier complexe de production d'engrais du secteur privé en Inde, le Coromandel Fertilisers Ltd, dont la production commença en 1967, fut mis en place par une filiale de la Standard Oil, Chevron Chemical Co., par International Minerals and Chemical Corporation, le plus grand producteur d'engrais indépendant du monde, et par EID-Parry Ltd, le plus grand producteur et vendeur indien d'engrais. Le projet fut financé en partie par des prêts à long terme de l'Eximp Bank et de l'U.S.A.I.D. La Société financière internationale (S.F.I.), fondée en 1956 comme filiale de la Banque mondiale dans le seul but de promouvoir le secteur privé, obtint la priorité à la Banque mondiale pour l'aide à la construction d'une industrie d'engrais dans les pays moins développés.

En Inde, outre son association avec des intérêts locaux, japonais et britanniques dans la mise en place d'usines, la S.F.I. s'est associée à un groupe d'hommes d'affaires américains sous la direction de la Bank of America afin de financer un projet de 70 millions de dollars pour la construction d'une usine de traitement de l'urée, entreprise mixte conduite par l'U.S. Steel Corporation et par une dynastie industrielle indienne connue, les Birla. Là encore, l'U.S.A.I.D. a autorisé un prêt en monnaie locale. Plus récemment, la Maharashtra Cooperative Fertilisers and Chemicals et trois sociétés japonaises (Toyo, Soda et Hitachi and Maruberi) se sont associées pour la création d'une usine à Bombay.

Alors que les engrais constituent peut-être le plus important secteur *d'investissement ouvert par l'expansion* technique de l'agriculture en Asie et dans le tiers-monde, un certain nombre d'autres secteurs s'ouvrent ou s'entrouvent à une expansion future des monopoles, et surtout du capital monopoliste étranger, non seulement pour la fourniture de machines et d'autres équipements mais aussi pour le traitement des produits alimentaires, les manufactures, etc. Tout cela est partie intégrante de l' « agribusiness ».

La poursuite de la « révolution verte » à son rythme actuel dépend dans une large mesure du maintien de l'aide étrangère à un taux régulier et sans cesse croissant. La fourniture de produits exigera à elle seule des milliards de dollars. Un responsable de la Banque mondiale a estimé que le coût en devises des futures fournitures d'engrais demeurera le plus grand frein à l'expansion de l'agriculture indienne. On estime que les besoins en devises nécessaires à la poursuite des importations et à la fourniture de matières premières pour la production locale (d'engrais) seront de l'ordre de 4,7 milliards de dollars par an en 1980. L'importance *de ce chiffre apparaît* quand on rappelle qu'en 1970 l'aide officielle aux pays en voie de développement était au total de 7,9 milliards de dollars et la circulation totale nette de capital privé de 6,7 milliards de dollars (4). Quand on sait que le coût des machines agricoles et d'une meilleure irrigation, d'un stockage et d'un transport plus efficaces s'ajoute au coût des engrais, il apparaît que la dépendance à l'égard de l'aide ira vraisemblablement croissant ; les pressions sur les gouvernements asiatiques et du tiers-monde pour qu'ils acceptent un volume accru d'investissements étrangers privés augmenteront sans aucun doute en conséquence.

## Inégalités renforcées et multiplication des conflits

EN termes de production céréalière, les résultats de la « révolution verte » en Inde sont assurément impressionnants. Après deux années de sécheresse — 1965-1966 et 1966-1967 — et une chute parallèle des récoltes (72,2 et 74,3 millions de tonnes respectivement), la production est passée en 1967-1968 à 95,1 millions de tonnes, puis à 108,4 millions de tonnes en 1970-1971.

En 1967-1968, la production totale de riz fut de 37,6 millions de tonnes, pour une surface cultivée de 36,4 millions d'hectares. Le rendement du riz s'accrut progressivement jusqu'en 1971-1972, atteignant le niveau de 42,7 millions de tonnes. Dans la même période, la zone de riziculture n'augmentait que d'un peu moins de 1 million d'hectares. La production augmentait de 13 %, la zone cultivée de 3 % seulement. Dans le même temps, la zone de culture de riz à haut rendement passait de 1,8 à 7 millions d'hectares, ce qui montre bien le rôle fondamental de la nouvelle technologie dans l'amélioration des rendements.

Les résultats sont encore plus spectaculaires pour la production de blé, qui était de 16,5 millions de tonnes en 1967-1968 pour 15 millions d'hectares. Elle atteignait 26,5 millions de tonnes en 1971-1972, mais l'extension des zones emblavées n'était que de 5 millions d'hectares.

La conclusion qu'on peut en tirer est que les fluctuations de la production totale de céréales, en particulier les moins rentables, reflètent les incertitudes de l'agriculture dans de vastes régions où les conditions fondamentales pour l'introduction de nouvelles techniques de production — et d'abord un approvisionnement en eau suffisant — ne sont pas remplies. A l'heure actuelle, de telles conditions sont assurées seulement à 21 % des superficies cultivées.

La « révolution verte » dépend fortement des engrais, en dehors d'une irrigation assurée. Sous la pression des Etats-Unis et de la Banque mondiale, l'Inde s'est lancée dans la production d'engrais à base de pétrole, alors que ses ressources mêmes semblent indiquer qu'une production fondée sur le charbon serait plus adéquate. Les besoins en engrais du pays sont passés de 71 000 tonnes en 1951-1952 à 3,9 millions de tonnes en 1973-1974. La production domestique était, cette année-là, de 1,5 million de tonnes, pour une capacité totale de 2,1 millions de tonnes. Avec la crise mondiale du pétrole, non seulement le coût des engrais dérivés du pétrole a augmenté, mais il est devenu difficile de se procurer le naphte nécessaire. L'utilisation d'engrais organiques a quasiment été oubliée dans les zones de « révolution verte ». A présent, on parle beaucoup de faire appel surtout à la technologie de l'engrais fondée sur le charbon, mais l'objectif d'une production de céréales de 118 millions de tonnes en 1974-1975 sera loin d'être atteint : les paysans n'ont pu recevoir à temps les engrais nécessaires. La pénurie mondiale d'engrais chimiques, liée à la crise pétrolière, souligne amplement la vulnérabilité de la « révolution verte ».

Cette progression technologique agricole a créé toute une série de problèmes sociaux, économiques et politiques. L'ancien secrétaire général des Nations unies, U Thant, déclarait dans une communication sur les réformes agraires dans les pays en voie de développement : « *La « révolution verte » profitera vraisemblablement d'abord aux paysans qui sont déjà engagés dans la production commerciale plutôt qu'à ceux qui ont une économie de subsistance et, parmi les premiers, aux gros producteurs plutôt qu'aux petits. Il existe déjà bon nombre d'études sur les expériences menées en diverses régions ; elles suggèrent fortement que la prospérité résultant de la « révolution verte » est partagée par un nombre relativement petit de personnes.* » (5).

En Inde, la « révolution verte » a accru les inégalités à deux niveaux. Etant donné qu'elle dépend d'une irrigation assurée, elle a bénéficié aux régions déjà développées et prospères, en laissant à l'écart celles où les réserves d'eau ne sont pas assurées. En outre, elle a intensifié les inégalités à l'intérieur des régions qu'elle affectait directement.

*(Lire la suite page 12.)*

* Journaliste indien.

(1) M. Hubert Humphrey, un des responsables de la législation P.L. 480, déclarait : « *On m'a dit que les gens pourraient dépendre de nous pour leur nourriture. Je sais que ce n'est pas forcément une bonne nouvelle, parce qu'avant qu'ils soient capables de faire quelque chose, les gens doivent manger. Et si vous cherchez la façon d'amener les gens à faire appel à vous et à dépendre de vous, en termes de leur coopération avec vous, il me semble que la dépendance alimentaire est formidable.* » (85e Congrès, première session, auditions de la commission sénatoriale sur l'agriculture et les forêts, p. 129, 1957.)

(3) Asian Development Bank, *Annual Report for 1970*, p. 47.

(3) F.A.O., *The State of Food and Agriculture*, 1967, Rome, 1967, p. 45.

(4) Cité in *How Green is Green?* *Link* magazine, New Delhi, 18 janvier 1970.

(5) *Ibid.*

(Suite de la page 11)

U Thant signalait en 1970 : « *Il existe clairement la possibilité que les petits exploitants et les fermiers soient graduellement expulsés du marché par les gros producteurs. Aussi longtemps que la demande excède la production domestique, les cultivateurs n'ont pas à faire face à forte concurrence. Tel est le cas dans des pays qui ne sont pas importateurs de produits alimentaires ou qui exportent des denrées agricoles pour lesquelles la demande étrangère est forte. Mais tôt ou tard la différence entre l'offre et la demande finit par s'estomper et le marché peut devenir un marché d'acheteurs où les petits paysans entrent en concurrence avec les gros.* » (6).

M. Thant cite l'expérience de l'Inde pour illustrer sa crainte de voir la prospérité apportée par la « révolution verte » profiter essentiellement aux gros propriétaires et aux paysans riches. Par exemple, pas plus de 20 % des propriétaires terriens dans l'Etat du Pendjab tirent avantage de la nouvelle stratégie. Le poids des impôts locaux, pour ne rien dire du prix croissant des terrains et des augmentations du loyer des terres, fait que la condition des fermiers, loin de s'améliorer, périclite.

Mais, comme le soulignait à la fin de 1969 le ministre indien de l'agriculture et de l'alimentation, M. Jagjivan Ram, les bénéficiaires de la « révolution verte » ne sont pas ceux qui vivent maigrement avec quelques roupies par mois, mais la minorité privilégiée de cultivateurs moyens ou gros. Alors que 47 % des familles ont seulement 1 acre de terre (= 0,4 hectare) et que 22 % sont sans terre, 3 à 4 % des gros propriétaires exercent tout le pouvoir politique, jouant de leur influence, prenant toutes les décisions en collaboration avec l'appareil d'Etat, et s'appropriant toutes les ressources ainsi que l'expertise des services gouvernementaux, tandis que les plus pauvres n'ont guère matière à remerciements.

Dès la conception de la « nouvelle stratégie » en Inde, les partis politiques de gauche et les organisations paysannes qu'ils dirigent ont exprimé leurs appréhensions. On ne tint pas compte de leurs avertissements. Mais le développement de la « révolution verte » apporte la confirmation de leurs craintes.

A preuve l'incident de Kil Venmani, village du district de Thanjavur, dans le Tamil Nadu, où la « révolution verte » avait fait ses preuves en augmentant sensiblement la production de céréales. En décembre 1968, quarante et un travailleurs agricoles furent rassemblés dans leurs huttes et brûlés vifs par leurs propriétaires à la suite d'un différend sur les salaires. Il y eut de nombreux cas de cette nature. Les services gouvernementaux et les journaux les qualifient de « tensions agraires », euphémisme pour désigner la lutte de classes qui s'est intensifiée avec la propagation de la « révolution verte ».

Une étude d'une spécialiste américaine, Francine Frankel, ne laisse pas d'inquiéter. Selon elle, dans les zones où la nouvelle technologie est bien implantée, presque toutes les couches d'agriculteurs ont accru leurs revenus grâce à une amélioration des rendements. Cela est vrai, en gros, dans l'ensemble des zones emblavées. Dans les régions rizicoles, l'extension des variétés de semence à haut rendement est encore très limitée, en raison de conditions agroclimatiques défavorables. Néanmoins, même dans ces régions, la nouvelle stratégie a permis d'accroître les rendements.

Pourtant, le facteur le plus significatif n'est pas l'augmentation de la production, si importante soit-elle. Les revenus ont été inégalement répartis. Par exemple, dans le district de Ludhiana, au Pendjab, où une majorité de paysans ont des terres de 15 à 20 acres ou plus, les 20 % possédant des superficies moins étendues (10 acres ou moins) ont vu leur position économique se détériorer parce qu'ils ne disposaient pas d'un capital suffisant pour l'investir dans des aménagements tels que des travaux d'irrigation. Les bénéfices sont allés surtout aux paysans riches disposant de plus de 25 acres, qui étaient en mesure de procéder à de forts investissements de capitaux pour la bonification des terres et la mécanisation (6).

Des économistes envisagent une situation dans laquelle les petits paysans, qu'ils appellent par dérision des « cultivateurs inefficaces », seront écartés de la production par les grosses fermes modernes et mécanisées.

La situation est pire dans d'autres régions à blé, telles que le Bihar ou l'Uttar Pradesh, où 80 % de toutes les familles de cultivateurs travaillent des propriétés de moins de 8 acres. Les bénéfices obtenus dans ces régions ont toutes les chances d'être d'autant plus mal répartis et d'accroître d'autant les disparités.

Dans la ceinture rizicole, la gravité de chacun de ces problèmes est bien plus grande et ils semblent tous se produire simultanément. Dans les zones où les variétés de riz à haut rendement ont donné des résultats, on constate une tendance nette à une polarisation dans les rapports de propriété entre, d'une part, les grosses exploitations, et, d'autre part, la majorité de petits paysans, petits propriétaires travaillant leur propre exploitation et métayers. Mme Frankel note que la plupart des paysans — jusqu'à 75 à 80 % dans la ceinture rizicole — connaissent une dégradation relative de leur situation économique et qu'une fraction d'entre eux (les métayers qui ont un contrat de fermage oral, aux droits non protégés) subissent une dégradation absolue de leurs conditions d'existence.

Deux résultats de la « révolution verte » sont évidents. Le premier est l'incapacité des métayers à investir davantage. Propriétaires fonciers et hommes d'affaires locaux qui pratiquent des taux d'intérêt allant jusqu'à 36 % par an sont leur principale source de crédit. Ils n'utilisent donc que rarement des engrais chimiques, ou seulement en faibles quantités, ce qui ne leur permet guère d'améliorer le rendement des terres.

Second résultat, les propriétaires fonciers cherchent à se débarrasser, au besoin par la force, de leurs métayers afin d'entreprendre l'exploitation de leur terre soit en personne, soit en recourant à des travailleurs agricoles. De sorte que beaucoup de métayers cultivent désormais des étendues beaucoup plus réduites qu'il y a quelques années. Seuls les paysans qui appartiennent au quart ou au tiers supérieur des familles rurales peuvent faire état d'une amélioration des rendements. Les plus grands profits sont allés à ceux qui possédaient les plus grandes exploitations, ce qui a éveillé l'appétit de terre de l'aristocratie rurale et des paysans riches.

La position économique et politique de la paysannerie riche dans les villages s'en est trouvée consolidée. Ces villages sont dirigés aujourd'hui par des paysans moyens ou riches. Le petit paysan et le paysan sans terre n'ont plus voix au chapitre. L'appareil gouvernemental, reflet de la structure de classe et de caste dans les villages, encourage le maintien de l'ordre existant.

Attirée par les profits que la « révolution verte » a permis aux gros propriétaires fonciers, une nouvelle couche s'introduit dans les zones rurales : celle des grands capitalistes, des hommes d'affaires, des bureaucrates à la retraite, etc. Ils s'emparent des terres, d'où ils s'efforcent de chasser ou de pressurer les petits propriétaires et les métayers. D'immenses propriétés mécanisées dirigées par des industriels côtoient les exploitations semi-féodales de la paysannerie pauvre.

Le paysan pauvre, le métayer et le travailleur agricole réagissent vivement à cette polarisation et défendent leurs droits. Les mouvements radicaux d'occupation de terres par les paysans pauvres, les revendications salariales des travailleurs agricoles et les mouvements revendicatifs des métayers — qui vont jusqu'à entraîner des actions de groupes armés dans certains secteurs sous la direction de militants révolutionnaires maoïstes — ont donné ces dernières années une idée de la gravité du problème agraire dans le pays.

Tandis que le ministère indien de l'agriculture et de l'alimentation se répandait en effets de style sur l'abondance qui régnerait demain du fait de la « révolution verte », le ministère de l'intérieur s'inquiétait de l'intensification et de l'extension croissantes des tensions agraires. Dans un rapport non publié, intitulé « Les causes et la nature des tensions agraires », ce ministère présentait deux hypothèses quant à la façon dont la « révolution verte », au lieu d'être un instrument de transformation sociale, devenait une arme supplémentaire d'oppression sociale et la cause de nouvelles tensions. D'une part, estimait-il, la « révolution verte » s'appuie sur une structure sociale agraire retardataire. D'autre part, la nouvelle technologie et la nouvelle stratégie uniquement dirigées vers des objectifs de production, en ne tenant guère compte des impératifs sociaux, ont provoqué une situation dans laquelle les éléments de disparité, d'instabilité et de désordre concordaient avec la possibilité d'un accroissement des tensions. Les réformes agraires n'ont pas été efficaces et n'ont pas profité au vrai travailleur de la terre ; elles n'ont pas non plus suscité de modification de la structure agraire. La conscience de l'injustice et le manque universel de terres ont suscité des agitations organisées, constatait cette étude, réalisée en 1969. La situation n'a pas changé de façon notable ces cinq dernières années.

MOHAN RAM.

(6) Francine R. Frankel, *India's Green Revolution : Economic Gains and Political Costs*, Bombay, Oxford University Press, 1971.

**Irrigation massive, extension des "zones à haut rendement"**

# La victoire du peuple chinois sur la sécheresse

Par NEVILLE MAXWELL

DEPUIS le début de l'été, l'ensemble des provinces, régions et communes de Chine a régulièrement fait état de récoltes sans précédent, parfois très supérieures à celles de l'année dernière. Fin juillet, le gouvernement chinois faisait savoir que la récolte d'été avait dépassé « de très loin » les résultats de 1973, et la récolte d'automne s'annonce déjà très prometteuse ; ainsi, tout laisse à penser que la production de céréales en Chine pour l'ensemble de l'année 1974 sera substantiellement plus importante que jamais auparavant.

En 1971, la production annuelle de céréales atteignait le chiffre record de 250 millions de tonnes. Mais les sécheresses de 1972, se conjuguant à des inondations dans certains secteurs et à d'autres handicaps naturels, provoquèrent une baisse sensible de la production ; bien qu'aucune statistique d'ensemble n'ait été publiée, les chiffres que nous avons pu recueillir dans les communes que nous avons visitées cet été-là permettent de penser qu'elle fut de l'ordre de 5 %. Toutefois, la récolte de 1973 a de nouveau battu tous les records (la production totale de céréales aurait été de 250 à 255 millions de tonnes, suivant les estimations). Cette année, la production devrait vraisemblablement franchir le cap des 260 millions de tonnes.

## Un phénomène persistant

AU moment de la fondation de la République populaire, la production annuelle de céréales était exceptionnellement faible, de l'ordre de 110 millions de tonnes, en raison de la guerre étrangère et civile. Mais ce sont là des chiffres bruts, qui laissent de côté le facteur le plus significatif : les records de cette année et de l'an dernier sont d'autant plus capitaux qu'ils ont coïncidé avec une période de sécheresse grave.

Les effets de la sécheresse étaient évidents dans la plupart des régions que nous avons parcourues l'été dernier. Les rivières étaient au plus bas ; dans certaines zones de montagne, des torrents qu'on n'avait jamais vus à sec de mémoire d'homme étaient complètement desséchés. Interrompue dans quelques régions par les pluies d'automne, la sécheresse connut une nouvelle recrudescence au cours des mois d'hiver. Dans la plupart des pays pauvres, deux sécheresses coup sur coup s'achèvent infailliblement par une famine. Dans l'ancienne Chine, en tout cas, c'était inéluctable. La première année, les paysans mangent toutes leurs réserves et s'endettent lourdement en prévision de la prochaine récolte ; si la seconde est manquée, c'est la ruine.

La famine et les phénomènes qui l'accompagnent sont familiers depuis des générations aux paysans chinois : d'abord, on supplée à la pénurie en se nourrissant de racines, de feuilles, et même d'écorces ; on vend tout son bien monnayable (y compris, autrefois, femmes et enfants) ; puis ce sont les migrations, la mendicité, les actes sporadiques de cannibalisme ; et, à la fin, la mort pour des centaines de milliers d'affamés, des millions même. Le monde n'a pas connu de famine aussi grave depuis un quart de siècle ; mais, avant 1949, la Chine en était frappée de manière endémique.

## Elimination de la spéculation

LA famine doit autant aux carences de la distribution qu'à la pénurie alimentaire proprement dite. Là où elle règne, il y a toujours à manger pour ceux qui ont de quoi payer. Pour certains, une année de famine peut même constituer une occasion inespérée de s'enrichir, puisque tout ce qui n'est pas alimentaire (et notamment les biens fonciers) s'achète à vil prix. Le contraste est ainsi formulé par un vieux poète chinois :

*« Sous la porte rouge des riches, la viande jetée pourrit, le vin se gâte*

*tandis que dans la rue la faim terrasse les pauvres. »*

C'est cet aspect du fléau que la révolution a eu le moins de mal à éliminer. Depuis 1949, la Chine a connu bien des années difficiles ; toute la nourriture disponible a été rationnée, de sorte que si beaucoup ont souffert de la faim, personne ne semble y avoir succombé. Mais il restait encore à augmenter la production (la population s'est accrue de 60 % en vingt-cinq ans) ; mieux même, il fallait autant que possible faire en sorte qu'elle ne soit plus à la merci des caprices du climat.

Les productions records de 1973 et de 1974 semblent attester que cet objectif a été atteint.

Comment ? L'été dernier, un habitant d'une commune me l'expliqua d'une phrase, tout en contemplant les champs communaux florissants, de l'autre côté d'une rivière à sec : « *En période de sécheresse, nous travaillons d'arrache-pied.* » Et, en effet, les communes sont organisées de manière que tous ses membres puissent se mobiliser sur des tâches urgentes, comme de transporter l'eau dans des seaux jusqu'aux champs qu'il faut arroser. Mais ces efforts, bien que nécessaires en cas d'urgence, bien qu'ils suffisent à sauver les récoltes, ne représentent qu'un expédient provisoire. Le seul moyen d'obtenir une augmentation continue de la production est de se doter d'un système d'irrigation absolument permanent.

Sur la base des fantastiques réalisations des années 50 et 60, les paysans chinois ont constamment étendu l'infrastructure des petits systèmes d'irrigation déjà existants. Dans les communes, chaque unité (la commune dans son ensemble, les brigades de production qui sont une subdivision de la commune et les équipes de production qui sont une subdivision des brigades) a pris en charge la création de ce que les Chinois nomment une « zone de haut rendement permanent ». Ladite zone, qui peut, suivant les cas, se ramener à un unique champ ou s'étendre sur des centaines d'hectares, est assurée, quel que soit le climat, d'une irrigation régulière et suffisamment bien pourvue en drains pour ne pas s'imprégner d'eau en cas de fortes pluies.

Cette année, pour généraliser les « zones de haut rendement », les Chinois ont entrepris au plan national un gigantesque effort qui n'est pas sans rappeler la période du « grand bond en avant ». Dans tout le pays, renforcées par des ouvriers, des étudiants et des employés venus des villes, les communes se sont lancées dans la construction de toutes sortes d'installations d'adduction d'eau ; elles ont foré des puits, doté leurs réseaux de canaux d'irrigation de nouvelles ramifications, cimenté les canaux déjà creusés, amélioré le drainage, nivelé les champs, installé des stations de pompage pour irriguer les champs en terrasses, etc.

Cet effort de masse, qui s'était amorcé lors de la période de sécheresse de l'hiver 1972-1973, s'est poursuivi et intensifié cette année ; les résultats obtenus en 1973 et ceux que l'on attend pour 1974 en sont le fruit. On peut en déduire que les zones de « haut rendement permanent » sont désormais assez étendues pour assurer une augmentation régulière de la production, même en année sèche. On peut s'attendre que la production de céréales en Chine connaîtra un *boom* extraordinaire dès que des conditions atmosphériques favorables seront de retour.

L'eau est au cœur du problème, mais elle n'est pas *tout* le problème. A tous les niveaux, de nouvelles techniques agricoles sont mises en pratique ou au moins à l'essai. Chaque unité, depuis l'équipe de production (cela vaut donc pour le moindre village, le moindre hameau), dispose à présent d'une *escouade de production scientifique* qui, conformément au principe des « trois en un », se compose d'un cadre rural, d'un paysan expérimenté et d'un jeune, généralement frais émoulu d'une école d'agriculture, qui sont chargés de la recherche et des expériences de pointe.

## Une constante recherche expérimentale

L'AGRICULTURE chinoise paraît en constant progrès ; partout, de nouvelles techniques sont mises à l'essai, partout, on tente des expériences : dans des zones où l'on ne cultivait traditionnellement que du blé ou des céréales de la même famille, on introduit la culture du riz — d'abord expérimentalement, puis, après avoir essuyé des revers, commis des erreurs et en avoir tiré les leçons, on se lance dans la production sur une large échelle. Les régions rizicoles font de même avec le blé. On s'essaye à planter du blé de la variété d'automne là où l'on n'en plantait jadis que de la variété de printemps. Des secteurs depuis longtemps voués à la monoculture s'essayent à la polyculture ou aux cultures croisées. Le repiquage des jeunes pieds, traditionnel pour le riz, est désormais employé dans la culture du blé, ce qui se traduit par un rendement accru de 10 % ou plus.

Les Chinois diraient que cette poussée productive a des motifs essentiellement politiques — et, en effet, les succès de cette année dans les zones rurales semblent venir en écho à la campagne contre Confucius et Lin Piao, qui paraît avoir réveillé l'enthousiasme des masses sans rien de la confusion et du quasi-chaos qui avaient accompagné la révolution culturelle. Mais ils ne se feraient pas faute non plus de rappeler qu'ils vivent dans une société socialiste dont la devise est « à *chacun selon son travail* ». Les communes tirent de l'accroissement de leur production des bénéfices immédiats et concrets ; au sein de chacune d'elles, au bout d'un an de progrès de la production, chaque famille a plus à manger et plus à dépenser.

Dans un monde qui semble glisser peu à peu vers ce qui pourrait être le début d'une ère de famine généralisée, il est extrêmement important que la Chine, qui était encore il y a trente ans le « pays de la famine », soit parvenue à vaincre la sécheresse, cause première de toutes les famines, ouvrant ainsi la voie à un accroissement régulier des ressources alimentaires de la planète.

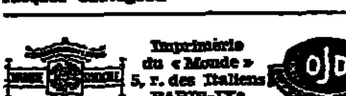
La véritable « révolution verte » a lieu en Chine.



(Photo Vassal-Gamma.)

LA RECOLTE CHINOISE DE CEREALES DOIT ATTEINDRE 260 MILLIONS DE TONNES CETTE ANNEE
« *En période de sécheresse, nous travaillons d'arrache-pied.* »

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



**De nouveaux facteurs de déséquilibre dans le tiers-monde**

# Le transfert de la technologie, instrument du néo-capitalisme

APRES une longue période de stagnation, le système économique et les sociétés du tiers-monde sont maintenant en butte aux attaques de deux forces également puissantes : l'expansion démographique et le progrès technologique, qui sont en train de modeler le monde et atteignent les proportions d'un vaste défi à notre génération. Par comparaison, d'autres facteurs, qui découlent en partie de leur interaction, tels que l'industrialisation, l'urbanisation ou la croissance économique, n'ont qu'une importance secondaire.

Le progrès technologique produit sur la structure des sociétés des effets qu'il n'est pas facile de mesurer. On ne peut en juger qu'en appréciant l'ampleur des modifications introduites dans la situation de l'emploi, dans la relation entre l'homme et la terre et dans la stratification sociale de la communauté rurale. C'est pourquoi il est important de savoir qui préside à l'introduction de cette technologie nouvelle, qui la finance, et qui, éventuellement, en perçoit les bénéfices.

Le transfert de la technologie et de la recherche d'origine occidentale ne pourrait profiter aux pays sous-développés que s'il était organisé en fonction de leurs intérêts et adapté aux conditions particulières du tiers-monde. Ce n'est malheureusement pas le cas : pour les sociétés transnationales (1), qui sont les instruments du néo-capitalisme, le tiers-monde est surtout une source de matières premières, de main-d'œuvre à bon marché et de débouchés. Point de place, dans ce cadre, pour les intérêts véritables des paysans, il serait irréaliste d'espérer qu'il en soit autrement. Ainsi, au stade actuel, les pays sous-développés ont besoin d'une technologie agricole qui fasse appel à un grand nombre de travailleurs, alors que les sociétés transnationales ne sont intéressées que par le transfert de techniques exigeant beaucoup de capitaux et d'équipements. Peu leur importe que la majorité des paysans n'aient ni les moyens ni les connaissances qui leur permettent de se servir d'une manière appropriée des gadgets modernes. Et tandis qu'il serait important de développer la recherche locale dans les pays sous-développés, les agences des Nations unies favorisent en réalité le transfert des résultats de la recherche occidentale.

Par ERICH H. JACOBY *

## Désintégration des sociétés rurales

ETANT données les structures et les institutions en place dans la plupart des pays du tiers-monde, la technologie avancée est surtout de nature à retarder leur progrès économique et social. Non point évidemment par la faute de cette technologie, mais à cause du système économique actuel. Tout comme l'emploi des engrais, lorsqu'il n'est pas complété par une irrigation suffisante, conduit à de graves échecs dans les récoltes, ou comme l'irrigation non accompagnée de drainage provoque la salinité des sols, l'application de la technologie moderne dans le tiers-monde selon des critères relevant purement du capitalisme occidental aboutira à l'échec et à la désintégration des sociétés rurales.

Ce processus de désintégration politique et sociale n'est pas limité aux régions rurales. Les taudis et les bidonvilles peuplés de paysans ayant quitté la terre, formés autour des grandes villes comme Lima, Mexico, Nairobi ou Calcutta, sont l'énorme prix social que les pays sous-développés doivent payer en échange de leur acceptation du transfert incontrôlé de la technologie avancée et pour vouloir maintenir coûte que coûte des structures agraires et sociales périmées. Il devrait certes être théoriquement possible d'harmoniser progrès technologique et changements institutionnels, si dans la pratique les objectifs et les calculs des sociétés transnationales ne s'y opposaient pas.

On connaît assez bien le mécanisme responsable de l'anarchie économique de notre temps. On sait aussi à quel point les forces du marché libre ont contribué à l'exploitation du tiers-monde, à la dégradation de l'environnement et au gaspillage des ressources naturelles. Mais on est bien moins informé sur les méthodes et les moyens par lesquels les forces néo-capitalistes accélèrent et intensifient les courants actuels en agriculture. Il ne s'agit pas seulement des effets de l'introduction aveugle des nouvelles technologies. Ce qui se passe actuellement est un phénomène unique en son genre : il s'agit d'un processus engendré par un réseau de sociétés jouissant d'un statut d'extraterritorialité à la fois sur le plan des capitaux et de la gestion, alors qu'aucun pouvoir n'existe en contrepartie pour contrôler leur expansion. Les plus puissantes d'entre elles peuvent sans difficulté infiltrer le système des Nations unies, tourner d'éventuelles mesures nationales de contrôle, sans avoir rien à redouter des mouvements syndicaux qui restent privés d'une orientation internationale.

Si leurs activités à l'échelon mondial ont suscité bien de l'admiration, peu de recherches ont encore été faites, en particulier en ce qui concerne leurs effets sur les systèmes agraires et sur l'agriculture des pays du tiers-monde qui produisent des denrées primaires selon des techniques traditionnelles et rudimentaires, et qui n'ont pour véritable richesse qu'une abondante main-d'œuvre.

*(Lire la suite page 14.)*

* Professeur à l'université de Stockholm, département d'anthropologie sociale. Auteur de *Man and Land*, paru en 1971 chez André Deutsch, Londres.

(1) Nous préférons le terme « transnationales », qui exprime clairement la tendance de ces sociétés, à celui de « multinationales », qui pourrait laisser croire à un mode de propriété multinational.

# CONSÉQUENCES DU PHÉNOMÈNE DE CONCENTRATION :

# Les inégalités structurelles de l'économie mondiale de la banane

Par FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE *

LA destruction hebdomadaire de 145 000 caisses de 40 livres de bananes au Costa-Rica par la seconde société bananière multinationale du monde est un nouvel exemple des affligeantes réalités de l'économie mondiale de la banane ainsi que des rapports tendus qui existent entre sociétés multinationales et certains pays producteurs. Ces relations conflictuelles se sont imposées dès la fin du dix-neuvième siècle, avec l'entrée des « républiques bananières » sur le marché mondial. La destruction massive de bananes en 1974 tient au refus d'une importante société multinationale de payer une taxe à l'exportation que le gouvernement costa-ricain voulait introduire pour compenser le surcroît de dépenses dû notamment aux récentes augmentations du prix du pétrole. Même si cette taxe — au demeurant peu élevée — avait été effectivement perçue, les revenus supplémentaires qu'elle aurait engendrés auraient été annulés en l'espace d'un an par l'inflation galopante qui sévit dans les pays consommateurs.

Pour se rendre compte de la situation tragique que connaissent les pays producteurs, il est indispensable d'analyser l'évolution des prix à la fois dans les pays importateurs et dans les pays exportateurs depuis la dernière guerre mondiale (cf. tableaux I et II). A prix corrigés (prix courants corrigés en fonction des changements intervenus dans le prix des produits manufacturés entrant dans le commerce mondial), les diminutions de prix profitent aux pays développés tout en enlevant aux pays exportateurs les bénéfices d'innovations tendant à réduire les coûts, y compris l'introduction des variétés de Cavendish qui résistent à la maladie de Panama, l'utilisation accrue d'engrais à l'hectare, l'irrigation à grande échelle dans les années 1955 et l'avènement de l'emballage dans les années 60, à quoi il faut ajouter la mise en service de cargos plus grands et plus rapides.

Pour les pays en voie de développement, ces accroissements significatifs de la productivité ne se sont pas traduits par une augmentation des revenus par unité exportée, phénomène assez fréquent pour une grande variété de produits courants du tiers-monde dans la période d'après guerre : ils ont davantage profité aux consommateurs et aux entreprises étrangères dans les marchés à économie développée. Autrement dit, les pays producteurs ont fourni de plus en plus et reçu de moins en moins. Pour faire face aux augmentations des coûts et maintenir leurs exportations, plusieurs pays ont désormais recours à des subventions massives. Ainsi, au cours des vingt dernières années, il s'est produit un net transfert de ressources réelles vers les pays développés en provenance des pays producteurs de bananes, et les termes de l'échange des bananes par rapport aux produits manufacturés se sont aggravés d'environ 61 % entre le début des années 50 et la fin de 1973.

Les traits spécifiques de l'économie mondiale de la banane sont les suivants :

a) L'existence d'une denrée périssable (la durée maximum entre le moment de la cueillette et celui de la consommation est de vingt et un jours) exigeant un très haut niveau de qualification technique, de commercialisation et d'organisation à tous les maillons de la chaîne de distribution ;

b) De fortes et injustifiables inégalités dans la distribution des bénéfices entre pays producteurs et les trois principales sociétés bananières multinationales et d'autres entreprises étrangères des économies développées (transporteurs, messageries maritimes, assurances, mûrisseurs, grossistes et détaillants) ;

c) Un haut degré de concentration du commerce international, des origines à la destination, où les marchés à économie développée représentent plus des neuf dixièmes des importations totales ;

d) Une tendance sous-jacente à un accroissement plus rapide des capacités d'exportation que de la demande d'importation aux prix courants ;

e) Une concurrence oligopolistique entre les « trois grands » (utilisant au besoin des marques d'emprunt) ;

f) Une concentration croissante du commerce de détail dans les pays importateurs de bananes.

## Contrôler la commercialisation

L'ENSEMBLE de ces cercles de concentration interdépendants déterminent les lois du mouvement de l'économie mondiale de la banane. Une des caractéristiques de celle-ci est l'existence traditionnelle de grandes plantations, tant indigènes que multinationales, employant une main-d'œuvre non qualifiée et indifférenciée. Au cours des années qui ont suivi la légendaire ascension de l'United Fruit Company, dans les premières décennies de ce siècle, la société s'est développée à un point tel qu'en 1949 — au plus fort de sa croissance « en surface » — elle possédait ou louait approximativement 1 416 000 hectares dans plusieurs pays d'Amérique latine, soit plus du tiers de la superficie de la Suisse (1).

Par suite de tentatives d'expropriation (manquées au Guatemala dans les années 50 mais réussies, plus récemment, à Cuba, en Equateur et en Colombie) et des assauts de la Cour suprême américaine, l'United Fruit fut obligée de se dépouiller d'une bonne partie de ses titres de propriété terrienne. La Standard Fruit Company (2) est dans le même cas, bien que les deux sociétés se soient taillé d'importants domaines aux Philippines dans les années 60.

La tendance à substituer aux propriétés monolithiques des tenures plus petites s'articulant sur des contrats d'association avec des producteurs locaux procède d'une décision politique. Ces associés locaux qui possèdent leurs propres plantations sont liés aux multinationales par des contrats de vente, des prêts et des crédits, une assistance technique, etc. En d'autres termes, les grandes sociétés bananières tendent, à court comme à long terme, à se dégager des opérations d'exploitation terrienne pour se consacrer quasi exclusivement à la commercialisation et à la distribution (3).

Un autre type de concentration s'affirme dans la répartition des exportations de bananes. Trois sociétés multinationales — l'United Fruit (35 %), la Standard Fruit (25 %) et la Del Monte (10 %) — monopolisent près de 70 % des exportations mondiales totales. Parmi les multinationales de moindre envergure, la Geest Industries du Royaume-Uni bénéficie de zones préférentielles dans les Caraïbes, et le géant japonais Sumitomo se partage le marché japonais avec les « trois grands ». Même en Equateur, un des principaux pays producteurs « indépendants », la part des sociétés étrangères dans les exportations de bananes est loin d'être négligeable, puisque deux des cinq sociétés qui assurent 97 % des exportations totales sont étrangères. La part des multinationales apparaît clairement dans le tableau III.

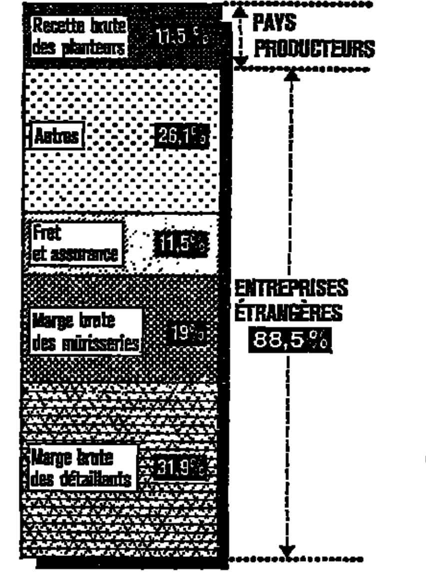
Le quatrième type de concentration pesant sur l'économie mondiale de la banane se situe au niveau de la vente au détail. Les informations en provenance des magasins d'alimentation générale — et non des seuls points de vente de bananes — indiquent une tendance soutenue à la concentration dans tous les pays. Par exemple, le nombre de supermarchés et d'hypermarchés par million d'habitants était, en 1972, de 67,6 en Belgique ; de 53,1 en R.F.A. ; de 47,1 en Hollande ; de 43 en France et de 11,1 en Italie : cela représente une nette augmentation par rapport au début des années 60. En Suisse, on constate également un haut degré de concentration. Migros, qui représentait 3 % de l'effectif total des magasins d'alimentation en 1971, comptait pour 37 % dans le chiffre total des ventes alimentaires de détail, contre 15 % seulement il y a 10 ans.

Compte tenu de sa taille et de la diversité de ses opérations outre-mer, on peut désormais faire figurer Migros parmi les multinationales. Avec la Coop, elle vend environ 85 % de toutes les bananes consommées en Suisse. On se trouve donc en présence d'acheteurs et de vendeurs institutionnels de grande taille. Les « mûrisseurs indépendants » relèvent de plus en plus du passé.

Ces niveaux de concentration interdépendants caractérisent le mécanisme fortement intégré de l'économie mondiale de la banane et de son mode d'opération ; mais son haut degré d'efficacité profite avant tout au centre et seulement marginalement aux pays de la périphérie.

## 11,5 % des bénéfices aux producteurs locaux

UNE récente étude de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) souligne les inégalités dans la répartition des bénéfices




allant aux pays producteurs et aux entreprises étrangères (dont les multinationales ne sont qu'un élément). La part du planteur et des entreprises domestiques des pays producteurs dans le prix au détail final est de l'ordre de 11,5 % ; celle des sociétés étrangères d'environ 88,5 % — cette dernière étant plus importante dans les pays où les multinationales contrôlent une part substantielle de la production et moins élevée dans d'autres (4).

A titre d'indication, la marge bénéficiaire brute des mûrisseurs est de 19 %, celle des détaillants de 32 % environ, soit au total 51 %.

Ce chiffre représente presque le quintuple de la recette brute estimative des planteurs. Les calculs de la CNUCED montrent que, pour un prix de vente de détail moyen de 5,93 dollars par caisse en 1971, la recette brute était de l'ordre de 70 cents, alors que la marge des mûrisseurs et celle des détaillants se chiffreraient à 3 dollars environ. Si l'on se reporte à la valeur totale estimative des ventes au détail, qui est de l'ordre de 2 114 millions de dollars, on constate que, la part revenant aux producteurs nationaux des pays exportateurs se chiffrerait à 245 millions de dollars environ. Quant à la part distribuée aux macheteros, les ouvriers de la banane, c'est une tout autre histoire.

A partir de telles données, l'étude de la CNUCED suggère une extension du champ de participation, définie comme un processus économique permettant aux nationaux des pays producteurs de s'assurer une part croissante des profits dans la chaîne de commercialisation et de distribution internationales. Il est assurément plus que temps de procéder à une restructuration globale du commerce mondial en général et de l'économie de la banane en particulier.

(1) J.W. von Loesecke, *Bananas: Chemistry, Physiology, Technology*, New-York, 1949, p. 3.

(2) La Standard Fruit Cº n'a jamais été poursuivie pour violation de la loi antitrust par le département américain de la justice.

(3) Dans le cas de la Standard Fruit Cº, cette tendance va vraisemblablement s'accentuer au Costa-Rica et au Honduras en raison de ses sanctions contre les gouvernements de ces pays.

(4) Pour une description des techniques analytiques et méthodologiques utilisées pour isoler ces deux catégories, voir *Pricing Policy in Relation to Marketing and Distribution of Bananas*, TD/B/C. 1/Cons. 10/L. 5, CNUCED, 7 mai 1974.

* Fonctionnaire à la CNUCED. Les opinions exprimées dans cet article ne sauraient engager le secrétariat de l'organisation.

### I. — Valeur corrigée de l'unité exportée (1) de 1954 à 1972 dans quelques pays exportateurs

| | 1954-1957 | 1959-1962 | 1964-1967 | 1969-1972 |
|---|---|---|---|---|
| | (en dollars des Etats-Unis par tonne) | | | |
| Equateur | 93 | 84 | 75 | 65 |
| Honduras | 123 | 91 | 90 | 75 |
| Costa-Rica | 102 | 88 | 84 | 61 |
| Panama | 100 | 77 | 87 | 85 |
| Jamaïque | 105 | 88 | 90 | 86 |
| Somalie | 149 | 151 | 135 | 73 |

(1) Corrigée d'après les indices des Nations unies de la valeur unitaire à l'exportation des produits manufacturés.

### II. — Prix de vente au détail de la banane en termes réels de 1950-1951 à 1972 (1960-1961 = 100) (1)

| Pays importateurs | 1950-1951 | 1963-1965 | 1970-1971 | 1972 |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis | 122 | 97 | 73 | 71 |
| R.F.A. | 156 | 98 | 75 | 66 |
| France | 113 | 97 | 87 | 79 |
| Italie | 153 | 61 | 62 | 59 |
| Japon | — | 100 (2) | 50 | 37 |

(1) Les prix de détail pour chaque pays ont été évalués en prix constants au moyen de son indice des prix à la consommation.

(2) 1963-1965 = 100.

### III. — Estimation de la répartition des importations sur divers marchés (1973) (en %)

| | United Fruit Co. | Standard Fruit Co. | Del Monte | Autres importateurs |
|---|---|---|---|---|
| Suisse | 81 | 6 | 2 | 11 |
| Pologne | 70 | — | — | 30 |
| Suède | 57 | 16 | 6 | 21 |
| Belgique | 47 | 25 | 6 | 22 |
| Danemark | 47 | 17 | 19 | 17 |
| R.F.A. | 42 | 18 | 10 | 30 |
| Hollande | 41 | 21 | 10 | 28 |
| Royaume-Uni (1) | 40 | — | — | 60 (1) |
| Italie (2) | 45 | 31 | 2 | 22 (2) |
| Etats-Unis | 36 | 42 | 12 | 10 |
| France | 16 | — | — | 84 |
| Japon (3) | 12 | 18 | 17 | 53 (3) |

(1) Geest Industries (40 %).
(2) Noboa (10 %).
(3) Sumitomo (13 %).

(Suite de la page 13.)

Généralement, ces pays sont affligés de systèmes économiques en état de pathologie et de structures agraires défectueuses. A l'exception peut-être des pays producteurs de pétrole, leur capacité de marchandage est trop faible pour qu'ils puissent opposer une résistance économique ou politique aux pressions des sociétés transnationales.

Les sociétés transnationales pénètrent l'agriculture d'un pays sous-développé par l'intégration verticale du processus de production agricole. Elles commencent par combiner la production alimentaire avec le traitement des produits de l'agriculture, pour finir généralement par contrôler le commerce de détail, par des chaînes de magasins, et le tourisme, par des hôtels et des restaurants.

A la différence des grandes entreprises coloniales du passé les sociétés transnationales s'efforcent de contrôler les activités, et non la propriété. Le fondement réel de leur puissance n'est pas la propriété de la terre ou des gisements de minerai, ni leur extraterritorialité, mais la « propriété » du processus technologique, difficile à attaquer selon les procédures normales d'expropriation et de nationalisation. Cette puissance est renforcée par le contrôle qu'elles exercent sur les marchés domestiques et internationaux, par l'intermédiaire d'un système d'industries de transformation, de chaînes de magasins, d'entrepôts et aussi, généralement, de moyens de transports, complété par des accords contractuels avec d'autres sociétés transnationales. J'ai pu ainsi constater que dans une île des Caraïbes les sociétés transnationales s'abstiennent de se faire concurrence dans l'achat des bananes : c'est l'une d'entre elles qui détermine arbitrairement le prix, grâce à son monopole du marché.

Les pays sous-développés ne peuvent participer à la « propriété » du processus technologique qu'en achetant de l'équipement livré prêt à l'emploi ou des licences vendues à des prix de monopole. Si la manipulation du processus technologique permet de contrôler la société et l'économie dans leur ensemble, c'est que la technologie n'est pas neutre dans ses relations avec les différents groupes sociaux et politiques d'un pays. La technologie commercialisée accroît les inégalités en faveur de ceux qui détiennent les ressources économiques et l'influence politique, établissant ainsi une alliance avec les élites. C'est particulièrement évident pour la « révolution verte » qui est en train de transformer progressivement l'agriculture en une industrie faisant appel à des capitaux massifs, qui utilise plus de travailleurs par hectare mais moins par tonne de grains produite, réduisant ainsi la dépendance de l'élite à l'égard de la main-d'œuvre.

Les nouvelles relations entre la terre, le travail et le capital ne peuvent manquer d'affecter la structure agraire, la société rurale et l'organisation politique du pays. La puissance accrue du capital favorise les groupes privilégiés qui ont accès à la coopération avec les sociétés transnationales et leurs associations bancaires dans le pays et à l'étranger. Ils deviennent des fermiers capitalistes qui utilisent des machines et des méthodes de gestion modernes à la place des anciennes relations de travail et de culture.

La propriété de la terre perd sa signification économique si l'insuffisance des capitaux ne permet pas de moderniser l'agriculture. D'autre part les sociétés transnationales — qui n'ont aucun intérêt à posséder la terre — se contentent, et s'y retrouvent à meilleur compte, d'extraire le surplus de la production agricole à l'aide de contrats conclus avec les propriétaires terriens locaux. L'ancien type de relations patriarcales entre le propriétaire terrien et le tenancier, aussi rudes qu'elles aient été, est en train de disparaître car le prix de la bonne terre augmente : les tenanciers, à cause de la modestie de leurs moyens financiers, ne peuvent plus gérer efficacement leurs parcelles et se voient graduellement remplacés par des machines modernes et des travailleurs saisonniers. Cette évolution dans la production agricole s'accompagne de changements correspondants au niveau de la gestion et du travail, ce qui entraîne naturellement des effets décisifs sur l'ensemble de la vie économique, sociale et politique.

Dans de vastes régions du tiers-monde, les sociétés transnationales sont en train de modifier les schémas de l'utilisation des terres en faveur de la production de récoltes destinées à l'industrie et de produits alimentaires de luxe pour les pays riches, au détriment de la production alimentaire destinée à la consommation intérieure. C'est ce qui se passe par exemple dans la vallée d'Awash en Ethiopie, où la culture du coton et du café se développe aux dépens des pâturages nomades, et dans la région du Sahel en Afrique, où les sociétés transnationales affectent aujourd'hui des milliers d'hectares aux cultures maraîchères, à la production de coton et à l'élevage du bétail alors que la production de céréales décline. La réduction simultanée des surfaces vouées autrefois aux récoltes domestiques et la monopolisation des rares ressources en eau, affectées à la culture intensive de type capitaliste, multiplient les effets de la sécheresse. Dans bien des pays sous-développés, les interventions des sociétés transnationales dans l'agriculture ne sont pas sans lien avec les menaces de famines imminentes.

## La nouvelle conquête des pays industrialisés

L'INTRODUCTION à grande échelle des nouvelles technologies coûteuses, les injections de plus en plus fortes de capital étranger dans les agricultures locales, ont amorcé le déclin des systèmes agricoles féodaux ou semi-féodaux avec la disparition progressive de la tenure et des petites ou moyennes unités de production. Les propriétaires terriens deviennent des entrepreneurs agricoles, et la relation traditionnelle patron-client, qui était un facteur d'intégration dans la société féodale, est presque arrivée au stade de sa liquidation. Même les programmes de réforme les plus modestes ne reçoivent de la part des gouvernements qu'un soutien mesuré, et, dans de vastes régions de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Afrique, les communautés paysannes sont définitivement perdantes. L'exode s'accélère en direction des bidonvilles à la périphérie des grandes villes.

Dans les campagnes, la composition de la force de travail va s'en trouver modifiée. La main-d'œuvre permanente, dans les fermes hautement mécanisées, sera désormais composée en grande partie de techniciens employés dans les bureaux et les ateliers de réparation, de tractoristes et autres travailleurs qualifiés. De plus en plus souvent, et pour des raisons de sécurité, on ne fait plus appel aux travailleurs locaux pour remplir les tâches saisonnières, mais à des migrants, venus de régions pauvres et éloignées. Les tenanciers et les autres petits propriétaires cultivateurs, qui autrefois fournissaient le gros de la force de travail dans les campagnes, sont maintenant « déplacés » socialement et même, d'une façon croissante, géographiquement. Mais ceux qui abandonnent la terre sont rarement intégrés dans l'économie et la société des régions urbaines : ils restent des paysans déplacés peuplant les bidonvilles, sans qualification professionnelle, sous-alimentés et pour la plupart inaptes au travail dans les villes. Ils deviennent un facteur de désintégration, aggravant la faiblesse et l'instabilité politique et économique des pays sous-développés.

Le sort de cette main-d'œuvre agricole est encore aggravé par le transfert d'une grande part des potentialités d'emploi dans l'agriculture dans les industries du monde occidental qui produisent les engrais, les produits chimiques, les tracteurs et autres machines. En d'autres termes, les ouvriers des pays industrialisés produisent l'équipement qui va réduire substantiellement la main-d'œuvre agricole dans les pays du tiers-monde. L'aliénation de l'agriculture — où l'élite rurale n'est pas épargnée — trouve son parallèle dans la substitution de l'ouvrier étranger aux paysans indigènes. Ainsi le centre de direction de l'agriculture du tiers-monde se déplace progressivement vers les pays industrialisés, où les sociétés transnationales encouragent et financent la recherche en matière de technologie avancée à leurs bénéfices exclusifs.

Peut-on attendre grand-chose d'une intervention des Nations unies en faveur des paysans ? Ces dernières années, les sociétés transnationales ont fait leur entrée à la F.A.O. et dans les autres institutions spécialisées. L'élaboration des projets à la F.A.O. se fait largement avec le concours et l'avis du Comité de coopération industrielle, où quatre-vingt-dix sociétés transnationales sont représentées, et dont les activités s'étendent à l'ensemble du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) par le canal des accords entre les institutions spécialisées. La Banque mondiale agit en tant que coordonnateur pour le compte des sociétés transnationales, et sa politique de prêt encourage leurs activités. La politique actuelle de la F.A.O. est presque exclusivement centrée sur la modernisation de l'agriculture et sur l'augmentation de la production agricole, tandis que les problèmes de développement rural et le bien-être de la paysannerie n'y reçoivent que peu d'attention. On pourrait dire que le processus d'aliénation de l'agriculture du tiers-monde va de pair avec l'aliénation de la F.A.O. qui s'éloigne d'une des grandes priorités inscrites dans ses statuts : l'amélioration du bien-être des paysans.

ERICH H. JACOBY.

### BIBLIOGRAPHIE


- René Dumont et Bernard Rosier : Nous allons à la famine. Seuil, Paris, 1966.
- René Dumont : la Faim du monde. Cercle d'éducation populaire, Bruxelles, 1966.
- Josué de Castro : Géopolitique de la faim. Editions ouvrières, Paris, nouvelle édition, 1971, et : Géographie de la faim. Seuil, Paris, 1972.
- Michel Cépède : la Science contre la Faim. P.U.F., Paris, 1970.
- Michel Cépède et H. Gounelle : la Faim. P.U.F., Paris, 1967.
- Jean de Gaudusson : l'Agriculture et les finances publiques. Colin, Paris, 1971.
- Colin Clark : Abondance ou famine. Stock, Paris, 1971.
- Sir Frank Fraser : l'Abondance dévastatrice. Fayard, Paris, 1971.
- Barbara Ward et René Dubos : Nous n'avons qu'une terre. Denoël, Paris, 1972.
- Angelos Angelopoulos : le Tiers-monde face aux pays riches — perspectives pour l'an 2000. P.U.F., Paris, 1971.
- L. Camara : Contre la faim en Afrique noire. Editions du Levain, Paris, 1970.
- J. Guiffran : Surpopulation et malnutrition. Colin, Paris, 1969.
- N. Desrosier : Echec à la famine. P.U.F., Paris, 1967.

EN ANGLAIS :

- Lester R. Brown : In the Human Interest : a Strategy to Stabilize World Population. Norton, New-York, 1974.
- Keith Griffin : The Political Economy of Agrarian Change : an Essay on the Green Revolution. Macmilian, Londres, 1974.


---

CAMBODGE

# A la veille d'un débat aux Nations unies

# *La dégradation croissante du régime Lon Nol*

Par NAYAN R. CHANDA

A MESURE qu'avancent les travaux de l'Assemblée générale des Nations unies, le pouls du régime de Phnom-Penh bat plus vite. La ville s'est quasiment habituée à recevoir dans la périphérie sa ration quotidienne de roquettes ; on ne fait guère attention au grondement des combats à quelques kilomètres, mais les conséquences éventuelles d'une réunion qui doit se tenir à des dizaines de milliers de kilomètres suscitent, selon les cas, inquiétudes ou espoirs.

L'an dernier, une motion présentée notamment par la Chine, l'Albanie et l'Algérie, afin que les Nations unies débattent de la question de « la restauration des droits légitimes du GRUNC » (gouvernement royal d'union nationale du Cambodge), fut rejetée à deux voix seulement de majorité. Depuis lors, de nouveaux pays ont reconnu le GRUNC — ce qui porte le total à soixante-deux, — et les changements intervenus sur la scène politique mondiale ont accru l'isolement du régime du maréchal Lon Nol.

A Phnom-Penh, les diplomates des pays occidentaux amis sont presque tous pessimistes quant à l'issue du vote de cette année à l'ONU : pourtant, les autorités khmères exsudent la confiance, au moins en public. Ce qui compte, disent-elles, ce sont les efforts pour parvenir à la paix, non le vote d'une instance internationale. Sans en faire état, elles redoutent néanmoins les conséquences de l'éviction de la République khmère des Nations unies : les diverses agences de l'ONU, qui fournissent actuellement près des neuf dixièmes de l'assistance technique au régime, cesseraient leur coopération ; quelques pays occidentaux retireraient leur assistance à Phnom-Penh ; surtout, le vote porterait gravement tort à la position de la République vis-à-vis d'un Congrès américain de plus en plus réticent à contribuer à son effort de guerre. Quant à l'homme de la rue, las de la mort, des destructions et de la misère, il espère vivement que la décision des Nations unies contribuera à mettre un terme à une guerre qui n'a pu s'arrêter sur le champ de bataille.

A court terme, toutefois, ces craintes et ces espoirs paraissent quelque peu excessifs. Une victoire du GRUNC ne signifierait pas la fin immédiate du conflit ni l'entrée des maquisards à Phnom-Penh, non plus qu'un succès de la République khmère à l'ONU ne suffirait à garantir sa survie. Le GRUNC et le gouvernement de Washington savent que c'est au Cambodge que se décidera le sort du pays. Le vote des Nations unies ne peut qu'avancer ou retarder l'échéance.

Qu'adviendrait-il si l'ONU décidait que le GRUNC est le seul gouvernement légal du Cambodge ? Un responsable américain nous répond : *« Eh bien ! vous enverriez vos articles d'une capitale rebelle ! »* Autrement dit : les changements ne seraient que théoriques. De fait, quel que soit le résultat du vote, il est certain que les Etats-Unis continueront, au moins dans l'avenir immédiat, à injecter au Cambodge de Lon Nol les doses massives d'aide économique et militaire indispensables à sa survie. En dehors du camouflet psychologique infligé au régime de Phnom-Penh et du renforcement de son isolement international, il se pourrait bien qu'il n'y ait pas d'autres changements politiques ou militaires majeurs. Ceux-ci ne pourraient provenir que d'une offensive décisive des maquisards contre la capitale ou de la décision des Etats-Unis d'abandonner le régime à son sort.

UN peu inquiets du vote des Nations unies, les responsables américains à Phnom-Penh n'en font pas moins preuve d'un optimisme prudent quant à la situation militaire et politique générale : *« Je suis arrivé à Phnom-Penh juste avant la fin des bombardements américains,* fait remarquer un diplomate, *alors que la presse étrangère s'apprêtait à envoyer les dernières dépêches et à prendre le dernier avion avant la chute de la ville. Eh bien ! j'ai commencé par commander huit cents cartes d'invitation. Je n'étais pas pessimiste à l'époque, pourquoi le serais-je aujourd'hui ? »* Un optimisme négatif de cette sorte s'appuie sur le fait que les prédictions alarmistes ne se sont pas réalisées (Phnom-Penh a survécu au retrait de la couverture aérienne américaine) et sur la conviction qu'avec le maintien de l'aide étrangère à son niveau actuel le régime de Lon Nol peut tenir assez longtemps pour obliger les « Khmers rouges » à rechercher un règlement politique.

Pour certains observateurs militaires occidentaux, le renforcement de l'armée du maréchal Lon Nol à la veille de l'arrêt de l'appui aérien américain (fourniture de bombardiers T-28, d'hélicoptères-canonnières AC-47 et Huey, d'obusiers lourds et de blindés M-113), ainsi que les livraisons aériennes américaines, ont certes été très importants pour la sauvegarde de Phnom-Penh, mais les maquisards — à tort ou à dessein — n'ont pas vraiment lancé de vaste offensive pour s'emparer de la capitale. Au début de l'année, une force estimée à seize mille hommes a fait mouvement vers Phnom-Penh, s'approchant jusqu'à 3 kilomètres de Pochentong, le seul aéroport de la ville. Mais, après quelques jours de bombardements, elle s'est retirée pour une raison non élucidée. En outre, les révolutionnaires n'ont fait aucune tentative sérieuse pour couper le Mékong, l'artère par laquelle s'écoulent la totalité des fournitures militaires et 80 % des fournitures civiles. *« Une application plus stricte de la « stratégie de blocage des communications »,* note un observateur, *aurait eu des effets bien plus dévastateurs que le seul fait de rapprocher des forces de Phnom-Penh ou de bombarder la ville à la roquette de façon sporadique. »* D'autres, cependant, font valoir que les lignes de ravitaillement de Phnom-Penh profitent aussi, en fait, aux maquisards, et que ceux-ci n'ont guère intérêt à les bloquer.

Que cette donnée intervienne ou non dans la stratégie des révolutionnaires, l'existence d'une corruption généralisée chez les gouvernementaux — dont les maquisards tirent parti — ne cesse de préoccuper l'ambassade américaine.

Les cas de ventes d'armes aux maquisards abondent. Pour ne mentionner que les plus récents, notons que, au début de l'année, cinq camions chargés d'obus ont disparu d'un convoi militaire ; leur cargaison devait s'abattre sur la capitale quelque temps plus tard. En août dernier, quelques heures à peine après l'arrivée au port de Phnom-Penh d'un convoi de onze barges transportant munitions et carburant, les ancres furent mystérieusement décrochées et les barges se mirent à dériver le long du Mékong. Les gouvernementaux ne purent en récupérer que huit... Les vols de carburant fourni par les Etats-Unis à l'armée khmère sont devenus si importants que l'ambassade américaine a exigé du gouvernement de Phnom-Penh qu'il rembourse 300 000 dollars en devises pour couvrir les « pertes » constatées. Les chapardages n'en continuent pas moins.

L'EXPANSION de la corruption est directement liée à l'aggravation de la situation économique, désormais quasiment catastrophique. Jadis un des premiers pays d'Asie exportateurs de riz (en 1969-1970, ses surplus exportés lui rapportaient 16,2 millions de dollars), le Cambodge doit sa survie aux fournitures de riz américain. La plupart des rizières sont sous le contrôle des forces révolutionnaires ; en raison de l'insécurité des voies de transport, une petite partie seulement du riz récolté dans la province de Battambang (en partie contrôlée par les gouvernementaux) peut être acheminée à Phnom-Penh. D'autres denrées ne parviennent dans la capitale qu'en très faibles quantités : les pénuries incitent au stockage illicite, le marché noir prospère et les prix montent en flèche.

Le rétrécissement continu de la zone gouvernementale (20 % de la superficie totale du pays) a diminué d'autant les sources de revenus du régime, tandis que l'économie de guerre et la consommation effrénée de certains privilégiés entraînaient un fort accroissement des importations. Celles-ci s'élevaient à 214 millions de dollars en 1973 — soit plus de deux fois leur niveau lors du coup d'Etat de mars 1970. Un tel afflux d'importations n'a été possible que grâce à l'assistance américaine. Depuis le début de l'année fiscale 1972, les Etats-Unis ont fourni 161,9 millions de dollars au titre du *Commodity Import Programme* et 216,4 millions de dollars au titre de la « P.L.-480 » (vente à l'étranger d'excédents agricoles américains).

En dépit de doses massives d'aide étrangère, le déficit budgétaire croissant atteint désormais des proportions alarmantes. Les dépenses prévues pour 1974 sont de 71 milliards de riels, alors que les revenus gouvernementaux se montent à peine à 22,8 millions de riels ! Bien que le Fonds de contrepartie américain ait en partie comblé la différence, le gouvernement de Phnom-Penh doit battre de plus en plus de monnaie. Au cours du premier semestre 1974, le gouvernement a imprimé pour 14 milliards de riels en papier monnaie. Il a procédé, le 19 septembre, à une forte dévaluation, alignant le taux officiel sur celui du marché noir : le cours est passé de 420 à 1 200 riels pour un dollar.

L'inflation a en effet atteint dans la République khmère les proportions de celle qui sévissait dans la Chine du Kouomintang avant la libération. Entre janvier 1972 et janvier 1974, les prix ont augmenté de 472 %, tandis que les salaires des travailleurs demeuraient pratiquement inchangés. L'index du coût de la vie des travailleurs (base 100 en 1949) est passé de 348 en mars 1970 à 5 186 en mars 1974, tandis que celui de l'élite augmentait dans la même période de 420 à 4 748. Un bol de *ca tieu* (soupe de vermicelle, qui, pour le menu peuple, tient souvent lieu de repas) coûtait 18 riels il y a un an pour 200 riels aujourd'hui. Le salaire quotidien moyen — pour qui a la chance d'avoir un emploi — était de 500 riels avant la mi-septembre. Il vient d'être sensiblement augmenté sans pourtant compenser l'inflation. S'il n'y a pas de famine au Cambodge, la sous-alimentation fait des ravages et les maladies se multiplient.

Un rapport récent préparé par des membres de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants à Washington souligne que *« l'existence du régime Lon Nol à Phnom-Penh dépend entièrement de l'assistance militaire et économique des Etats-Unis. (...) Si cette aide lui était retirée, le régime actuel tomberait et les communistes khmers pourraient bien l'emporter à brève échéance ».* Constat aggravé par le doute qu'on peut nourrir quant aux perspectives de survie à long terme du régime, même si l'aide étrangère se maintient. Le rapport présente clairement l'alternative : *« Si les Etats-Unis continuent de fournir leur aide, il n'y a pas de garantie qu'elle sera utilisée efficacement et sans corruption. En outre, l'aide américaine ne garantit nullement que la République khmère finira par l'emporter ou même continuera à survivre. D'un autre côté, le retrait de l'aide condamnerait presque certainement le présent gouvernement et pourrait conduire à une victoire rapide des communistes. »*

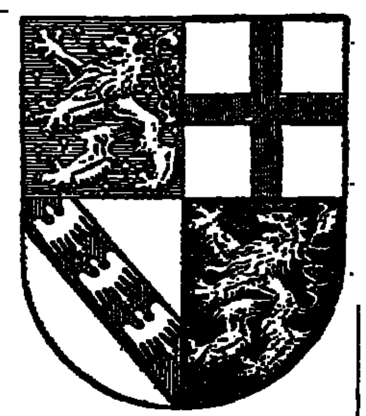
WASHINGTON craint qu'une victoire des « Khmers rouges » ne représente une *« pression supplémentaire »* sur le Vietnam du Sud et pose un *« problème de sécurité »* à la Thaïlande voisine. (De fait, à la suite d'une intensification des attaques des maquisards dans la province de Battambang, la Thaïlande a renforcé ses effectifs militaires à la frontière du Cambodge.) Puisque les Etats-Unis ne peuvent espérer vaincre le FUNK (Front uni national du Kampuchea) ni empêcher la détérioration de la situation en Indochine, la seule solution de rechange leur paraît être un gouvernement de coalition « de type laotien », où la droite pourrait contrecarrer les initiatives radicales des « Khmers rouges ».

Pour administrer cet « antidote laotien », M. Henry Kissinger a choisi comme nouvel ambassadeur à Phnom-Penh M. John Gunther Dean, qui, ancien ambassadeur au Laos, a su persuader la droite laotienne de former un gouvernement de coalition avec le Pathet-Lao. Convaincu que « l'autre côté » ne pourrait être conduit à négocier qu'après une démonstration de force, M. Kissinger aurait rejeté une proposition de l'ambassade américaine qui suggérait de prendre contact avec M. Khieu Samphan au cours de sa tournée en Europe de l'Est, en Afrique et au Proche-Orient. A l'époque, Oudong venait de tomber aux mains des maquisards et le moral des dirigeants à Phnom-Penh était au plus bas. Toutefois, depuis son arrivée, M. Dean n'a cessé de se démener pour éradiquer la corruption, superviser la stratégie militaire et obtenir d'une armée démoralisée qu'elle prenne l'initiative — ce qui lui a valu le sobriquet de « roi du Cambodge ». On estime généralement que c'est sur ses instances qu'a été lancée l'opération pour la reconquête d'Oudong ainsi que la nouvelle offre de paix faite aux « Khmers rouges ». Quelques heures après que la ville eut été reprise par l'armée gouvernementale, le maréchal Lon Nol proposait à la radio l'ouverture de négociations avec « l'autre côté ». Pour la première fois, le maréchal ne réclamait pas le *« retrait des soldats nord-vietnamiens et vietcong »* du Cambodge comme condition préalable aux entretiens. L'offre fut promptement rejetée par le GRUNC. Tout en ne désespérant pas complètement de parvenir à un règlement négocié, les Américains semblent en avoir conclu que les « Khmers rouges » ne voudront pas discuter avant le vote des Nations unies et que, même s'ils acceptaient, ils maintiendraient leur refus de discuter avec les principaux dirigeants du régime actuel.

D'autres observateurs occidentaux sont plus pessimistes. Comme le dit l'un d'eux, les calculs mêmes qui ont conduit les Etats-Unis à modifier leur attitude devraient encourager « l'autre côté » à refuser toute négociation et à continuer de se battre jusqu'à la victoire. Les maquisards n'ont pas à protéger de grandes villes ni des voies de communication vulnérables. Outre le soutien que leur apporte la Chine, ils peuvent espérer continuer d'obtenir à partir de Phnom-Penh une partie au moins du carburant, des munitions et des médicaments dont ils ont besoin. *« Je ne vois pas,* dit un diplomate, *pourquoi le FUNK négocierait aujourd'hui alors qu'il refusait de le faire sous d'intenses bombardements voici un an. Il sait que le temps joue en sa faveur ; il peut attendre que les Américains se fatiguent et que les Nations unies interviennent, tout en essayant de couper les cordons ombilicaux de Phnom-Penh et en tirant de temps en temps des roquettes sur le palais du maréchal Lon Nol. »*

*Supplément*

# LA SARRE



## Médiatrice entre Paris et Bonn

### *Une reconversion réussie*

**PRES de vingt ans après son rattachement à la République fédérale allemande, la Sarre dresse le bilan d'une après-guerre où elle a été l'enjeu de l'une des plus graves crises européennes. Le territoire, qui, en 1918, avait déjà été exigé par la France à titre de dédommagement et afin que sa production minière compense les pertes subies dans les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, allait, en effet, connaître le même sort en 1946. De même qu'en 1935 le plébiscite l'avait réincorporé à l'Allemagne alors nazie, le référendum de 1955 devait l'intégrer à un Etat, cette fois, démocratique. Mais ces luttes intérieures, ce rôle de brandon rallumant par deux fois la discorde franco-allemande, appartiennent aujourd'hui à l'histoire.**

**De ce passé mouvementé subsiste seulement la vocation particulière de la Sarre à promouvoir et favoriser sans trêve l'amitié et le rapprochement entre Bonn et Paris. Ce coin d'Allemagne où le franc français eut naguère cours légal et où nos marchandises créèrent des habitudes encore vivaces a gardé de cette expérience une ouverture et une sympathie toute spéciale pour ce qui lui vient de l'Ouest. A cet égard, la politique de M. Roeder — chef du gouvernement sarrois depuis 1959 et doyen des ministres présidents allemands — correspond à un très large consensus dans la population. Elle a aidé, notamment dans les périodes de tension entre Paris et Bonn, à désamorcer les conflits ou à hâter les retrouvailles. En conservant un statut obligatoire et privilégié à l'enseignement de la langue française, en déconfiture partout ailleurs en Allemagne, Sarrebruck montre d'ailleurs que sa francophilie ne relève pas seulement des déclarations rituelles.**

**Ecartée des grands courants d'échanges, dépourvue de bonnes liaisons par terre, fer ou eau, la Sarre a longtemps fait figure de canton éloigné sans autre perspective que la mine. Le déclin du charbon semblait la menacer gravement et, peu après le rattachement, elle passait pour la « Cendrillon » de la République fédérale. La reconversion industrielle a été activement et largement réussie depuis ces débuts difficiles. Le désenclavement, marqué surtout par la construction d'autoroutes et d'un aéroport, et que viendra consacrer en 1983 l'achèvement de la canalisation de la Sarre, a d'ores et déjà provoqué l'installation d'importantes industries, notamment dans le secteur automobile. Enfin, une politique d'information bien menée a réussi à dissiper quelque peu la « légende noire » de la Sarre, qui n'est pas le sombre terril pollué souvent associé à son nom mais un pays couvert, pour les deux tiers, de prairies et de forêts et remarquablement équipé en installations touristiques et sportives.**

**Ce créneau ouvert sur l'Allemagne est important pour la France. En 1977, l'autoroute Paris-Reims-Metz rendra Sarrebruck plus proche encore. Le goût des Sarrois pour le pays voisin — attesté aussi bien par la remarquable constance depuis six ans de l'achat de voitures françaises (43 %) que par une propension unique en Allemagne au vin rouge et au camembert — permet de penser que, plus accessible, la Sarre remplira mieux encore à l'avenir sa mission de médiation. Le Land d'Allemagne où le ministre de l'économie déclare publiquement : « les investissements français ne sont pas des investissements étrangers » voit, en effet, sa chance dans l'intensification des échanges entre les deux grands voisins. Il voudrait même harmoniser sa croissance au sein d'une coopération institutionnalisée avec la Lorraine mais se heurte, en ce domaine, au redoutable centralisme français. Du moins, la Sarre est-elle heureusement sortie de son ghetto charbonnier et de sa situation marginale afin de jouer, au fil des ans, un rôle politique et économique appréciable au cœur de l'Europe.**

**PAUL-JEAN FRANCESCHINI.**

*Contre l'enclavement géographique et le chômage structurel*

### L'économie a obtenu des succès appréciables

LE changement de la situation économique sarroise, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, tient en deux chiffres : il y a vingt-cinq ans, les industries minières et sidérurgiques représentaient 60 % du chiffre d'affaires global de l'industrie. Aujourd'hui, elles n'y interviennent plus qu'à raison de 40 %. La part la plus importante revient aux industries de transformation et de biens de consommation. « *Pour beaucoup, l'image de la Sarre, c'est un convertisseur Bessmer, l'acier, le charbon, des flammes... Cette image est dépassée* », explique dans son petit livre, *la Sarre aujourd'hui*, la Société pour le développement économique sarrois.

« *La politique économique du gouvernement du Land a tendu à mettre fin à la mono-industrie de la Sarre sans pour autant limiter en valeur absolue la production des industries minière et sidérurgique mais en attirant d'autres activités* », nous dit M. Sinnwell, jeune et nouveau ministre de l'économie. Dans le « *programme structurel* » adopté en 1969, le gouvernement sarrois a esquissé le développement à moyen et à long terme de la région. Deux idées animaient alors les responsables économiques : permettre aux mines sarroises de prendre pied dans d'autres secteurs de la production énergétique et maintenir le potentiel économique des aciéries tout en rationalisant la production lourde et en développant la spécialisation.

Dans un Land marginal par rapport aux grands pôles de croissance industrielle de la République fédérale, durement touchés par la récession de 1966-1967, il s'agissait d'éviter à court terme l'aggravation du chômage, la fermeture d'entreprises, l'exode des ouvriers qualifiés et, à moyen terme, de combattre les obstacles au développement économique de la Sarre. Le programme structurel définissait trois critères de réussite :

— Réaliser le plein emploi ;

— Réduire l'écart des revenus moyens entre la Sarre et le reste de la République fédérale ;

— Diminuer la sensibilité de l'économie sarroise aux secousses conjoncturelles.

Ces trois objectifs n'ont été atteints que partiellement. Sans doute la Sarre a-t-elle réussi sa reconversion et est-elle sortie de « *l'âge du charbon* ». Dès 1970, le secrétaire d'Etat à l'économie de Bonn félicitait le gouvernement sarrois pour ses efforts : « *En Sarre, région en plein cœur de l'Europe, mais sans moyens de communication, régnaient, jusqu'en 1967, la stagnation, l'émigration, la déception devant l'appartenance à la République fédérale d'Allemagne, nous devons le dire franchement. Puis sont arrivés les programmes conjoncturels, les nouvelles routes, la création volontaire de zones industrielles... Aujourd'hui, le développement économique est en marche, et la Sarre se trouve en tête.* »

Les résultats, c'est vrai, ne sont pas négligeables. De 1959 à 1968, cent treize entreprises seulement s'étaient installées en Sarre, mais, de 1968 à 1973, il y en eut cent trente et une, dont cent entre 1968 et 1970. Près de quarante mille emplois nouveaux, dont treize mille emplois féminins, ont été créés pour compenser les compressions de personnel dans les mines et la sidérurgie. Dans l'industrie, une entreprise sur trois, un emploi sur quatre, sont apparus après 1968. Aujourd'hui, 14 % des postes de travail dépendent directement de l'automobile. Ford occupe à Sarrelouis sept mille personnes, Kléber-Colombes est à Saint-Ingbert, Michelin à Hombourg, Peugeot à Sarrebruck...

Le programme du gouvernement prévoyait la création de quatre mille trois cents emplois de 1967 à 1980. Jusqu'à maintenant, l'objectif a été atteint et même dépassé, mais les experts ne sont pas sûrs que le rythme pourra être tenu jusqu'en 1980.

Si le produit intérieur brut reste encore inférieur à la moyenne ouest-allemande, l'écart diminue chaque année. Jusqu'en 1968, la hausse de la productivité et la croissance industrielle étaient plus faibles en Sarre que dans l'ensemble de la République fédérale ; depuis, c'est le contraire.

Autre signe de la réussite sarroise : chaque jour, treize mille à dix-sept mille Lorrains — les statistiques précises font défaut — passent la frontière pour aller travailler dans le Land. Au mois d'août dernier, alors que l'Etat fédéral et les Laender décidaient, contre l'avis de la Bavière et de la Basse-Saxe, de maintenir la Sarre dans la liste des Etats à développement privilégié, M. Friderichs, ministre fédéral de l'économie, délivrait un satisfecit à la politique économique de Sarrebruck. « *La Sarre est une des régions allemandes qui ont connu le plus de succès avec leur plan de développement.* »

L'Etat fédéral et le Land ont dépensé, depuis 1969, plusieurs centaines de millions de marks pour créer des zones industrielles, développer les infrastructures routières et ferroviaires, attirer les industriels par des subventions et des prêts à bon marché.

Cette politique se heurta cependant à de nombreuses difficultés. D'abord à la résistance, parfois passive, souvent ouverte, des vieux entrepreneurs sarrois qui ne voyaient pas d'un bon œil de nouvelles industries s'installer près d'eux et se livraient à des surenchères salariales auprès de leurs ouvriers. Ensuite, à l'enclavement de la Sarre, atténué par la construction d'une autoroute est-ouest, dont les Sarrois espèrent qu'elle sera bientôt poursuivie jusqu'à Paris, en attendant une autoroute nord-sud et la canalisation de la rivière. Au mois de mars dernier, l'Etat fédéral, la Sarre et la Rhénanie-Palatinat ont signé un accord qui prévoit le début des travaux de canalisation pour 1975 et leur achèvement pour 1983. Les deux tiers des investissements, évalués à 870 millions, mais dont on pense qu'ils atteindront allègrement le milliard de D.M., seront pris en charge par l'Etat fédéral, les Laender de Sarre et de Rhénanie-Palatinat se partageant le tiers restant, à concurrence respectivement de 80 et 20 %. Quand la Sarre sera canalisée, les péniches de 3 000 tonnes pourront aller de Sarrebruck à la Moselle puis au Rhin. Les responsables de l'économie en attendent une diminution sensible des frais de transport, qui grèvent les coûts de production de la sidérurgie sarroise.

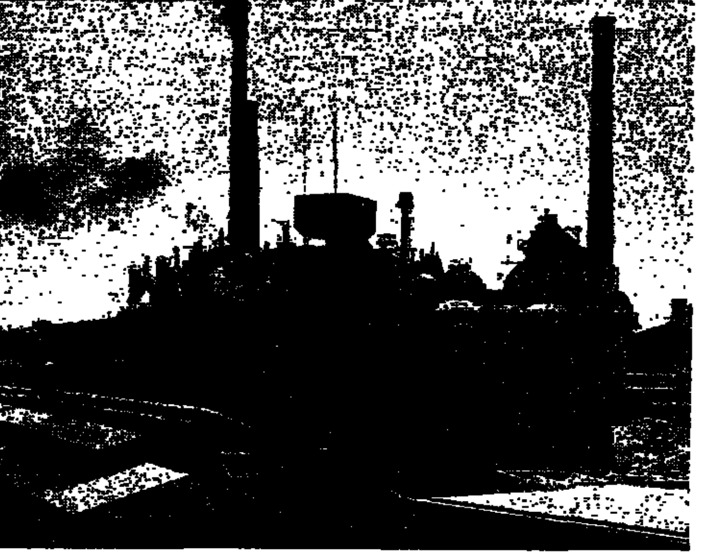
La canalisation de la Sarre serait déjà achevée si les milieux industriels n'avaient fait pression sur le gouvernement C.D.U. de Sarrebruck pour qu'il freine le projet, soupirent les sociaux-démocrates. En 1960, en effet, l'Etat fédéral semblait prêt à donner son accord, mais la chambre de commerce et d'industrie de Sarrebruck se prononçait alors pour un autre projet : le canal Sarre-Palatinat, qui aurait relié la Sarre au Rhin dans la région de Ludwigshafen. Elle voyait deux inconvénients à la canalisation de la Sarre : l'ouverture de la sidérurgie locale à la concurrence de la Ruhr et le caractère excentrique, par rapport à la rivière, des aciéries de Neunkirchen, dont le patron n'était autre que le président de la chambre de commerce et d'industrie.

La Sarre avait même obtenu des chemins de fer allemands, avec l'accord de la Commission de Bruxelles, des tarifs préférentiels dits « *tarifs comme si* »..., comme si le canal existait. Cependant, le canal Sarre-Palatinat est apparu trop coûteux et sa rentabilité douteuse. La canalisation de la Sarre va donc commencer peut-être avec quinze ans de retard. La Commission de Bruxelles a demandé aux chemins de fer de supprimer en 1979 leurs « *tarifs comme si* ». Quant aux aciéries de Neunkirchen, pour compenser leur mauvaise position géographique, elles préparent un programme de restructuration de la fabrication pour se diriger vers des produits plus élaborés.

Un des premiers objectifs du plan structurel du gouvernement sera aussi d'assurer le plein emploi. On en est loin. Le taux de chômage atteint en Sarre 3,7 % alors qu'il est « *seulement* » de 2,1 % dans l'ensemble de la République fédérale. Encore la proportion atteint-elle 5.1 % dans la région de Neunkirchen. Les femmes, d'une part, le secteur tertiaire, d'autre part, sont les plus touchés. Les Sarrois commencent à se demander, au moment où l'automobile est en crise, si cette industrie n'a pas pris, directement ou indirectement, une place trop grande dans leur économie. Les personnes ayant une formation secondaire ou supérieure trouvent difficilement du travail, aussi quittent-elles la Sarre, dont la population diminue régulièrement chaque année de quelque cinq mille unités.

DANIEL VERNET.

*(Lire la suite page 16.)*



**Aciérie à Neunkirchen.**

*Mettre fin à la mono-industrie, sans pour autant limiter la production sidérurgique et minière.*

*Jusqu'à la réconciliation franco-allemande*

### UN SOUS-SOL DISPUTÉ

ENTRE Rhin et Moselle, coupée de vallées aux forêts épaisses, la Sarre était, au temps lointain des origines, un peu à l'écart des grands courants d'échange. Pourtant, déjà, sa prospérité s'appuyait sur le charbon. Il s'agissait, bien entendu d'un charbon de bois de haute qualité, obtenu par la semi-combustion des essences nobles et qui alimentait, dès le Moyen Age, une active métallurgie locale. Politiquement, la région relevait de deux suzerains, l'un religieux, l'évêque de Metz, et l'autre laïque, le comte du Bas-Saargau, avec toutes les luttes et conflits qu'impliquait cette double allégeance. Sarrebruck s'enrichit, construit au seizième siècle un nouveau pont sur la Sarre et continue à exploiter le bois des zones forestières pour la verrerie, la faïencerie et la métallurgie. Les premières manufactures — au-delà du simple atelier familial — fonderont très tôt les fortunes bourgeoises. Sarrelouis, fortifié par Vauban pour le compte du Roi-Soleil, marque une orientation guerrière étrangère. C'est vers l'industrialisation, et non vers un destin de place forte ou de champ de bataille franco-allemand, que se hâte la Sarre. Son rôle de pomme de discorde naîtra d'ailleurs de cette prospérité.

Dans le chemin qui va du charbon de bois à la houille, c'est à partir de 1815 que l'étape capitale est franchie sous l'impulsion des hommes d'Etat prussiens qui installent les maîtres de forges du dix-neuvième siècle et industrialisent activement le pays. En 1856, un complexe important est fondé à Sarrebruck. Dix ans plus tard, le lit de la Sarre est aménagé et la capitale devient un port fluvial lié au canal de la Marne au Rhin.

En 1909, Sarrebruck - Saint Johannes (les deux villes s'étaient jointes dès 1321) est grossi de Mallstadt et Busbach pour former une seule et considérable agglomération industrielle. Le premier conflit mondial épargne la Sarre et, contrairement à celles du Nord et du Pas-de-Calais, ses houillères sont intactes le 11 novembre 1918.

MARC E. RICARD.

*(Lire la suite page 16.)*



## ÉCONOMIE

# Des succès appréciables

(Suite de la page 15)

Les sociétés ont implanté essentiellement des usines de fabrication, mais peu de bureaux ou de centres de recherches. Les sièges sociaux sont restés ailleurs, en Allemagne ou à l'étranger. Sur les sept mille employés de Ford à Sarrelouis, huit cents appartiennent au secteur tertiaire. A Cologne, où se trouve le siège de Ford-Allemagne, sur vingt-six mille employés, plus de six mille trois cents sont des tertiaires. Le gouvernement de Sarrebruck essaie bien d'attirer des entreprises offrant des postes pour ouvriers spécialisés, ainsi que des instituts de recherche publics ou privés, mais jusqu'à maintenant ses efforts n'ont pas connu de grands succès.

### Une population déclinante

DANS l'ensemble, d'ailleurs, le rythme des installations industrielles a sensiblement baissé au cours des deux dernières années. La chambre du travail de Sarre craint qu'il ne manque soixante-cinq mille emplois en 1985 « *si la politique structurelle demeure toujours aussi modeste* ». Sans partager totalement ces inquiétudes, le gouvernement explique le ralentissement des implantations : la Sarre était autrefois bien placée pour les entreprises allemandes ou étrangères, mais les étrangers n'ont plus beaucoup d'intérêt à investir en R.F.A. ; quant aux sociétés allemandes, elles recherchent les coûts de production plus avantageux, notamment des salaires plus bas, et elles préfèrent s'installer de l'autre côté de la frontière. En outre, les lois sur la protection de l'environnement sont plus sévères en Allemagne de l'Ouest qu'en France par exemple, et une attitude parfois hostile à l'industrie, de la part des citoyens, a réduit la liberté de manœuvre des collectivités locales. Enfin, le « *programme de stabilité* » du gouvernement de Bonn, en réduisant les crédits et en fixant les investissements, n'a pas contribué à améliorer la situation de la Sarre. Le ministre de l'économie n'exclut pas « *le danger que les succès obtenus dans le passé par la politique structurelle régionale soient remis en cause par la politique conjoncturelle du gouvernement de Bonn* ».

« *Notre souci numéro 1*, nous a déclaré M. Sinnwell, *c'est le secteur minier*. » Selon le plan énergétique fédéral adopté en septembre 1973, la production sarroise de charbon, qui est actuellement légèrement supérieure à 9 millions de tonnes, serait de huit millions en 1980, mais, en raison de la crise de l'énergie, cette hypothèse devrait être révisée en hausse. Les mines sarroises, qui appartiennent pour 76 % à l'Etat fédéral et pour 24 % au Land de Sarre, développent d'autre part la recherche pour la production de gaz à partir du charbon ou éventuellement l'emploi d'un procédé faisant appel à l'énergie nucléaire. Une coopération dans ce domaine avec les Houillères du bassin lorrain n'est pas exclue.

L'approvisionnement en gaz naturel de la Sarre sera assuré à l'avenir par l'accord en préparation entre un consortium de sept sociétés européennes (dont Saar Ferngas) et la société nationale algérienne Sonatrach qui devrait livrer 15.5 milliards de mètres cubes par an à partir de 1978.

La Sarre se sent, de par son histoire et sa position géographique, une vocation européenne. Elle sait qu'elle reste marginale par rapport à la République fédérale, mais qu'elle pourrait se trouver au centre de l'Europe à condition de coopérer avec ses voisins immédiats, le Luxembourg et la Lorraine. Cependant, malgré l'importance des échanges économiques, des mouvements de travailleurs, cette coopération est au point mort. Sans doute arrive-t-on à s'entendre sur des projets ponctuels d'importance moyenne. Mais le poids du centralisme parisien, l'absence de véritables interlocuteurs au niveau de la région française, la méfiance aussi des Lorrains envers des voisins qui ont mieux réussi qu'eux leur reconversion industrielle, rend malaisée toute véritable coopération économique. Les Sarrois déclarent avec conviction que leur avenir dépend d'un développement économique harmonieux et équilibré d'une grande région Sarre-Lorraine-Luxembourg, mais c'est une idée sur laquelle on peut fonder un espoir, pas encore vraiment une politique.

DANIEL VERNET.

### Rendre les frontières perméables

**Fondé le 17 octobre 1971, l'Institut pour la coopération inter-régionale (IRI) qui dépend de l'académie européenne d'Otzenhausen, est une institution privée qui se propose de « favoriser directement, et en accord avec la communauté européenne, la coopération entre les gouvernements, en vue de rendre les frontières de plus en plus perméables ». Pour atteindre ce but, l'institut prépare des propositions concernant un programme d'aménagement régional ou un système d'instruction bilingue par exemple, qu'il transmet à la commission régionale SAR-LOR-LUX, composée de représentants de la Lorraine, du Grand-Duché et des Laender de Sarre et de Rhénanie-Palatinat.**

**A court terme, l'IRI veut éveiller l'intérêt des responsables politiques pour la région SAR-LOR-LUX et, d'une façon plus générale, pour les territoires frontaliers et, à plus long terme, il veut préparer une étude sur les possibilités d'aménagement inter-régional du territoire.**

## HISTOIRE

# UN SOUS-SOL DISPUTÉ

(Suite de la page 15)

C'est pourquoi Clemenceau les exige en « *compensation* », reprenant le vieux projet des rois de France sur la rive gauche du Rhin et suscitant l'hostilité d'un président Wilson qui s'accroche à ses « *quatorze points* ». Les articles 45-50 du traité de Versailles portent : « *En compensation des dommages causés aux houillères de France entre 1914 et 1918, les mines de charbon de la Sarre sont attribuées à la France pour une exploitation de quinze ans. La S.D.N. assurera le contrôle de ces opérations.* » Une assemblée élue par les Sarrois, demeurant d'ailleurs citoyens allemands et partagés entre Rhénanie et Palatinat, doit compléter ce régime qui, avec diverses vicissitudes, se maintiendra jusqu'au référendum de 1935. En 1926, à Thoiry, Stresemann avait tenté en vain de négocier le rachat des charbonnages.

Au « *plébiscite* » du 13 janvier 1935, 477 109 voix se prononcent pour le rattachement à l'Allemagne, 46 513 pour le maintien du *statu quo* et 2 124 seulement pour la France. La S.D.N. a contrôlé la régularité du scrutin et, quelles que soient les pressions nazies, son résultat écrasant montre (on aurait dû s'en souvenir) que les Sarrois sont d'abord des Allemands. Le Reich rachète les charbonnages. Il incorpore les « *rédimés* » dans un « *Gau Saar Pfalz* » (Sarre-Palatinat) qui deviendra ensuite le « *Gau Westmark* » et sera gouverné, entre 1940 et 1944, par un Gauleiter ayant aussi autorité sur la Lorraine.

Après l'effondrement hitlérien, le territoire de la Sarre — moins ravagée que beaucoup d'autres régions allemandes — est accru le 12 février 1946 de cent quarante-deux communes et coupé par une frontière douanière du reste de la « *zone française d'occupation* ». Des partis sont formés, mais ils doivent s'engager à militer pour le rattachement économique de la Sarre à la France. Des élections ont lieu le 5 octobre 1947 et le nouveau « *Landtag* » de cinquante membres, où le parti chrétien (C.V.P.) a la majorité, adopte une constitution dont l'article 60 porte : « *La Sarre est un pays autonome où règne l'ordre démocratique et social et qui est économiquement rattaché à la France.* » Selon le préambule : « *La défense du pays et la représentation des intérêts sarrois à l'étranger sont assurés par la République française, les lois monétaires et douanières françaises sont appliquées...* » M. Johannes Hoffmann, « européen » convaincu et tenant d'une réelle autonomie politique et de l'union économique avec Paris, dirige le gouvernement.

### Le refus du "statut européen"

LE haut commissaire de France, Gilbert Grandval, prend ses fonctions le 14 janvier 1948. Quatre ans plus tard, il deviendra ambassadeur en Sarre, et le gouvernement de Sarrebruck, « *autonome* », installera alors une mission à Paris. Les autorités exigent, avant la formation de tout parti, une déclaration d'allégeance à la Constitution, ce qui fait que trois nouvelles formations favorables au rattachement à l'Allemagne, sont interdites. Pourtant, déjà, les élections de 1952 marquent un recul de la position de M. Hoffmann qui, l'année suivante, propose — après un membre de l'U.E.O. — un « *plan d'européisation de la Sarre* » afin de faire du pays le siège de la Communauté du charbon et de l'acier. Après l'échec de la C.E.D., qui sonne le glas de ce type de solution, MM. Mendès France et Adenauer signent, le 23 octobre 1954, un accord sur le statut de la Sarre qui, comme le dit le chancelier allemand dans le débat de ratification, a pour but « *d'éloigner MM. Grandval et Hoffmann* » dans l'espoir de voir « *le peuple sarrois faire bon usage des libertés qui lui sont conférées. Car, enfin, ce sont des Allemands...* ». Au même moment, Robert Schumann affirme à l'Assemblée nationale « *en homme qui connaît mieux que tout autre le problème* », que « *si l'Europe ne devient pas vite une vivante réalité, le statut ne subsistera pas...* ».

Le référendum, décidé par le conseil des ministres de l'Union de l'Europe occidentale, confirmera ce pronostic. Trois nouveaux partis — réunis en ligue patriotique — font campagne pour le retour à l'Allemagne, et donc le *non* au statut proposé. Le Dr Ney mène la C.D.U. qui va désormais diriger le pays. Le 23 octobre 1955, 67.71 % des électeurs se prononcent pour le *non* et le statut n'obtient que 32.29 % des suffrages. Succédant, après un gouvernement de transition, à M. Hoffmann désavoué, M. Ney devient ministre-président. Le 1er janvier 1957, la Sarre est l'un des Laender allemands. Le 6 juillet 1959, la frontière douanière est enfin levée et le mark réintroduit. Le dissentiment réglé, la Sarre s'emploie à être un trait d'union entre les deux pays qui se sont disputé ses mines.

MAX R. RICARD.

# Franz Joseph Roeder

## mieux qu'une "carrière à Bonn"

*QUAND on lui parle d'une « carrière à Bonn », Franz Josef Roeder, ministre-président inamovible du Land de Sarre, cache mal un geste de refus qui n'est guère flatteur pour la chancellerie et les ministères fédéraux.* « Mon travail est ici, *assure-t-il,* je n'ai jamais envisagé une seconde de passer à ce que certains appellent à tort le plan supérieur... » *Aucun homme politique allemand n'a d'ailleurs réussi à se maintenir aussi longtemps au pouvoir que cet ancien principal de collège aux allures bourgeoises et bonhommes, dont l'affabilité et la rondeur dissimulent une autorité parfois tyrannique au dire de ses adversaires.*

*Le* 30 *avril* 1959 *M. Roeder a accédé pour la première fois au poste de ministre-président, après la mort de M. Egon Reinert. Il était alors chef de la C.D.U. sarroise. En quinze ans, il a gagné trois élections provinciales et formé quatre cabinets, sans tenir compte des nombreux remaniements. Présent à toutes les fêtes et cérémonies, souriant chaque jour dans les colonnes de la* Saarbrücker-Zeitung, *l'important journal local d'ailleurs bien disposé à son égard, le chef du gouvernement sarrois fait figure de dirigeant incontesté au sein de l'Union chrétienne-démocrate.*

*C'est en* 1955, *au moment même où M. Johannes Hoffmann perdait la bataille engagée pour un statut européen de la Sarre, que Franz Josef Roeder aborda la carrière politique. Les élections du* 18 *décembre, qui suivirent la victoire au référendum des partisans du retour à l'Allemagne, assurèrent un mandat au Landtag à l'enseignant de Dillingen, né en* 1909 *à Merzig. Le* 1er *janvier* 1957, *lors de l'incorporation du nouveau Land à la République fédérale, il devenait de droit membre du Bundestag de Bonn jusqu'à la fin de septembre. Ce court passage dans ce qui était alors le* « village-capitale » *de la R.F.A. semble l'avoir à jamais détourné des ambitions nationales et convaincu que mieux valait être le premier à Sarrebruck que le second à Bonn.*

*D'abord ministre des affaires culturelles* (Kultusminister) *en raison de sa profession, il ne voulut pas, lorsqu'il prit en charge le gouvernement, quitter ce poste de prédilection et il n'y renonça que le* 18 *juillet* 1965. *De même, ce coureur au long stade de la vie politique allemande resta à la tête de son parti de* 1959 *au* 10 *mars* 1973, *date à laquelle, de son propre gré, il confia cette tâche à son adjoint et dauphin, M. Werner Scherer.*

*M. Roeder, qui parle un français aisé, a constamment insisté sur le rôle de médiation assigné à la Sarre dans les rapports franco-allemands. A cet égard, le dirigeant du seul Land où le français soit obligatoire dans le primaire et le secondaire s'est valu des sympathies à Paris où il a été reçu, en janvier* 1974, *avec des honneurs peu communs pour un chef de gouvernement provincial. Très sensible à ces prévenances, Franz Josef Roeder a montré un goût pour les déplacements et les contacts extérieurs que n'ont jamais lassé de très nombreux voyages dans le monde entier. Amoureux du pouvoir, il ne lâchera pas volontiers les rênes et n'est, en fait, incité à la retraite que par le souci de terminer sa longue carrière par une belle sortie et non sur un revers électoral.*

P.-J. F.

# POLITIQUE



# Un Land marié avec la C.D.U.

« *CE gouvernement n'est pas mauvais.* » Le jugement ne vient pas d'un partisan convaincu de la démocratie chrétienne au pouvoir en Sarre depuis que le pays a rejoint la République fédérale, le 1er janvier 1957. C'est l'avis d'un dirigeant du parti libéral qui s'apprête à combattre, aux prochaines élections régionales prévues pour le printemps 1975, le gouvernement sortant et qui a décidé, si le sort des urnes lui est favorable, de former une coalition avec le parti social-démocrate.

M. Franz Josef Roeder, qui dirige le Land depuis plus de quinze ans, est le plus ancien ministre-président en activité en République fédérale. Sa silhouette de « *Landesvater* » (père du pays) le place au-dessus de la politique sarroise. Toutefois, même parmi ses amis, on reconnaît qu'il n'accomplit plus « *un travail considérable* » et qu'il se repose beaucoup sur ses ministres, notamment sur M. Scherer, ministre des affaires culturelles et président régional de la démocratie chrétienne (C.D.U.), qui est appelé à lui succéder à la tête du Land, d'ici quelques années. Sa popularité restant grande, il sera encore, l'année prochaine, la « *locomotive électorale* » de son parti.

Dans la social-démocratie, dont l'équipe dirigeante est très jeune — son président, M. Laepple, a moins de quarante ans, — on sourit de cette image de « *bon père de famille* », attachée à M. Roeder. Pour se donner du courage en vue des prochaines épreuves électorales, on explique que le charme, s'il a parfois joué, est aujourd'hui rompu. Le S.P.D. met surtout en cause la politique économique du gouvernement Roeder qui aurait pris, au moment critique pour le développement de la Sarre, des décisions erronées. Il reproche à la démocratie-chrétienne ses liens trop étroits avec la grande industrie sarroise, qui a freiné, autant qu'elle l'a pu, l'implantation de nouvelles entreprises par peur d'une concurrence sur les salaires, et qui a retardé, dans les années 60, la canalisation de la Sarre par crainte de la concurrence de la sidérurgie de la Ruhr. Il regrette également que le gouvernement du Land ne soit pas intervenu efficacement dans la politique d'éducation et de santé, s'en remettant trop souvent à l'initiative privée.

Les critiques des libéraux sont plus nuancées. Elles portent sur l'identification du parti chrétien-démocrate avec l'Etat sarrois, la gestion routinière des affaires publiques, les lenteurs de l'administration.

« *La démocratie chrétienne est mariée avec la Sarre* », nous dit le secrétaire général de la C.D.U. Il pense que l'union tiendra « *de justesse* », encore au-delà de 1975. « *Le gouvernement a travaillé parfaitement et efficacement* », ajoute-t-il, pour étayer son pronostic.

En 1972, lors des élections au Bundestag, la C.D.U. a pourtant senti le vent du boulet. Elle n'a obtenu en Sarre que 43,4 % des voix, contre 47,9 au S.P.D., qui devenait ainsi, pour la première fois, le parti le plus important du Land. Deux ans plus tard, des élections communales ont rassuré la démocratie chrétienne, la social-démocratie perdant 10 % des voix par rapport à son score de 1972. Mais la C.D.U. n'a pas pris l'avertissement à la légère. Aux élections législatives, elle avait perdu beaucoup de suffrages parmi les femmes, les jeunes et les ouvriers. Elle va s'efforcer de les rattraper, mais elle ne peut plus compter sur le même appui qu'autrefois de la part de l'Eglise catholique, dont l'influence diminue.

Aux élections régionales de 1975, la C.D.U. présentera une équipe rajeunie, mais toujours dirigée par le vétéran Franz Josef Roeder. Au début de l'année, le cabinet a été remanié de fond en comble et la Sarre n'est pas peu fière d'avoir, avec Mme Waschbüsch, chargée de la famille, de la santé et des affaires sociales, le plus jeune ministre de la République fédérale. De nouveaux visages et un nouveau programme devraient permettre à la démocratie chrétienne de ne pas être dépouillée du pouvoir, pense-t-on à la direction du parti. Mais tous les responsables politiques sarrois sont au moins d'accord sur un point : le résultat des élections régionales dépendra plus de la situation politique nationale que des problèmes spécifiques au Land.

D. V.

Autoroute
Autoroute en construction ou en projet
Voie rapide à chaussées séparées
Route importante

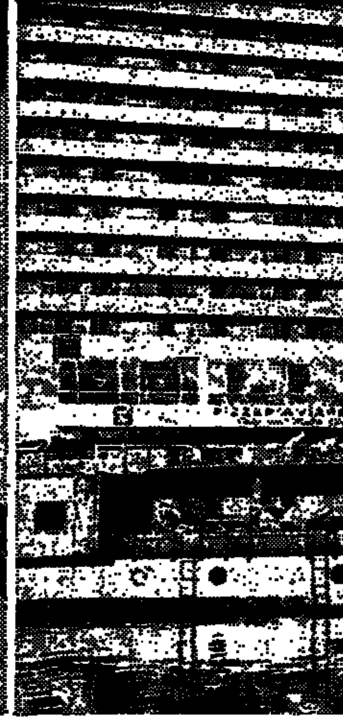
TRÈVES — 0 5 10 Kilomètres — Kusel — LUXEMBOURG — RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE — S A R R E — Merzig — Sierck-les-Bains — FRANCE — SARRELOUIS — NEUNKIRCHEN — ST INGBERT — SARREBRUCK — ZWEIBRÜCKEN — FORBACH — FREYMING-MERLEBACH — ST AVOLD — SARREGUEMINES — Carling

Extraction de la houille
Sidérurgie
Laminoirs, fonderies
Constructions mécaniques
Industrie automobile
Industrie textile
Industrie chimique
Industrie du verre
Industrie électrique
Scieries, transformation du bois
Industrie alimentaire et agricole













## VIE CULTURELLE

# Deux théâtres
# Deux orchestres symphoniques

ON ignore généralement à l'étranger la multiplicité et la qualité des manifestations qui marquent la vie culturelle sarroise. Les princes de Nassau-Sarrebruck, il y a deux siècles déjà, avaient, par leur goût du théâtre, créé une tradition qui s'est maintenue en passant de la noblesse de cour à la bourgeoisie d'industrie. Le théâtre municipal de Sarrebruck, très réputé aux alentours de 1925 dans toute l'Allemagne, est devenu en 1970 le « *Saarländisches Staatstheater* », accédant ainsi à la dignité de scène d'Etat. Son intendant général, M. Hermann Wedekind, un passionné d'opéra, a fait en sorte que Sarrebruck puisse voir dans ce domaine, avec d'excellentes distributions, des œuvres contemporaines ou anciennes rarement données ailleurs. En outre, il a noué des liens avec l'opéra de Tiflis, en Georgie, et ces échanges ont même conduit au jumelage des deux villes. Des œuvres présentées à Tiflis sont souvent reprises à Sarrebruck, et une collaboration analogue s'établit actuellement avec l'Opéra d'Etat de Bucarest.

Le *Saarländisches Staatstheater* organise des festivals et des semaines consacrés au répertoire étranger. Il ne limite pas sa vocation à l'opéra proprement dit, mais il donne l'hospitalité à tout ce qui est spectacle : aussi bien à l'opérette qu'au *show* musical ou au ballet. Dans le même bâtiment, un petit théâtre, la *Kammerspielbühne*, est le lieu d'élection des pièces modernes. Sarrebruck dispose en outre d'un second théâtre, le *Saarländisches Landestheater*, qui fait de fréquentes tournées sur toutes les scènes de la Sarre.

Les autres activités culturelles tiennent, pour une part, à la présence et à l'impulsion de l'université, avec des conférences ou soirées musicales. Un cinéma de la ville, le *Camera* s'est spécialisé dans les films d'art. Les concerts sont fréquents et d'excellente qualité dans une cité qui dispose de deux grands orchestres symphoniques en constante compétition et d'un conservatoire, la *Staatliche Musikhochschule*. Pour les amateurs d'arts plastiques, la *Moderne Galerie*, agréablement installée dans un parc au bord de la Sarre, et dirigée par Rudolf Bornschein, présente des collections permettant, de Courbet à Beckmann, de saisir l'évolution de la peinture contemporaine. Ce musée s'offre d'ailleurs le luxe de prêter souvent des œuvres pour de grandes expositions en Europe et en Amérique. Enfin la ville dispose d'un musée de préhistoire de très bon niveau. Si l'on précise que Sarrebruck n'est pas la Sarre et que ce petit pays, hors la capitale, n'a rien d'un désert culturel, on prend mieux conscience des ressources d'une région surtout connue à l'extérieur pour d'autres atouts.

DORIS SECK.

# Une université qui conserve des "filières françaises"

*EN 1773, le secrétaire de légation saxon Johann Christoph Gritsch proposa au prince Louis de Nassau Saarbrücken de créer une « académie noble ». Les programmes furent mis au point mais le projet n'eut pas de suite. Gritsch quitta Sarrebruck en laissant, outre des dettes, l'idée d'un établissement d'enseignement supérieur.*

*Deux cents ans plus tard, le président de l'université de la Sarre, M. Hans Faillard, accueillait des hôtes du monde entier pour fêter le vingt-cinquième anniversaire de l'institution.*

Fondé en janvier 1947, l' « **Institut d'études supérieures de l'université de Nancy en territoire sarrois** » devait préluder à un « **centre universitaire en Sarre** » qui fut inauguré à son tour en mars 1947, en présence de nombreuses personnalités. Il devait, aux termes des textes présidant à sa création, être le lieu où « **naîtraient des liens culturels plus étroits entre la France et la Sarre, conformes aux données de l'histoire et de la géographie, et but essentiel de notre commune politique** ». Les diverses facultés vinrent s'y adjoindre et le nombre des étudiants atteignit quatre cents. L'hôpital de Hombourg se révélant trop petit, on découvrit une caserne inoccupée à 6 km seulement du centre de Sarrebruck. Seuls les étudiants en médecine restèrent à Hombourg. La création d'une véritable université fut décidée dans un accord signé par M. Georges Bidault, alors ministre des affaires étrangères, et M. Johannes Hoffmann, ministre-président.

Aujourd'hui, groupés autour du vieux casernement que complètent des constructions ultra-modernes, les étudiants sont plus de dix mille. Le gouvernement sarrois accorde un soutien important à l'établissement. Après le rattachement à l'Allemagne, l'une des premières décisions du nouveau Land portait sur l'université. Il devait d'ailleurs se heurter à des limites financières puisque l'établissement offre plus de places qu'il n'existe d'étudiants sarrois, l'aide calculée au prorata des habitants étant la plus élevée d'Allemagne. La loi créant l'université lui faisait un devoir d' « **œuvrer pour la pensée européenne et l'amitié franco-allemande.** ». En 1948, le traité franco-sarrois voulait qu'elle devînt un « **pont entre la France et l'Allemagne** ».

Sans être proprement « européenne », l'université de Sarrebruck a un intérêt particulier pour l'Europe et des relations étroites avec la France. Près de la moitié des étudiants étrangers — 10 % des effectifs — sont français. La faculté de droit offre les deux premières années de licence qui, reconnues en France, permettent d'y passer en troisième année. Chez les germanistes, c'est le le contraire, et un détenteur du DUEL peut faire une licence d'allemand à Sarrebruck, puis une maîtrise. L'institut d'interprètes a une section française. Les contacts sont fréquents, et les historiens de l'université de Metz organisent des séminaires avec leurs collègues de Sarrebruck.

De même l'institut de romanistique collabore avec le Centre d'études des dix-septième et dix-huitième siècles de Paris pour mener des recherches sur la correspondance littéraire, et un colloque s'est tenu en février dernier à ce propos.

Lorsqu'il était encore ambassadeur à Bonn, M. Sauvagnargues avait déclaré, lors des fêtes anniversaires de l'université : « **C'est en grande part un mérite du gouvernement sarrois et de l'université d'avoir permis de faire ici de la politique au sens le plus vaste et le plus noble, en donnant vie à des institutions qui devaient faire prospérer la volonté de coopération entre nos deux pays.** »

HELMUT K. MACHER.

# LA SAARLAENDISCHER RUNDFUNK

## *Une station ultra-moderne coopérant activement avec l'O.R.T.F.*

LA Sarre, après son rattachement à la République fédérale allemande, a pu se féliciter d'avoir trouvé dans la Saarlaendischer Rundfunk (Radiodiffusion-Télévision sarroise), un instrument qui diffuse quotidiennement son nom bien au-delà de ses étroites frontières, facilitant ainsi son intégration dans le cadre germanique et soulignant constamment son rôle dans la vie européenne. Sur le plan de la dimension, bien que la station de Sarrebruck se présente comme la plus petite après celle de la ville libre de Brême, elle respecte le dicton allemand « Klein aber fein » (petit mais fin) et se tient à l'avant-garde dans le domaine radiophonique, où prévaut, en R.F.A., le pluralisme régional. Son succès s'explique en effet surtout par l'autonomie dont jouit chaque station. En jouant pleinement cette carte, la Saarlaendischer Rundfunk a gagné la partie.

La base démocratique de son statut lui permet d'échapper à toute emprise étatique et gouvernementale, ainsi qu'à une influence excessive des intérêts commerciaux. La station de Sarrebruck participe à l'organisation interrégionale de l'A.R.D., dont les structures sont légères. C'est dans ce cadre que M. Franz Mai, « intendant » et directeur général de Radio-Sarrebruck depuis 1958 et doyen dans ces fonctions en Allemagne, a jeté les bases d'une réalisation remarquable des programmes.

Pendant quarante ans, la station installée en Sarre, qui fut le Reichssender Saarbruecken puis Radio-Sarrebruck (1946-1957), a été éparpillée dans des studios et bureaux de rédaction modestes en divers endroits de la ville. Sur la colline boisée du Halberg, elle occupe désormais une Maison de la radio qui compte parmi les plus modernes d'Europe, avec un aménagement technique exemplaire. Les bâtiments, sur 180 000 mètres carrés, comprennent un ensemble de sept studios (radio : 1 009 mètres carrés, et télévision : 1 346 mètres carrés) pour les programmes musicaux, les jeux dramatiques et les variétés, dont une salle de concert pour quatre cents auditeurs. S'y ajoutent de petits studios, bureaux de rédaction et une importante collection d'enregistrements et de disques. Associée au château Halberg, la Maison de la radio constitue un lieu idéal où se rencontrent artistes, journalistes, hommes politiques, diplomates, savants et hommes d'affaires de différents pays européens.

Les programmes de Radio-Sarrebruck bénéficient d'un excellent équipement de diffusion : un émetteur onde moyenne de 1 200 kilowatts de fabrication française, trois émetteurs en modulation de fréquence de 100 kilowatts d'une qualité stéréophonique remarquable. Un émetteur de télévision puissant couvre la Sarre et une bonne partie de l'est de la France et du Luxembourg. Cet équipement technique est déjà le premier pas vers la réussite des programmes, qui se distinguent par leur conception originale.

### La semaine culturelle française

LE programme favori de la station est l' « Europawelle Saar ». Il fut introduit par M. Mai en 1964 sous les protestations des autres stations allemandes, qui l'ont entre-temps adopté. Sa formule : informer et distraire en se souvenant des débuts de la radio et en se servant des moyens techniques actuels. En modulation de fréquence, les émissions culturelles et musicales prédominent, avec cette particularité qu'en semaine le programme France-Musique de l'O.R.T.F. est relayé de 10 h à 12 h par Radio-Sarrebruck. Cela signifie que ces émissions peuvent être suivies en général par des mélomanes habitant Francfort ou Heidelberg.

Pour les programmes télévisés, la S.R. sert également de relais entre la France et les chaines allemandes. On lui doit la retransmission annuelle du gala de l'Union des artistes à Paris, qui est suivie par des millions de téléspectateurs allemands.

Les jeux dramatiques d'auteurs français sont une règle. Téléfilm Saar, société productrice de la Saarlaendischer Rundfunk, a créé des pièces d'Anouilh, Claudel, Deval, Paillard et J.-C. Carrière. Il faut également citer le documentaire « la Côte d'acier », une étude de l'implantation industrielle dans le Midi. Dans ses reportages régionaux, la télévision sarroise suit avec attention la vie économique, sociale et culturelle dans les départements mosellans. Ses orchestres, sous la direction de Hans Zender, y donnent fréquemment des concerts.

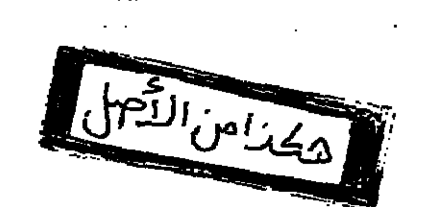
La France et les questions françaises tiennent une place de première importance dans les programmes venant de Sarrebruck. Mais il y a plus encore. Dans le cadre du traité franco-allemand de janvier 1963, l'étroite coopération entre l'O.R.T.F. et A.R.D./Z.D.F. porte les premiers fruits. Là encore, la Saarlaendischer Rundfunk joue le rôle de cheville ouvrière. M. Mai, président de la délégation allemande pour la collaboration radiophonique, a préconisé en 1965 les jumelages entre stations allemandes et directions régionales de l'O.R.T.F. qui réalisent en commun des émissions de toutes sortes. La publication d'un « Dictionnaire professionnel de la radiodiffusion et de la télévision » est également due à à cette initiative.

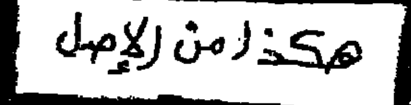
En automne de chaque année, le consul général de France à Sarrebruck, M. de Latour, et M. Mai organisent, avec leurs collaborateurs, une semaine culturelle française en Sarre. Au centre du programme des multiples manifestations et émissions se trouve une région de la France qui est présentée au public allemand sous ses différents aspects : économique, culturel et surtout touristique. Après la Provence, la Bretagne et la Bourgogne, la Champagne est cette année à l'ordre du jour. La Saarlaendischer Rundfunk s'avère donc non seulement comme un moyen d'information franco-allemand mais aussi comme un lien de rencontre des deux pays amis. A Sarrebruck, cependant, on suit avec beaucoup d'intérêt et avec quelques soucis le déroulement de la réorganisation de l'O.R.T.F., et on se demande quel sera le futur interlocuteur avec qui continuer la coopération franco-allemande dans le domaine radiophonique.

KLAUS ALTMEYER.













## TOURISME

# Plus de verdure que de poussier

LA Sarre souffre encore de son « **image de marque** » de sombre cokerie de l'Europe alors que, sur le plan touristique, *elle mérite beaucoup mieux* que cette réputation. Outre les charmes des villes — et un équipement culturel souvent remarquable — c'est en effet un vieux pays où la forêt n'a pas disparu. L'*image de la boucle de la Sarre à Mettlach, couverte d'une épaisse végétation,* évoque encore l'époque où l'industrie n'avait pas mordu sur un territoire boisé.

Près de la capitale, la Warndt, massif forestier qui débouche sur Forbach et la Lorraine, offre ses fourrés et ses étangs à Saint-Nikolaus et Lauterbach. Toujours à la frontière française, un projet commun franco-allemand, qui s'étend sur 110 hectares, a été décidé le 24 mai 1971 par la commission *gouvernementale* commune afin de disposer, à Bisten-Merten, d'un grand centre de loisirs et activités sportives et nautiques. *La* Sarre et le département de *la* Moselle participent à l'opération, qui devrait coûter environ 11,05 millions de DM, *et comporte l'installation* d'hôtels, restaurants, piscines couvertes et découvertes, salles de jeux et de sports, ainsi que d'un centre hippique, d'un minigolf et de courts de tennis. Français et Allemands paieront, par moitié, des frais qui, aux yeux des responsables *sarrois*, n'ont rien d'excessif « **étant donnée la nécessité de créer un centre d'attraction complétant les mesures d'industrialisation intensive prises des deux côtés et en supprimant l'éventuelle nocivité** ». Les installations de Bisten-Merten seront ultra-modernes et comporteront deux lacs distincts, dont l'un, au sud, aura 1 500 m de longueur, et le lac nord 1 100 m. Une station d'épuration des eaux accroît sensiblement le coût de ce projet.

*Le tourisme sarrois, tirant argument de ce que les Allemands disposeront en 1980 d'un temps de loisir accru de 9 %, met l'accent* sur les « **vacances sociales** » et se propose d'attirer trois catégories de visiteurs : « **ceux qui, pour diverses raisons, prennent leur congé en République fédérale, ceux qui, outre leur période principale de vacances, cherchent une résidence pour un bref séjour, et les étrangers venus de la région voisine.** » Le nombre des sites naturels et leur équipement, la richesse *architecturale de Sarrebruck*, la politique menée pour agrémenter les petites villes — *particulièrement réussie à Sarrelouis — permettent d'estimer que* cette ambition n'a rien de déraisonnable.



### 212 000 hectares de campagne

POUR enrayer la pollution, ennemie naturelle du tourisme, le gouvernement sarrois a *d'ailleurs* pris des mesures sévères. En cinq ans, de 1966 à 1971, les coûts engagés par l'industrie pour le seul poste « ***purification de l'air*** » ont été de 160 millions de marks, et il n'est pas rare d'entendre les responsables d'entreprise se plaindre *de l'attitude, moins* stricte à leurs yeux, de leurs voisins lorrains.

Moins d'un dixième de la surface du Land est « **zone industrielle** ». Ces 16 000 hectares font trop souvent oublier les 212 000 hectares de champs, forêts et prairies. Un pays qui dispose de 4 500 kilomètres de chemins signalés pour les promeneurs et où un certain nombre de cliniques sont habilitées officiellement pour les « **convalescences au grand air** », *éprouve une certaine irritation* à être sans cesse confondu avec une *décharge* à poussier. L'évolution de l'*équipement* hôtelier et *du nombre* des visiteurs semble *d'ailleurs* indiquer que cette impression *se dissipe* : le *nombre* des lits est passé en dix ans de 1 400 à plus de 6 000, tandis que les nuitées atteignaient le chiffre de 700 000. Les touristes, l'été dernier, étaient plus de 160 000, dont un tiers d'étrangers. Lorsque le parc naturel en préparation sera installé dans le nord du pays, la Sarre parviendra plus aisément à faire valoir des ressources longtemps méconnues.

**P.-J. F.**

---

## UNION SOVIÉTIQUE — Pour répartir harmonieusement la population

# *Le gouvernement encourage le développement des villes moyennes*

Par GEORGES FRELASTRE *

L'ETAT soviétique s'efforce, au moyen de divers plans, et par le truchement d'une série d'organismes, de prévoir jusque dans les moindres détails l'occupation de l'ensemble du territoire, l'affectation des sols à *l'habitat, l'usage industriel ou* agricole et l'aménagement des terrains selon leur utilisation.

Là comme ailleurs, les pouvoirs publics ont à faire face au phénomène d'urbanisation accélérée. Ils voudraient parvenir à contrôler cette tendance.

Avant la révolution, en 1913, la population des villes représentait 15 % de la population totale. En 1973, on estime que ce pourcentage est monté à 54 %. Toutefois, il faut indiquer que la définition des agglomérations urbaines, à l'époque tsariste, était beaucoup moins précise qu'actuellement, où l'on s'en tient au seuil de dix mille habitants. Cette règle comporte d'ailleurs quelques exceptions. Pour des raisons historiques, on continue à classer comme cités des bourgs de sept mille à huit mille personnes, parce que dans un passé récent ils étaient considérés comme tels, et que leur dynamisme démographique fait envisager *pour bientôt une population répondant* aux normes présentes. C'est le cas de Mechtchovsk, dans la région de Kalouga, ou d'autres villes en Lituanie, Lettonie, Biélorussie.

EN 1959, Moscou et Leningrad totalisaient à elles deux 13,5 % de la population totale de l'U.R.S.S. En 1970, ces mêmes villes n'en regroupaient plus que 6,5 %. C'est que, *dans* le même temps, toutes les capitales des différentes républiques prenaient de l'ampleur. Les métropoles connaissaient un développement parallèle. Des cités nouvelles apparaissaient, basées sur des activités agricoles ou, le plus souvent, agro-industrielles. Dans ce style, citons Maloiaroslavets, dans la région de Kalouga.

On assistait également à la création volontaire, de toutes pièces, de plusieurs centres urbains, dans des régions *désertes de Sibérie, d'Asie centrale,* d'Extrême-Orient et du Grand Nord. C'est le cas de Divnogorsk, près de Krasnoïarsk (Sibérie orientale), ville construite en gradins, au milieu des *pins, pour laquelle* a été admis le principe de la « *planification libre* » : au lieu d'imposer pour des blocs de construction rectangulaire, de rigueur partout ailleurs, on a accepté une certaine fantaisie et une variété de dessins géométriques.

En 1913, il y avait en Russie sept cent quatre-vingts villes, dont deux cents de plus de 150 000 habitants et trente-cinq de plus de 200 000. A l'heure actuelle, on compte deux mille neuf cent quatre-vingts villes et trois mille cités ouvrières (de plus de 10 000 habitants), soit un total avoisinant six mille.

On peut s'étonner du nombre élevé de ces cités ouvrières. Il s'agit de constructions prévues pour loger les ouvriers employés à l'édification de grands ouvrages, comme les barrages. Tout est conçu dans ces centres pour que l'essentiel de l'agencement d'un bourg ordinaire soit réalisé, mais cet équipement est à la charge de l'entreprise chargée des travaux. La population est en général constituée par des paysans ayant quitté la terre. Lorsque le chantier est terminé, l'entreprise remet alors la cité à l'Etat, ce qui constitue une bonne affaire pour lui.

Certaines villes sont soumises au droit commun, mais en fait, en raison de leur nature particulière, bénéficient de certaines priorités, de certaines facilités. A Obnensk, la production des usines doit servir d'étalon de qualité. Il s'agit donc d'une cité à vocation scientifique expérimentale, et les pouvoirs publics lui marquent une préférence en matière de financement d'équipements. Chacun sait qu'il en est de même pour Moscou et Leningrad en ce qui concerne le ravitaillement.

Sur le plan administratif, il faut également signaler le transfert de villes comme Novonikolaevsk. Le barrage déjà cité, entre Volgograd et Saratov, l'avait condamnée à disparaître sous les eaux, car le lit de la *Volga, à la suite de la construction* de l'ouvrage, était passé de deux à vingt kilomètres. Il fallut reconstruire une autre agglomération trente kilomètres plus loin, sur les pentes d'une colline. *Certains habitants demandèrent* instamment à conserver leurs maisons de bois. De façon spectaculaire, on a décidé de déménager les isbas en bloc, en les posant sur des rails et en les chargeant sur des plates-formes de camions, pendant que les paysans continuaient tranquillement à boire le thé à l'intérieur. Mais les bâtisses furent très endommagées pendant le transport, et le folklore dut vite céder le pas à des exigences réalistes. On obligea les villageois à occuper des logements neufs.

LE plan général de développement urbain, qui porte sur une période de trente ans, et le programme dont l'horizon se limite à vingt années, mettent tous deux l'accent sur la priorité qu'il convient d'accorder à la croissance des *villes en milieu rural*, et il est fait état de trois mille agglomérations sur lesquelles les efforts pourraient porter. Cette option est d'abord une question de doctrine. Lé*nine avait prédit que*, dans un avenir plus ou moins bref, une fusion entre les activités agricoles et industrielles se produirait. L'agriculture perdrait son caractère particulariste, elle deviendrait un simple maillon de la chaîne de l'industrie alimentaire ; usines industrielles et complexes agro-industriels voisineraient.

Est-ce un retour au concept des agrovilles ? Le professeur Obolenski *s'en défend*. Il pense qu' « *en fait, cette forme n'a jamais été perdue de vue. Simplement, aux alentours des années 40, quand l'idée en avait été lancée, les choses n'étaient pas mûres. Il fallait attendre. On peut désormais reprendre le problème. Le développement urbain en milieu rural, sous l'aspect de villes moyennes, peut être effectivement considéré comme un style d'agroville, mais en incluant dans ce concept une croissance parallèle des activités industrielles et agricoles* ». Il semble bien que l'on cherche à éviter toute forme de gigantisme, que comportait parfois l'idée initiale. On veut s'en tenir à des modèles plus modestes, plus humains.

Le Plan distingue plusieurs sortes d'agglomérations. En dessous des capitales de chaque république, on trouve tout d'abord les métropoles régionales, qui n'ont aucun lien direct avec les activités agricoles. Le chiffre de 100 000 est avancé pour la population moyenne de ces cités. Ensuite se présentent les centres de rayon, comportant environ 30 000 habitants, parmi lesquels 10 à 15 % concernés par l'agriculture. Des sous-centres de rayon devraient grouper en moyenne 10 000 personnes, dont 20 à 30 % *intéressées* dans les activités agricoles. A l'étage inférieur pourront exister quelques micro-centres à fonctions purement économiques, donc sans aucune vocation administrative ou culturelle. Il s'agira d'une population groupée autour d'une ou plusieurs usines, principalement agricoles. Quarante à soixante pour cent auront une activité ayant trait à la culture.

Enfin, chaque fois qu'il sera intéressant de faire subir tout près des lieux de récolte une première transformation aux produits (par exemple dans le cas de la vigne), on prévoit des villages de 100 à 1 000 habitants, dont 70 à 80 % d'agriculteurs.

Il va sans dire que ce schéma n'est qu'une esquisse générale. En premier lieu, l'échelon des sous-centres est loin d'exister toujours. Il est seulement nécessaire lorsqu'une ou plusieurs usines importantes sont implantées en un lieu. Par ailleurs, les chiffres de population avancés ne sont que des moyennes, et la situation est très variable selon les cas. S'il s'agit de terres à céréales, le tchernoziom permet une culture intensive, qui requiert une forte main-d'œuvre. Sur les terres brunes, par contre, la culture est extensive, et demande moins de bras. Les centres économiques évoqués plus haut comporteront de 1 000 à 1 200 habitants s'ils se consacrent à l'élevage du mouton, alors qu'ils réuniront de 3 500 à 5 000 personnes s'ils font du coton, des légumes ou du lait.

Indépendamment de ce tableau général, les très grands kolkhozes et sovkhozes pratiquent également une politique de regroupement de l'habitat dispersé en villages centraux. Les jeunes générations paraissent plus sensibles à cet effort que les vieillards ; les anciens tiennent souvent à rester dans leurs isbas, même inconfortables et isolées

Toute une série de normes ont été dégagées en ce qui concerne les équipements publics : crèches, garderies, écoles, hôpitaux, maisons de la culture. Leur nombre est *prévu* en *fonction* de la population, et on s'efforce d'atteindre les objectifs définis.

LE problème des logements préoccupe les planificateurs, mais il est très malaisé de dégager une doctrine générale. Une consultation auprès des consommateurs avait été menée par le Comité de construction de l'Etat, et elle donna des résultats très divers selon *les régions*, ce qui *incita* à une grande prudence et à une certaine souplesse dans la politique à adopter, surtout en zone rurale ou semi-urbaine.

Les immeubles collectifs *semblent* plus répandus dans les sovkhozes que dans les kolkhozes, la condition des paysans se rapprochant davantage de celle des ouvriers d'usine. Ils sont également très fréquents dans les centres comportant des complexes agro-industriels, ou dans les exploitations agricoles collectives voisines des villes.

Ces grands ensembles de quatre, *cinq, douze étages ont, aux yeux des* ruraux, l'inconvénient majeur d'éloigner, par la force des choses, le lopin de terre personnel du logement. Mais les jeunes, tout en restant très attachés à ces parcelles individuelles, pour des raisons de meilleur ravitaillement et de revenus, seraient très enclins à s'en passer si leur condition de vie s'améliorait, car elles représentent un gros travail supplémentaire.

*Le* goût pour la maison individuelle est prononcé. Selon les résultats de l'enquête, en campagne de 40 à 70 % des habitants la désireraient. Mais elle reste coûteuse *malgré* l'aide en matériaux et en argent fournie par l'Etat. Lorsque c'est le kolkhoze qui bâtit avec ses fonds, ou bien le sovkhoze (ce sont alors, bien entendu, des fonds d'Etat), la préférence va à de petits immeubles, pour économiser les frais de voirie et d'équipements collectifs. Mais une tendance semble très en cours dans les milieux architectu*raux. Il s'agit* de la construction de petites maisons comportant un rez-de-chaussée et un étage, avec deux logements accolés. Chaque famille vit ainsi côte à côte, indépendamment, et *bénéficie d'un lopin adjacent à sa* demeure. La formule est recommandée par les constructeurs et, de façon spontanée, des ménages s'entendent parfois pour bâtir à leurs frais des immeubles de *ce type. On peut d'ail*leurs aller jusqu'à quatre logements d'un seul tenant, à un étage, permettant quand même à chaque famille une certaine autonomie relative.

LES pouvoirs publics manifestent le désir de stopper la croissance des grands centres urbains. Mais ils ne se font guère d'illusions. Cet accroissement ne pourra être bloqué instantanément.

Moscou n'échappe pas à la règle, et si une volonté très nette tente de stabiliser à peu près la cité dans sa population actuelle, le gouvernement n'en entreprend pas moins de gros efforts pour améliorer les conditions de vie. En se fondant sur les travaux de l'Institut de recherches scientifiques du plan général de la ville, un nouveau projet de construction et reconstruction est entré en vigueur en 1972, remplaçant l'ancien schéma de 1936.

Quatre buts sont assignés à ce programme. On veut, en premier lieu, améliorer les transports pour éviter la congestion du centre. On veut conforter ensuite huit centres nouveaux d'habitats autour de la ville. On essaie en troisième lieu de *développer* encore les espaces verts, englober systématiquement les îlots d'immeubles dans des boulevards ou squares. Il ne subsistera dans les quartiers centraux que soixante-sept entreprises, considérées comme impossibles à déménager, parmi lesquelles la première centrale électrique, construite sur les bords de la Moscova, en face de l'hôtel Russia, et classée comme « monument historique ». Enfin on délimitera trois zones de construction : le centre, une seconde aire occupée principalement par les bâtiments datant des années 50, enfin une troisième zone où des ensembles modernes seront *développés*, pour lesquels une certaine variété dans les formes et les dimensions, n'excluant pas une timide fantaisie, sera admise.

L'U.R.S.S. entend, par cet effort de planification détaillée de l'aménagement urbain, de l'habitat, essayer d'éviter l'engorgement des villes, la croissance échevelée des métropoles. Elle a mis résolument le cap sur un *développement des villes moyennes*, tout comme l'Occident, afin de répartir le plus également possible, compte tenu du climat et des sols, toute la population sur l'ensemble du territoire. Mais il lui reste encore un effort considérable à faire en matière de logement.

* Professeur à la faculté de sciences économiques de Clermont-Ferrand.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Directeur de la publication : Jacques FAUVET
Rédacteur en chef : Claude JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : Micheline PAUNET

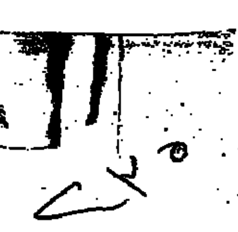
Prix de l'abonnement annuel (en francs) :
France, DOM, TOM, ex-colonies sauf Algérie ........ 50
Etranger ........ 68

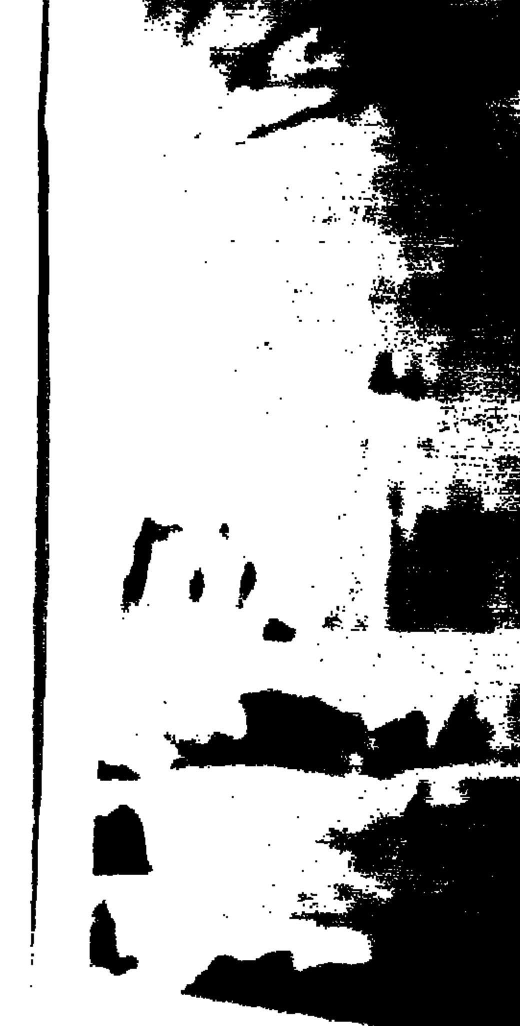
PAR AVION (abonnement et taxes) :

Europe (y compris Turquie d'Asie, Açores, Chypre, Madère, Algérie, Maroc et Tunisie) ........ 82
Afrique francophone, Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion ........ 91
Comores, Madagascar, Laos, Vietnam du Sud, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides, Polynésie française, République khmère, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis et Futuna ........ 111
Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie ........ 96
Birmanie, *Chine, Corée, Hong*-kong, Japon, Indonésie, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Timor, Thaïlande, Vietnam du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie ........ 135
Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie ........ 116

(Chèque postal : Paris n° 4207-23)

Rédaction et administration : 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : 770-91-29
Adresse télégraphique : Journonde, Paris. Télex : Le Monde 65.572 Paris





AMÉRIQUE LATINE : HISTOIRE ET CULTURE POPULAIRE

# CINÉMA POLITIQUE

## Retrouver une identité nationale

EMPOIGNER une caméra, devenir cinéaste, aujourd'hui, en Amérique latine, est une décision qui ne résulte plus d'un frivole « amour du cinéma » ou autre quelconque comportement cinéphilique ; la détermination de faire des films constitue plutôt une attitude militante qui procède d'une juste estimation de l'enjeu idéologique que le discours cinématographique représente.

L'impérialisme, depuis toujours, utilise lourdement l'arsenal des mass media qu'il contrôle pour justifier sa présence politique et accroître sa domination économique sur les peuples latino-américains, envers lesquels il adopte en permanence une conduite d'humiliation culturelle et de déformation calomnieuse de leur histoire. Les cinéastes progressistes latino-américains ont compris la visée politique de cette diffamation et, depuis quelques années, ils s'opposent à l'acculturation frénétique que proposent les modèles nord-américains. Dans leurs films, ils ont entrepris un considérable labeur de récupération de leur identité nationale, en revalorisant les éléments essentiels de leur culture vernaculaire et en opérant un sérieux travail de recherche sur leur passé historique. Ainsi ils redonnent à leurs peuples une dignité perdue et rétablissent une histoire trop souvent tronquée, distordue, détournée au profit des classes dominantes qui, pour légitimer leur pouvoir, ont caricaturé les luttes populaires et maintenu les masses dans l'ignorance de leur rôle authentique dans la construction du pays.

Dans cette page, nous évoquons l'œuvre du cinéaste bolivien Jorge Sanjines, qui mène depuis quinze ans un rigoureux travail de revalorisation politique des cultures andines (il est le seul à tourner en langues quechua et aymara). Son dernier film, *l'Ennemi principal* (1974), impressionne par son souci d'expliquer, d'inquiéter, de donner confiance en ses forces au spectateur et de le pousser à l'action. Il constitue un exemple assez rare d'articulation réussie entre une position militante et une volonté d'émouvoir. Nous analysons également *la Terre promise* (1973), œuvre somptueuse où Miguel Littin, cinéaste chilien, pour élaborer une véritable contre-histoire, aborde dans toute leur complexité les aspects baroques de la culture populaire.

Enfin, il nous a semblé important de donner la parole à un jeune cinéaste panaméen, Armando Mora, qui exprime les mêmes préoccupations que ses aînés et qui, de son pays tranché en deux par la présence militaire des Etats-Unis, réaffirme que le cinéma est un instrument idéologique efficace pour la libération du sous-continent latino-américain.

IGNACIO RAMONET.

## *"La Terre promise" témoignages et métaphores*

EN 1934, dans le sud du Chili, une communauté rurale formée par des ex-chômeurs des mines de salpêtre se soulève contre les ambitions des grands propriétaires terriens et contre les commerçants de la ville la plus proche. Une véritable guerre éclate. Les citadins en appellent à la capitale, qui fait donner l'armée. Un des plus grands massacres perpétrés par des militaires s'ensuit. L'histoire des luttes sociales du Chili désigne ces événements, ignorés des manuels scolaires, du nom de « Révolte de Ranquil ».

Ces faits constituent le noyau véridique qui sert de repère concret au film de Miguel Littin (1). Toutefois, son propos n'est pas de reconstituer de manière réaliste les assises économiques et politiques qui expliqueraient la révolte ; il brosse plutôt une fresque baroque assez complexe qui lui permet d'intégrer à sa fiction, grâce à un ton à la fois épique et allégorique, des événements historiques situés en aval ou en amont de 1934 et des éléments mythiques de l'imagerie populaire.

La conduite du récit est laissée à un narrateur très âgé, qui se remémore les événements auxquels il participa encore adolescent et qui prennent forme, magiquement, sous ses yeux. Ils s'organisent autour de la figure centrale de José Duran, personnage contradictoire dont on suit l'évolution vers la prise de conscience politique depuis sa situation de chômeur en dérive jusqu'à sa décision d'entreprendre la lutte armée.

LE film s'articule en quatre temps. Les deux premiers font référence à des situations historiques concrètes du récent passé : on y décrit les conséquences sociales, pour les pays dominés par l'impérialisme, de la crise financière de 1929 ; on fait allusion à l'expérience socialiste menée en Union soviétique ; on évoque la proclamation du gouvernement socialiste de Marmaduke Grove en 1932, qui ne dura que douze jours mais sut insuffler un esprit de lutte aux masses chiliennes. Le troisième volet, qui présente José Duran installé dans la mairie de la ville de Los Huiques sans détenir vraiment le pouvoir militaire et économique, est une transparente allusion aux indécisions du gouvernement d'Unité populaire, contemporain du tournage du film. Une phrase d'un des conseillers de José Duran acquiert toute sa signification après les événements de septembre 1973, quand, pour l'encourager à prendre l'initiative de la lutte, il lui rappelle que « l'histoire ne pardonne pas à ceux qui hésitent lorsqu'ils ont la victoire à leur portée ». Le dernier volet, tristement prémonitoire, présente l'écrasement du pouvoir populaire par l'armée et la prise de conscience, tardive, de José Duran.

Malgré la clarté de sa leçon politique, le récit est loin d'adopter une voie linéaire et un ton démonstratif. Au contraire. Dans le flot de sa progression, le récit charrie tout un système de références culturelles qui lui confèrent un volume sémantique assez exceptionnel. Le film emprunte et visualise les figures de rhétorique de la légende, du conte et de la poésie populaires que le narrateur intègre tout naturellement à son discours en écrasant sur un même plan des niveaux symboliques différents : c'est ainsi qu'il raconte dans le même style fleuri une expulsion brutale des chômeurs qu'il accompagnait et une apparition de la Vierge où celle-ci s'adresse à lui. Les métaphores s'entrelacent aux témoignages, et Littin, comme le veut la tradition de l'art populaire, n'introduit aucun correcteur d'irréalité, aucun marqueur d'excès, car, pour lui, le combat idéologique pour la libération nationale exige que l'on récupère, simultanément, l'histoire des luttes du prolétariat et la culture populaire.

I. R.

(1) Salle « 14-Juillet », bd Beaumarchais, Paris (XIe).

## L'"Ennemi principal" : raconter l'histoire à ceux qui la font

LE choc brutal des contradictions économiques, politiques, la violence de l'exploitation et de l'oppression, ne permettent pas en Amérique latine, et plus particulièrement en Bolivie, l'apparition d'une zone de transigeance idéologique, de compromission, de ressassement psychologique propice à la temporisation politique. La population presque entièrement rurale est composée d'Indiens appartenant à deux groupes ethniques différents : Quechua et Aymara, tous deux exploités par une minorité de propriétaires terriens métis ou créoles. Un scandale découvert récemment donne une idée de la férocité de cette exploitation : un laboratoire pharmaceutique prélevait, contre une faible rétribution, le sang des Indiens déjà sous-alimentés pour le revendre à des prix exorbitants en Europe.

Dans ce contexte, le travail des cinéastes est nécessairement engagé dans le combat politique, avec les moyens spécifiques qui sont les leurs : des images et des sons qui, en rappelant le souvenir des victimes, servent au savoir des vivants qui luttent. Une question guide les cinéastes latino-américains les plus avancés : comment faire prendre conscience au public populaire de sa propre identité ? En parlant de l'image réelle du peuple, lutter contre l'image proposée par le modèle culturel nord-américain. Désigner la cible : l'ennemi principal, avec des images qui participent de la tradition du récit, de la narration populaires.

*L'ENNEMI PRINCIPAL* (1) est le dernier film de Jorge Sanjines (et du groupe « Ukamau ») dont on connaît déjà en France *Ukamau*, long métrage qui permit la constitution du groupe de cinéastes, *le Sang du condor* et *le Courage du peuple*. Tous ces films n'ont été produits qu'en rusant fort astucieusement avec la censure économique et politique des différents régimes militaires ; ils possèdent le même topique idéologique, ce même souci du référent réel, de la reconstitution fidèle avec la collaboration des témoins d'événements vécus en Bolivie, la même simplicité politique alliée à une esthétique dénudée, sobre, comme si elle ne devait pas gêner le schéma idéologique : oppression - lutte - répression - lutte collective armée.

Dans *l'Ennemi principal* ce souci de clarté apparaît encore plus fortement que lors des films précédents et l'enchaînement des faits s'impose avec une évidente limpidité : les paysans indiens tentent de s'opposer à l'oppression et à l'exploitation des propriétaires fonciers, mais en continuant à faire confiance au pouvoir central (en l'occurrence la justice), d'où la répression, qui a pour effet de souder la communauté villageoise dans sa lutte et de lui permettre de comprendre les buts de la guérilla, qui désigne la cible : un pouvoir aux ordres de l'impérialisme. Cet ennemi principal ne va pas tarder à apparaître à travers la puissance des forces armées spécialisées, téléguidées par les conseillers nord-américains. La répression est violente, sélective, mais l'alliance des paysans et des guérilleros laisse entrevoir la possibilité d'une victoire. L'armée de guérilla devient l'armée du peuple, elle apporte son savoir, sa stratégie générale, son aide médicale, tout en apprenant la réalité des problèmes de la vie quotidienne des villageois.

LE plus typique, dans cette œuvre, réside sans doute dans le procédé narratif : c'est un vieux paysan indien qui inaugure le film, interpellant directement la caméra, comme s'il racontait une histoire aux spectateurs, une histoire contemporaine qui aurait tout aussi bien pu se passer au temps de la colonisation espagnole. C'est un peu la voix de la sagesse, de l'expérience, qui parle, faisant le lien entre le passé et le présent comme pour raviver dans la conscience des paysans le souvenir glorieux de la résistance des Incas. De parti pris formel, puisqu'il a pour charge de couper la fiction, de la devancer, de mettre le spectateur à une certaine distance, de casser tout effet de *suspense* sans faire perdre au récit sa force émotionnelle, il devient aussi parti pris idéologique puisqu'il permet à la réalité de s'inscrire dans la légende populaire, dans l'histoire, tout en réinscrivant celle-ci dans la réalité d'aujourd'hui : que le passé serve le présent en s'inscrivant dans la continuité. Ceci a à voir avec la tradition du conte, et conter les événements de cette manière, n'est-ce pas une façon *d'enseigner l'histoire à ceux qui la font ?*

JEAN-RENÉ HULEU,
SERGE TOUBIANA.

(1) Sortie prévue fin novembre à Paris.



« LA TERRE PROMISE », DE MIGUEL LITTIN.
*Intégrer la légende populaire et le récit des luttes du prolétariat.*

## *Films et luttes anti-impérialistes au Panama*

LE 15 avril 1856, quinze ans avant la Commune de Paris, bien longtemps avant l'intervention nord-américaine à Cuba (1898), il se produisit un incident au Panama qui marqua le début de la lutte anti-impérialiste du peuple panaméen. C'était l'époque de la fièvre de l'or en Californie. L'isthme de Panama constituait le passage obligatoire de troupes et d'aventuriers qui rejoignaient la côte Pacifique des Etats-Unis. Le soldat Jack Oliver demanda à un marchand de fruits panaméen une tranche de pastèque, qu'il refusa ensuite de lui payer. L'incident déclencha une véritable bataille entre les ressortissants des deux pays, dont le bilan fut de seize morts et quinze blessés du côté américain et de un mort et treize blessés du côté panaméen. La mémoire populaire conserve bien vivant cet événement, connu sous l'expression de « la tranche de pastèque ».

L'oligarchie panaméenne qui gouverna le Panama de 1903 jusqu'à 1968 avait réduit à de simples allusions anecdotiques des faits historiques comme celui-là. Les héros et les luttes populaires étaient déformés dans le but de justifier l'alliance de la bourgeoisie et de l'impérialisme. L'histoire enseignée aux générations successives de Panaméens reflétait une situation de servitude et de soumission devant l'envahisseur ; toute résistance populaire était qualifiée avec mépris de « troubles », le héros populaire Victoriano Lorenzo, fusillé en 1903 par l'oligarchie, devenait un bandit dans l'histoire élaborée par la classe dominante. Mais en un pays divisé géographiquement et socialement en deux, où les contradictions de classe, l'injustice et l'exploitation sont des faits quotidiens, il était impossible d'effacer tout un processus historique d'affirmation de l'identité nationale.

Dans cette perspective, comment le cinéma doit-il participer à cette redécouverte de l'histoire du Panama ? Comment le développement d'un cinéma panaméen va-t-il contribuer à la réaffirmation d'une conscience anti-impérialiste dans un pays où la distribution et les salles de projection sont intégralement dans les mains de compagnies américaines ? C'est à ce type de questions que tentent de répondre actuellement l'ensemble des forces de progrès pour essayer de racheter le patrimoine culturel national que la bourgeoisie panaméenne a bradé au profit d'un colonialisme culturel importé d'Europe et des Etats-Unis. Depuis 1968, le gouvernement progressiste du général Omar Torrijos a entrepris officiellement la lutte anti-impérialiste pour la récupération de la souveraineté panaméenne dans l'enclave coloniale de la zone du canal ; on commence à réviser l'histoire, on revendique les luttes et les héros populaires ; les groupes politiques traditionnellement écartés du pouvoir participent à cette entreprise de récupération du passé populaire.

Les conditions politiques favorables au développement d'un cinéma libre se trouvent actuellement réunies au Panama. Pour la première fois, l'Etat soutient et suscite l'élaboration d'une cinématographie progressiste, défiant ouvertement l'impérialisme qui maintient en permanence une armée d'occupation dans les quatorze bases militaires de la zone du canal.

Cependant, la réalisation de films au Panama est un phénomène récent ; les rares films tournés jusqu'en 1968 étaient des mélodrames produits par la bourgeoisie ou des superproductions hollywoodiennes comme *les Nus et les Morts* (R. Walsh, 1958). Le premier indice d'un cinéma reflétant la réalité du Panama apparaît en 1969, lorsque nous avons créé le groupe Ariel. Pour la première fois, le cinéma s'intéressait aux problèmes sociaux, aux bidonvilles, aux ghettos que la bourgeoisie, dans ses documentaires touristiques, avait dissimulés. Nous avons ainsi réalisé les premiers films montrant une réalité qui correspondait à la triste vérité d'un peuple soumis à la misère (*Tierra Prometida* (1), 1970 ; *Cuartos*, 1971).

Dès 1973, l'Etat est intervenu directement pour encourager la création d'un cinéma révolutionnaire anti-impérialiste. A l'université de Panama, des militants du Parti du peuple (communiste) créent un « groupe de recherches cinématographiques », le CEGU, qui tourne un documentaire sur l'Assemblée populaire du gouvernement révolutionnaire. Le documentaire, dont le titre, *505*, rappelle le nombre des représentants du peuple à l'Assemblée, constitue la première intervention de la gauche organisée dans le domaine de la réalisation cinématographique au Panama.

L'absence d'infrastructure, le manque de cadres techniques indispensables empêche un développement plus cohérent de l'expression cinématographique ; de même, l'absence d'une législation empêche l'Etat d'intervenir efficacement contre les monopoles de distribution et de participer à la planification d'une politique du cinéma.

Pour l'instant, notre cinéma naît et se développe avec l'appui de l'Etat, sans aucune base juridique, mais reste limité par les contradictions du gouvernement populaire qui détient le pouvoir politique mais non le pouvoir économique.

Cependant, les circonstances favorables nouvellement créées permettent de prédire le prochain développement au Panama d'un cinéma anti-impérialiste et révolutionnaire qui, si l'on en juge par les premiers témoignages, sera une arme redoutable dans notre lutte de libération.

ARMANDO MORA.

(1) *Tierra Prometida*, court métrage. Pour des projections, s'adresser à l'auteur de l'article.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

OCTOBRE 1974 — 22

LA VISITE DE M. TRUDEAU A PARIS

# Le Canada se tourne vers l'Europe

Par CLAUDE LEMELIN *

LA visite officielle qu'effectuera en France, les 21 et 22 octobre, le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, *marquera* non pas la fin des tensions qu'ont connues les relations franco-canadiennes après l'incartade du général de Gaulle en 1967 — tensions qui *s'étaient peu à peu* relâchées pendant les dernières années de la présidence de *Georges Pompidou — mais* plutôt le retour à la cordialité traditionnelle, voire à une chaleur nouvelle, dans les rapports entre Paris et Ottawa. Mais si ce devait être là le seul résultat *des entretiens qu'aura M. Trudeau* avec le président Giscard d'Estaing et son premier ministre, comme on pouvait le craindre avant que les préparatifs du voyage ne soient complétés, cet événement diplomatique aurait quelque chose de décevant.

Il décevrait d'abord parce qu'alors les deux interlocuteurs n'auraient pas profité de l'occasion pour étoffer la coopération franco-canadienne dans des domaines où elle apparaît non seulement possible mais fort avantageuse pour les *deux* gouvernements : développement industriel, mise au point et application des technologies de pointe, exploitation et approvisionnement énergétiques, voire équipement militaire.

*Il décevrait* ensuite parce qu'une visite trop routinière de M. Trudeau à Paris ferait sombrer dans l'indifférence une opération diplomatique que la Maison Pearson (le Quai d'Orsay *canadien) qualifie* pourtant d' *« offensive européenne »* et qui doit se manifester au cours des mois à venir par une série de visites dans les capitales des Neuf et même des « autres » Européens (la Suède, par exemple). Or, si M. Trudeau doit s'arrêter à Bruxelles sur la voie du retour, si l'initiative majeure de son gouvernement en Europe a été jusqu'ici la *proposition*, en *avril 1974, d'un traité* commercial avec la Communauté européenne, si les volontés bilatérales du Canada en Europe (avec la France comme avec les autres pays) demeu*rent toujours fort vagues, il reste* que le premier ministre canadien a voulu lancer cette opération à Paris, après avoir maintenu pendant six ans l'Europe en queue de liste des priorités *diplomatiques canadiennes*, parce qu'Ottawa ne pouvait espérer accomplir grand-chose avec la France pendant cette période et qu'il lui paraissait intolérable d'entreprendre plus *avec l'Allemagne et même le Royaume*-Uni qu'avec la mère patrie des Canadiens de langue française, alors plus ou moins en rupture de ban avec le pouvoir fédéral.

Une visite « pro forma » de M. Trudeau à Paris décevrait aussi parce que trop de rhétorique et trop peu de projets concrets, à l'issue des entretiens Trudeau-Giscard, risqueraient de confirmer ce que bien des observateurs canadiens et étrangers redoutent déjà : à savoir, que la « tierce option » stratégique formulée en *octobre 1972 par* l'ancien secrétaire d'Etat aux affaires extérieures Mitchell Sharp — la diversification progressive des relations économiques internationales du Canada *— n'est qu'une pieuse velléité dont* l'administration canadienne est incapable de tirer un programme d'action de quelque envergure. Elle décevrait enfin en confirmant que les préoccupations *européennes* de la France, malgré toutes les protestations d' « ou*verture », l'empêchent* bel et bien d'exploiter adéquatement les possibilités de coopération économique avec des tiers pays industrialisés comme le Canada dans des domaines où, pourtant, nul article du traité de Rome et nulle règle communautaire ne lui *interdit de le faire.*

Dire ces choses en clair et à l'avance, ce n'est pas être pessimiste mais exprimer une réserve que justifie abondamment l'évolution des relations franco-*canadiennes depuis une trentaine* d'années. Qu'il s'agisse de l'échange de visites entre le *président* du *conseil* René Pleven et le premier ministre Louis Saint-Laurent en 1951, de la visite du premier ministre John Diefenbaker à Paris en 1958 ou du président Charles de *Gaulle* à *Ottawa en* 1959, et enfin celle du premier ministre Lester B. Pearson à Paris en 1964 (sans parler de la décennie plutôt sombre qui a suivi), la petite histoire *diplomatique entre les deux* pays a tendance à se répéter d'une manière agaçante : à telle enseigne qu'on est enclin à trouver au moins aux « péripéties » de 1967-1969 le mérite d'avoir *révélé à tous l'indigence des* rapports bilatéraux entre la France et le Canada. Chaque fois, un tour d'horizon de la situation internationale a permis aux deux chefs de gouvernement de *constater entre eux* une très large convergence d'appréciation et d'opinion et aussi quelques *points* de divergence qui, toutefois, ne portaient pas ombrage — la formule est classique — à *l'amitié traditionnelle* entre Paris et Ottawa. Puis l'on a déploré à chaque fois la marginalité des relations économiques entre les deux pays et l'on s'est promis d'y remédier... du bout des lèvres, *puisque* la *visite suivante* était l'occasion d'un nouveau constat d'échec.

## Passer du culturel à l'économique

EN sera-t-il encore une fois ainsi les 21 et 22 octobre ? Pas forcément. Certes, aucun accord n'est en cours *de négociation entre* la *France et* le Canada que MM. Giscard d'Estaing et Trudeau pourraient alors signer ; et il est même douteux que l'une ou l'autre partie ait des propositions concrètes à avancer. *Du côté de l'ad*ministration canadienne persistent d'ailleurs toujours une prédilection pour les pétitions de principe, une attitude « réactive » plutôt qu'active, une apparente incapacité à formuler des projets précis, à parler chiffres et accords dans un contexte bilatéral. Du côté de l'administration française subsistent réticence et passivité, nourries par quelques expériences malheureuses (la rage qu'a mise Air Canada à refuser de s'équiper de Caravelle en 1963, la hâte avec laquelle Ottawa a révisé sa politique d'exportation d'uranium lorsque la France s'est portée cliente en 1965) et trempées par un scepticisme certain au sujet du pouvoir qu'a vraiment Ottawa de réorienter son commerce et son activité industrielle vers d'autres pays que les Etats-Unis. Peut-être subsiste-t-il, dans la bureaucratie canadienne, de vieilles préventions à l'endroit de la chose économique et technique française, qui fait pendant à ce qu'il y reste des préjugés traditionnels envers la collectivité canadienne-française. Mais peut-être aussi la bureaucratie française sous-estime-t-elle la détermination de la nouvelle classe dirigeante canadienne à surmonter ces préjugés : non pas seulement chez MM. Pierre Elliott Trudeau, Jean Marchand (ministre des transports) et Jean Chrétien (président du *conseil du Trésor)*, mais aussi chez MM. Donald Macdonald (ministre de l'énergie) ou Alastair Gillespie (ministre de l'industrie et du commerce).

Et puis, quoi qu'on dise, les conditions objectives de l'économie ont changé radicalement depuis l'époque *des Pleven et des Saint-Laurent*, aussi bien en France qu'au Canada. L'industrie française a pris de la voilure et acquis un certain goût du large ; sa gestion est devenue plus efficace et *son potentiel technique a progressé* ; et elle est restée le plus souvent autonome en regard des multinationales américaines. L'industrie canadienne demeure sous la mainmise américaine, *mais ses maîtres politiques ont pris* conscience des coûts sociaux de cette dépendance excessive et ont mis en œuvre un premier train de mesures pour la réduire. Ottawa peut aujourd'hui *se référer à une politique* de développement industriel encore chaotique mais infiniment plus ambitieuse et cohérente que celle d'il y a dix ans ; et l'Etat fédéral (comme la plupart des provinces, *d'ailleurs*) est devenu beaucoup plus interventionniste — à preuve, l'étatisation en cours de l'industrie de l'aéronautique et la politisation récente de la planification *d'un secteur énergétique jusqu'alors* abandonné au cartel international des pétroles. Toutes ces circonstances nouvelles favorisent le démarrage d'une coopération économique franco-canadienne *qui ne découlerait pas seule*ment d'impératifs techniques et financiers, mais aussi d'une volonté politique.

Il est au surplus permis de miser sur la personnalité et le « style » des deux hommes d'Etat qui se retrouveront *à l'Elysée les 21 et 22 octobre*. Jamais peut-être, dans leur histoire récente, la France et le Canada n'ont été simultanément gouvernés par deux hommes mieux faits pour s'entendre. *S'ils ont tous deux érigé en doctrine* personnelle le pragmatisme libéral, ils cherchent aussi à restaurer la primauté du politique sur le bureaucratique et ne craignent pas de trancher *dans la routine administrative* lorsqu'elle bloque ou retarde l'action et l'innovation *gouvernementales. Que* MM. Pierre Elliott Trudeau et Valéry Giscard d'Estaing s'entendent pour intégrer partiellement et développer de concert l'industrie et la technologie *françaises et canadiennes*, qu'ils conviennent entre eux du choix des secteurs et *des priorités bilatérales*, qu'ils donnent à leurs fonctionnaires les instructions pertinentes, que des négociations techniques soient entreprises dans un nouvel esprit, que les *deux hommes d'Etat se retrouvent* dans six mois pour évaluer les progrès accomplis et trouver une solution politique aux difficultés qui auraient pu apparaître : ce scénario, éminemment souhaitable, n'est heureusement pas impensable.

*Mais pourquoi mettre ainsi l'accent* sur les affaires économiques ? Rappelons d'abord que c'est la dimension la moins développée de la diplomatie franco-canadienne. Les *relations* politiques *entre* Ottawa et Paris — *hormis* les outrances verbales et incidents *protocolaires de la période* « québécoise » du Quai d'Orsay — ont généralement été étroites et harmonieuses. *Ottawa a mieux* « *compris* » que bien des capitales certaines initiatives françaises, *comme la reconnaissance* diplomatique de la Chine en 1964 et le retrait militaire de l'OTAN en 1966. Le Canada a presque toujours adopté une attitude conciliante et même *accommodante lors des nombreuses* controverses qu'ont suscitées régulièrement depuis une quinzaine d'années diverses positions françaises au sein d'instances internationales (peut-être *parce qu'il en approuvait certaines* secrètement, sans oser les faire siennes) ; et il n'est pas excessif de soutenir que la vision du monde qui sous-tend le redéploiement de la diplomatie *canadienne depuis l'accession* au pouvoir de M. Trudeau en 1968 a *des affinités avec la vision gaullienne*. De même, les relations culturelles franco-canadiennes se sont développées à un rythme fort satisfaisant depuis la négociation en 1964 et 1965 d'en*tentes entre Québec et Paris*, chapeautées après coup d'un accord-cadre entre Ottawa et Paris.

En revanche, la *coopération* économique entre les deux pays n'a cessé de piétiner. C'est *ainsi que la commis*sion économique franco-canadienne a pu sans grand dommage ne pas se réunir pendant plusieurs années pour reprendre en 1971 des conversations *qui sont restées jusqu'ici plus formelles* qu'agissantes. Cela, même si les flux du commerce et de *l'investissement* entre les deux pays grossissent à une cadence encourageante depuis un an ou deux, grâce aux efforts du secteur privé et des services de promotion des *deux gouvernements.*

Cette situation est d'autant plus désolante que l'essor de leurs relations économiques servirait puissamment les intérêts des deux pays et favoriserait *la réalisation des objectifs* de leurs gouvernements. La recherche de nouveaux débouchés pour la production et la technologie françaises, l'élargissement de l'aire d'expansion planétaire des entreprises nationales, l'assurance de sources sûres de certaines matières premières, *devraient pourtant suffire* à motiver la France. Du côté canadien, ces motivations devraient en principe être renforcées par l'objectif stratégique d'une diversification des relations *économiques internationales* retenu par le gouvernement Trudeau. On pourrait en conclure que le Canada est davantage « demandeur » qu' « offreur », puisque l'éventail des options d'une France insérée dans l'ensemble européen, jouissant de rapports privilégiés avec ses *anciennes colonies* africaines et libre d'exploiter les marchés d'Europe de l'Est et des Etats-Unis paraît autrement plus confortable que celui d'un Canada qui a délibéré*ment choisi de se détourner en partie* de son marché naturel (celui des Etats-Unis, au demeurant le plus important au monde), qui craint d'être coincé entre les grands blocs écono*miques et qui a trop de prudence* (*ou* de sagesse) pour jouer à fond la carte du Japon ou de l'Europe contre Washington... Risque, d'ailleurs, que les réticences européennes ne l'ont *jusqu'ici aucunement encouragé* à courir.

## De vastes possibilités de coopération

ET pourtant la France, comme d'ailleurs le reste de l'Europe, risque*rait fort de regretter*, avant la *fin* de la décennie, de ne pas avoir exploité en 1974 le préjugé politique favorable dont elle jouit — pour la première fois peut-être — auprès des autorités *canadiennes* ; *sans compter* que la contrepartie dont bénéficierait l'économie française, *suite* à la négociation d'accords de coopération économique avec le Canada, est loin d'être négligeable. *Qu'on en juge plutôt* par les exemples suivants, choisis parmi les nombreux « créneaux » de l'économie canadienne où pourrait s'insérer l'industrie française — en signalant dès *le départ l'omission de l'aéronautique*, en pleine reconversion au Canada, et celui des armements, puisque le ré*équipement qui ne saurait tarder* des forces armées canadiennes ne doit pas forcément se faire exclusivement dans le cadre de l'accord canado-américain de production d'armements.

● L'ENERGIE NUCLEAIRE :

Le Canada a mis au point une filière nucléaire à uranium naturel d'une *efficacité remarquable, la centrale de* Pickering (en Otario) ayant affiché à tous égards depuis sa mise en service le meilleur dossier « opérationnel » au monde ; et les ventes conclues récemment avec la *Corée du Sud* et l'Argentine, aussi bien que le protocole de coopération technique négocié avec les Britanniques et l'offre d'achat en franchise qu'Ottawa vient de recevoir *du Japon, indiquent que le programme* de commercialisation du système CANDU a enfin démarré. Mais la capacité de livraison de l'industrie nucléaire canadienne est relativement *faible* (*une centrale de 250 mégawatts* tous les dix-huit mois environ) et ne pourrait être triplée ou quadruplée par les investissements appropriés qu'après l'obtention de marchés sûrs, *sur une longue période. Or la France* demeurera vraisemblablement d'ici à l'an 2000, un des plus grands marchés nucléaires du monde après les Etats-Unis (qui sont auto-suffisants), et la capacité de construction française aurait difficilement pu soutenir la cadence, *même avant* les promesses de vente faites à l'Iran depuis un an. De plus, certains experts nucléaires français, vu l'ampleur des besoins du pays et certaines complications techniques auxquelles *se sont heurtées* récemment les filières à uranium enrichi, favorisent une diversification technologique du programme d'énergie nucléaire, la crise pétrolière ne pouvant qu'en accélérer l'exécution. Dans ces conditions, on pourrait facilement *envisager la conclusion d'un accord* de coopération nucléaire franco-canadien prévoyant la construction en France, d'ici à 1985, d'une demi-douzaine de centrales du type CANDU, moyennant partage des contrats d'équipement entre les industries fran*çaise et canadienne et peut-être l'octroi* par Ottawa de crédit à long terme à l'E.D.F. Ce programme faciliterait d'autant, il va sans dire, la négociation d'approvisionnements garantis d'uranium canadien à la France, ainsi que la construction au Canada d'usines *d'enrichissement d'uranium dont* la production serait destinée surtout au marché français (la France réalisant ainsi une économie considérable d'énergie).

● LES TRANSPORTS FERROVIAIRES :

Le gouvernement Trudeau annonçait *récemment un vaste programme* de modernisation et de rééquipement du réseau ferroviaire canadien qui pourrait entraîner d'ici cinq ans des investissements de 5 à 10 milliards *de francs. On mettra surtout* l'accent sur le redéveloppement du transport-passagers interurbain dans les zones les plus densément peuplées du pays ; mais il est possible que l'on entreprenne un premier programme d'électrification (les locomotives canadiennes sont à diesel), notamment des *voies qui traversent* les Rocheuses. Or la technologie ferroviaire canadienne n'est pas au point et, pour une fois, le Canada ne peut guère se tourner vers les Etats-Unis, dont les *chemins de fer sont* encore plus délabrés que les siens. Mais il y a le *Royaume-Uni*, l'Allemagne, peut-être le Japon..., et aussi la France, dont les techniques et les *disponibilités* industrielles en ce domaine se comparent avantageusement à celles de tout autre pays. Ne pourrait-on envisager un accord de coopération technique entre la S.N.C.F. et *les Chemins de* fer nationaux du Canada ? Paris et Ottawa ne pourraient-ils convenir d'un *« pacte ferroviaire »* qui intégrerait partiellement les industries du matériel *ferroviaire des deux pays, en fonc*tion des besoins de l'un et de l'autre ?

● LE PETROLE ET LE GAZ :

Le surplus exportable de pétrole et de gaz de source « *conventionnelle* » dont dispose le Canada est très modeste, ira s'amenuisant et est de toute façon commis au marché américain. Cependant, le potentiel canadien d'hy*drocarbures de source « non conventionnelle »* (c'est-à-dire qui ne peut être extrait, transporté et traité avec les techniques et aux coûts habituels) est très considérable : sables bitumi*neux* de l'Alberta, huiles lourdes de la Saskatchewan, gisements frontaliers (*c'est-à-dire à la frontière du* monde économique) de l'archipel Arctique, hauts fonds pétrolifères de la côte de l'Atlantique. L'exploration et la mise en exploitation de ces gise*ments sont coûteuses et* ne peuvent être entreprises que sur une échelle qui outrepasse les moyens et les besoins du Canada. Les Américains et les Japonais s'intéressent déjà de très *près à ces ressources* ; les Français et autres Européens aussi, mais plus modestement. *Or Ottawa est résolu* à diversifier les participations étrangères à cette deuxième grande vague d'investissements énergétiques au Canada (la première, pendant les années 50, *a été animée principalement par* des entreprises américaines) et à y maintenir une honnête participation canadienne. C'est dans cette optique que le gouvernement Trudeau présentera *à nouveau d'ici peu au Parlement* une loi établissant une Société nationale des pétroles sous le nom de Pétro-Canada, laquelle sera nantie de vastes pouvoirs d'entreprise conjointe. Est-il *impensable* que la *France*, par des prises de participation importantes aux divers projets énergétiques canadiens, obtienne des droits sur une partie des nouvelles réserves canadiennes d'hy*drocarbures, ce qui, à terme*, l'émanciperait quelque peu des Etats pétro*liers du Proche-Orient ?*

● LA SIDERURGIE :

Le gouvernement canadien recherchera, au cours des années à venir, les moyens d'accroître la production *sidérurgique du pays* et de la décentraliser au profit des régions autres que l'Ontario, notamment le Québec et les provinces de l'Atlantique. Le projet d'une aciérie de 4 millions de *tonnes au Cap-Breton* est *déjà* à l'étude au ministère fédéral de l'expansion économique régionale, afin de relancer un complexe sidérurgique que le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse avait *précédemment étatisé* pour en éviter la fermeture. La Sidbec québécoise examine des projets de même nature. Mais ce programme d'expansion ne serait rentable que s'il *s'appuyait* sur des contrats d'approvisionnement à long terme avec des entreprises d'outre-mer, c'est-à-dire *européennes et japonaises. Pourquoi* pas la France ? Pourquoi les sidérurgistes français n'importeraient-ils pas du Canada de l'acier brut pour des laminoirs installés sur la côte fran*çaise — dans les départements moins* développés de l'Ouest, par exemple ?

## Au service des intérêts nationaux

TOUT cela — et bien d'autres projets encore, — en plus de favoriser *la réalisation des objectifs nationaux* des gouvernements de Paris et d'Ottawa, à l'issue de négociations dont il ne faut pas masquer la complexité, élargirait fort utilement les assises *économiques des relations franco*-canadiennes. Ces relations, au-delà des tensions que l'on connaît, ont souffert depuis dix ans d'être axées trop exclusivement sur l'éducation, la langue et *la culture* et *donc centrées sur le pou*voir provincial au Canada — en l'occurrence la province de Québec — qui est constitutionnellement le maître d'œuvre de ces politiques. Il s'ensuit *que le développement de programmes* de coopération « directe » entre le Québec et la France (par le truchement d'une délégation générale québécoise à Paris ayant statut diplomatique et d'un consulat général français à Québec prenant souvent *l'allure d'une « crypto-ambassade »*) a en quelque sorte marginalisé les relations diplomatiques normales entre la France et le Canada. Cette marginalisation était d'autant plus embar*rassante pour les autorités fédérales* qu'elles jugeaient alors essentiel de *se donner sans délai une diplomatie* francophone pour contrer le mouvement séparatiste qu'avait suscité au Québec un *siècle* d'indifférence, de négligences et de petites et grandes *avanies envers la collectivité cana*dienne française.

Or au contraire, s'agissant des affaires économiques, les compétences du pouvoir fédéral canadien, sans être *exclusives, sont en général prépondé*rantes, surtout lorsque des intérêts étrangers sont en *cause. Tout* renforcement significatif des relations économiques franco-canadiennes, même s'il devait profiter surtout au Québec, devra donc passer obligatoirement par Ottawa. *C'est peut-être parce qu'ils* avaient oublié cette donnée fondamentale de la *Constitution* canadienne, dans la ferveur nationaliste du début des années 60, que les gouvernements québécois partis en pèlerinage *« économique »* à Paris ont vu leurs espoirs, *d'ailleurs excessifs, cruellement* déçus.

Serait-ce donc la « constitutionnalité », dont M. Trudeau se plaisait naguère à accuser ses détracteurs québécois, qui nous ramène ainsi aux *aléas de la politique intérieure* canadienne, lors même que nous envisageons les perspectives de développement de la coopération franco-canadienne à l'occasion d'un séjour *à Paris du chef du gouvernement* fédéral ? Non pas, puisque, ce faisant, nous ne faisons qu'obéir à la principale exhortation du Livre blanc sur la politique étrangère publié en 1971 *par le gouvernement Trudeau.*

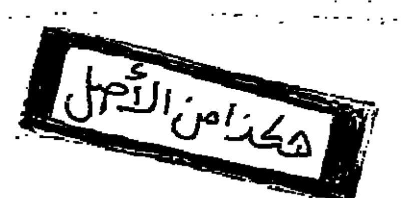
Ce document proclame en effet que la politique étrangère du Canada *devra surtout être* à l'avenir le prolongement extérieur des politiques intérieures du pays : doctrine que l'ancien secrétaire d'Etat, Mitchell Sharp, défendait peu après contre des *critiques trop « moralisateurs » à son* goût en affirmant que la politique étrangère n'était rien d'autre que la poursuite des politiques intérieures par d'autres moyens.

*Au vrai, cette « Realpolitik »* curieusement tournée vers l'intérieur, paraîtra banale aux citoyens d'Etats plus puissants ou plus anciens que le Canada, dont les gouvernements sont passés *maîtres dans l'art de camoufler* le poids de leurs intérêts derrière morale, idéologie, grand dessein, splendeur ou grandeur. Mais, malgré ses limites évidentes, la doctrine Trudeau a déjà eu des *effets bénéfiques sur* la politique étrangère du Canada, un *Etat qui*, paradoxalement victime à certains égards du talent de négociateur de son secrétaire d'Etat puis premier ministre Lester B. Pearson, avait investi depuis 1945 le gros de ses ressources diplomatiques dans la coopération internationale et le multi*latéralisme*, au détriment de ses échanges bilatéraux avec la plupart des Etats et, partant, d'une partie de ses intérêts nationaux.

Cette doctrine, qui a déjà permis à la Maison Pearson d'afficher de modestes succès avec l'U.R.S.S., la Chine, plusieurs Etats en voie de dé*veloppement et même* les Etats-Unis, doit maintenant subir l'épreuve suprême : c'est la course à obstacles européenne. Et le premier obstacle à surmonter, c'est Paris...

* Correspondant à Ottawa du quotidien montréalais *le Devoir* depuis janvier 1973. Claude Lemelin avait auparavant exercé la fonction d'éditorialiste dans le même journal et tenu la chronique économique de Radio-Canada.





*Supplément*

# MEXIQUE



## Une mosaïque de peuples et de terres

# A l'heure de la croissance

Par MARCEL NIEDERGANG

**« Notre pays est une mosaïque géographique et humaine. La meilleure façon de le servir est d'en connaître toutes les formes, toutes les nuances, en s'en rapprochant et en dialoguant avec ses habitants... » Cette phrase, extraite du discours prononcé le 1er septembre 1974 à Mexico par le président Luis Echeverria Alvarez, qui présentait le bilan de sa quatrième année de gouvernement aux députés et aux sénateurs de la nation mexicaine, exprime une vérité première : aucune autre nation latino-américaine ne présente une telle complexité et une telle diversité.**

**L'histoire mexicaine plonge dans un passé dont la profondeur réelle nous échappe encore. La rencontre brutale, au seizième siècle, entre les conquérants espagnols et l'empire cruel et sophistiqué des Aztèques offrait déjà des images fascinantes. Dans le somptueux Musée national d'anthropologie, voulu avec raison par le président Lopez Mateos, la salle réservée au peuple mexica, fondateur de Tenochtitlan (Mexico), occupe la place d'honneur face à l'audacieux « parapluie », point de rendez-vous des américanistes du monde entier. Toltèques, Mixtèques, Zapotèques, Mayas : la connaissance des autres peuples précolombiens ayant parsemé cette terre violente et tourmentée de stèles, de pyramides et de temples dédiés à des dieux sanguinaires ou bienfaisants, a singulièrement progressé ces dernières années. Mais c'est aujourd'hui seulement que la vérité se dessine. C'est sur la côte, autour de la Venta, et plusieurs millénaires avant notre ère, que la civilisation olmèque est apparue. Tout procède de ce peuple raffiné et mystérieux qui a bâti des statues géantes dont les faciès évoquent en même temps l'Afrique et le Bouddha. Ainsi les Aztèques ne sont que le dernier maillon connu, le plus guerrier, le plus parfait, le plus passionnément dévoué à sa mythologie et à sa cosmogonie.**

**Assaillis par des voisins qui contestaient leur suprématie politique et redoutaient leur soif inextinguible de sang, les Aztèques, qui s'épuisaient à satisfaire des dieux de plus en plus exigeants, s'inclinèrent devant les Espagnols. Cet événement est illustré par une épitaphe là où se rencontrent à Mexico les *trois* cultures : Tlatelolco, que l'histoire contemporaine a chargé d'un nouveau et dramatique symbole : c'est sur cette place des Trois Cultures qu'en octobre 1968 la révolte étudiante fut noyée dans le sang. C'est là aussi qu'est née, pendant une nuit aussi triste que celle de Cortés doutant de sa victoire, la réflexion de tout un peuple qui a débouché sur la tentative de remise en cause de structures dépassées.**

**Ailleurs, conquérants et conquis s'ignorèrent pendant des siècles traversés de brèves jacqueries paysannes. Au Mexique, Cortés le vainqueur et Moctezuma le vaincu sont aujourd'hui encore les deux pôles d'une même inspiration. Le marché de Tenochtitlan, reconstitué en maquette au Musée national d'anthropologie, n'est pas sensiblement différent de celui de Toluca, capitale de l'Etat de Mexico, à 2 600 mètres d'altitude. Mêmes visages, mêmes costumes, mêmes huipils, mêmes herbes, mêmes nourritures où dominent le maïs, le haricot noir et le piment.**

LA profondeur du champ historique mexicain n'a d'égal que la diversité de ses plans géographiques. Cette corne d'abondance renversée de 2 millions de kilomètres carrés, contient tous les déserts, toutes les sierras, tous les volcans, tous les torrents, toutes les jungles, toutes les plages. Quoi de commun entre les plaines à cactus du Nord, où rôdaient les bandes de Geronimo et les cavaliers de l'armée de Pancho Villa ? Le morceau de lune de 1 700 kilomètres de long de la basse Californie, traversée depuis un an par une route de Tijuana à La Paz, les hauts plateaux rabotés du Centre, où l'histoire s'est faite depuis quatre siècles à coups de cloches, d'exécutions sommaires et de marches forcées dans la poussière ? *El Grito*, le cri de l'indépendance, se célèbre ainsi chaque 15 septembre, à Mexico, sur le Zocalo, où l'explosion de l'enthousiasme populaire répond au son grave de la cloche de bronze agitée par le chef de l'Etat. A droite, vers le Guerrero, hier refuge de Zapata, aujourd'hui de groupes de guérilleros, à gauche vers Vera-Cruz et le Tabasco. Au Sud enfin, vers Oaxaca, le Tehuantepec et le Chiapas profond, dont on fête cette année le cent cinquantième anniversaire du rattachement à la république, le Mexique bascule vers les plaines tropicales et moites, l'exubérance de la grande forêt où surgissent, dans les clairières, les temples mayas, et la longue plate-forme yucatèque qui affronte les ouragans aux noms de femmes nées dans les Caraïbes.

Cette histoire multiforme, cette bousculade de climats, cet enchevêtrement de rocs et de plaines ont donné naissance à un homme mexicain triste et gai, introverti et exalté, fidèle et détaché, courageux et obsédé par la mort. Les Mexicains sont aujourd'hui cinquante-huit millions. Leur taux de croissance démographique de 3,5 % est l'un des plus élevés du monde. L'espérance de vie est aujourd'hui de soixante-trois ans. M. Mario Moya Palencia, ministre mexicain de l'intérieur, qui représentait son pays à la conférence mondiale sur la population de Bucarest en août dernier, a sans doute pu ajouter, après avoir donné ces chiffres, que le Mexique venait de créer un conseil national de la population afin de « *rationaliser* » et de « *régulariser* » la croissance, source de richesse mais aussi de conflits. Cette explosion démographique, les énormes disparités de niveaux de vie, les déséquilibres régionaux, la lutte pour l'indépendance économique et la conquête des véritables centres de décision, les taches de misère non résorbées, le sous-emploi, l'exode de centaines de milliers de travailleurs sans terre vers les Etats-Unis, rangent évidemment le Mexique d'aujourd'hui dans le groupe des pays du tiers-monde en voie de développement.

La politique, l'économie et la sociologie offrent autant de contrastes et de paradoxes que l'histoire ou la géographie. Plus de seize millions de personnes sont inscrites aujourd'hui aux deux principales organisations de sécurité sociale, mais la moitié environ de la population paysanne, qui représente un peu moins de 50 % de la population active, est composée de paysans sans terre et sans véritables ressources. L'industrialisation, commencée dans les années 40, est spectaculaire et a profondément modifié les données économiques et sociales. Pour la première fois cette année, le Mexique va exporter du pétrole aux Etats-Unis. Le taux de croissance se maintient à 7 % par an et les exportations de produits manufacturés sont en hausse sensible.

Le gouvernement a réaffirmé son intention de ne pas procéder à une dévaluation, maintenant le taux de change à 12 pesos 50 centavos pour 1 dollar. Mais une inflation brutale est en 1974 le souci numéro un des dirigeants et des Mexicains, alors que les discussions traditionnelles entre syndicats et employeurs se sont déroulées en septembre dans un climat plus tendu que de coutume.

*(Lire la suite page 29.)*

LE PRESIDENT LUIS ECHEVERRIA ALVAREZ
*Pour une politique de dialogue.*

# RESSERRER LES LIENS AVEC L'AMÉRIQUE LATINE

Par EMILIO RABASA, ministre des affaires étrangères

DANS son message à la nation du 1er décembre 1970, le président Echeverria s'était déclaré fermement décidé à resserrer « *nos liens fraternels et notre coopération avec les peuples de la communauté latino-américaine du continent* ». Fidèle à son propos, dès le mois de mai 1971, le premier magistrat procédait à une série de rencontres personnelles avec les chefs d'Etat des pays d'Amérique centrale, de Panama, du Pérou et du Chili. Cette année même, en juillet, son voyage en Amérique du Sud, qui l'a conduit au Costa-Rica, en Equateur, au Panama, en Argentine, au Brésil, au Venezuela et à la Jamaïque, visait, entre autres objectifs, l'accélération du processus d'intégration régionale.

L'activité diplomatique déployée par le président du Mexique se fonde sur sa conviction que l'heure est venue pour les pays latino-américains de conjuguer leurs efforts dans la poursuite des buts qui leur sont communs. Il y a quelques années était évoquée, non sans légèreté, l'utopie de Bolivar de constituer une amphictyonie (1) à laquelle il appartiendrait de tracer la ligne de conduite à suivre dans nos relations avec le reste du monde. Aujourd'hui, avec la même légèreté, il est affirmé qu'il n'y a pas d'unité latino-américaine et qu'il y a autant d'Amériques latines que d'Etats qui la composent. Il est vrai que la carte géographique de la région se présente à nos yeux comme une mosaïque de couleurs : d'un pays à l'autre les différences sont parfois énormes, tant au plan du développement économique que du point de vue du progrès social. De telles différences ne peuvent manquer de se refléter dans la philosophie politique des gouvernements respectifs et dans les objectifs qu'ils se proposent d'atteindre. Nous pensons cependant, quant à nous, que reconnaître cette diversité et l'admettre n'est pas une fin en soi, mais, en quelque sorte, une mise en condition appelée à permettre à nos pays d'entreprendre la tâche d'identification des intérêts qui leur sont communs. Ayant fait table rase, nous serons en mesure d'asseoir notre solidarité sur des bases solides.

Le Mexique attache un grand prix aux organismes créés au cours des dernières années dans le domaine économique et qui, telle la Commission économique de coordination latino-américaine (CECLA), ont favorisé le consensus latino-américain, ou, tel le pacte andin, fomentent la coopération et accélèrent l'intégration des pays de la région concernée. Des expériences analogues devraient, selon nous, être tentées sur le plan politique, à mesure que la diplomatie bilatérale permet de déceler l'existence de domaines offrant des possibilités d'action commune.

Nous ne saurions perdre de vue, dans ce contexte, les nations des Caraïbes, récemment nées à l'indépendance. Elles sont rattachées, géographiquement, à notre continent, et, bien que leurs cultures diffèrent de la nôtre, nos expériences historiques présentent bien des analogies. Considérant qu'elles font partie de notre famille, nous ne saurions tenir conseil sans qu'elles y participent de droit.

## Solidarité avec l'ensemble des jeunes nations

CUBA doit réintégrer sa place au sein du système interaméricain. Nous nous devons, de plus, de résilier dans le plus bref délai possible la résolution adoptée en 1964, lors de la onzième réunion consultative de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) par tous les pays membres, à l'exception du Mexique, par laquelle ils décidèrent de rompre toute relation avec Cuba. Le Mexique — qui est intervenu activement et à plusieurs reprises à ce sujet — souhaite voir levées au plus tôt ces sanctions afin que chaque pays recouvre la liberté de renouer ou non ses relations avec Cuba dans l'exercice de sa souveraineté.

Le Mexique a également formulé à nouveau le vœu de voir Panama exercer pleinement sa souveraineté sur le canal, et que la Bolivie et le Paraguay aient directement accès à la mer.

La nécessité pour les pays d'Amérique latine de mener une action commune pour défendre leurs intérêts ne doit pas nous faire commettre l'erreur de limiter l'exposé des questions régionales au contexte continental. A l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la réunion des ministres américains des affaires étrangères, à Tlatelolco, le président Echevarria a observé en effet que, quelles que soient les caractéristiques propres à ces questions, elles n'en sont pas moins des modalités du phénomène général du sous-développement. Pour être efficaces, les initiatives latino-américaines doivent être conjuguées avec celles que prennent dans d'autres régions du globe les pays du tiers-monde pour faire admettre la légitimité de leurs aspirations.

*(Lire la suite page 24.)*

(1) Confédération des cités de la Grèce antique, qui réglait les questions d'intérêt général. Assemblée des amphictyons.



LE PROBLÈME AGRAIRE

# Passé et avenir de la terre mexicaine

Par ROBERT ESCARPIT

QUAND le président Echeverria, lors de son investiture en 1970, a prononcé son discours-programme, on a pu noter que des applaudissements particulièrement vigoureux jaillissaient des rangs serrés des vieux militants paysans lorsqu'il a annoncé qu'il maintiendrait la ligne de la révolution agraire mexicaine.

Le Mexique a beau être maintenant un grand pays industriel qu'on ne peut plus qualifier de sous-développé, et auquel l'expression de « *pays en voie de développement* » s'applique sans euphémisme, la révolution terrienne reste l'axe inébranlable de son développement.

Quand on parle du problème agraire au Mexique, il faut avoir cinq dates en mémoire. D'abord novembre 1911, quand le plan d'Ayala jeta les bases de la réforme agraire au lendemain de la révolution de 1910. Ensuite, le 6 janvier 1910, date de la loi par laquelle le président Carranza institua, ou plutôt rétablit la propriété collective des *ejidos*. Puis le 5 février 1917, date de la promulgation de la Constitution encore en vigueur de nos jours, dont l'article 27 constitue la charte de l'agrarisme.

Les deux dernières dates sont moins officielles, mais tout aussi importantes. En 1934, le président Lazaro Cardenas relança la collectivisation, dont le rythme avait toujours été assez lent et s'était encore ralenti à la fin de l'« *ère de Calles* ». Enfin, la dernière date est assez difficile à fixer. Elle se situe aux environs de 1950, sous la présidence de Miguel Aleman, quand, par une évolution naturelle des choses, le Mexique se vit obligé de prendre le tournant de l'industrialisation.

A cheval sur le tropique du Cancer, le territoire mexicain, d'une superficie de 197 millions d'hectares, ressemble à une corne d'abondance couchée sur le côté, ouverte vers le nord et munie à son bord extérieur d'une sorte de poignée : la péninsule de Basse-Californie.

Mais le symbole d'abondance est illusoire. Le corps du pays est constitué par trois triangles superposés délimitant trois zones de nature très distincte. Les terres hautes, désertiques au nord, plus fertiles à la pointe où se trouve la vallée de Mexico, varient en altitude de 1 500 à 3 000 mètres et sont sèches. Une zone tempérée, pluvieuse, dessine un V fertile et arrosé par des pluies relativement abondantes et régulières autour du plateau central, à une altitude qui varie entre 1 000 et 2 000 mètres. Enfin, la zone tropicale pluvieuse des terres basses forme un autre V, qui s'emboite dans le précédent tout le long des côte et s'étend par l'isthme de Tehuantepec jusqu'au Yucatan.

*(Lire la suite page 25.)*



# RESSERRER LES LIENS AVEC L'AMÉRIQUE LATINE

(Suite de la page 23)

La conférence de Tlatelolco, qui s'est déroulée au Mexique du 18 au 23 février 1974, et à laquelle ont pris part tous les ministres des affaires étrangères d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, a prouvé concrètement qu'il peut exister une unité réelle entre pays latino-américains et des Caraïbes, puisque, à l'occasion de cette réunion, ils ont proposé d'un commun accord huit points d'une importance politique et économique fondamentale : 1) coopération en faveur du développement ; 2) mesures coercitives de caractère économique ; 3) restructuration du système interaméricain ; 4) solution à apporter à la question du canal de Panama ; 5) structure du commerce international et du système monétaire ; 6) entreprises transnationales ; 7) transfert de technologie ; 8) panorama général des relations entre l'Amérique latine et les Etats-Unis d'Amérique.

Au cours des entretiens du président Echeverria avec les chefs d'Etat des pays d'Amérique du Sud qu'il a visités et avec le premier ministre de la Jamaïque, une large place a été faite à l'examen des perspectives qu'offrirait l'approbation du projet de « charte des droits et devoirs économiques des Etats » par l'actuelle session de l'Assemblée générale des Nations unies. Incontestablement, cette initiative constitue une contribution du tiers-monde d'une singulière importance à l'instauration d'un nouvel ordre international qui, tenant compte des changements apportés à la carte politique mondiale depuis la seconde guerre mondiale — du fait de l'accès à l'indépendance des peuples d'Asie et d'Afrique en particulier — et reconnaissant la réalité politique et économique des pays du tiers-monde, permette une évolution des relations internationales dans l'ordre, leur épargnant les violentes convulsions que les injustices actuelles font craindre pour l'avenir.

## Pour renforcer la coopération économique

LA proposition faite par le président Echeverria lors de son récent voyage en Amérique du Sud, en vue de créer un organisme latino-américain de consultation et de coopération économique appelé à siéger en permanence, a, elle aussi, une importance considérable. Un tel organisme, en effet, aurait pour mission de : étudier les stratégies de développement ; tracer des politiques de coopérations ; organiser la défense des prix des produits de base ; coordonner les stratégies de commercialisation et d'utilisation des ressources naturelles ; renforcer le pouvoir d'achat de biens de capital et de technologie ; garantir la fourniture d'articles nécessaires et de denrées alimentaires ; orienter et stimuler les divers processus d'intégration régionale ; définir, orienter et appuyer les accords de complémentarité et les investissements industriels communs ; promouvoir et organiser la recherche scientifique et technologique et la formation de spécialistes et de techniciens ; enfin, concevoir et mettre sur pied des institutions financières propres à stimuler des activités d'importance primordiale pour les pays latino-américains.

Bien entendu, il ne pouvait être question d'espérer qu'un projet de cette envergure, qui, de plus, requiert l'approbation de tous les pays d'Amérique latine — et non seulement de ceux visités au cours de ce récent voyage, — puisse aboutir dans l'immédiat à des accords concrets. Mais il s'agissait de lancer l'idée, de faire un premier pas. Pour en obtenir un résultat qui traduise l'adhésion de l'opinion latino-américaine, ce projet devra être mis à l'étude et largement discuté.

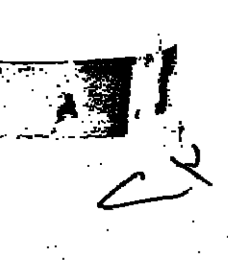
Telles sont les deux questions d'importance capitale qui suffiraient, à mon sens, à justifier le dialogue que le voyage du président Echeverria a permis d'établir. Il y a lieu d'y ajouter l'examen — dont il a fourni l'occasion — des moyens les plus propres à accélérer l'accomplissement, dans le cadre de l'Association latino-américaine de libre commerce, du processus d'intégration ; la signature, à la Jamaïque, d'un accord aux termes duquel a été instituée la commission mixte Mexique-Communauté des Caraïbes et la confirmation au Pérou, en Equateur et au Venezuela des liens établis antérieurement avec le Groupe andin ; enfin, la conclusion de trente-quatre accords concrets de caractère économique et culturel ou de coopération technique.

Les résultats sont indéniables, et si quelques-uns d'entre eux sont appelés à produire leurs effets dans l'avenir immédiat, d'autres motiveront des démarches complémentaires, des études et des décisions ultérieures. En dernière instance, le succès d'une telle entreprise — dont le but primordial n'est pas d'en obtenir des bénéfices unilatéraux, ni même bilatéraux, mais bien de promouvoir l'unité et la solidarité latino-américaines — ne dépend pas d'une volonté unique, mais de l'accord collectif.

EMILIO RABASA.



هكذا من الأصل



## LE PROBLÈME AGRAIRE

# Passé et avenir de la terre mexicaine

(Suite de la page 23)

Une moitié de la surface du Mexique est occupée par de grands pâturages (au nord), un quart par des forêts (dans la région tropicale), un septième par des déserts. Cela ne laisse que 23 à 24 millions d'hectares cultivables. Encore, faut-il distinguer les *tierras humedas*, naturellement arrosées, qui représentent à peine 2 millions d'hectares, les *tierras de riego*, récupérables par irrigation, et les *tierras de temporal*, vouées au hasard du régime des pluies.

Il est clair que la politique qui s'impose est de transformer le maximum de *tierras de temporal* et *tierras de riego*. C'est pourquoi le président Aleman a créé dès 1946 un ministère des ressources hydrauliques. Vers 1950, 9 millions d'hectares seulement étaient en mesure de produire une récolte. Pour un pays qui avait alors trente millions d'habitants, cela représentait 0,30 hectare par habitant, chiffre inférieur à celui des pays européens les moins favorisés.

Les trois quarts de cette surface produisaient du maïs (pour moitié), du blé, du riz et de la canne à sucre, mais en quantité insuffisante pour une population toujours croissante. Le Mexique était importateur de céréales et ne se suffisait à lui-même que pour le coton (et encore partiellement) et les produits tropicaux, sans parler du *frijol*, le fameux haricot rouge qui est avec le maïs la base de la nourriture traditionnelle du Mexique.

Il est clair qu'un deuxième axe de la politique agricole mexicaine devait être l'amélioration du rendement par l'adoption de techniques modernes. C'était là, avec l'eau, le problème vital des années 50.

### Poussée démographique et propriété privée

Le premier problème est démographique. Le Mexique de 1920, décimé par la révolution et la misère, avait environ quatorze millions d'habitants. De 1920 à 1930, la population augmenta d'un million tous les cinq ans, de 1930 à 1940 d'un million tous les trois ans, de 1940 à 1950 d'un million tous les deux ans, de 1950 à 1960 d'un million tous les ans. Il a franchi la barre des cinquante millions en 1970, et c'est sans exagération aucune que le président Echeverria peut prévoir un Mexique de cent millions d'âmes pour l'an 2000.

Cela signifie toujours plus de bouches à nourrir, toujours plus d'enfants à scolariser, une charge toujours plus lourde pour la population active, mais surtout cela implique de prodigieux bouleversements sociaux, notamment en ce qui concerne l'équilibre de la population rurale et de la population urbaine.

Un point de crise a été atteint en 1950, ou aux abords de 1950, mais cela pour des raisons qui ne sont pas seulement démographiques.

La révolution de 1910 avait eu pour but de liquider les *latifundia*. L'article 27 de la Constitution affirme que la nation seule est propriétaire de toutes les parties du territoire national. La propriété privée n'est donc qu'une concession révocable, et la Constitution ordonne le fractionnement des grands domaines.

Sous l'influence du communisme agraire de l'époque et par référence au *calpulli*, propriété collective des anciens Aztèques, Carranza entreprit à partir de 1915 de distribuer les terres soit à des petits propriétaires, soit surtout aux fermes collectives, les *ejidos* (du nom qu'on donnait au pré communal en Espagne).

Entre 1915 et 1950, 37 millions d'hectares (dont un quart de terres cultivables) furent répartis. Vingt millions le furent sous la seule présidence de Cardenas (1934-1940). Vers 1950, les *ejidos* représentaient un tiers des terres recensées et nettement plus de la moitié des terres cultivables. La petite propriété représentait moins de 1 % des terres recensées, mais 8 % des terres cultivables. La grande propriété avait le reste, c'est-à-dire quelque 40 % des terres cultivables et d'immenses espaces de *tierras de temporal*, de forêts dans la zone tropicale ou de steppes à élevage extensif dans le Nord.

Des erreurs grossières furent commises dans les premiers temps,



**Courir très vite, pour ne pas reculer.**
*La moitié de la population agricole est encore composée de paysans sans terres.*

et notamment celle d'un morcellement excessif qui détruisit le système d'irrigation des grandes *haciendas*, qu'il aurait fallu au contraire améliorer. De présidence en présidence, on voit la dimension moyenne de la parcelle par bénéficiaire passer de 4 hectares sous Carranza à 47 hectares sous Camacho, entre 1940 et 1946. En même temps, cette dimension se module. Elle était au minimum de 10 hectares pour les terres humides et de 80 hectares pour les terres sèches sous le président Aleman. De même, le propriétaire moyen s'est trouvé protégé par un décret d' « inaffectabilité » au-dessous de 100 hectares en terre humide et de 800 hectares en terre sèche.

Mais la dimension n'était pas le seul problème, loin de là. On pourrait mentionner l'éducation. Beaucoup d'*ejidos* ont échoué misérablement du fait de la maladresse ou du manque d'aptitude des intéressés. Or, dans un pays qui a la croissance démographique du Mexique, l'éducation rurale est une course où, comme le disait Jaime Torres Bodet, il faut courir très vite simplement pour ne pas reculer.

On pourrait aussi mentionner le financement. La Révolution mexicaine a prévu un système très complet de banques « *efidales* » et de banques d'Etat, mais les besoins sont énormes et les investissements ne sont jamais désintéressés.

On pourrait enfin mentionner l'infrastructure économique. Faute de routes, faute de systèmes de distribution, beaucoup d'*ejidos* sont tombés entre les mains d'intermédiaires peu scrupuleux. La *Sociedad Nacional Reguladora y Distribuidora*, fondée en 1941, n'a été longtemps qu'un palliatif peu efficace.

Mais le facteur peut-être le plus déterminant a été celui de l'équipement (dans lequel d'ailleurs se retrouvent tous les autres). Un recensement de 1940 permet d'établir un tableau éloquent (voir col. 1 et 2).

| | Grande propriété | *Ejidos* |
|---|---|---|
| Surface exploitée ............ | 6 751 668 ha | 7 045 217 ha |
| Camions automobiles ........ | 4 502 ha | 1 475 ha |
| Tracteurs .................... | 3 646 ha | 958 ha |
| Moteurs industriels .......... | 5 051 ha | 1 300 ha |

Dix ans plus tard, l'équipement s'était évidemment amélioré d'une manière globale (vingt-trois mille tracteurs au total dans le pays en 1950), mais la disproportion entre la grande propriété privée et la propriété collective s'était plutôt aggravée.

Dès lors, il apparaissait que la poursuite du mouvement se heurterait à un blocage si le Mexique n'était pas en mesure de prendre le virage décisif du développement, à commencer par l'industrialisation.

C'est sur le thème de l'industrialisation que le président Aleman a commencé son mandat en 1946. Le problème n'était pas simple, d'autant moins simple en fait qu'il était d'abord politique.

Une des constantes le plus souvent affirmées de la politique mexicaine depuis la Révolution est la recherche de l'indépendance nationale et surtout de l'indépendance économique. Une des causes de la Révolution a justement été la soumission excessive du vieux président Porfirio Diaz aux intérêts étrangers, aussi bien européens qu'américains.

A cela s'ajoute que l'idéologie du parti « institutionnel », qui, sous divers noms, dirige le régime depuis un demi-siècle, s'est toujours teintée d'un certain socialisme, plus ou moins rouge selon les circonstances et donc les présidents issus du parti. C'est sous Lazaro Cardenas qu'elle a été le plus nettement révolutionnaire. C'est Cardenas qui, en 1938, a nationalisé les pétroles, en vertu d'ailleurs de l'article 27 de la Constitution. Le règlement avec les Etats-Unis fut difficile et plus difficile encore avec la Grande-Bretagne, qui avait rompu les relations diplomatiques et n'accepta un règlement final qu'après la guerre, en 1947. Le Venezuela remplaça le Mexique comme grande source de pétrole international du continent latino-américain. Le Mexique, lui, suivit une politique d'exploitation nationale prudente qui préfigure singulièrement celle des pays producteurs du Proche-Orient et d'Afrique du Nord à notre époque.

L'énergie était la clef du développement industriel. Celui-ci possédait des bases solides avec les aciéries de Monterrey, créées en 1922 et modernisées en 1938. Plusieurs autres complexes sidérurgiques furent créés et développés dans le Nord et sur la côte Pacifique après la guerre afin d'exploiter les richesses considérables du sous-sol. Entre 1938 et 1955, la production mexicaine d'acier quintupla.

Se posa alors le problème de la création d'industries de fabrications mécaniques, tant pour les biens de consommation qu'exigeait l'urbanisation accélérée du pays que pour les équipements nécessaires à l'économie et notamment à l'agriculture.

Cela ne pouvait se faire sans investissements étrangers. Il y en eut d'européens (en particulier français), mais ils furent surtout nord-américains. Les Etats-Unis faisaient une rentrée en force. Tout le problème des trois présidents qui succédèrent à Miguel Aleman (Ruiz Cortinez, Lopez Mateos et Diaz Ordaz) fut de maintenir son élan à la Révolution mexicaine sans effaroucher le capital américain ni inquiéter outre mesure ce redoutable voisin que sont les Etats-Unis.

Le Mexique est habitué à cette navigation à vue, qui suppose une planification rigoureuse mais souple. Mais le jeu se compliquait cette fois du fait, d'une part, de l'apparition de mouvements révolutionnaires latino-américains plus dynamiques et plus exigeants que la vieille machinerie du Parti révolutionnaire institutionnel, d'autre part des profonds bouleversements de la société mexicaine, qui, de 1958 à 1968, ont entretenu dans les centres urbains, et notamment à Mexico (qui quintuplait sa population en vingt-cinq ans), un état d'agitation quasi permanent.

Le régime n'en fut pas pour autant sérieusement ébranlé. C'est qu'il a su garder pour lui, malgré de sérieuses difficultés (dans le Guerrero par exemple) l'appui de la masse paysanne. Même dans un pays industrialisé et urbanisé comme le Mexique moderne, cet appui reste la clef du pouvoir.

La personnalité du candidat présidentiel choisi par l'équipe dirigeante reflète toujours la conjoncture. Luis Echeverria, l'homme de 1970, est le premier président d'une génération trop jeune pour avoir connu l'époque héroïque de la révolution agraire ; mais il a eu dès son investiture l'aval officiel du vieux héros de cette révolution, Lazaro Cardenas, qui devait mourir quelques mois plus tard.

Refusant les étiquettes politiques, louvoyant entre les courants divers de l'Organisation des Etats américains, diversifiant les investissements et les marchés, Luis Echeverria a, en quelques années, donné au Mexique la dimension nouvelle que demande son développement. Il se pose maintenant en chef d'Etat de premier plan qui ne peut être ni vraiment renié par les « progressistes » ni sérieusement mis en danger par les forces plus ou moins clandestines de l'ordre nord-américain.

Mais il n'a pas oublié la terre mexicaine. Il sait que là est la force et le recours de sa politique. L'accent est seulement mis maintenant sur l'éducation, l'équipement, les industries productrices d'engrais, l'hydraulique, l'agronomie, plutôt que sur la répartition des terres. L'agriculture mexicaine recueille le fruit d'une politique méthodique qui, depuis vingt ans, a amélioré les rendements, notamment par l'adoption de nouvelles variétés de maïs et de blé (les Soviétiques furent sur ce point d'excellents conseillers). Malgré son explosion démographique, le Mexique, importateur de céréales il y a vingt ans, en est devenu exportateur.

On peut évidemment se demander si cette révolution quelque peu technocratique est restée assez révolutionnaire pour faire face aux grandes poussées idéologiques qui soulèvent les masses de notre temps, et cela tout particulièrement en Amérique latine.

On peut répondre que beaucoup de problèmes qui se posent dans les pays latino-américains ont été durement et parfois brutalement résolus jadis dans les âpres luttes de la Révolution mexicaine.

Il n'en reste pas moins qu'une société est en train de naître, jeune, dynamique, imprévisible. Nul ne sait ce que sera l'enjeu du pari sur l'an 2000 qu'a fait le président Echeverria. La terre fera certainement partie de cet enjeu, mais elle n'aura d'autre destin que celui que les Mexicains sauront donner à l'ensemble de leur pays.

ROBERT ESCARPIT.



## DIFFÉRENCIATION RÉGIONALE ET CONTRASTES ÉCONOMIQUES

# *La tradition indienne et le choc du progrès*

Par CLAUDE BATAILLON *

LES visiteurs étrangers qui reviennent du Mexique, selon leurs préoccupations, en ramènent des images bien dissemblables : l'homme d'affaires, l'universitaire, auront rencontré dans la capitale ou dans les grandes villes de province le modernisme le plus pénétré par la civilisation nord-américaine, une efficacité technique remarquable, tout comme au Brésil ; entre deux voyages, les progrès sont évidents. Les touristes, en particulier les Européens, de plus en plus nombreux depuis dix ans, trouvent au contraire l'étrangeté d'une civilisation « indienne » qu'ils croient immuable depuis les temps précolombiens, certains ethnologues les aidant dans cette quête d'un monde radicalement différent.

En réalité, les contrastes du Mexique sont hérités d'une longue histoire dont les différents apports se combinent de façon fort différente d'un point à l'autre du pays, aucune campagne ni aucune ville n'ignorant complètement ni le passé indigène ni la pénétration actuelle du capitalisme national et international. Cependant, la différenciation régionale tend à s'accuser actuellement, ce dont les pouvoirs publics ont dû prendre conscience pour chercher à y remédier.

## Les étapes du peuplement

LES régions du Mexique ont été peuplées différemment, ce que révèle la physionomie des villes et des campagnes. Les montagnes et les bassins du centre du pays, de Veracruz à Guadalajara, ont connu une occupation paysanne complète plus que deux fois millénaire, fondée sur le maïs et le haricot, le peuplement indigène vivant dans des villages largement hérités de l'époque coloniale, comme dans toute l'Amérique hispanique. Physiquement plus ou moins métissés, mais surtout très largement hispanisés quant à la langue, paysans et artisans peuplent de gros villages au plan quadrillé, aux maisons basses pourvues de patios et de jardins. L'originalité de ce Mexique central, par rapport au reste de l'Amérique indienne, est donnée par la présence d'un réseau urbain, dominé par la ville de Mexico, qui plonge ses racines dans le passé de l'empire aztèque : Tenochtitlan était la plus grande capitale, dominant un ensemble de principautés dont sont héritières les villes de Tlaxcala, Cuernavaca et bien d'autres. L'héritage de l'architecture coloniale fait le charme de ces cités, mais aussi des bourgs et des villages, dont les monastères nés de l'évangélisation sont décorés de fresques tantôt directement copiées de la Renaissance européenne, comme à Acolman ou Actopan, tantôt plus originales et partiellement inspirées par la tradition picturale indigène, comme à Ixmiquilpan.

Les montagnes et les plaines tropicales humides du sud du Mexique, jusqu'à la frontière du Guatemala, ont connu un peuplement indigène partiel, en tout cas moins permanent que dans le centre du pays : les ruines mayas recouvertes par les forêts du Peten dès avant l'arrivée des Espagnols témoignent de cette instabilité du peuplement dans des secteurs sensibles aux maladies tropicales, mais aussi à la destruction des sols défrichés. En relation avec des organisations politiques précoloniales plus morcelées que dans le centre, les villes étaient ici plus modestes, et l'époque coloniale n'a maintenu dans ces régions que quelques noyaux urbains (Oaxaca, San-Crisbotal) et quelques activités prospères (plantations de cacao du Soconusco à la frontière guatémaltèque ou cochenille au Oaxaca). Ici, le peuplement forme quelques noyaux denses qui contrastent avec des secteurs vides, soit de forêts, soit de pâturages extensifs dans les broussailles ou les savanes ; on y trouve l'essentiel des populations qui, faiblement hispanisées, ont conservé des langues indigènes, soit dialectes mayas dans l'est, soit une mosaïque de dialectes variés plus près du centre (mixtèque, zapotèque, nahuatl, etc.).

Bien différent de ce Mexique méridional, souvent en décadence, le nord du pays s'est peuplé et organisé par étapes depuis l'arrivée des Espagnols, qui, ici, ont eu affaire non pas à des populations indigènes nombreuses et sédentaires facilement soumises, mais à de petits groupes souvent nomades dont l'opposition n'a été vaincue que par une destruction à peu près totale, comparable à la conquête des Etats-Unis. L'espace, peu à peu dominé vers le nord par Mexico, s'étendit jusqu'au nord de la Californie et fut peuplé surtout de métis venus du centre du Mexique. L'essentiel de cette progression s'est effectué dans des régions semi-désertiques, avant tout dans le but d'y exploiter des mines (d'argent principalement à l'époque coloniale, puis de plomb, zinc, cuivre et fer). Bien souvent, la ville, poste militaire ou mine, fut la première prise de possession. L'agriculture irriguée fut longtemps subordonnée à l'alimentation en blé et maïs des zones minières, comme en bordure du fleuve Lerma et de ses affluents (région du Bajio, de Queretaro à Leon). Ce n'est qu'à la fin du dix-neuvième siècle qu'elle devint le but principal d'une colonisation massive, d'abord dans la Laguna autour de Torreon, puis sur les fleuves côtiers du Pacifique et aux embouchures des deux fleuves nés aux Etats-Unis : le Rio Bravo frontalier, à l'est, et le Colorado, à l'ouest. Les immensités de steppes d'élevage extensif et de désert contrastent avec les oasis cultivées de blé, coton, légumes ou luzerne, oasis pourvues chacune de sa capitale, si bien que la population urbaine est largement majoritaire dans le nord du Mexique.

Si la différenciation des régions mexicaines plonge ses racines dans l'histoire du peuplement, la croissance économique nationale contemporaine n'a fait qu'accroître les contrastes déjà marqués dans la tradition. Les terres tropicales du sud du Mexique sont restées en marge de la croissance, sauf exception : l'Etat mexicain, lorsqu'il s'est constitué au dix-neuvième siècle, a gardé un moment des frontières incertaines avec l'Amérique centrale, dont fit partie un moment le Chiapas ; le Yucatan, un temps prospère grâce au sisal, était aux mains de la bourgeoisie de Merida, à qui le pouvoir fédéral enleva successivement le Campeche puis le Quintanaroo, pays pionniers des bois précieux ; cette péninsule yucatèque, J. Revel Mouroz l'a bien montré, ne s'est qu'à peine intégrée à l'économie mexicaine depuis moins de deux décennies. De la même façon, l'abandon politique a marqué la création de l'Etat fédéré de Guerrerro : un fief dans les montagnes bordées par le Pacifique, pourvu artificiellement d'une capitale, Chilpancingo, qui n'a même pas un marché digne de ce nom ; l'accès d'Acapulco au tourisme n'a pas empêché le maintien d'une insécurité quasi permanente, qui semble d'une importance politique trop faible pour mériter une intervention militaire massive. Ce Mexique tropical sous-estimé n'a guère connu d'équipements ferroviaires à la fin du dix-neuvième siècle, et il a été atteint tardivement et localement par la route et par l'hygiène moderne.

## Pauvreté paysanne et croissance urbaine

AINSI s'explique le maintien du peuplement « indigène » : dans le Oaxaca, il s'agit de villageois souvent déjà bilingues, habitués dès avant la colonie à respecter un pouvoir politique central, en proie parfois à la plus profonde pauvreté : dans les montagnes de la Mixtèque, sèches et dévorées par l'érosion, on complète le fruit dérisoire des cultures de maïs par l'artisanat du tressage de la palme pour « chapeau de paille », qui rapporte à ceux qui le pratiquent des revenus quotidiens inférieurs à 1 franc, sous le contrôle des grossistes de Tehuacan et de Puebla. Dans le Chiapas, autour de San-Cristobal, les communautés ressemblent à celles du Guatemala : elles ont gardé leurs costumes traditionnels — introduits par les moines évangélisateurs, — leur habitat dispersé complété par un centre politique et cérémoniel où vivent à tour de rôle les autorités coutumières ; elles survivent en partie grâce au travail temporaire dans les plantations de café de la côte pacifique, où les salaires sont d'ailleurs doubles de ceux du Guatemala voisin. Mais ce tropique, pour lequel on parle de colonialisme interne, possède certaines des ressources énergétiques essentielles du pays : grands cours d'eau qu'équipent des centrales électriques dont la puissance atteint le million de kilowatts (Infiernillo sur le Balsas, avec à l'aval la sidérurgie d'Etat de Las Truchas, Malpaso sur le Grijalva), champs pétroliers récents ou en cours de prospection, d'où naît la pétrochimie, comme à Minatitlan. Les routes qui accompagnent ces investissements publics de base suffisent-elles à mettre fin au retard régional ?

C'est sans doute le centre du pays qui connaît les plus violents contrastes, en particulier entre milieu urbain et milieu rural. Ce dernier, dans l'ensemble, est dominé par le *minifundio* issu de la réforme agraire. C'est ici en effet, en particulier à proximité de Morelos où opéra Zapata, que la réforme fut la plus précoce et la plus complète ; il ne reste plus guère de *latifundios* à distribuer et, afin de contenter le plus de monde possible dans un paysannat extrêmement dense, les lopins labourables, souvent médiocres, attribués par la réforme agraire sont très petits (généralement inférieurs à 5 hectares) et ne suffisent pas aux héritiers des bénéficiaires, enfants et petits-enfants très nombreux. Si bien que ces campagnes, depuis deux générations, fournissent en abondance des émigrants vers les villes. Ceux qui restent à la terre, mal employés et peu pourvus de moyens d'exploitation modernes même s'ils augmentent leurs rendements grâce aux engrais chimiques, forment la masse de manœuvre du syndicat rural (Confédération nationale paysanne), pilier électoral du parti au pouvoir : cet appui passif n'est peut-être pas garanti à long terme et l'effort gouvernemental actuel est important à l'égard de ces masses paysannes.

## La frontière et l'industrialisation

GRACE au marché des grandes villes, certains bassins irrigables ont développé une agriculture moderne et prospère, comme dans le Bajio : elle n'est pas toujours aux mains des paysans, les chefs d'exploitation, nouveaux venus à la terre dont ils sont parfois locataires, étant affublés du sobriquet d'« *agriculteurs nylon* ». Le développement urbain est en effet spectaculaire dans le centre du pays, où la plupart des cités croissent, se modernisent, accueillent des industries nouvelles. Cependant, dans cette croissance urbaine, la part de la capitale est écrasante : l'aire métropolitaine de Mexico dépasse probablement déjà, en 1974, les 10 millions d'habitants, freinant longtemps la croissance des autres villes, ce dont Guadalajara s'est libérée depuis une quinzaine d'années à peine, tandis que les autres villes plus proches ne s'industrialisent que par des décentralisations qui restent sous la dépendance de la capitale.

Le contraste des niveaux de vie entre campagnes et villes du centre du pays se reproduit partiellement à l'intérieur même des villes : quartiers résidentiels de villas à l'américaine ou, plus récemment, immeubles d'appartements de luxe font face aux immenses lotissements populaires *(colonias proletarias)*, souvent partiellement dépourvus de services publics (eaux, égouts ou électricité) et encore parfois assez semblables à des bidonvilles, en particulier quand ils sont occupés par des squatters. Entre ces deux types d'habitat s'élargit cependant celui d'une classe moyenne pourvue de ressources stables, fort attirée par les modes de vie nord-américains dont les rites s'accomplissent dans les supermarchés.

Le nord du Mexique laisse peu de place à la pauvreté telle qu'on la côtoie dans le centre ou surtout le sud du pays : le drame des ruraux qui vivent au nord de San-Luis-Potosi de la cueillette de l'*ixtle*, plante à fibre dure de la steppe à cactées, est une exception. Mais ici la croissance se produit en une caricature de l'économie nationale mexicaine sous la plus étroite dépendance à l'égard des Etats-Unis. C'est pour le marché de ce pays que sont nés les grands élevages bovins, de plus en plus intensifs et atteints seulement tout récemment par la réforme agraire. Pour ce même marché, une agriculture dynamique enfreint souvent les règles de la réforme agraire : coton, rudement secoué depuis dix ans et de plus en plus destiné au marché japonais, parfois par l'entremise des firmes commerciales nord-américaines ; primeurs (tomates, melon, etc.) dont les cours dépendent uniquement du marché — et les aléas climatiques — à New-York ou à Chicago.

Cette dépendance, l'économie de Monterrey ne la subit qu'au niveau le plus élevé : première ville reliée à la frontière des Etats-Unis au vingtième siècle, elle put en importer des machines pour créer une industrie moderne : le verre, l'acier, la bière de Monterrey se sont imposés sur le marché national. Actuellement, le complexe bancaire et industriel régional représente le bastion du capitalisme mexicain, politiquement attaché à l'ordre et méfiant face aux actions de l'Etat tendant à limiter l'initiative privée.

Comme la décrit J. Revel Mouroz, la dépendance est au contraire quotidienne dans la croissance urbaine massive de la frontière, même si le phénomène atteint les arrières, dans le Chihuahua, le Sonora ou même le Sinaloa. Ciudad-Juarez en tête, Tijuana, Mexicali, Nuevo-Laredo et bien d'autres témoignent de l'interconnection frontalière. La croissance démographique a été la plus forte quand la frontière s'ouvrait aux travailleurs agricoles temporaires mexicains *(bracaros)* par centaines de milliers chaque année. Depuis la fin de la décennie 1960, la frontière se ferme et le mouvement, devenu clandestin, semble cependant florissant : en 1974, on reparle d'officialiser et de réglementer le mouvement. Mais les villes mexicaines ont aussi accueilli ce qui était interdit chez le voisin : l'alcool lors de la prohibition, la prostitution à proximité des camps sub-frontaliers de l'armée nord-américaine, les courses de taureaux. Ce mouvement touristique connaît la plus forte expansion à Tijuana, banlieue de San-Diego et de Los Angeles. Enfin le travail industriel, comme à Hongkong, vient s'implanter là où la main-d'œuvre est bon marché : depuis longtemps, des Mexicains travaillent dans la ville frontalière jumelle nord-américaine, mais, depuis la fin de la décennie 1960, des accords entre les deux pays ont permis l'implantation d'industries de montage *(maquiladoras)* dont les pièces entrent en franchise dans la ville frontalière mexicaine, l'objet monté ne payant à l'entrée aux Etats-Unis que pour la valeur ajoutée par une main-d'œuvre à bas salaires : des emplois ont été ainsi créés, pour des femmes surtout, dans l'électronique et le vêtement particulièrement, à la merci d'accords internationaux soumis à la pression des syndicats nord-américains. Et les villes frontalières nord-américaines participent à cette prospérité, approvisionnant en franchise les villes jumelles mexicaines — sans parler de la contrebande qui pénètre profondément à l'intérieur du Mexique.

## Contrôler le flot "naturel" des investissements

CES contrastes régionaux sont la caricature, par leur brutalité, de ceux que connaissent l'Afrique du Nord, la Grèce ou la Turquie au contact de l'Europe industrielle. L'équipe de l'actuel président de la République, Luis Echeverria, en a pris conscience et tente d'y remédier : aux mesures destinées à freiner la croissance de la capitale, déjà anciennes, se sont ajoutées des décisions destinées à renverser la vapeur dans les régions déprimées : législation liant l'exemption d'impôt pour les entreprises nouvelles à leur localisation hors des secteurs déjà pourvus ; financement systématique de travaux en zones rurales (pistes en particulier) en rémunérant le travail des masses sous-employées et sans utiliser de technologie coûteuse ; investissements publics industriels dans certaines régions déprimées du sud (isthme de Tehuantepec en particulier) ; décentralisation d'activités scientifiques et d'enseignement supérieur (technique en particulier) vers des villes moyennes à l'écart de la capitale, de Monterrey ou de Guadalajara.

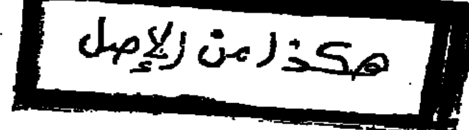
Si l'on envisage le cadre socio-économique global dans lequel se réalise la croissance mexicaine, on peut se demander si la volonté politique manifestée au cours de l'actuel sexennat sera à même d'agir de façon irréversible pour changer le cours de ce que fut, depuis la fin du siècle dernier et surtout depuis 1940, le flot « naturel », public ou privé, des investissements qui ont produit cette croissance ; et cependant, au dire du président Echeverria, le véritable développement est à ce prix.

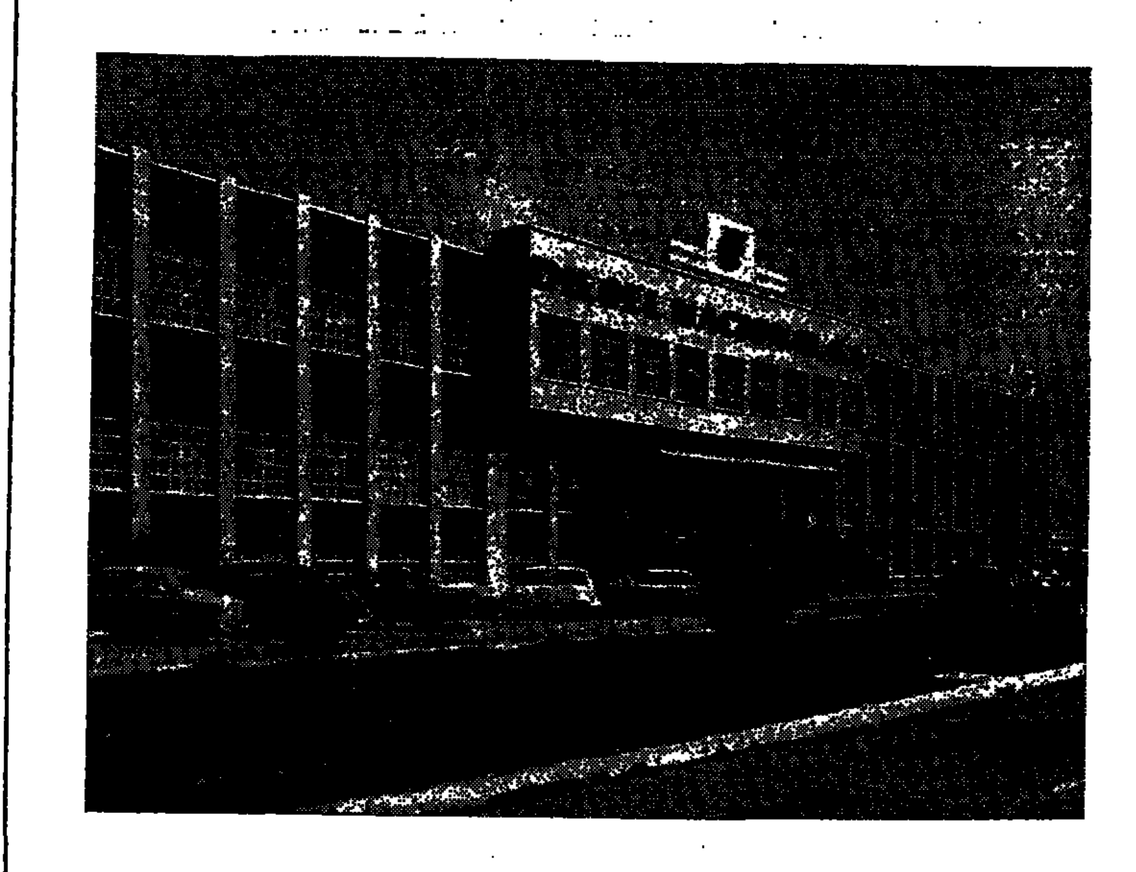
(*) Du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.).





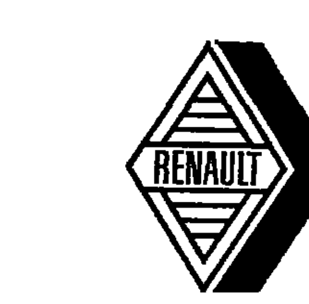







Dina




# DINA ET RENAULT

Alors que dans les pays en voie de développement on discute avec passion, et ceci non sans raison, des avantages et des désavantages des investissements étrangers, on pourrait citer au Mexique les résultats positifs obtenus par l'association d'entreprises d'Etat françaises et mexicaines.

Actuellement, personne ne conteste que l'association réalisée entre **Diesel Nacional S.A.**, entreprise appartenant au gouvernement mexicain, et la **Régie nationale des usines Renault**, entreprise nationale, a donné des résultats franchement satisfaisants pour les deux parties, et l'on peut affirmer que les relations entre les deux entreprises se sont renforcées et élargies, permettant de consolider un « modus operandi » grâce auquel les deux parties ou les deux associés s'appuient mutuellement pour atteindre leurs objectifs, réaliser un développement industriel plus important et effectuer une pénétration plus large du marché automobile mexicain.

Au cours de ces années de travail en commun, le succès obtenu par les automobiles Renault auprès du public mexicain n'a fait que se développer. Ce succès a décidé **Diesel Nacional** et la **Régie nationale des usines Renault** à développer leurs installations.

La construction de la nouvelle usine d'automobiles de **Diesel Nacional**, située à Ciudad Sahagun (à 100 km de la ville de Mexico), prévue pour atteindre une production de 40 000 véhicules par an, a commencé en 1974.

Cette nouvelle usine, étudiée pour un développement important et conforme aux nécessités du marché, sera équipée des machines les plus modernes de la technique automobile, ouvrant ainsi la possibilité de fabriquer les modèles actuels et futurs de la gamme Renault dont la conception est à l'avant-garde de l'industrie automobile.

De plus, la fabrication des modèles Renault 4 se poursuivra dans leurs deux versions. Ce sont les véhicules les plus économiques qui existent sur le marché mexicain. La fabrication de la Renault 8 et de la gamme Renault 12 (Renault 12 TL et Renault 12 Guayin), se poursuivra également.

Les progrès du groupe automobile Dina-Renault constituent un exemple montrant comment la coordination entre deux entreprises d'Etat peut donner des résultats constituant un bénéfice pour l'ensemble des pays intéressés et permet d'offrir sur le marché d'un pays comme le Mexique des véhicules automobiles de la qualité la plus élevée à un prix très raisonnable.

Pour réaliser cette production qui doit plus que doubler, **Renault Mexicana S.A. de C.V.**, qui est l'organisation commerciale qui centralise la distribution et la vente des véhicules fabriqués par l'association, prend les mesures nécessaires pour le renforcement de son réseau de distributeurs pour couvrir l'ensemble du pays.

## RENAULT MEXICANA S.A. DE C.V.

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. Ventes de véhicules neufs ................ | | 1970 | 13 900 véhicules |
| — | | 1971 | 14 700 véhicules |
| — | | 1972 | 14 800 véhicules |
| — | | 1973 | 16 300 véhicules |
| | Prévision | 1974 | 19 500 véhicules |
| | » | 1975 | 22 000 véhicules |

2. Ventes de pièces détachées : 72 millions de pesos.

3. Personnel : 500 personnes.

4. Réseau de distribution et service : 60 distributeurs ;
30 succursales de distributeurs.

Nouveaux distributeurs en 1974 : 18

Total .............. 108

## BREF RÉSUMÉ HISTORIQUE

**1960** — Dans le but d'utiliser un pourcentage élevé de pièces et de fabrications mexicaines, la **Régie nationale des usines Renault** signe avec **Diesel Nacional** un accord concernant le montage et la distribution du modèle Dauphine.

**1962** — Le modèle Renault 4 est présenté sur le marché mexicain.

**1963** — Le premier bloc moteur d'origine mexicaine est fabriqué pour la nouvelle Renault 8.

**1966** — Dina et Renault se répartissent les activités techniques et commerciales dans le cadre de nouveaux accords signés au mois de novembre. Dina continuera la fabrication des modèles Renault alors qu'une nouvelle organisation, la Renault Mexicana, se chargera de leur commercialisation.

**1970** — Le désir qu'a le gouvernement de développer sa politique d'industrialisation se manifeste très clairement. D'autre part, la croissance du potentiel économique du marché automobile mexicain offre de nouvelles perspectives à l'industrie et à Renault.

**1971** — Le nouveau modèle Renault 12 est présenté simultanément sur le marché mexicain et en France.

**1972** — Les deux entreprises signent d'importants accords pour la constitution d'une association en participation entre Dina et la régie Renault, ce qui entraine un investissement initial de 100 millions de pesos et un investissement de 25 millions de pesos dans une seconde étape.

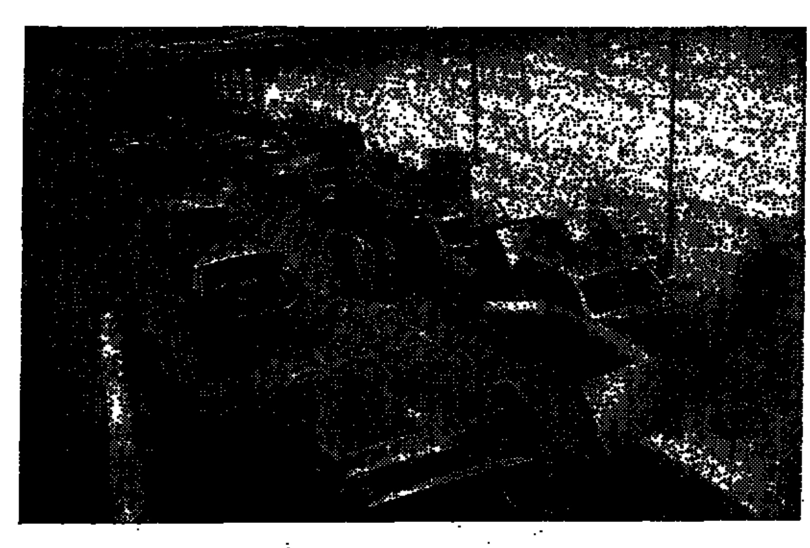
**1973** — Présentation de la Renault 12 Guayin.

**1974** — Le réseau de commercialisation de Renault Mexicana compte 100 distributeurs avec leurs installations de vente et de services.

Au cours de cette même année, la construction de nouveaux ateliers de montage commence à Ciudad Sahagun, Etat de Hidalgo, dont la production annuelle prévue est de 40 000 unités et qui profitera des progrès les plus récents de la technologie automobile.

De ce fait, le pourcentage de pièces et main-d'œuvre mexicaines incorporées aux modèles Renault atteindra 70 %. Une augmentation appréciable des exportations vers l'Amérique centrale et l'Amérique du sud sera réalisée.

L'association Dina-Renault est devenue l'une des entreprises dynamiques de l'industrie automobile qui, grâce à son action, apporte une contribution importante au développement industriel du « Mexique d'aujourd'hui et de demain ».









## RYTHME DE CROISSANCE SOUTENU, ESSOR DES EXPORTATIONS

# Vers un nouveau

**En dépit de conditions adverses — instabilité monétaire internationale et cataclysme climatique de l'été 1973, — l'économie mexicaine a réussi à maintenir au cours des trois dernières années — les trois premières du mandat du président Echeverria, — le rythme d'expansion extrêmement élevé qui est le sien depuis le début des années 1960.**

**Le taux d'accroissement du produit national brut en 1973 — 7,5 % — est même supérieur d'un demi-point à la moyenne annuelle de la décennie 1963-1973. L'expansion économique conserve une large avance sur le taux d'accroissement démographique, qui est cependant l'un des plus élevés du monde (3,5 %).**

LES progrès les plus notables ont été constatés, comme à l'accoutumée, dans le secteur secondaire. La production industrielle s'est accrue dans la proportion de 8,2 % en moyenne. En ce qui concerne les produits manufacturés, le rythme s'est très légèrement ralenti par rapport à l'exercice précédent (8 % en 1973, 8,7 % en 1972). L'industrie sidérurgique reste très dynamique (8,4 % d'accroissement en 1973) mais marque cependant une baisse sensible par rapport au chiffre exceptionnel de l'année précédente (15,8 %) au cours de laquelle la HAMSA (les hauts fourneaux du Mexique) avaient atteint le volume de production le plus élevé de leur histoire. L'entrée en action du complexe sidérurgique de Las Truchas accroîtra considérablement, en ce domaine, la capacité de production du pays.

Dans l'industrie pétrochimique, le rythme de croissance reste exceptionnel (15 %), bien que légèrement en baisse, lui aussi, par rapport à l'année précédente.

A l'inverse, dans le secteur minier, le taux d'accroissement moyen demeure faible (2,5 %), mais marque un léger progrès par rapport à 1972 (1,5 %). Au reste, les inégalités sont considérables à l'intérieur de ce secteur. Tandis que la progression se ralentit en ce qui concerne certains métaux non ferreux comme l'antimoine, l'étain et le tungstène, la hausse est au contraire sensible dans le cas du plomb (9,1 %) et surtout du soufre (68 %). Forte expansion également en ce qui concerne le manganèse (21,1 %), dont la production va passer sous le contrôle du secteur public, à la suite de l'opération de « mexicanisation » qui assure à la Nacional Financiera 51 % des actions de la société Autlan. Cette firme, la plus grande du pays en ce secteur, exporte 60 % de sa production vers les Etats-Unis, le Japon et la France.

La fabrication de matériel de transport (autos, camions, autocars, wagons de chemins de fer...) a progressé dans la proportion de 21 % au lieu de 8 % en 1972. La décision de la filiale de la firme anglaise Perkins, établie depuis de longues années au Mexique, de se constituer en société mixte, moyennant un apport de capital mexicain, constitue un pas important vers la « mexicanisation » de l'industrie automobile.

Dans le domaine des biens d'équipement, la production marque, en 1973, des progrès déjà très sensibles, qui vont s'accélérer au cours des années à venir. Pour freiner les importations d'équipement, qui pèsent lourdement sur la balance commerciale, la Nacional Financiera a en effet mis au point, avec la coopération du CONACYT (Conseil national des sciences et de la technologie) un programme de production de machines qui permettra d'économiser 25 % des devises consacrées jusqu'ici à ces importations.

Le secteur le plus dynamique de l'activité industrielle est celui de la construction, dont le rythme de croissance fut, en 1973, de 15,5 % grâce aux investissements du secteur public et, en particulier, aux efforts déployés par l'INFONAVIT (Institut du logement) pour construire des cités ouvrières. Ce rythme de croissance accéléré a stimulé à son tour les industries annexes de production de matériaux (verre, ciment).

### "Le meilleur investissement"

LES progrès réalisés dans l'industrie sont principalement dus à l'augmentation massive des investissements du gouvernement fédéral, de la Banque du Mexique et des autres banques du secteur public. Mais l'expansion industrielle a également été favorisée par la nouvelle politique de développement et de lutte contre le chômage mise en œuvre par le président Echeverria, qui tend à attirer les capitaux étrangers et à encourager la création en terre mexicaine, à proximité des grandes concentrations de main-d'œuvre, de nouvelles entreprises mixtes, associant des capitaux mexicains et étrangers. Cette politique trouve son expression dans l'exposition « *Au Mexique, le meilleur investissement* » qui se tient actuellement à Mexico (du 28 juin au 20 octobre 1974) et qui a pour objet de montrer comment une foule d'articles, jusqu'alors importés, pourraient être fabriqués à meilleur compte au Mexique, par des entreprises créées avec participation étrangère, dans le cadre de la nouvelle législation sur les sociétés mixtes et les transferts de technologie.

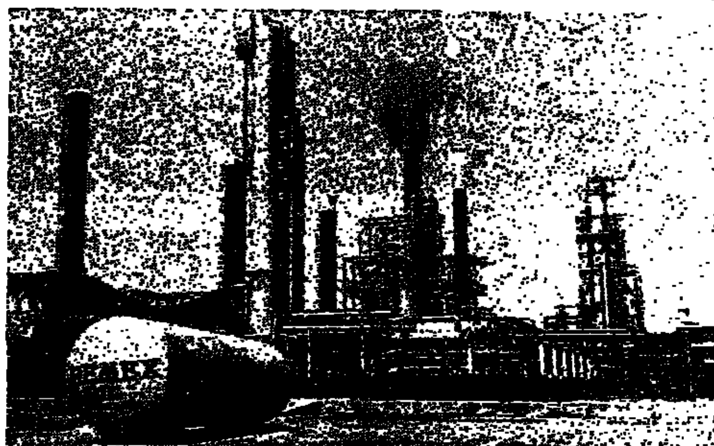
Cette politique à longue échéance, dont les résultats ne seront réellement perceptibles que dans les années à venir, tend à créer les conditions propices à une seconde étape dans l'expansion. Le très léger ralentissement du taux d'accroissement observé dans certains secteurs industriels, après le bond en avant de 1972, montre, en effet, que l'industrie avait atteint un niveau optima qu'elle aurait difficilement pu dépasser sans réforme structurelle. Ce freinage constituait d'ailleurs la conséquence logique de la rapidité de l'expansion. La production atteint, dans certains cas, la limite de la capacité installée et elle est entravée, dans d'autres secteurs, par l'insuffisance des produits énergétiques.

### Plan d'urgence pour les produits énergétiques

AINSI la production électrique (qui s'est accrue de 8,5 % en 1973) reste inférieure aux besoins du secteur industriel. Ce décalage s'explique surtout par la politique des bas tarifs mise en œuvre pendant de longues années, de telle façon que la Commission nationale de l'électricité n'a pas été en mesure de procéder aux investissements nécessaires. A la suite du relèvement sensible des tarifs intervenu en octobre 1973, les pouvoirs publics ont mis au point, pour les trois années à venir, un programme de financement d'un montant total de 32 400 millions de pesos (13 milliards de francs actuels) qui va permettre de porter la production à 57 925 millions de kilowatts-heure (dont 55 % pour les besoins industriels).

La production pétrolière a constitué, pour l'industrie mexicaine, un autre goulet d'étranglement. Le taux d'expansion en ce secteur étant, depuis de longues années, inférieur à celui de l'expansion industrielle, la production de PEMEX (l'office national des pétroles), qui, jusqu'en 1971, laissait un excédent exportable réduit d'année en année, a été rejointe par la demande en 1972, puis dépassée par celle-ci en 1973. Il fallut recourir pour la première fois aux importations au moment où les barèmes pétroliers subissaient la hausse que l'on sait.

Dans ce secteur aussi, la lenteur des progrès était motivée par des prix maintenus artificiellement à un bas niveau, depuis quinze ans. L'adoption de nouveaux tarifs, plus réalistes, a servi de préambule à l'élaboration, pour la période 1974-1976, d'un plan d'urgence qui est fiévreusement mis en œuvre. Des travaux de forage sont en cours dans vingt et un Etats de la République et dans la plate-forme sous-marine, tant à l'est (golfe du Mexique) qu'à l'ouest (océan Pacifique). Plus de sept cents puits ont été explorés et l'on espère porter la production de 550 000 barils par jour à la fin de l'année 1973 à 767 000 en 1976. A la fin du premier trimestre 1974, la production quotidienne atteignait déjà 582 600 barils. Ce résultat est dû, dans une large mesure, à la productivité des gisements récemment découverts dans les Etats de Chiapas et Tabasco. Leur production quotidienne est passée en trois mois (de décembre 1973 à mars 1974) de 71 200 barils à 105 400, et doit, selon les experts, être porté d'ici à la fin de l'année à 170 000 barils par jour, soit près de 30 % de la production nationale.



**Un rythme de croissance exceptionnel dans la pétrochimie.**
*767 000 barils de pétrole par jour en 1976.*

L'expansion générale s'est traduite par des progrès sensibles dans le secteur tertiaire. Le rythme d'accroissement a été de 9,4 % en moyenne pour les transports et de 15,8 % pour les communications. Les taux d'accroissement les plus élevés ont été constatés dans le domaine des transports aériens (18,5 %) et dans celui du téléphone (21,9 %).

Par contre, sur le plan agraire, les taux d'expansion restent faibles : 5 % pour l'exploitation forestière, 2,5 % pour l'élevage et 1,7 % pour l'agriculture. La faiblesse des résultats d'ensemble obtenus en 1973 s'explique, dans une certaine mesure, par des conditions climatiques défavorables (sécheresse suivie d'inondations). Mais cette année, l'importance des réserves accumulées dans les barrages à la suite des pluies catastrophiques de l'an dernier a favorisé les récoltes de la campagne 1973-1974.

Le retard de l'agriculture sur l'industrie a d'ailleurs été, jusqu'à ce jour, une constante au Mexique. Constante dont la cause véritable doit être trouvée dans les prix de garantie trop faibles imposés par les pouvoirs publics pour des raisons sociales. Et, de fait, les secteurs où l'on a constaté un progrès en 1973 sont précisément ceux où la nouvelle politique des « prix réalistes » est entrée en vigueur. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne la canne à sucre. Les producteurs ont commencé à amortir leurs dettes accumulées au cours de la période antérieure, et la récolte s'est accrue de 10 %, atteignant en 1973 le chiffre, sans précédent au Mexique, de 2 590 000 tonnes. Les nouveaux barèmes ont également stimulé certaines cultures vivrières, en particulier le *frijol* (haricot noir) et le maïs, dont la production s'est accrue en 1973 de 8,7 % et 8,1 % respectivement. L'augmentation a été particulièrement spectaculaire dans le secteur du blé (18,4 % en 1973 et 20 % en 1974). La moisson de cette année, qui s'élève à 2 400 000 tonnes, est la plus importante de l'histoire du Mexique.

Par ailleurs, l'effort méthodique mis en œuvre dans le domaine du café et qui s'est traduit par une augmentation moyenne de 160 000 sacs par an au cours des cinq dernières années, a permis d'atteindre en 1973 le chiffre de production de 3 700 000 sacs. La poursuite de ce plan, dans les dix années à venir, devrait conduire en 1982-1983 à un volume de production de 8 millions de sacs.

L'agriculture mexicaine offre, certes, une large marge de possibilités, mais, dans un pays qui se caractérise par une superficie cultivable relativement exiguë et un taux d'accroissement démographique exceptionnellement élevé, on devra tôt ou tard faire appel, pour son alimentation, à d'autres ressources. Le président Echeverria n'a cessé de proclamer que pour le Mexique, qui possède 10 000 kilomètres de côtes ouvertes sur deux océans, la mer constitue la grande réserve de l'avenir. D'où les tentatives de la diplomatie mexicaine pour faire prévaloir, sur le plan international, la doctrine de la mer patrimoniale, d'une étendue de 200 milles marins. Les efforts en vue de stimuler la pêche (plan national de pêche, investissements, aménagements portuaires, construction et acquisition d'embarcations...) commencent à donner des résultats. En ce domaine le taux d'accroissement a été de 8 % en 1973. Les progrès ont été particulièrement sensibles dans les prises de sardines (23,8 %) et de thons (29,6 %).

« *Nous avons été des pays exportateurs de pauvreté ; nous sommes maintenant des pays importateurs de crises.* » Cette phrase du chancelier mexicain Emilio O. Rabasa, prononcée à la conférence des pays non alignés (Alger, sep-



## FABRICATION DES VOITURES DESTINÉES AU MÉTRO DE MEXICO



**Installations de Constructora Nacional de Carros de Ferrocarril à Sahagun, Mexico, où seront construites les voitures pour le métro de la ville de Mexico.**

Le gouvernement mexicain a encouragé la création d'un important ensemble industriel qui, sous plusieurs aspects, constituera le pivot de la fabrication d'une série de produits essentiels au développement du pays. Cet ensemble industriel se trouve installé à Ciudad-Sahagun, à 100 kilomètres de distance de la capitale.

L'une des entreprises participantes est ***Constructora Nacional de Carros de Ferrocarril S.A.*** où sont fabriqués différents matériels destinés au transport ferroviaire. Ainsi que nous l'avons dit précédemment, cette entreprise est la propriété du gouvernement mexicain.

L'on effectue actuellement des travaux d'extension de la halle principale de l'usine destinés à permettre le commencement de la fabrication des voitures utilisées par le métro de la ville de Mexico, dont le matériel actuellement en service est de fabrication française.

***Constructora Nacional de Carros de Ferrocarril S.A.*** compte sur l'assistance technique des sociétés suivantes pour la fabrication des voitures destinées au métro : **Société Générale des Constructions Electriques et Mécaniques ALSTHOM S.A.** et **Compagnie Industrielle de Matériel de Transport C.I.M.T. LORRAINE S.A.,** qui se chargeront de fabriquer ou d'acheter en France les pièces qui seront encore importées, ceci sous surveillance technique du contrôle de qualité et des prix de la **Société Française d'Etudes et de Réalisations de Transports Urbains S.A. SOFRETU** (entreprise d'Etat française). La première série sera de 345 unités, qui seront destinées à intensifier le service sur les lignes actuelles du métro de la ville de Mexico et à couvrir les besoins de deux extensions. Cette série de voitures commencera à circuler sur les lignes du métro de Mexico au mois de novembre 1975, selon le programme de fabrication en cours de ***Constructora Nacional de Carros de Ferrocarril S.A.***

D'autre part, des négociations ont commencé avec les autorités de Jalisco pour préparer un programme de fabrication de voitures du métro de la ville de Guadalajara. La part de matériel mexicain dans les voitures sera augmentée graduellement en fonction d'un programme soigneusement établi et aux termes duquel le nombre des pièces fabriquées au Mexique augmentera graduellement jusqu'à atteindre 80 % de la valeur totale.

# bond en avant

tembre 1973), résume assez bien le processus inflationniste qui se déroule actuellement au Mexique comme dans la plupart des pays en voie de développement. La hausse des prix des articles manufacturés et biens d'équipement en provenance des pays industrialisés en proie à l'inflation ajoute ses effets à ceux du relèvement des prix du pétrole pour provoquer une flambée des prix au Mexique : 25,2 % en 1973 pour les prix de gros, et 21,4 % en ce qui concerne l'indice général du coût de la vie.

Autre motif d'inflation : l'accroissement de la demande. En 1973, les dépenses courantes du secteur public ont été deux fois plus élevées qu'en 1972. Et la consommation du secteur privé a marqué, elle aussi, une augmentation sensible qui se reflète, en particulier, dans l'accroissement du volume des ventes de certains biens durables de consommation tels que les réfrigérateurs (11,4 %), les appareils de télévision en couleur (19,6 %), les automobiles (8,9 %).

L'insuffisance de l'offre en certains domaines — notamment pour les denrées agricoles — a également contribué à faire monter les prix. Aussi le nouveau ministre de l'industrie et du commerce, M. Campillo Sainz, a-t-il déclaré en prenant son poste que l'abondance était l'arme la plus saine pour lutter contre l'inflation. Dans ce but, le budget de 1974 tend, dans la mesure du possible, à déplacer les crédits des secteurs non rentables ou rentables à longue échéance, vers les secteurs producteurs à brève échéance d'articles de consommation. Cette nouvelle stratégie de l'abondance a d'ailleurs obligé le gouvernement à adopter, pour stimuler la production, une politique de prix réalistes, rémunérateurs. Les bas prix imposés depuis quinze ans par les pouvoirs publics, dans un but social, furent sans nul doute bienfaisants et nécessaires au cours d'une première étape de développement, mais ils en étaient arrivés à freiner la production, en ôtant aux producteurs privés le stimulant du bénéfice et en maintenant certains organismes publics dans un déficit permanent. Les relèvements de prix édictés depuis l'automne 1973 et qui font partie, à longue échéance, de la stratégie de lutte contre l'inflation, expliquent, dans l'immédiat, pour une large part, l'augmentation de l'indice général des prix constatée en 1973.

## Une monnaie fortement gagée

L'AUGMENTATION des exportations a été la plus constante préoccupation du président Echeverria. Et, de fait, les efforts de l'I.M.C.E. (Institut mexicain du commerce extérieur, créé par lui) et la diplomatie personnelle du chef de l'Etat, dont les visites à l'étranger ont presque toujours été suivies de la signature d'accords commerciaux, ont obtenu en ce domaine des résultats tangibles. Pendant les trois premières années du mandat en cours (décembre 1970-décembre 1973), les exportations totales ont augmenté de 79,9 % ; les exportations industrielles se sont accrues de 145 %, représentant au début de 1974, 62 % du total des exportations mexicaines.

Pour la seule année 1973, les exportations de marchandises s'accrurent de 419 millions de dollars (25,1 %) ; mais l'on constata, en contrepartie, une augmentation sans précédent des importations — biens d'équipement, articles manufacturés, denrées alimentaires, pétrole — qui s'éleva à 1 122 millions de dollars (41 %).

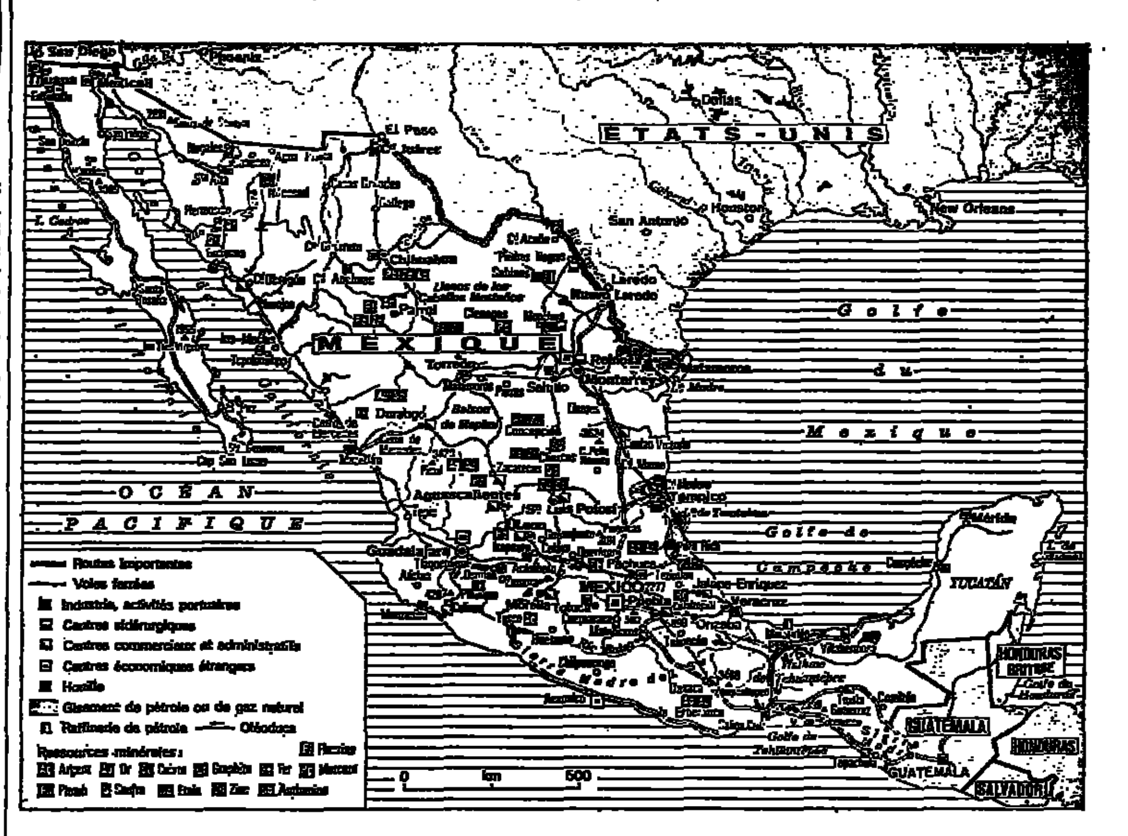
Le déficit de la balance commerciale (1 679,4 millions de dollars auxquels il convient d'ajouter 942,5 millions de dollars au titre du paiement des intérêts et dividendes) n'a pu être compensé par les revenus du tourisme (466,9 millions de dollars), les transactions frontalières (481,2 millions de dollars) et les activités des entreprises *maquiladoras* (1) de la zone frontière Mexique-Etats-Unis, élaborant des articles semi-finis pour une valeur globale de 271,5 millions de dollars. Au total, la balance des paiements présenta un déficit de 1 332 millions de dollars.

Ce déficit a toutefois été largement compensé par les rentrées de devises dues aux investissements étrangers, aux prêts à long terme des institutions bancaires internationales et au placement de valeurs à long terme sur les marchés financiers internationaux. La stabilité politique du pays et la rapidité de son développement attirent les capitaux. Aussi les réserves d'or et de devises de la banque du Mexique ont-elles marqué une augmentation sensible, atteignant au 31 décembre 1973 le niveau de 1 407 millions de dollars (au lieu de 1 285 millions en décembre 1972). Trois mois plus tard, à la fin du mois de mars, M. Fernandez Hurtado, directeur de la Banque du Mexique, annonçait une nouvelle augmentation de l'encaisse de devises (1 457 millions de dollars) et précisait que le gouvernement n'avait, à aucun moment, dû faire appel aux lignes secondaires d'appui au peso, qui, par suite d'accords signés avec des institutions bancaires étrangères, s'élèvent à 1 326 millions de dollars.

Avec une monnaie aussi fortement gagée, le Mexique semble en mesure de faire face aux impératifs de son développement et aux incertitudes de la crise monétaire internationale.

E. DE RIBERA.

(1) Entreprises installées sur le territoire mexicain, employant une main-d'œuvre mexicaine, mais utilisant une technologie américaine et exportant toute leur production aux Etats-Unis.




# A l'heure de la croissance

(Suite de la page 23)

Le président Luis Echeverria estimait en décembre 1970, lors de sa prise de pouvoir, que l'industrialisation s'était faite au détriment des secteurs les plus défavorisés de la population. En quatre ans, des efforts très sérieux ont été accomplis en faveur de ces secteurs : paysans, ouvriers, marginaux. Le budget de l'Institut des affaires indigènes a quintuplé. Un plan de santé de dix ans a été mis au point. L'Institut national de protection de l'enfance (INPI) a organisé avec succès une aide matérielle et alimentaire aux plus humbles. La construction de logements populaires a été accélérée. « *Les classes laborieuses,* a déclaré M. Echeverria devant le Congrès le 1er septembre, *ne peuvent en aucun cas être tenues pour responsables de la hausse du coût de la vie. En revanche, elles voient diminuer leur maigre participation au revenu national. La paix sociale ne peut régner que par l'affirmation de nos principes, non par leur abandon.* »

En demandant implicitement aux classes moyennes, véritables bénéficiaires depuis quarante ans des acquis de la révolution de 1910, de renoncer « *à certains de leurs privilèges* », le président Echeverria a confirmé en septembre 1974 ses options de décembre 1970. Mais il va terminer son mandat en affrontant les critiques de plus en plus vives des secteurs qui détiennent les leviers de commande économiques de la nation.

Respect des libertés et du droit de grève, accent mis sur le social et l'aide aux classes défavorisées, recherche de l'indépendance économique, affirmation de la souveraineté nationale : cette politique a trouvé son complément dans une diplomatie dynamique résolument basée sur le non-alignement. Le président Echeverria, rompant avec les complaisances et les illusions des dernières décennies, a innové dans ce domaine, choisissant de ranger le Mexique dans le camp des nations en voie de développement qui réclament une révision des relations internationales et le respect des droits des nations petites et moyennes. C'est dans cet esprit que le chef de l'Etat mexicain a lancé en 1972 un projet de « charte des droits et des devoirs économiques des Etats », qui pourrait être adopté par l'actuelle session de l'Assemblée générale des Nations unies. Il a également prôné la levée des sanctions imposées à Cuba par l'Organisation des Etats américains en 1964 et réclamé une révision radicale des relations interaméricaines, et manifesté son indépendance d'esprit en étant le premier président mexicain à se rendre au cours d'un même voyage à Moscou et à Pékin.

MARCEL NIEDERGANG.



## LE PASSÉ PRÉCOLOMBIEN

# Des dieux protagonistes : le

Par MIREILLE SIMONI-ABBAT *

*« EN ce temps-là, précisément, Moctezuma dépêcha une ambassade... Il envoya des captifs pour célébrer un sacrifice : qui sait, les Espagnols voudraient-ils goûter de leur sang ?... Mais, quand les Espagnols virent les victimes, grand fut leur dégoût ; ils crachaient, ils se frottaient vigoureusement les cils, ils fermaient les yeux, ils secouaient la tête. Et quant aux mets, ils étaient souillés de sang, ils les repoussèrent, écœurés... Et la raison pour laquelle Moctezuma avait procédé de la sorte était sa conviction que c'étaient là des dieux, il les prenait pour des dieux, les adorait... »*

Si nous avons cité un peu longuement ce texte, extrait du récit des informateurs indiens de Sahagun (l'un des premiers moines conquérants qui aient écrit sur le Mexique au seizième siècle), c'est qu'il nous a paru poser très bien le problème, expliquer à la fois l'horreur qui saisit les Espagnols, l'étonnement des Indiens de voir leurs présents repoussés, et pourquoi il es. si difficile, aujourd'hui encore, de comprendre véritablement la religion mexicaine. Depuis le seizième siècle, depuis que se heurtèrent deux cultures, il est malaisé d'échapper aux stéréotypes, aux incompréhensions, aux vérités partielles que nous imposèrent la vision des vainqueurs et les justifications qu'ils se trouvèrent.

Quand les Espagnols, à peine sortis de la *reconquista*, encore aux prises avec la « *chasse aux sorcières* », touchèrent ce continent nouveau qui allait devenir un « *nouveau monde* », on peut certes comprendre leur stupeur, leur horreur, leur certitude qu'ils se trouvaient là dans le pays de l'Ante-Christ.

Ce n'est pas ici notre propos de faire le procès des conquérants espagnols — ni celui des Aztèques, — mais d'essayer de mieux comprendre ce qu'était la religion de ce pays jeune, mais déjà d'autant plus complexe qu'il essayait de résoudre ses propres contradictions. Soudain, deux mondes se sont trouvés face à face, aussi cruels sans doute l'un que l'autre, mais totalement différents, brutaux, car à des soudards avides d'or, mais aussi de gloire, « *pour Dieu, pour la Couronne et pour eux-mêmes* », se heurtaient des jeunes guerriers imbus d'une mystique qui leur apprenait que le salut dépendait de leur vaillance à la guerre. Mais la cruauté que témoignaient les uns pour la défense de la « *vraie Croix* » n'était pas la même que celle des autres, obligés de nourrir le soleil dont ils étaient responsables...

Cependant, la démarche de quelques-uns, comme le moine Sahagun, premier « ethnologue », qui tentèrent de recueillir les récits des vieillards qui les savaient encore, de comprendre et d'aimer cette religion et cette société tout d'abord si « étrange », jettent quelques lueurs sur la vie et la mystique des Aztèques. Cortès lui-même, habile politique, mais sans doute honnête homme, conçut une grande estime pour le souverain qu'il devait abattre, Moctezuma le jeune.

L'art lui-même, cet art qui fut si longtemps considéré comme « barbare », indigne d'avoir été fait par des humains, nous apparaît aujourd'hui comme d'une grande originalité et d'une grande beauté, et, peu à peu, dans un pays où rien n'était laïque, la beauté des dieux transparaît sous celle de leurs figurations et de leurs symboles...

C'est, en effet, dans un panthéon extrêmement présent et très complexe qu'il faut pénétrer pour comprendre les Aztèques, et ce panthéon, comme partout ailleurs, est né de l'histoire de la tribu. Il serait trop long d'évoquer ici en détail le passé des hauts plateaux mexicains. Mais ce qui fait la singularité de la civilisation aztèque et de son panthéon, c'est, nous semble-t-il, sa jeunesse. Bien des traits de cette culture, bien de ses contradictions internes, s'expliquent par la brièveté de son histoire en tant que puissance. Partie d'Aztlan vers l'an 1000, la tribu nomade des Mexica atteignit Mexico en 1325, et c'est en 1521 que la ville fut rasée par Cortès. Dans ces deux siècles, il avait fallu aux Aztèques se trouver un statut, acquérir le droit de séjour d'abord, puis s'imposer, se construire une histoire et des mythes, créer une capitale et fonder un empire...

Cette petite tribu appartenait au groupe des barbares Chichimèques qui devaient, par vagues successives, venir du Nord et envahir la vallée de Mexico, et elle trouva à son arrivée d'autres peuples installés, infiniment plus « civilisés », qui la traitèrent en paria. A plusieurs reprises déjà, le Mexique central avait connu des conquêtes brutales. Nous laissons à part les Olmèques qui, avant notre ère, avaient imprimé leur empreinte sur toute la Mésoamérique, sans que l'on sache exactement sous quelle forme s'était faite cette conquête. Plus tard, Teotihuacan, la gigantesque métropole à 40 kilomètres de Mexico, créera une civilisation très achevée, qui semble avoir été théocratique, aristocratique et pacifique. Elle sera détruite sauvagement, vers 600 de notre ère, par une première vague de gens du Nord. Ce sont ensuite les Toltèques, les gens de Tula, qui acquerront la suprématie. Hier encore barbares, ils deviennent très vite dépositaires des valeurs civilisatrices, et tombent, à leur tour, victimes des luttes entre leurs dieux en même temps que de nouvelles invasions.

### Divinités pacifiques ou sanglantes

QUAND les Aztèques arrivent dans la vallée de Mexico, Teotihuacan et Tula n'existent plus, mais, tout autour du lac central, se trouvent des petits royaumes concurrents, descendants des métropoles détruites, très fiers de leur ascendance, et très peu enclins à faire place à une poignée de « *sauvages vêtus de peaux de bêtes* ».

Tout ceci explique l'une des premières caractéristiques de la religion aztèque. Elle va honorer ses propres dieux, en même temps qu'elle empruntera leurs divinités aux peuples plus civilisés. Dans le panthéon, vont se superposer des divinités pacifiques, liées au rythme des saisons, au cycle du maïs, aux phénomènes naturels, dieux d'agriculteurs sédentaires — et des divinités sanglantes, avides de sang et de conquêtes, dieux tutélaires d'une tribu errante, vivant de la chasse et animée d'une volonté impérialiste.

Parmi les vieux dieux, citons, par exemple, Tlaloc, le dieu de la pluie, dont le visage émerge dès le pré-classique et dont les yeux entourés de serpents ornent le temple de Teotihuacan ; Huehueteotl, le « vieux dieu », nommé aussi Xiuhtecuhtli, « *seigneur du feu* », dieu des volcans et du feu domestique ; la compagne de Tlaloc, Chalchiutlicue, « *celle qui a une jupe de pierres vertes* », déesse de l'eau ; les déesses du maïs, Xilonen, Chicomecotal, etc.

Les figures les plus caractéristiques des dieux jeunes sont Huitzilopochtli, le « *Colibri de gauche* », dieu de la tribu aztèque qu'il avait guidée dans sa migration, devenu dieu du soleil levant et patron des guerriers ; Tezcatlipoca, le soleil nocturne, dieu tribal des Toltèques, associé au froid, à la nuit... Mixcoatl, lui également d'origine toltèque, dieu de la chasse, etc. Des déesses aussi, comme les Cihuateteo, déesses sinistres, patronnes des femmes mortes en couches, qui relayent les jeunes guerriers au zénith pour accompagner le soleil...

Cette dualité du panthéon est illustrée par le grand temple de Mexico qui portait à son sommet deux sanctuaires jumeaux, celui de Tlaloc et celui de Huitzilopochtli, dont les deux grands prêtres comptaient aussi parmi les personnages les plus importants de l'Empire.

Mais une telle liste ne saurait être exhaustive. En effet, nous rejoignons là une autre caractéristique de la pensée religieuse aztèque : le polythéisme est illimité. Il est inscrit déjà dans les mythes originels. Au commencement des temps, le premier couple divin, Ometecuhtli et Omecihuatl, « *le seigneur et la dame de la dualité* », avaient engendré un couteau sacrificiel qu'ils avaient laissé tomber dans les plaines du Nord : à son tour, celui-ci avait donné naissance à quatre cents (c'est-à-dire d'« *innombrables* ») dieux..

Tout est donc dieu, tout est susceptible de le devenir ou de le receler. Car les personnalités divines nous apparaissent, selon ce que nous avons appelé ailleurs « *la fluidité des règnes* », comme très humaines, capables de se fâcher, d'être tristes, etc., mais en même temps capables de se déguiser, de se dissimuler dans un autre règne. Xolotl, par exemple, voulant échapper au sacrifice, se transformera en double épi de maïs, en lézard, en double maguey ; Quetzalcoatl se change en étoile du matin ; Tezcatlipoca est jaguar...

Une telle attitude conduisait les Aztèques à tenir pour bon n'importe quel dieu. Nous verrons plus loin la démarche des prêtres qui tentaient d'ordonner ce panthéon, de réunir les différentes personnalités divines. Certains dieux acquéraient un « *droit d'asile* » total et étaient honorés au même titre que les dieux de la tribu. Ainsi Tlazoteotl, la « *mangeuse d'immondices* », déesse de l'amour charnel, venue de la tribu des Huaxtèques, tenue pour frivole, avait-elle chez les Aztèques un clergé et un culte particuliers. Elle effaçait les offenses à la morale sexuelle par une sorte de rite de confession qui frappa beaucoup les Espagnols. Ou encore Xipe Totec, « *notre seigneur l'écorché* », au destin étrange : dieu du renouveau de la végétation, sans doute né chez les farouches Yopi de l'Ouest, honoré à Oaxaca, il devint peu à peu dieu des orfèvres (car la peau du sacrifié dont se revêtaient ses prêtres évoquait à la fois la mort de la végétation et la feuille d'or que martelaient les orfèvres).

Pour d'autres encore, ne pouvant ni les nier ni les détruire, les Aztèques avaient pris le parti de consacrer un temple particulier aux idoles des peuples soumis. Comme le dit Sahagun : « *Dans* (ce temple) *le Coacalco, ils tenaient enfermés tous les dieux des peuples qu'ils avaient pris par la guerre ; ils les gardaient là comme des prisonniers...* »

On voit déjà combien restreinte pouvait être la liberté de ces gens, face à un monde où tout pouvait être dieu, susceptible de s'irriter et de se venger. D'ailleurs, les mythes eux-mêmes pesaient très lourd sur l'humanité. Mais celui de la création de notre soleil, tel qu'il est rapporté dans les chroniques anciennes, nous semble significatif. A l'origine des temps, les dieux s'étaient réunis à Teotihuacan pour savoir qui serait le soleil. Deux dieux étaient volontaires, Teccuziztecatl, « *celui du coquillage marin* », et Nanahuatzin, le « *petit pustuleux* », plus tard assimilé à Quetzalcoatl. Le premier recula par trois fois devant le brasier, le second s'y jeta : il devint le soleil et l'autre la lune. Mais les astres ne vivaient pas, ils étaient immobiles : un à un, tous les dieux se sacrifièrent pour les faire vivre. C'est ce sacrifice primordial qui commande tous les autres. Il n'y a aucune gratuité dans le sacrifice humain aztèque, mais la terrible certitude que le monde s'arrêterait si les hommes n'imitaient pas le premier geste divin. Au centre du célèbre monument, dit « *calendrier aztèque* », Tonatiuh, le soleil, réclame sa nourriture, l'« *eau précieuse* », le sang humain. On comprend, certes, la panique des Espagnols devant ce « *fleuve de sang* ». Mais comment ne pas comprendre la noblesse de la démarche aztèque : si l'homme est responsable de ses dieux, s'il doit faire vivre le monde, rien n'est plus précieux, plus proche de dieu que le sang humain. A la limite, on pourrait dire paradoxalement que la tentative ultérieure des prêtres de trouver des « substituts », cailles, papillons, etc., marque une régression de la spiritualité.



Coyolxauhqui (sculpture, musée national d'anthropologie de Mexico). *L'art d'un pays où rien n'était laïque.*

De même, l'anthropophagie, qui, elle aussi, scandalisa les conquérants, n'avait-elle rien de gratuit. Il s'agissait de véritables repas de communion, où le corps du sacrifié était consubstantiellement le dieu.

Au poids de cette responsabilité, s'ajoutait encore pour la tribu élue, le « *peuple du soleil* », les Aztèques, la certitude qu'aucune création n'est définitive. Quatre ères ou soleils ont précédé le nôtre. Nous vivons aujourd'hui dans le cinquième soleil « *tremblement de terre* », et notre monde sera détruit par des séismes. Il est donc imparfait, menacé, soumis au bon vouloir divin.

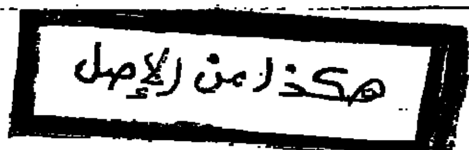
Restait-il quelque possibilité d'échapper à un destin si rigoureux ? Les « *livres du destin* », que les prêtres consultaient sans se lasser, permettaient de comprendre la volonté divine devant chaque événement. Les présages avaient la plus grande importance, même si, comme le fit Moctezuma II, on luttait contre eux en envoyant les devins à la mort...

C'est là encore une des causes de la première méprise entre Espagnols et Aztèques. Si Moctezuma envoya des prisonniers pour être sacrifiés devant Cortès, c'est qu'il le prenait pour un dieu. De terribles présages avaient assombri son règne, et d'ailleurs le dieu Quetzalcoatl, chassé de sa ville de Tula, avait promis qu'il reviendrait un jour par l'Est réclamer son royaume. Chez un souverain aussi superstitieux, l'arrivée de Cortès, blanc, barbu, tout bardé d'étrange manière, dans une année Ce-Acatl (Un-Roseau, date de la naissance et du départ de Quetzalcoatl), entouré d'animaux fabuleux (les chevaux), voyageant sur des « *montagnes qui bougent* », ne pouvait signifier que le retour du dieu. C'est ainsi que, lors de leur première entrevue, souvent différée par Moctezuma, il s'adressera à Cortès en ces termes : « *Seigneur, tu es épuisé... Maintenant te voici au pays... Tu es venu prendre place sur ton trône, sous ton dais royal...* » Et Cortès de répondre : « *En son idiome étrange, il lui dit en son sauvage idiome : que Moctezuma ait confiance, nous l'avons en grande amitié...* »









# panthéon aztèque

Nous avons, dans ce rapide tour d'horizon d'un panthéon si complexe, omis volontairement jusqu'à maintenant de parler de Quetzalcoatl. C'est, en effet, sans doute la personnalité la plus riche et la plus étonnante de cette assemblée divine, celle aussi qui portait en elle le plus grand nombre de germes d'évolution au moment de la conquête. Son nom, Quetzalcoatl, « *serpent-plume précieuse* », est aztèque. Mais Quetzalcoatl réunit sans doute bien des personnalités divines qui changèrent de sens depuis la lointaine origine. Né probablement aussi dans la région humide et chaude de la côte du golfe de Mexico, il est d'abord un dieu de la végétation, de l'eau et, peut-être aussi, des forces telluriques. A Teotihuacan, il apparaît sur la façade du temple des guerriers, côte à côte avec Tlaloc, et avec le même symbolisme. Plus tard, à Xochicalco, il est présent sans que l'on connaisse très bien sa signification. C'est à Tula qu'il va changer définitivement de physionomie, par une sorte de paradoxe historique lourd de conséquences. Là, peu de temps après la fondation de la ville, naquit en 947 un jeune prince auquel on donna le nom de Ce Acatl (la date de sa naissance dans le calendrier sacré), Topiltzin (« *notre prince* »), Quetzalcoatl (le dieu sous la protection duquel le jour de sa naissance le place). Ce prince est paré de toutes les vertus, très pieux, il adore ses sujets, préfère le sacrifice d'animaux ou l'auto-sacrifice au sacrifice humain.

Mais la tribu des Toltèques était composée de deux couches de population (situation qui se retrouvera, nous l'avons vu, à l'époque aztèque), l'une, plus civilisée, héritière probable des gens de Teotihuacan, l'autre, semi-barbare, composée de Chichimèques, dont le dieu était Tezcatlipoca. Des luttes violentes déchirent la tribu entre les deux factions rivales, celle de Topiltzin-Quetzalcoatl et celle incarnée par le grand prêtre de Tezcatlipoca.
de Teotihuacan, l'autre, semi-
La victoire de celui-ci, par d'infâmes sortilèges, va contraindre Quetzalcoatl à quitter Tula.

C'est là que commence l'ambiguïté du personnage et ses contradictions. Le héros banni, inventeur des arts et des techniques, sera peu à peu confondu avec le vieux dieu dont il portait le nom, si bien qu'il est souvent difficile de démêler ce qui appartient à chacun. Topiltzin-Quetzalcoatl partit vers l'Est, se rendit en territoire maya, où il sera à l'origine d'une renaissance de cette civilisation, mais, d'après d'autres versions de sa geste, il se brûla volontairement et devint l'étoile du matin...

A l'époque aztèque, Quetzalcoatl occupe une position à part dans le panthéon, et c'est en lui, nous semble-t-il, que s'incarnent toutes les aspirations vers une spiritualité plus grande et une cohésion plus profonde de la religion. Il règne sur les calmecac, ces collèges religieux où était élevée une partie de la noblesse mexicaine, alors qu'une autre partie, nous le verrons, recevait l'éducation des collèges militaires.

Dès le quinzième siècle, les archives de la tribu avaient été refaites pour rendre l'histoire et le mythe conformes à la mystique du peuple élu. Les mythes qui nous sont parvenus ne sont donc jamais « bruts », ils sont passés par le creuset d'une pensée philosophique, ce qui explique combien il est difficile de les « décoder ».

Il semble que les prêtres, sous l'égide de Quetzalcoatl, aient tenté d'ordonner le panthéon, de dégager l'essentiel de l'anecdotique dans chaque personnalité divine pour mieux les regrouper et les reconstruire. Quetzalcoatl lui-même est le premier à subir ce processus de réduction. Sa personnalité est si complexe que quantité de dieux, sans doute différents de lui à l'origine, sont désignés sous le terme de « doublet » de Quetzalcoatl : Xolotl, le dieu des monstres, Ehecatl, le dieu du vent, Nanahuatzin qui devint le soleil...

Mais cette religion très formelle laissait peu de place à la spiritualité. La mort même n'était qu'un passage, et le destin de l'âme dans l'Au-delà dépendait déjà de ce que les dieux avaient décidé dès la naissance. La réponse au poids du monde, pour les disciples de Quetzalcoatl, devait se trouver dans la méditation, la réflexion de l'homme sur l'univers et sur la beauté. L'un d'entre eux, le roi philosophe de Texcoco, Nezahualcoyotl, poussa la démarche si loin qu'il aboutit non sans doute à un monothéisme comme on l'a dit, mais à la valorisation d'un principe créateur : il éleva une tour de neuf étages à l' « *idée pure* »...

Mais d'autres réponses étaient aussi possibles. Parallèlement à la division que nous avons vue entre peuples d'agriculteurs et peuples de nomades, il va maintenant s'en créer une seconde qui reflète cette fois les deux pôles d'une société en pleine évolution. L'élite est partagée entre les prêtres, sous la tutelle de Quetzalcoatl, et les guerriers, sous celle de Tezcatlipoca. Pour ceux-ci, seules comptent les valeurs guerrières, la mystique de conquête et d'expansion — pour les autres, la méditation religieuse sur le destin de l'homme. Pour les uns, il faut trouver une réponse dans le combat, la capture de prisonniers, la mort à la guerre ou sur la pierre des sacrifices qui permettra à l'homme d'accompagner le soleil dans sa course au zénith, — pour les autres seules la prière, la réflexion, l'auto-sacrifice et la vie droite aboutissent à intégrer l'homme à son univers.

Ainsi Quetzalcoatl, dieu de la végétation et du vent et héros historique, fait-il à la fin figure de symbole de la pensée philosophique et de l'aspiration (tout au moins d'une élite) vers une pensée plus spiritualisée, vers des valeurs où la dignité et la morale auront leur place.

MIREILLE SIMONI-ABBAT. *

* Chargée du département d'Amérique au Musée de l'homme.

## AFFLUX DES TOURISTES EUROPÉENS



# La séduction de l'Amérique précolombienne

Par ARTURO GARCIA FORMENTI *

*LE développement spectaculaire du tourisme offre les caractéristiques d'un phénomène social et économique irréversible, à moins d'un bouleversement profond et complet de la civilisation industrielle de consommation. On a calculé qu'en 1980, l'ensemble des mouvements mondiaux se situera entre 780 et 1 050 millions d'arrivées de visiteurs dans les pays de tourisme, contre environ 450-600 millions en 1969.*

*Les voyages internationaux représenteraient alors entre 250 et 280 millions des mouvements touristiques, contre environ 150 millions en 1970 (1).*

*Le Mexique ne pouvait pas rester en marge de ce mouvement, avec toutes ses conséquences économiques, sociales et politiques, surtout si l'on tient compte de sa position géographique dans l'hémisphère nord et l'hémisphère occidental : au nord, les Etats-Unis et le Canada, les deux pays qui procurent le plus grand nombre de touristes longue distance ; au sud, l'Amérique centrale jusqu'où se prolonge une partie du Mexique, puis l'Amérique du Sud. A l'est, l'océan Atlantique, survolé par de nombreux charters et les avions de huit compagnies aériennes qui, venant d'Europe, assurent régulièrement des vols commerciaux vers le Mexique. Enfin à l'ouest, l'océan Pacifique ouvert récemment à l'afflux non négligeable des touristes japonais.*

*Situé au centre du monde, le territoire de la République mexicaine remplit donc les conditions pour être le véritable carrefour des routes du tourisme international. Mais à cet atout s'ajoutent une grande variété de climats allant du tropical, avec toutes ses variantes, au polaire, et la diversité de paysages qui se succèdent sur une superficie de 1 972 547 kilomètres carrés.*

*Quiconque se rend au Mexique peut choisir paysage et climat convenant à son goût et cela à toute époque de l'année.*

## Aux premières places

*LE tourisme est l'une des principales activités économiques du Mexique, des plus dynamiques et productives.*

*L'investissement hôtelier a triplé au cours de ces dix dernières années. En 1971, il atteignait l'équivalent de 1 100 millions de dollars, avec la construction de 50 000 chambres d'hôtel.*

*Actuellement, le nombre de chambres est de 166 107 et l'on compte 298 900 lits. Pour 1980, 185 000 nouvelles chambres de qualité sont envisagées.*

*En 1962, 941 297 touristes s'étaient rendus au Mexique ; ils furent 2 912 234 en 1972, et 3 301 000 en 1973, sans compter les visiteurs frontaliers qui séjournent moins de soixante-douze heures et dont le nombre dépasse à présent 60 millions.*

*En ce qui concerne les visiteurs venus d'Europe, leur effectif est passé de 29 138 en 1962 et de 30 801 en 1963 à 150 000 environ en 1973, les Européens qui se rendent au Mexique en passant par les Etats-Unis d'Amérique, le Canada et l'Amérique centrale n'étant pas inclus dans ce nombre. Depuis l'ouverture en Europe, en 1963, des bureaux du Conseil national du tourisme et du département du tourisme du Mexique, le tourisme européen a donc augmenté de presque 387 %.*

*Le Mexique a été le premier pays latino-américain à faire, d'une manière organisée, acte de présence dans divers pays du Vieux Continent avec huit délégations créées par M. Miguel Aleman, ancien président du Mexique, actuellement président du Conseil national du tourisme.*

*Ces dernières années, la place du Mexique dans le tourisme mondial se situait entre le quatrième et le sixième rang, d'après les entrées de devises enregistrées. Pour ce qui est du continent américain, il arrivait tout de suite après les Etats-Unis, mais sans solde négatif dans sa balance de compte voyageurs.*

*Sur le territoire, des sites et des pièces archéologiques sont constamment mis au jour. Dans toute la mesure du possible, les œuvres déjà connues sont conservées et restaurées ; elles font partie du patrimoine culturel du Mexique offert non seulement à la recherche des spécialistes mais aussi au plaisir des voyageurs, et plus particulièrement des Européens, surtout Français et Allemands, dont l'intérêt se porte sur les civilisations précolombiennes qui, malgré les nombreuses recherches dont elles ont été l'objet, renferment toujours des énigmes. Il existe onze mille sites archéologiques catalogués.*

*D'autre part, tandis que se livre une bataille passionnée pour arracher à l'oubli et à la jungle les vestiges d'un passé prodigieux, de nouvelles zones de tourisme tournées vers l'avenir sont à l'étude ou aménagées, en prévision d'une demande touristique croissante. Ainsi les projets de Zihuatanejo, près d'Acapulco et de l'île Cancun, assumés par le Fonds national pour la promotion du tourisme (FONATUR), créé en janvier 1974, pour favoriser le développement du tourisme en finançant, notamment, certains programmes.*

* Délégué général pour l'Europe du Conseil national du tourisme et du département du tourisme du Mexique.

(1) Selon une étude pilote sur les précisions à long terme, publiée par l'Union internationale des organismes officiels de tourisme (U.I.O.O.T.).



## LE RENOUVEAU DU CINÉMA

# Des promesses pas toujours tenues

Par LOUIS MARCORELLES

*VU d'Europe, le cinéma mexicain a été longtemps la « cause perdue » des cinémas d'Amérique latine. Le public et surtout la critique française ont longtemps vécu sur le seul souvenir des films d'Emilio Fernandez, sur la révolution exotique de* Maria Candelaria *en 1946 au Festival de Cannes. Aujourd'hui, le film a pu perdre l'essentiel de l'intérêt qu'il suscitait alors, cette découverte d'un « beau » Mexique dans des décors de rêve où évoluent des êtres d'une grande noblesse. Il témoigne surtout de nos caprices d'Occidentaux voulant à tout prix retrouver au-delà des océans l'image rassurante en même temps qu'édifiante d'un Mexique entrevu dans une perspective de croisière, façon agence Cook.*

*Dès 1950, Luis Bunuel allait corriger cette vision un peu simplificatrice avec* Los Olvidados, *qui reste pour beaucoup de jeunes cinéastes mexicains un tournant dans l'histoire de leur cinéma national. Le film prenait considérablement de l'importance au Festival de Cannes — toujours — et son sens était peut-être légèrement déplacé : en le rebaptisant* Pitié pour eux, *la distribution française poussait vers l'attendrissement et, une fois de plus, vers l'exotisme : il devenait un constat poétique sur la délinquance juvénile à Mexico.*

*Désormais fixé au Mexique, Bunuel allait y tourner dans sa langue natale le meilleur de son œuvre et d'abord* Nazarin *et* l'Ange exterminateur. *Il dénonçait par le biais de la fable, loin des pièges sentimentaux de ce « néo-réalisme » dont il avait horreur, l'emprise d'un catholicisme omniprésent dans toutes les couches de la société.*

*Bunuel offrait aux cinéastes mexicains l'exemple d'une parfaite indépendance, consolidée par les échos flatteurs que recueillaient ses films en Europe, mais, en même temps, pour employer un mot à la mode aujourd'hui, était confiné par les pouvoirs en place dans une sorte de marginalité rassurante. Présent à presque tous les festivals de Cannes par ses films qui ne se rentabilisaient que sur le marché international, il arrivait difficilement à rejoindre le public populaire de sa patrie d'adoption, et n'exerçait pas immédiatement sur ses jeunes collègues l'influence libératrice que tout le monde attendait. L'histoire de l'actuel renouveau du cinéma mexicain, de ses audaces, de ses hésitations, de ses « blocages », est en germe dans cette marginalité bunuélienne, cette difficulté à briser le double carcan d'une industrie vouée à la pire facilité, d'un pouvoir politique étroitement complice de cette facilité, mettant tout en œuvre pour perpétuer le* statu quo.

### Une nationalisation partielle

*ALORS que dès 1962 se percevaient au Brésil les premiers signes annonciateurs de la petite guerre de libération culturelle et économique menée par les « jeunes Turcs » du* cinema nôvo, *alors que dès 1968 la* Hora de los Hornos *frappait les trois coups, en Argentine, d'un cinéma directement politique, le Mexique arrivait mal à sortir d'un isolement qu'une législation tatillonne contribuait à perpétuer. Un film ne pouvait être réalisé, et surtout distribué, que par l'entremise des pouvoirs publics, qui avaient décidé la nationalisation partielle de l'industrie cinématographique, non dans un but de libre expression culturelle et politique, mais pour essayer de conserver à tout prix une certaine suprématie sur les marchés de langue espagnole du continent américain, Etats-Unis compris.*

*Les jeunes cinéastes remarqués au Festival de Locarno en 1966, comme Salomon Leiter, auteur du meilleur des trois sketches du* Vent lointain, *ou Alberto Isaac, réalisateur d'*Il n'y a pas de voleur dans ce village, *films produits dans le cadre de concours officiels ayant pour but de promouvoir un autre cinéma mexicain, ces cinéastes durent ensuite attendre plusieurs années avant de poursuivre une carrière aussi vite refermée qu'à peine entrouverte. Si Isaac se vit confier la supervision du film de prestige sur les Jeux olympiques de 1968, ce n'est qu'en 1971 que Leiter put tourner* les Portes du paradis, *son premier film de long métrage, sur la jeunesse désaxée et le monde de la drogue. Mais c'est, malgré tout, le tournant.*

*En 1968, avec des moyens dérisoires, vingt-quatre mille francs, Felipe Cazals, formé à l'IDHEC, réalise* la Pomme de la discorde, *histoire abracadabrante de trois tueurs à gages chargés d'exécuter un vieux propriétaire de chevaux, nostalgique du temps passé. Cazals se moque de la logique romanesque, de la psychologie, de l'exotisme. Il a visiblement beaucoup aimé* Asphalt Jungle, *de John Huston. Le film séduit la critique et un petit groupe d'aficionados. Il ne quittera jamais un glorieux anonymat. Tourné en dehors des syndicats, hors des normes techniques reconnues, il ne sera jamais projeté.*

*Cazals est né en 1937, Arturo Ripstein en 1942. Ripstein a grandi dans le sérail : fils d'un producteur commercial bien connu, il a pu tourner dès 1965 un western remarqué par la critique,* le Temps de mourir, *qui sera une catastrophe au box-office. Un second film en 1968,* Souvenirs du Futur, *obtient des résultats encore pires. Ripstein quitte l'industrie, avec Cazals et quelques amis crée le groupe de* Cine Independiente, *qui se propose de réaliser avec de tout petits budgets, dans une complete liberté, les films de leur choix.*

« Nous travaillions en équipe, *dit Rafael Castenado, membre du groupe, monteur,* mais nous intervertissions les rôles. Nous disposions de budgets insignifiants, mais nous étions unis par le désir de faire du cinéma, de pénétrer dans l'industrie. » *Ces propos rappellent étrangement ceux de notre ex-Nouvelle Vague comme du* Free Cinema *britannique (Lindsay Anderson, Karel Reisz, Tony Richardson). Dans une industrie malthusienne, tous les moyens sont bons pour percer le mur d'inertie qui s'oppose aux initiatives originales. On notera parallèlement l'absence de tout dessein politique.*

### Sur les deux tableaux

*RIPSTEIN tournerait dans ce contexte, en 1969, le très remarqué* La Hora de los Ninos (l'Heure des enfants), *Cazals,* Familiaridades, *comédie psychologique à l'américaine. Mais Cazals et Ripstein abandonnent très vite ce système de production, leurs films n'étant toujours pas projetés en public malgré des échos flatteurs de la critique mexicaine et internationale, malgré des prix à l'étranger. L'arrivée au pouvoir de Luis Echeverria Alvarez, fin 1970, l'accession à la tête du cinéma mexicain de son frère Rodolfo, allaient permettre à Cazals et Ripstein d'enchainer sans solution de continuité avec ces tentatives artisanales, — de devenir les cinéastes quasi officiels du régime.*

*Cazals mériterait même ce titre pour ses deux superproductions financées en majeure partie, sinon en totalité par l'Etat :* le Jardin de tante Isabelle *(1971) en couleurs, panavision, qui fait revivre l'épopée des premiers colons espagnols du Mexique, aventuriers, militaires, ecclésiastiques, prostituées et maquerelles ; et* Ces Années-là *(1972), écrit par Carlos Fuentes, très proche de l'idéologie au pouvoir, qui décrit la pathétique équipée de Charlotte et Maximilien d'Autriche, qui exalte la figure de Juarez, patriote intransigeant, qui sait remettre les nations « occidentales » (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis) à leur juste place, tout cela sur la toile de fond d'un anticléricalisme assez virulent — ce qui a retardé la sortie du film à un moment où le gouvernement Echeverria a grand besoin de l'appui inconditionnel de la bourgeoisie.*

*Alberto Isaac pouvait enfin poursuivre sa carrière avec l'aide officielle, conter des fables socio-poétiques, dans lesquelles il sait s'arrêter juste au moment où la critique risquerait de trop irriter l'épiderme :* les Jours de l'amour *(1971),* le Coin des vierges *(1972).*

*En 1972, Paul Leduc, né en 1942, qui avait travaillé avec Isaac sur sa commande olympique, se lançait dans une entreprise alors très originale, filmer en 16 millimètres non synchrone (démarche proprement révolutionnaire au Mexique) un épisode de la vie de John Reed, le journaliste americain, ami de Lénine. Leduc échange le romantisme des clichés officiels sur la révolution mexicaine contre un romantisme plus secret.*

*A travers le personnage de cet intellectuel américain qui se cherche dans une révolution étrangère, il trace le portrait de ses propres doutes, de ses hésitations. Cinq ans après* la Pomme de la discorde *de Cazals,* Reed : Mexico insurgente *affirme une écriture originale, révèle un regard très personnel. Leduc travaille actuellement à une adaptation du célèbre roman de Malcolm Lowry,* Au-dessus du volcan, *qui, lui, sera tourné avec des moyens plus importants, en 35 millimètres couleur, en double version anglaise et espagnole.*

*Leduc désormais, comme Isaac et aussi comme Ripstein, Cazals et Leiter, pense en termes de marché international ; il veut s'adresser au plus grand nombre ; il est prêt à collaborer avec le capital européen ou américain.*

*Comment réconcilier le besoin de fonder une industrie cinématographique indépendante sur des bases économiques saines et le caractère national indispensable d'un « nouveau » cinéma (nouveau dans la perspective du renouveau ici analysé) d'Amérique latine ? La contradiction est pour l'instant insoluble. A coups de subventions généreuses, le pouvoir en place a permis à Ripstein de tourner* le Château de la pureté *(1973),* El Santo Officio *(1974), opérations de prestige du régime, brillamment conduites par un cinéaste de talent ; à Cazals de devenir le chantre patenté de l'histoire mexicaine; au comédien Alfonso Arau, un temps fixé à Cuba, également interprète de Sam Peckinpah, de réaliser la superproduction* Calzonzin inspector, *d'après la pièce de Gogol,* le Revizor. *Ces films n'ont encore eu qu'un succès limité sur le marché international comme sur le marché mexicain (sauf peut-être celui d'Arau).*

*Aujourd'hui, le cinéma mexicain essayant de miser sur les deux tableaux, art et industrie, voudrait toucher le grand public en gardant son originalité. Ce faisant, par inclination naturelle ou par choix délibéré, il refuse le commentaire directement politique, toujours mal vu des autorités. La subversion, quand subversion il y a, s'effectue par les moyens les plus classiques de la fable réaliste. Cela explique, en particulier, le succès extraordinaire de* Mecanica nacional *de Luis Alcoriza, ancien scénariste de Bunuel.*



هكذا من الأصل

## RECHERCHE DES ROMANCIERS ET DES POÈTES

# La Révolution a-t-elle été trahie ?

Par CLAUDE FELL

LA littérature mexicaine plonge ses racines au plus profond de l'histoire du continent américain. Des chercheurs comme Angel Maria Garibay, Miguel Leon-Portilla ou José Luis Martinez (qui a publié dernièrement un livre sur le grand poète nahuatl Nezahualcoyotl, seigneur de Texoco, qui régna de 1418 à 1472) nous ont restitué une quantité impressionnante de textes (des poèmes en particulier) préhispaniques. Pendant la période coloniale, le Mexique donna aux lettres classiques espagnoles deux de leurs figures les plus prestigieuses, la poétesse Sor Juana Inès de la Cruz et le dramaturge Juan Ruiz de Alarcon. Au dix-neuvième siècle, la littérature nationale se distingua à nouveau avec la publication, en 1816, du premier roman latino-américain, le *Periquillo Samiento*, de José Joaquin Fernandez de Lizardi, une œuvre agressive, incisive, qui respecte encore la construction du roman picaresque espagnol, mais s'attaque vigoureusement aux tares de la société mexicaine de l'époque. Ces œuvres et ces hommes ne sont que les pics qui émergent d'un ensemble foisonnant et vigoureux, où perce une volonté, pas toujours réalisée dans les faits, de se libérer des modèles étrangers (sauf en ce qui concerne la littérature coloniale) et de forger une véritable littérature nationale.

« Nationalisme » : c'est le maître mot autour duquel les lettres et les arts ont gravité jusque dans les années 50 ; cette notion n'excluait d'ailleurs pas, dans l'esprit de quelques-uns, des aspirations à l'universalité : *« La seule façon d'être profitablement national consiste à être généreusement universel, car la partie n'a jamais été saisie en dehors du tout »*, écrivait en 1932, dans *A Vuelta de Correo*, le grand polygraphe Alfonso Reyes. La définition de la nationalité, dit encore Reyes, passe par la *« recherche de l'âme nationale »*. Cette recherche va emprunter deux voies essentielles : le roman et l'essai, auxquels il faudrait ajouter, dans le domaine artistique, le muralisme.

Sur le plan littéraire, la Révolution de 1910 apporte du changement, plus que de véritables bouleversements. En effet le « roman de la Révolution » (il serait préférable de dire « sur la Révolution »), qui fait en 1916 une première apparition magistrale avec *Ceux d'en bas*, de Mariano Azuela, adopte les structures du réalisme traditionnel. Le romancier se veut avant tout un « photographe » de la réalité ; les romans (ceux d'Azuela, mais aussi de Martin Luis Guzman, Jorge Ferretis, Agustin Vera, Rafael Munoz, José Mancisidor, José Ruben Romero, Gregorio Lopez y Fuentes, Nellie Campobello, etc.) s'appuient sur la langue parlée et sur les paysages grandioses du Mexique ; dans ces livres à structure circulaire, l'homme mexicain est pris dans un vaste tourbillon qui le dépasse et dont il ne saisit pas l'issue ; l'idéologie qui s'en dégage est dans l'ensemble négative et pessimiste ; certains auteurs, comme Martin Luis Guzman, qui avaient placé tous leurs espoirs dans le personnage fascinant mais limité qu'était Pancho Villa, laissent percer leur déception.

A la différence du roman, l'art mural, également nationaliste dans ses thèmes, est révolutionnaire dans son esprit. Prenant appui sur la tradition artistique, le muralisme puise largement aux sources de l'art maya, aztèque ou toltèque. Rivera, Orozco, Siqueiros, les trois grandes figures du mouvement, font largement appel à l'histoire, et leurs fresques auront un impact idéologique évident, ce qui n'est pas le cas du roman. Cependant le muralisme finira lui aussi par se replier sur lui-même, en exerçant parfois une sorte de terrorisme artistique aux dépens, par exemple, de peintres abstraits comme Rufino Tamayo, dont le talent a été finalement reconnu. Repris dans les fresques qui couvrent les murs des édifices officiels ; illustrés avec plus ou moins de bonheur par des films dont les atouts essentiels étaient une habile utilisation de figurants enthousiastes, de paysages naturels somptueux et du trio Dolores del Rio - Pedro Armendariz - Maria Félix ; ressassés dans une foule de discours et d'éditoriaux, les thèmes et les images de la Révolution perdaient peu à peu de leur substance et les témoignages devenaient clichés.

## Le labyrinthe universel

LES essayistes vont redonner un coup de fouet à la réflexion en profondeur sur ce qu'Octavio Paz appellera *« l'être et le non-être »* mexicain. Un des premiers à tirer le signal d'alarme fut Samuel Ramos, qui écrit dans *le Profil de l'homme et la Culture au Mexique*, paru en 1934 : *« A ses débuts, le nationalisme fut un mouvement vide, sans autre contenu que la négation de ce qui venait d'Europe. Le résultat fut que le Mexique s'est isolé du monde civilisé, en se privant volontairement d'influences spirituelles fécondes, sans lesquelles le développement de cette âme qu'il souhaite ardemment posséder sera impossible. »* Puis en 1950 paraît *le Labyrinthe de la solitude*, d'Octavio Paz, qui, par les images qu'il propose et les mythes qu'il redéfinit, va influencer toute une génération d'écrivains. *« La Révolution mexicaine*, écrivait-il, *nous a fait sortir de nous-mêmes et nous a placés face à l'histoire, en nous confrontant à la nécessité d'inventer notre futur et nos institutions. La Révolution mexicaine est morte sans résoudre nos contradictions. Après la seconde guerre mondiale, nous avons constaté que cette création de nous-mêmes que la réalité nous impose n'est pas différente de celle qu'une réalité semblable exige des autres. Nous vivons, comme le reste de la planète, une conjoncture décisive et mortelle, orphelins de passé et avec un futur à inventer. L'histoire universelle est aujourd'hui une tâche commune. Et notre labyrinthe, celui de tous les hommes. »*

Déjà dans *Demain la tempête*, d'Agustin Yanez, paru en 1947, la Révolution n'était plus présente qu'à travers des échos feutrés et lointains. Marqué par l'empreinte de Joyce et du surréalisme, le livre recrée *de l'intérieur* la vie d'un village mexicain. La survivance de fantasmes, de superstitions, de fanatismes fébriles, de frustrations religieuses et sexuelles laisse l'impression d'un monde mort, à la dérive, et en même temps, haletant, parcouru de frissons et de soubresauts. La vie n'est ici qu'une représentation de la mort. *« La mort*, écrivait Octavio Paz dans *le Labyrinthe de la solitude*, *est un miroir qui reflète les vaines gesticulations de la vie... La mort nous attire, elle nous venge de la vie. »* Elle devient même la substance d'un roman qui aura des répercussions très larges, non seulement au Mexique mais dans toute l'Amérique latine : il s'agit de *Pedro Paramo* (1955), de Juan Rulfo, qui n'a écrit que ce livre et un recueil de nouvelles, *le Llano en flammes*. *Pedro Paramo*, c'est le temps arrêté, l'avènement du silence, le glissement dans le néant, la cohabitation des vivants et des morts, le dernier acte du Jugement dernier. Comme chez Yanez, le cadre est provincial mais il disparaît derrière une sorte d'activisme macabre et lyrique qui mobilise les grands mythes du monde rural mexicain et, par là même, plonge le roman dans l'universel.

Le refus du localisme étroit dans lequel le réalisme avait confiné le roman marque également l'œuvre de José Revueltas et de Rosario Castellanos. Le premier, marxiste militant, emprisonné en 1968, profondément influencé par Faulkner, mêle la dénonciation de l'exploitation ouvrière à l'énoncé poétique des angoisses métaphysiques fondamentales de l'homme. La seconde, qui est aussi un des poètes les plus importants du Mexique contemporain, nous livre une véritable méditation sur les affrontements raciaux, dans deux romans, situés en pays tzotzil, dont les titres français sont *les Etoiles d'herbe* et *le Christ des ténèbres*.

Avec les premières œuvres de Carlos Fuentes, la ville occupe délibérément le devant de la scène romanesque. « Roman-collage », sans héros, puzzle gigantesque savamment dispersé selon un ordre qui n'obéit ni à la logique ni à la chronologie, *la Plus Limpide Région* (1958) est l'histoire d'un être collectif. C'est aussi l'occasion d'un bilan pour l'auteur : *« L'artiste post-révolutionnaire*, déclarait-il dans une conférence prononcée en 1965, *s'est identifié à une certaine redécouverte des mythes perdus et, jusqu'aux années 50, son devoir établi était la surveillance patriotique des traditions locales et de l'identité nationale. Ce qui ne signifie pas que le mouvement nationaliste de la culture au Mexique ait été superflu. Nous savons tous qu'il a abouti à une reconnaissance urgente de la terre, du peuple, des couleurs et des sons du Mexique, cachés ou déformés par plusieurs siècles d'indifférence, d'imitation ou de mutisme. Le mythe a ressuscité de façon vengeresse. Mais une fois qu'il a donné ses fruits, il est entré en décadence parce qu'il n'était, en fin de compte, qu'une étape de notre développement culturel, et, lorsqu'il a voulu se transformer en norme permanente, il est devenu répétitif et chauvin, défenseur du* statu quo *et purement pittoresque. Il avait fleuri comme une auto-reconnaissance ; il a dégénéré en auto-caricature. »*

## L'histoire et la fête

PAR ailleurs, quarante ans après, Fuentes pose la question qui hante tous les intellectuels : *« La Révolution a-t-elle été trahie ? »* Face au décalage entre l'enthousiasme du passé et le conformisme un peu morne du présent, chaque personnage se sent plus ou moins coupable. Les mots « compromis », « révélation », « démonstration », « justification », « preuve », « faute » reviennent sans cesse. Comme l'univers faulknérien, le monde de Carlos Fuentes est rongé par un sentiment de *« secrète défaite »*. Avec *la Mort d'Artemio Cruz* (1962), nous passons, dans un contrepoint savant, de l'agonie d'un financier issu de la Révolution aux évocations de plus en plus lointaines de son passé. A travers ce cycle fermé de la mort et de la vie, Fuentes invoque les pulsions secrètes de l'histoire de son pays.

*« Vivre l'histoire comme un rite est une façon de l'assumer »*, dit Octavio Paz dans *Post Scriptum*, un essai de 1970. Tous les personnages de Fuentes vivent écartelés entre leurs désirs impossibles et un réel décevant, tissé d'insécurité et de médiocrité. Cette existence « schizophrénique », selon un mot cher à l'auteur, se résout dans la violence ou dans le rêve, la mort ou le mythe, à l'issue d'une douloureuse progression qui s'appuie sur le fantastique, la fiction, l'humour, le lyrisme ou le sarcasme : un roman, *Zone sacrée* (1966), une longue nouvelle, *Aura* (1962) et les contes de *Chant des aveugles* (1964) en sont autant de témoignages.

Dans *Peau neuve* (1967), le Mexique, pays de l'instant morose et de la violence vaine, selon Fuentes, sert une nouvelle fois de toile de fond et de « masque ». Ce livre de la déroute, soigneusement élaboré, est encore un roman-bilan, où tout est possible et impossible à la fois. L'histoire déroule ses anneaux, comme le Serpent à plumes, mais à chacune de ses révolutions correspond un acte sacrificiel. La justice, la mort, l'amour et le néant ne sont que *« les maigres attributs de Dieu »* : la création est interdite. Dès la première page, les mots essentiels — que l'auteur emprunte à Alain Jouffroy — sont prononcés : *« Impossible fête »*. Ici le roman devient une cérémonie — *Anniversaire*, publié en 1969, en sera une nouvelle preuve — et une incantation, qui débouchent sur la poésie et sur le théâtre, pour lequel Fuentes a écrit plusieurs pièces, dont *Le borgne est roi*, qui a été donné en 1970 avec succès au festival d'Avignon, puis à Paris.

Fuentes a insisté à plusieurs reprises sur le rôle capital du langage, qui doit permettre à l'écrivain de *démasquer* la réalité, mexicaine ou autre. La leçon a été entendue de la génération des jeunes romanciers, dont les plus importants sont, sans conteste, Salvador Elizondo (*Farabeuf*, 1965, et *Hypogée secret*, 1968), Gustavo Sainz (*Gazapo*, 1965), José Agustin et Juan Garcia Ponce. *Farabeuf*, en particulier, montre l'apparition d'une sérénité fondée sur la souffrance et la peur, dans le désordre d'un esprit et d'un corps secoués par des émotions violentes. C'est aussi la tentative, à travers un jeu de miroirs, de souvenirs et de symboles se renvoyant les uns aux autres, pour aborder aux rives de la conscience de soi. Tous les moyens sont bons pour y parvenir : l'enquête policière, le script cinématographique, l'extrait de presse, la description clinique, l'idéogramme, la photographie (*« Il faut aider la mémoire..., la photographie est une grande invention »*), l'hallucination, le rêve, l'élan vers l'extase, mélange *« de délices et de terreur »*. Gustavo Sainz y ajoutera l'enregistrement sur magnétophone ; José Agustin, l'emploi de la marijuana.

Autour de ces auteurs et au-delà d'eux-mêmes s'est étendu un mouvement à la fois diffus et puissant, *la onda*, que José Agustin caractérise de la façon suivante : « La onda, *le rock and roll mis à part, n'est ni une politique, ni un langage, ni une religion, ni une mode, ni une industrie, ni un art, mais en même temps elle renferme en elle-même des manifestations politiques, artistiques, religieuses, philosophiques, économiques et sociologiques. On a tenté de définir* la onda, *et on a dit que c'est une sous-culture, une attitude devant la vie, une tendance, un mouvement, « une explosion vitale qui s'est peu » à peu ralentie et qui s'est prêtée à » à la commercialisation ». De telles définitions permettent de saisir la nature, véritablement complexe, de la* onda, *car elle doit être tout cela et en même temps elle ne l'est pas : c'est quelque chose qui va plus loin...* La onda *est cyclique et ses cercles s'élèvent pour former une spirale : c'est ainsi que les jeunes* onderos *ont revitalisé les thèses chrétiennes essentielles et les formes de libération intérieure (l'ésotérisme) pour les conjuguer avec le rock, qui est un art joyeux, dionysiaque, et avec la nécessité d'en finir avec les formes répressives de tous les systèmes »* (1).

La poésie porte évidemment la marque profonde et fructueuse d'Octavio Paz, prodigieux dispensateur d'images, créateur infatigable, dont l'œuvre critique vient prolonger l'œuvre poétique. *« Cette quête, il la poursuit depuis longtemps*, écrit Julio Cortazar, *se penchant à chacune des multiples portières du train Verbe, consultant les sources les plus cachées de l'érotisme, les signes ésotériques ou exotiques, cherchant les réponses qui s'éveillent dans un* haïku, *dans un relief de Kajuraho ou de Konarak, dans une méthode structuraliste, dans le parler de son peuple, dans un* ready made, *dans les mythologies latino-américaines, dans la poésie d'un Fernando Pessoa ou d'un Luis Cernuda »* (2). Cette poésie faite de sensualité et de lutte contre les mots, d'hommage à la beauté et de recherche de l'unité de l'homme, se retrouve dans un long poème en prose publié en 1968, *Perséphone*, d'Homero Aridjis.

Comme dans d'autres pays latino-américains, on assiste au Mexique à l'éclosion d'une poésie « existentielle », ouverte au monde, qui, à la fois, répercute l'actualité et réfléchit sur les grands problèmes contemporains que sont la guerre, la paix, la justice et la solidarité ; ses meilleurs représentants actuels sont Jaime Sabines et José Emilio Pacheco, prix national de poésie 1969, avec *Ne me demande pas comment passe le temps*, livre sur la fuite irrémédiable du temps et les désastres de ce monde, mais aussi réflexion sur la poésie et sur sa place dans le cœur de l'homme. Pour terminer, il faut encore citer deux noms : d'abord, José Carlos Becerra, qui s'est tué en 1970, à trente-trois ans, dans un accident de voiture et dont on a publié l'an dernier l'œuvre poétique, où se reflète l'influence de Claudel, de Saint-John Perse, de Lezama Lima et de T.S. Elliott, mais où apparaît également une voix très pure, légèrement rhétorique parfois, attentive à rendre les élans de l'amour ou la fascination des villes. Ensuite, Marco Antonio Montes de Oca, à l'œuvre déjà impressionnante, qui rebâtit un univers à grand renfort d'images brillantes et insolites.

(1) Revue *Dialogos*, Mexico, n° 55, janvier-février 1974, pp. 12-13.

(2) *Le Monde*, 15 janvier 1971, p. 17.

### TRADUCTIONS FRANÇAISES

- Homero Aridjis, *Perséphone* (Gallimard).
- Mariano Azuela, *Ceux d'en bas* (Paris, Pourcade, 1930) ; *Mauvaise graine* (Gallimard).
- Rosario Castellanos, *les Etoiles d'herbe* et *le Christ des ténèbres* (Gallimard, « la Croix du Sud »).
- Salvador Elizondo, *Farabeuf* et *Hypogée secret* (Gallimard).
- Carlos Fuentes, *la Plus Limpide Région*, *la Mort d'Artemio Cruz*, *Chant des aveugles*, *Zone secrète*, *Peau neuve* (Gallimard).
- Martin Luiz Guzman, *l'Aigle et le Serpent*, *l'Ombre du Caudillo* (Gallimard, « la Croix du Sud »). *Avec Pancho Villa* (Grasset).
- Octavio Paz, *Pierre de soleil*, *l'Arc et la Lyre*, *Liberté sur parole*, *Deux transparents : Marcel Duchamp et Claude Lévi-Strauss*, *Versant est*, *Renga* (en collaboration avec Roubaud, Sanguineti, Tomlinson), *Conjonctions et disjonctions*, *le Labyrinthe de la solitude*, suivi de *Post-Scriptum*, *Courant alternatif* (Gallimard)
- Juan Rulfo, *Pedro Paramo* (Gallimard, « la Croix du Sud »). *le Llano en flammes* (Denoël, collection « les Lettres nouvelles »).
- Gustavo Sainz, *Gazapo* (Robert Laffont, collection « Pavillons »)
- Agustin Yanez, *Demain la tempête* (Plon).

# GUINÉE-BISSAU

## Naissance d'une démocratie africaine

### L'avenir engageant d'une indépendance conquise par les armes et soigneusement préparée en dix années de lutte



(Photo Amico-Gamma.)

Un reportage de Basil Davidson

DIX-HUIT ans après la fondation du Parti africain d'indépendance de Guinée et du Cap-Vert (P.A.I.G.C.), onze ans après le déclenchement de la lutte armée, la victoire définitive est enfin survenue. Une victoire aisée et, surtout, inopinée.

Le 14 août dernier, les dirigeants du P.A.I.G.C., installés dans une base politique provisoire située près de la frontière du Sud-Est, me disent : **« Maintenant, si vous voulez, nous pouvons vous emmener au commandement portugais à Bissau, puis nous irons faire un tour aux îles du Cap-Vert. »**

Ils sont au comble de la joie, mais à part cela toujours pareils à eux-mêmes, pleins d'une confiance sereine dans leur parti, sûrs de ce qu'ils font, travaillant sans relâche. MM. Aristides Pereira, secrétaire général du P.A.I.G.C. et Luis Cabral, président de la nouvelle République, trouvent un peu de temps à me consacrer entre d'interminables réunions où ils s'efforcent de faire face à ce brusque passage de la guerre à la paix.

Avec eux, des hommes plus jeunes — guère plus de la trentaine — qui ont accédé à la direction du parti au cours des années de lutte : « Chico » Mendes et « Niño » Vieira, membres aujourd'hui de la direction politique, après s'être illustrés longtemps comme chefs militaires dans les forêts et les savanes ; José Araujo et Pedro Pires, qui représentaient le P.A.I.G.C. dans les négociations en cours avec les Portugais et qui devaient regagner Alger sous peu, d'autres encore, de la même trempe, forgés au même feu. Nous avons passé des journées entières à discuter. Et maintenant, un peu moqueurs, guettant la réaction du visiteur venu d'Europe, ils me proposent : **« La route de Bissau est ouverte, si le cœur vous en dit... »**

Dix jours de voyage, en camion, à travers les « anciennes » zones libérées du Sud, en compagnie d'une vingtaine de responsables du P.A.I.G.C. qui se rendent également à Bissau et aux îles du Cap-Vert, nous conduisent à Cacine, base militaire et port fluvial sur l'estuaire de la Cacheu, évacuée trois jours auparavant par les Portugais, où nous serons pris en charge par l'aviation portugaise, qui nous transportera jusqu'à Bissau, à 130 kilomètres à vol d'oiseau.

Une guerre longue et amère s'achève sans amertume ; pas seulement à cause de la coopération des Portugais, qui font preuve d'autant de détermination que de dignité, mais avant tout grâce à l'attitude des hommes et des femmes du P.A.I.G.C. et à la ligne de conduite qu'ils ont adoptée. Le visiteur a déjà, en son temps, vu finir des guerres : des guerres qui étaient certes beaucoup plus importantes, mais pas beaucoup moins horribles, et qui s'achevaient par de sinistres vendettas, en des lendemains de victoire ternis par les « règlements de comptes ». Ici, pourtant, aussi bizarre que cela puisse paraître à des Européens, il semble bien que ce que Luis Cabral me disait quelques jours plus tôt était la vérité : **« Nous avons fait cette guerre sans haine, et nous la terminons sans haine. »** Vérité aussi ce que déclarait Pedro Pires, délégué par la direction militaire du P.A.I.G.C. pour négocier à Londres et à Alger avec les Portugais : **« Nous faisons de notre mieux pour que la transition s'opère en douceur. Nous restons fidèles aux principes que nous a enseignés Amilcar Cabral : nous ne sommes pas contre les Portugais mais contre leur système de domination colonialiste. »**

## Un modèle inédit

CE qui se passe en Guinée-Bissau est peut-être unique aussi dans un autre sens : on y assiste à la prise de pouvoir d'une idéologie politique et d'une praxis qui ont déjà créé un modèle d'indépendance sociale et politique d'un type jusqu'ici inédit en Afrique, modèle révolutionnaire en comparaison avec les structures et les institutions dont se sont dotés d'autres pays nouvellement indépendants, et dont toutes sortes de signes permettent de présager qu'il est susceptible d'avoir sur le cours du développement du reste de l'Afrique une influence profonde, quoique indirecte. La Guinée-Bissau est un tout petit pays, mais son importance pourrait s'affirmer en raison inverse de ses dimensions.

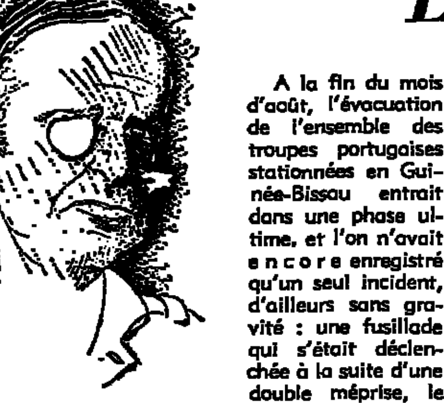
Il vaut peut-être la peine de s'étendre un peu en détail sur ces extraordinaires journées. Détail que le lecteur acceptera d'autant mieux qu'on lui a rebattu les oreilles d'histoires de « guérilleros héroïques » et d' « aventuriers maquisards ». Car il n'y a pas place ici pour ce genre de clichés romanesques. Ici, on ne joue pas les héros, pas plus qu'on ne tourne en dérision l'ennemi vaincu. S'il fallait résumer en deux mots ce qui fait le « style » du P.A.I.G.C., je choisirais **modestie** et **réalisme**. Et j'y ajouterais le sens de l'humour, toujours réconfortant, même si on y décèle parfois pas mal d'aigreur (hélas ! l'aigreur est le lot de toutes les guerres...).

Il y a l'histoire du major V..., ce jeune officier portugais à l'impressionnante stature qui est venu nous voir quelques jours plus tard à Bissau. Le major V... commandait un camp important, quelque part dans l'arrière-pays. Le jour où il remit son camp au P.A.I.G.C., un soldat de l'armée de libération s'approcha de lui et lui dit : **« Vous êtes le major V..., pas vrai ?... Oui, c'est bien vous, je vous reconnais. Vous étiez à tel et tel pont, hein ? Eh bien, j'y étais, moi aussi. Enfin, pas loin, caché dans les broussailles. Le pont était miné, et j'allais le faire sauter. Vous êtes passé juste un poil trop tôt. Sans ça, vous ne seriez plus là. Ça fait du bien d'être vivant, pas vrai ? »**

Quoi qu'il en soit, les événements se précipitèrent encore mus par leur dynamique propre. Au début du mois d'août, le P.A.I.G.C. eut vent de ce que les Portugais s'apprêtaient à rompre la trêve, en dépit de tous les contacts établis localement. Les commandants des unités combattantes du P.A.I.G.C. reçurent l'ordre de reprendre les hostilités à une certaine date. Bobo Keita était du nombre ; il était alors commandant en chef du P.A.I.G.C. de la zone orientale. Comme tant d'autres, il avait pris contact, directement ou indirectement, avec les commandants des places fortes portugaises de son secteur, qui se doublaient presque toutes d'**aldeamentos** où étaient regroupés les paysans du voisinage.

La perspective de devoir reprendre le bombardement des camps, en courant forcément le risque de faire des victimes parmi les paysans, plongea Bobo Keita dans une véritable crise de conscience. Il ne voulait pas désobéir aux ordres, mais il craignait les conséquences. Il prit alors sur lui d'envoyer des ultimatums à tous les chefs de poste portugais du secteur, en spécifiant la date prévue pour la reprise des hostilités. **« Si vous partez avant cette date, je vous laisserai passer. Sinon, ce sera la guerre. »** Trois garnisons acceptèrent et se retirèrent. La nouvelle se répandit ; il y eut d'autres ultimatums du même genre, et de nouvelles garnisons levèrent le camp. Alors l'état-major portugais se hâta de prendre contact avec le P.A.I.G.C. et ils établirent ensemble le calendrier du retrait des troupes portugaises, dont les dates furent **« fixées d'un commun accord »**, comme je l'appris ensuite de la bouche du général de brigade Carlos Fabiao, qui représente le gouvernement portugais à Bissau et qui fait montre, dans l'accomplissement de ses fonctions, d'une surprenante lucidité. Le calendrier entra aussitôt en application.

## *L'échec du général Spinola*



A la fin du mois d'août, l'évacuation de l'ensemble des troupes portugaises stationnées en Guinée-Bissau entrait dans une phase ultime, et l'on n'avait encore enregistré qu'un seul incident, d'ailleurs sans gravité : une fusillade qui s'était déclenchée à la suite d'une double méprise, le 27 mai — et donc avant que l'évacuation ait vraiment commencé. Pour comprendre comment il se fait que la transition s'effectue aussi pacifiquement, il est indispensable de revenir un peu en arrière. L'histoire n'a d'ailleurs rien d'ennuyeux.

Le général Antonio Spinola, l'actuel président du Portugal, avait pris en 1967 la succession du général Arnaldo Schultz au poste de gouverneur de Bissau et de commandant en chef des armées portugaises ; il y resta jusqu'en 1973 et fit preuve de plus d'intelligence que son prédécesseur. Comme il devait l'exposer par la suite dans plusieurs interviews et dans un livre qui fit beaucoup de bruit, il s'aperçut vite qu'il ne pouvait plus espérer l'emporter par des moyens purement militaires. Il concocta un « Programme pour une Guinée meilleure » et se mit en devoir de concurrencer le P.A.I.G.C. en faisant, comme on dit, « dans le social ».

### Triste plaisanterie

MEME si les circonstances avaient suivi un autre cours, ce programme aurait fait fiasco, et ce pour trois raisons. La principale est que le P.A.I.G.C. exerçait une force d'attraction bien supérieure, étant donnée l'évidente sincérité de son engagement anticolonialiste, étant donnés les signes d'un renouveau politique et social déjà manifestes en 1968 dans les zones libérées dont il avait le contrôle. En second lieu, si le général Spinola « faisait dans le social », c'était à la manière d'un militaire, brutalement, et non sans occasionner quelques destructions. Enfin, il ne disposait d'aucun moyen, sauf sur le plan strictement militaire.

En 1970, le « programme social » de Spinola n'était déjà plus qu'une triste plaisanterie, et l'action militaire était la seule option qui lui restait. Il voulut alors reprendre l'offensive en intensifiant les bombardements et les raids de commandos héliportés sur les villages des zones libérées — en s'inspirant de la tactique employée par l'armée américaine au Vietnam du Sud. Avec ces opérations, le peu qui restait de son programme « social » devenait bien pis qu'une sinistre plaisanterie ; elles n'eurent aucun résultat positif à long terme, comme j'ai pu m'en rendre compte par moi-même il y a deux ans : au moment où Spinola lançait sa dernière offensive, je me trouvais justement dans les zones libérées du Sud. Sur le plan militaire, la situation n'en fut absolument pas modifiée.

En 1972 pourtant, un relatif équilibre des forces s'était établi entre les deux camps adverses ; on voyait même se dessiner une certaine « situation de routine ». Un responsable militaire du P.A.I.G.C. avec qui je me suis entretenu au mois d'août dernie. résumait en ces termes la situation d'alors :

**« Nous en arrivions tous à la conclusion que notre manière de combattre nous conduisait à l'impasse. D'une manière ou d'une autre, il fallait la changer. »** Sur ces entrefaites, Amilcar Cabral fut assassiné à Conakry, en janvier 1973. La poignée de traîtres et d'agents de l'ennemi qui avaient fomenté l'attentat furent éliminés séance tenante, mais le choc n'en fut pas moins terrible, et il ne fait pas de doute qu'il eut de profondes répercussions :

**« Tout à coup, chacun d'entre nous était confronté à un besoin absolument personnel et humain d'en finir avec cette guerre, une fois pour toutes. »**

De nouvelles tactiques furent élaborées, plus offensives, mieux combinées. En mars, le P.A.I.G.C. se mit à abattre les bombardiers de Spinola avec des missiles sol-air. **« Un facteur décisif parmi beaucoup d'autres. »** En juillet 1973, après plusieurs mois de réglages balistiques, l'artillerie du P.A.I.G.C. anéantit Guileje, un des principaux points d'appui stratégiques des Portugais.

**« Nous avions assez de bombes pour les pilonner un mois durant à raison d'une bombe toutes les demi-heures, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il ne nous en a fallu que deux cents — au bout de quatre jours, la place était tombée. »** Mais la situation n'était déjà plus la même. A partir du mois d'avril 1973, les Portugais avaient renoncé à toute offensive.

**« Alors, nous avons compris que la victoire était enfin à portée de la main : pas une armée au monde ne peut tenir longtemps dans cette position. Si la guerre avait continué, nous aurions fait venir des armements encore plus lourds, et nous aurions fini par les déloger de leurs camps les plus importants. Ce n'était qu'une question de temps — ça aurait duré jusqu'en 1975 — et encore... »**

C'est un point d'importance, que confirment toutes les révélations faites depuis par les Portugais. L'indépendance de la Guinée a été acquise à la suite d'une victoire on ne peut plus claire sur le terrain, même si le P.A.I.G.C. n'en tire aucune vanité ; elle n'a été éclipsée que par les conséquences du putsch du 25 avril à Lisbonne. Cela dit, il faut également faire entrer en ligne de compte ce qui se passait de l'autre côté. D'abord, le Mouvement des forces armées s'était constitué en Guinée-Bissau autour d'un noyau de jeunes officiers ; c'est ce mouvement qui organisa le putsch du 25 avril, avec pour mot d'ordre « démocratisation et décolonisation ». Le M.F.A. fit preuve à ses débuts de beaucoup de finesse politique, mettant en place des structures horizontales qui ne tenaient aucun compte du rang dans la hiérarchie, contrairement à ce qui se passa ensuite quand il essaima, comme on pouvait logiquement s'y attendre, au Portugal même. Et puis, des négociations commencèrent entre le P.A.I.G.C. et le nouveau gouvernement portugais. D'abord à Dakar, par une rencontre entre M. Mario Soares, ministre portugais des affaires étrangères, et M. Aristides Pereira, secrétaire général du P.A.I.G.C. — rencontre que le président sénégalais, M. Léopold Senghor, s'était chargé d'organiser. Tout en se déclarant résolument opposés à l'indépendance, les Portugais demandaient un cessez-le-feu. Le P.A.I.G.C. ne voulait pas de cessez-le-feu, mais tomba d'accord sur le principe d'une trêve provisoire. Il s'avéra par la suite que cette trêve possédait une dynamique propre.

C'est en mai-juin qu'eurent lieu les premiers contacts entre troupes adverses engagées sur le terrain. Dans la plupart des cas, ils se firent par l'entremise des paysans regroupés dans des camps retranchés derrière les lignes portugaises (les fameux **aldeamentos** du « Programme pour une Guinée meilleure » du général Spinola) ; les paysans faisaient parvenir aux unités du P.A.I.G.C. qui les assiégeaient des messages dans lesquels ils les priaient de ne pas reprendre le tir, car les Portugais ne voulaient plus se battre. Puis, de nouveaux contacts s'établissaient, et les chefs de postes portugais, toujours par l'intermédiaire des paysans, donnaient confirmation. Dans certains cas, on vit même, paraît-il, des commandants portugais payer de leur personne et pénétrer bravement dans la brousse environnante pour y rencontrer leurs assiégeants. A Lisbonne, le général Spinola ne voulait toujours pas entendre prononcer le mot d'indépendance ; il souhaitait manifestement que son armée continue à se battre. Or son armée voyait la réalité d'un tout autre œil.

Les choses continuèrent ainsi jusqu'à l'été ; le P.A.I.G.C. s'irritait de plus en plus de cette trêve qui semblait ne devoir mener nulle part. Et puis, au milieu du mois de juillet, le M.F.A. de Lisbonne prit en charge la conduite des affaires et fit nommer un de ses dirigeants au poste de premier ministre. Ça changeait tout. Comme le jour du putsch du 25 avril, le général Spinola fut contraint de choisir : ou bien il tentait de s'emparer personnellement du pouvoir, tout en sachant fort bien qu'il ne disposait que d'appuis politiques très précaires, ou bien il se laissait emporter par le flux du changement. Il opta — non sans réticences — pour la deuxième solution et, dans une allocution restée fameuse, se résigna à accepter l'indépendance des « territoires portugais d'Afrique ». Mais je gage que si l'on connaît un jour tous les dessous de l'histoire, du moins en ce qui concerne la Guinée-Bissau, ils montreront sans doute que ce discours était déjà dépassé au moment où il fut prononcé et que les Portugais avaient depuis longtemps entamé les préparatifs d'un retrait en règle.

### Retraite dans l'ordre

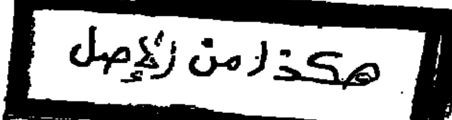
IL faut souligner que ce retrait n'a rien d'une débandade, quoiqu'il intervienne à la suite d'une défaite militaire. Les commandants portugais et leurs hommes ont subi d'innombrables bombardements sans pour autant prendre la fuite. La décision qu'ils ont prise est d'ordre politique. Et d'ailleurs elle est absolument conforme à la ligne de conduite définie par le M.F.A., comme on peut le vérifier à la lecture du remarquable document rendu public le 29 juillet dernier par l'assemblée territoriale du Mouvement des forces armées de Guinée-Bissau ; le manifeste du M.F.A. admet sans la moindre réserve le bien-fondé de toutes les revendications du P.A.I.G.C. et va jusqu'à proclamer sans ambages :

**« Les peuples colonisés et le peuple portugais sont alliés. La lutte de libération nationale a puissamment contribué au renversement du fascisme et elle a présidé dans une large mesure à la fondation du Mouvement des forces armées par des officiers qui ont connu en Afrique les affres d'une guerre sans fin et qui en sont venus par là même à distinguer la racine des maux qui affligent la société portugaise. »**

Le manifeste, après avoir appelé à la consolidation de cette alliance, désigne le P.A.I.G.C. comme **« seul représentant légitime du peuple de Guinée-Bissau »** et souligne la nécessité de reconnaître la nouvelle République. Tels étaient les sentiments de l'armée avant même le début du retrait. Après la publication de ce manifeste, le général Spinola ordonna l'arrestation des « meneurs » ; ses ordres furent tout simplement ignorés.

A la date du 14 août, l'armée portugaise avait déjà évacué une quinzaine de ses camps retranchés et de ses forts de l'arrière-pays. Le 24 août, le nombre des garnisons évacuées se montait à quarante et une, et les cadres du P.A.I.G.C. affluaient à Bissau, d'où ils gagnaient ensuite les îles du Cap-Vert. Il faut dire qu'entre-temps les Portugais étaient entrés dans de meilleures dispositions à l'égard du P.A.I.G.C. qui, de son côté, avait entrepris le déminage d'un certain nombre de voies d'évacuation supplémentaires. A partir de là, il était facile de prévoir la suite des événements. En dépit de retards inévitables dus aux pluies torrentielles et aux aléas du déminage, la totalité des garnisons portugaises furent évacuées dans le courant du mois de septembre et regroupées dans trois camps provisoires, près de Bissau, pour y attendre les navires qui devaient les rapatrier au Portugal. Pendant ce temps-là, les négociateurs d'Alger mettaient la dernière main à leur accord ; à présent, la paix semble aussi durablement acquise que l'était déjà l'indépendance de la nouvelle République.





هكذا من الأصل



# Sur les traces de l'armée portugaise



*Mais, en pareille occasion, un simple compte rendu ne suffit pas : il faut l'étoffer de vivantes réalités.*

Nous poussons vers l'Ouest, en camion. Le visiteur a le privilège de prendre place à l'avant, dans la cabine ; on lui donne aussi un bébé à porter — celui d'une paysanne que nous avons pris en « stop ». Nous traversons les ruines de Guileje (nous sommes le 18 août) et nous faisons une brève halte pour les examiner. Guileje a joué un rôle de premier plan dans la guerre qui vient de s'achever. Tenue jusqu'en juillet 1973 par une garnison de quatre cents hommes triés sur le volet (des Blancs pour la plupart), la base de Guileje a longtemps fait barrage aux communications entre le P.A.I.G.C. et la République de Guinée, fidèle alliée dont le soutien ne s'est pas démenti pendant toutes ces années. De Guileje, il ne reste plus aujourd'hui que des décombres que le flot montant de la végétation aura bientôt fini de recouvrir. Quant à ses défenseurs, une poignée seulement réussit à s'échapper, en fuyant à travers la forêt. Le commandant de la base était du nombre ; de sévères sanctions furent prises à son encontre — on voit pourtant mal ce qu'il aurait gagné à se faire tuer sur place.

Après avoir quitté Guileje, nous remontons l'estuaire du Cacheu, large miroir d'argent où la pluie matinale trace des rides. Voici le port fluvial de Gadamael, dont l'activité principale consistait à assurer le ravitaillement de Guileje. Gadamael est évacué depuis quatre jours ; nous y rencontrons quand même quatre soldats portugais qui sont demeurés sur place : un mécanicien, un boulanger, un opérateur radio, un cuisinier. Ils sont heureux d'être encore vivants, heureux aussi de pouvoir être utiles à quelque chose ; ils en ont encore pour une semaine à peu près. A part eux, Gadamael est aux mains d'un petit détachement de l'armée du P.A.I.G.C., dont le drapeau flotte au mât principal du camp, au-dessus d'un espace de 500 mètres carrés environ, où s'alignent des baraquements et des hangars aux portes béantes ; ils sont entièrement vides, à l'exception des déchets que peut laisser derrière elle une garnison évacuée. Plus tard, à Bissau, j'ai rencontré le capitaine qui avait été le dernier chef de poste portugais à Gadamael. « **Un des endroits les plus durement touchés** », m'a-t-il précisé, laconiquement. Il n'était que trop content, lui aussi, d'en être sorti vivant.

Après Gadamael, nous obliquons vers le sud et nous prenons une affreuse piste qui semble ne jamais devoir finir et qui conduit à Camaconde, une autre base portugaise évacuée. Le premier indice de la proximité de la base est une montagne de boites de bière et de bouteilles de vin vides entassées sur le bord de la piste, qui témoignent de l'ennui et de la détresse auxquels furent si longtemps réduits les Portugais assiégés. Ensuite, nous reprenons vers l'est, par l'estuaire inférieur du Cacheu, et nous nous dirigeons vers la ville de Cacine.

## Médiocre héritage

GADAMAEL et Camaconde n'étaient peut-être rien. Mais Cacine, c'est autre chose ; dans le camion, nous sommes tous dans l'expectative. Après tout, Cacine était la deuxième base portugaise du pays, un port fluvial d'une indéniable importance stratégique, défendu par une garnison remarquablement nombreuse. Deux ans auparavant, je m'en suis approché de tout près en en faisant le tour par la forêt ; moi aussi, je suis dans l'expectative. Si la « Guinée meilleure » promise par le général Spinola a eu ne serait-ce qu'un semblant d'existence en dehors de Bissau, ça ne peut être que là.

Nous sommes tous désappointés. L'armée portugaise a fait de son mieux pour laisser derrière elle le plus grand nombre possible d'installations en état de marche. L'idée de pratiquer la politique dite « de la terre brûlée » ne l'a même pas effleurée, ce qui est une preuve de bon sens. Mais l'exemple de Cacine montre qu'en fait elle n'avait pas grand-chose à laisser derrière elle. Côté terre, derrière les lignes de défense portugaises, voici les huttes de l'**aldeamento**, où les paysans des environs ont été regroupés. Combien de paysans ont choisi de rester dans ce camp en attendant, pour reprendre le chemin de leurs villages, que le temps de la moisson soit arrivé et que les opérations de déminage soient terminées ? Je pose la question à l'Africain que les Portugais avaient nommé **chefe do posto**, et qui aide à présent le comité politico-administratif que le P.A.I.G.C. vient de mettre en place à saisir les subtilités de la situation (Cacine n'est évacuée que depuis trois jours). Il ne sait pas s'il continuera ou non à exercer des fonctions administratives ; c'est probable car, manifestement, la population locale n'a rien contre lui personnellement. Il m'indique que l'**aldeamento** abrite présentement mille six cents personnes.

C'est énorme. Je me rappelle alors que la présence de cette masse de paysans concentrée du seul côté où l'on pouvait approcher de Cacine par la voie terrestre avait contribué à empêcher le P.A.I.G.C. d'attaquer la garnison. Cette dernière était logée au bord du fleuve. Nous y trouvons les baraquements où étaient logés les fusiliers marins, quelques blockhaus en béton, deux bars à soldats, les quartiers des officiers, l'hôpital et, tout au bout, le port.

Le port..., c'est un mot qui évoque bien des choses, mais là, quelle dérision ! Dérision que souligne encore l'inscription en céramique de couleur qui se détache sur la faïence blanche de la façade de l'hôpital : « **Colonie portugaise de Guinée - 1946 - 500e anniversaire de la découverte** » (celle que fit Nuno Tristao en arrivant en vue de cette même côte, en l'an de grâce 1446). Ainsi donc, il aura fallu cinq siècles pour aboutir à ce « port », qui se résume à un petit môle à demi écroulé, une seule grue flottante, dont la puissance n'a jamais dû excéder 1 tonne et qui n'a d'ailleurs plus de treuil, six petits canots à moteur et une douzaine de barges métalliques à fond plat qui croupissent dans la vase. Il y a aussi une école : elle se compose d'une salle minuscule et tellement crasseuse qu'elle fait l'effet d'être à l'abandon depuis des années ; elle comprend onze bancs en tout et pour tout, et pas le moindre pupitre. De son côté, la « Chapelle militaire n° 5 D de Fatima », qui jouxte l'école, est encombrée d'un amas de châlits en fer et d'autres pièces de rebut que je n'arrive pas à identifier. Tout ici porte la marque de la pauvreté, du complet dénuement.

L'avion nous dépose à l'aéroport militaire de Bissau, dont les pistes pullulent d'avions de transport en instance de départ. Nous attendons la voiture du P.A.I.G.C. qui doit venir nous prendre tous les trois. Les Portugais nous observent à la dérobée ; ils ont l'air fermement décidés à rester dignes, quoi qu'il arrive. Un lieutenant d'aviation et un major passent devant nous. Ils semblent pressés. Le lieutenant dit au major : « **Tiens ! Nos féroces ennemis d'hier qui arrivent tout droit de Cacine !** » Chercherait-il à nous fâcher ? Non, c'est de l'embarras, tout bonnement ; le face-à-face n'est pas encore entré dans les mœurs. Tout le monde est correct et poli avec nous. Nous entrons dans le bar réservé aux pilotes, et nous prenons de la bière en boîte. Le barman se confond en excuses : sa bière n'est pas très fraiche. En ressortant du bar, nous apercevons deux aviateurs qui sont occupés à charger à l'arrière d'un camion une douzaine de mitraillettes Kalachnikoff prises au P.A.I.G.C. Seraient-ils en train de nous jouer un petit scénario mitonné tout exprès à notre intention ? Nous décidons que ce n'est probablement pas le cas. « **Quel dommage !** plaisante Silvino, **de voir notre bon matériel s'en aller comme ça !** » Mais nous ne sommes que trop contents quand la voiture arrive.

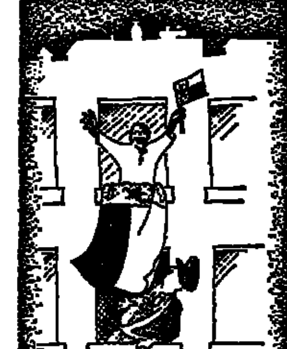
## Le sort des mercenaires

EN nous dirigeant vers le centre de la ville, nous passons devant les baraquements des Forces spéciales africaines. Que sont donc devenues ces troupes africaines levées par les commandants portugais qui se sont succédé à Bissau, et par le général Spinola surtout ? Nous allons le savoir, cette fois. Elles auraient compté, paraît-il, plus de dix-sept mille hommes — en tout cas, sur le papier. Plusieurs milliers d'entre eux étaient des paysans embrigadés de force dans la « milice » des rares zones rurales dont les Portugais étaient restés maîtres ; ceux-là, quand ils ne se sont pas hâtés de rendre les armes, la population s'est chargée de les leur faire rendre. Plusieurs milliers d'autres étaient des jeunes gens qui accomplissaient leur service militaire dans l'armée portugaise : ils sont rentrés chez eux aussi, ou ne vont pas tarder à le faire. Restaient encore les six cents tueurs parfaitement entraînés que le général Spinola avait recrutés pour former les Forces spéciales affectées aux opérations de « nettoyage » dans les zones libérées. Ils accomplirent leur tâche avec zèle et se firent partout haïr pour leur violence et leur cruauté.

Risquaient-ils de poser un problème sérieux ? Tout le monde en était persuadé. Mais aujourd'hui (le 20 août) les six cents mercenaires sont en train de quitter leurs baraquements et de rendre leurs uniformes. Ensuite, ils seront dispersés. Le général Fabiao est venu en personne les démobiliser, mais le mérite en revient surtout au P.A.I.G.C., dont un des plus anciens commandants a passé une semaine à leur mettre les points sur les i, et à le faire si bien qu'ils ont fini par se soumettre le plus pacifiquement du monde. A présent, les Forces spéciales n'existent plus ; dans une semaine ou deux, leurs anciens baraquements seront occupés par des soldats du P.A.I.G.C.

Et ceux qui ont commis des crimes au cours des raids sur les villages des zones libérées, des crimes du même type que le massacre de Wiriyamu, au Mozambique, et comme on en vit tant ici aussi ? C'est un sujet qu'on n'aborde qu'avec réticence, peut-être à cause du consensus général qui voudrait qu'on oublie toutes ces horreurs, faute de ne rien pouvoir y changer. Mais, comme j'insiste un peu, on finit par me donner l'explication que je réclame : « **Ces hommes, me dit un responsable militaire du P.A.I.G.C., se sont rendus coupables d'actes criminels alors qu'ils travaillaient pour les Portugais. Eh bien, les Portugais n'ont qu'à se les garder ! Nous ne voulons pas que l'ère nouvelle commence par des procès et des exécutions !** » En conséquence de quoi les assassins notoires sont condamnés à l'exil ; il semble même que l'un des plus crapuleux d'entre eux ait été expédié au Portugal avant même la démobilisation des commandos.

# A Bissau : les difficultés de la relève



L'atmosphère qui règne à Bissau me confirme encore que la transition s'opère sans à-coups. C'est une charmante petite ville coloniale. Nous prenons nos quartiers dans un immeuble qui abrite déjà les services de transmissions du P.A.I.G.C., à deux pas du palais du gouverneur, avec son lourd portique et son grand escalier d'honneur, où réside actuellement le courtois général Fabiao. Celui-ci m'accorde une entrevue. Après m'avoir reçu assez froidement, il s'anime peu à peu au cours de la conversation. Je rencontre d'autres officiers portugais. Ils ont cette espèce de dignité à quoi l'on reconnaît des hommes qui ont été amenés à prendre de graves décisions, et qui l'ont fait avec courage et honnêteté. Et maintenant, ils s'interrogent sur la voie dans laquelle leur pays doit s'engager ; ils n'ont qu'une seule certitude : cette voie doit être radicalement différente de celle qu'il suivait avant.

Quand une ville se libère elle-même, la fête s'installe : il n'est que d'évoquer le souvenir d'autres guerres, d'autres libérations. Mais une ville libérée grâce à l'intervention de forces extérieures passe généralement par une période de torpeur hébétée, qui indique que la population s'interroge sur la conduite à tenir. C'est ce qui se passe à Bissau. A part les slogans du P.A.I.G.C. qui s'étalent sur tous les murs et quelques drapeaux apparus aux fenêtres, on dirait que les habitants ne savent même pas ce qui vient de leur arriver. C'est un des problèmes les plus sérieux que le P.A.I.G.C. aura à résoudre : intégrer cette population urbaine relativement énorme (Bissau compte cent mille habitants à peu près), alors même que les forces vives de sa jeunesse avaient depuis longtemps rejoint la guérilla, laissant derrière elles la masse de ceux qui souffraient en silence, sans parler de ceux qui ne souffraient pas et d'autres encore qui parvenaient à tirer avantage de la guerre. Avec ceux-là aussi, le souvenir d'autres libérations revient à la mémoire — surtout quand on voit tel ou tel « notable » se muer tout à coup en « résistant » de la onzième heure.

Les vieux militants qui animent les services de liaisons du P.A.I.G.C. — Juvencio, Julino, Baru et leur groupe — prennent tout cela avec flegme. Tous ont à Bissau des amis, des parents ; et, là, la joie éclate, inoubliable. Des mères, des sœurs, étreignent leur fils ou leur frère, miraculeusement sain et sauf après des années d'absence souvent très éprouvantes. Julino, toujours sur le pied de guerre, est appelé sans arrêt à sortir pour de multiples missions. Pendant ce temps-là, Juvencio ne quitte pas le centre, dont il supervise la bonne marche. Baru fait une escapade avec moi pour me faire faire la tournée des villes voisines, en voiture, car la pluie nous empêche d'utiliser l'avion que le haut commandement portugais a mis à notre disposition.

Nous passons en revue la situation politique de Bissau. Ici comme dans les autres villes qui viennent d'être libérées du joug colonial, le P.A.I.G.C. est en train d'installer une administration provisoire qui s'appuie sur les « comités politico-administratifs » formés de militants élus par la base ou nommés par le parti. Ces comités fonctionnaient déjà dans la clandestinité. Là où le besoin s'en fait sentir, ils intègrent en leur sein d'anciens fonctionnaires africains de l'administration coloniale. « **A condition que la population locale soit d'accord, évidemment** », m'explique Baru. « **Ainsi, à Pitche, nous avions laissé en place le chef de poste, mais la population ne voulait pas de lui et nous avons été obligés de le révoquer. A Cacine, par contre, comme vous avez pu voir, la population de l'aldeamento n'avait rien de personnel contre le chef de poste. Aussi, nous l'avons maintenu dans ses fonctions, où il pourra nous servir.** » Tout cela exige des trésors de patience et de diplomatie.

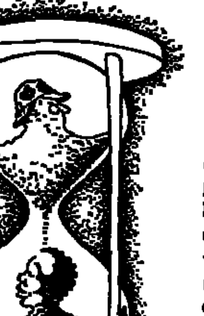
## Des militants moins bien préparés

BARU m'emmène à une réunion à laquelle participent cinquante et un membres des vingt-quatre comités politico-administratifs qui sont en train d'entrer en fonctions à Bissau. La réunion n'en finit pas de commencer ; elle languit... Mais Baru est un homme à la personnalité électrique ; ses dons de persuasion lui ont déjà permis de convaincre (et ce n'était pas une mince affaire !) les membres des Forces spéciales de se disperser sans incidents ; peu à peu, il insuffle vie à la réunion. Laborieusement, les membres des comités exposent leurs principaux problèmes ; le plus difficile, pour eux, de toute évidence, est de se heurter à l'apolitisme et à la démobilisation de leur entourage. Laborieusement encore, ils définissent les tâches qu'il leur faut accomplir : bâtir de nouvelles formes d'autogouvernement, appliquer les mots d'ordre du parti, s'opposer à toute espèce de « règlements de comptes », surmonter les « divisions racistes » instaurées par l'administration coloniale... Tout cela ne se fera pas sans mal, d'autant que les militants qui participent à cette réunion sont encore loin d'avoir acquis la confiance et la clarté de vue que l'on retrouve dans tous les comités des « anciennes » zones libérées.

C'est évident : il reste encore beaucoup de chemin à faire ici. En principe, chaque comité politico-administratif doit compter en moyenne deux hommes pour une femme, et ce quota est généralement respecté dans les « anciennes » zones libérées. Mais sur les cinquante et un participants à cette réunion, il n'y a pas une seule femme. On ne me dit pas pourquoi. M. Aristides Pereira, qui est un homme au jugement très pénétrant et un réaliste comme on en voit peu, pensait sans doute à ce genre de choses quand il déclara devant moi, une semaine plus tôt : « **Nous entrons dans une phase nouvelle. Moins dure, mais beaucoup plus complexe.** »

A Bissau, notre groupe se sépara. Certains restaient à Bissau pour y mener à bien diverses missions de liaison et d'exploration. D'autres — dont j'étais — s'envolèrent à destination des îles du Cap-Vert. Le 25 août, nous débarquons à l'aéroport de Sal, une île sans un seul arbre et entièrement déserte, à l'exception de l'aéroport, où se presse une foule de partisans du P.A.I.G.C. qui nous font une ovation. Silvino da Luz et ses camarades sont portés en triomphe ; je les perds de vue. Ils doivent ensuite reprendre l'avion pour l'île de Sao-Tiago, où se trouve la ville de Praia, capitale du Cap-Vert. Là aussi, des foules enthousiastes leur souhaiteront la bienvenue. La tâche qui leur a été assignée est de donner le coup de pouce à la libération des îles.

# Le Cap-Vert dans l'attente



Dans les îles, la lutte armée n'était pas possible. Le P.A.I.G.C. a été contraint d'y travailler clandestinement, dans des conditions très dures. Il y constitua une infrastructure clandestine à partir du début des années 60 ; beaucoup de militants du P.A.I.G.C. du Cap-Vert partirent combattre pour la libération du territoire frère de Guinée-Bissau, préalable indispensable à la libération des îles.

Les habitants du Cap-Vert ont une identité propre ; ils ont pleinement conscience de leur insularité, et ils la revendiquent fièrement. Toutefois, des siècles d'histoire commune lient indissolublement leur destin à celui de la Guinée-Bissau.

Le système colonial refusa de reconnaître la réalité de ce phénomène, dont il ne pouvait guère s'accommoder ; mais ce refus ne change rien. A cet égard, il faut noter que les Portugais avaient jadis nommé la future Guinée-Bissau « **Los Rios do Cabo Verdes** », référence voilée aux captifs africains qui, siècle après siècle, furent transplantés du continent sur les îles. Les circonstances dans lesquelles s'est déroulée la lutte armée sur le continent a montré en bien des occasions que l'insularité des natifs du Cap-Vert était moins forte que leur solidarité instinctive avec le pays d'où étaient venus la plupart de leurs ancêtres.

La position du P.A.I.G.C. vis-à-vis du Cap-Vert est contestée aujourd'hui par un ou deux groupuscules issus de la bourgeoisie compradore des îles ; ces groupes tendraient — pour autant que leurs attitudes permettent d'en juger — à accepter les chimères de l' « Afrique lusitanienne » du général Spinola. Tout laisse à prévoir qu'ils n'auront guère d'influence. En tout état de cause, il était déjà évident à la fin du mois d'août qu'une grosse majorité de la population des dix îles habitées approuvait avec enthousiasme les positions du P.A.I.G.C. Il est clair que c'est ce facteur-là qui incita les autorités portugaises à accepter dès la mi-juillet l'éventualité d'une proclamation imminente de l'indépendance du Cap-Vert. Au stade où nous en sommes, seule une répression militaire massive pourrait y faire obstacle ; et ce genre de répression est dorénavant impossible.

En principe, des élections générales doivent être organisées dans les îles aussitôt que les mesures administratives indispensables auront été prises : il s'agit notamment d'établir des listes électorales, puisqu'il n'en existe pas encore. De ces élections doit sortir l'Assemblée nationale constituante, à laquelle il reviendra de proclamer l'indépendance des îles du Cap-Vert. Par la suite, au bout d'un temps plus ou moins long (mais rien ne presse), le Cap-Vert indépendant aura encore à décider s'il veut rester indépendant, en formant un pays séparé, ou se transformer, ainsi que le préconise le programme du P.A.I.G.C., en une unité autonome associée au sein d'une fédération à une Guinée-Bissau également autonome.

## Un problème stratégique

LA dictature déchue avait fait grand cas de l' « importance stratégique » des îles du Cap-Vert, sans doute afin d'obtenir un surcroît d'aide de l'OTAN. On dit même que le Pentagone aurait sérieusement envisagé d'accepter les propositions de la dictature, qui souhaitait voir l'OTAN ou, à défaut, la marine américaine installer une base sur une des îles. Mais, finalement, il n'en fut rien, et il apparaît aujourd'hui que l'importance stratégique des îles du Cap-Vert est infiniment moindre que ne l'avaient laissé entendre certains commentateurs intéressés. Quoi qu'il en soit, le P.A.I.G.C. a annoncé sans équivoque que le Cap-Vert indépendant n'aurait de base à offrir à aucune puissance étrangère.

On peut supposer que le passage de l'aéroport de Sal sous le contrôle du P.A.I.G.C. provoque un certain dépit en République Sud-Africaine car les avions sud-africains étaient autorisés à s'y poser, contrairement à ce qui se passe dans le reste de l'Afrique, où l'O.U.A. leur interdit l'accès des aéroports. Mais, là encore, l'importance de Sal peut paraître relativement minime, du moins si l'on en juge par le nombre extrêmement réduit des vols sud-africains qui y avaient réellement une escale.

En attendant, les habitants du Cap-Vert s'apprêtent à prendre en main leur propre avenir. Déjà, l'espoir renaît de pouvoir un jour résoudre le terrible problème de la pauvreté endémique dans les îles, comme l'illustre bien le seul fait que quelque deux mille émigrés du Cap-Vert ont regagné leurs îles natales depuis le mois de mai. Bien entendu, la transition ne va pas sans poser de multiples problèmes — ceux-là mêmes qu'on retrouve en Guinée-Bissau.

*(Lire la suite page 36.)*

# Priorité au développement rural

Les problèmes qui se posent en Guinée-Bissau ne sont pas forcément de ceux qui marquent habituellement l'avènement d'une ère d'indépendance post-coloniale. Bien loin d'être obligée de repartir à zéro, la nouvelle République dispose déjà de solides assises politiques et sociales, qu'elle avait créées et consolidées dans de vastes secteurs ruraux bien avant le putsch du 25 avril, puisque les premières fondations avaient été jetées dès 1964. Il n'est pas question de garder les structures et les institutions de l'ancienne administration coloniale, comme bien d'autres pays d'Afrique ont été obligés de le faire (certains s'en accommodèrent volontiers). Ici, il existe déjà des modèles purement indigènes de modernisation et de démocratisation de la vie quotidienne, qui ont déjà fait leurs preuves et sont solidement ancrés dans la réalité. Le problème est simplement d'étendre ces structures indépendantes déjà existantes à des zones et à des populations qui viennent tout juste d'être libérées du joug colonial.

Ce qui signifie, entre autres choses, que la nouvelle République n'aura pas à faire face à la soudaine nécessité de définir à partir du néant les modalités de son développement ultérieur. A cet égard aussi, les longues années de lutte ont eu cela de bon qu'elles ont laissé le temps de réfléchir, de décider, de faire des essais et d'acquérir de l'expérience. Aujourd'hui, des dirigeants comme Aristides Pereira et Luis Cabral doivent affronter d'innombrables problèmes immédiats ; mais cela ne les empêche pas de manifester la confiance sereine qui sied à des hommes qui savent exactement ce qu'il faut faire et qui ont eu le temps de s'y préparer.

Depuis 1967 au moins, tous les plans à long terme du P.A.I.G.C. se sont réalisés jusque dans les moindres détails ; s'il subsistait le moindre doute à ce propos, les textes sont là pour le prouver. Je pense surtout aux écrits et aux propos enregistrés d'Amilcar Cabral, l'un des penseurs politiques les plus remarquables de notre temps. A présent, les projets du P.A.I.G.C. sont définis dans une série de plans nationaux qui sont entrés cette année dans la phase finale de leur élaboration (1).

## Un atout : le riz

CES plans reflètent fidèlement les réalités de la Guinée-Bissau. Des réalités que le P.A.I.G.C. est bien placé pour connaître, car nous sommes là en présence d'un parti qui, pendant plus de dix ans, a vécu quotidiennement dans l'intimité des paysans, « à l'échelon du village ». De ces plans, il ressort que la Guinée-Bissau est un pays à forte prédominance rurale, dont le niveau de développement technologique demeure très bas — ce qui ne l'empêche pas d'être potentiellement viable, économiquement parlant. Cette viabilité tiendrait essentiellement à des conditions très favorables à la culture du riz. Même en 1973, la production de riz des « anciennes » zones libérées a été excédentaire.

La politique à long terme mise sur cet atout et prévoit de construire le pays en prenant le village comme base de départ. **« Ce que nous souhaitons,** m'explique Luis Cabral, **c'est que le développement de notre pays se fasse en allant des villages vers les villes, et non l'inverse. »** Il en découle deux conséquences. D'abord, il faut élever le niveau de vie dans les villages et accroître la productivité rurale ; c'est une priorité admise — et l'on reconnaît là, encore une fois, l'influence des idées d'Amilcar Cabral, qui n'était pas agronome pour rien.

**« Notre grand besoin,** continue Luis Cabral, **est de parvenir à ce que les paysans s'intègrent complètement au monde moderne »** ; ce processus de modernisation a déjà commencé dans les « anciennes » zones libérées. En effet, comme le dit Luis, **« nous ne pourrons être assurés d'un succès durable que si les paysans se modernisent ».** Luis parle ici d'un besoin qui est commun à l'ensemble des pays africains ; mais, en Guinée-Bissau, contrairement à ce qui se passe ailleurs, les paroles ne sont pas démenties par les actes.

Car il y a la deuxième conséquence, également admise : la nécessité inévitable de continuer à exporter des matières premières ne doit en aucun cas aboutir à une situation dans laquelle la croissance des exportations deviendrait le premier facteur de régulation de l'économie nationale. Autrement dit, le P.A.I.G.C. se propose de prendre systématiquement le contre-pied de ce que l'on a pu appeler, dans d'autres pays d'Afrique, **« la croissance sans développement ».** Ici, le développement vise à se servir des exportations, et non à s'y assujettir.

Qu'on se rappelle ce qu'Amilcar Cabral disait déjà en 1967 : **« Nous donnerons entière priorité à l'agriculture. Cela ne concerne pas seulement la culture, mais aussi les moyens de réaliser ce que le peuple est en mesure de faire, de faire effectivement. C'est un problème de démocratie, d'écoles, d'hôpitaux, de coopération au niveau du village... »** (2). Et c'est l'apparition progressive d'une **« démocratie de base »,** et les progrès d'un développement rural qui, tout en restant de type traditionnel, connaîtra une expansion culturelle suffisante pour intégrer toutes les possibilités de la science moderne qui donneront tout son sens au terme de **« modernisation »** tel que l'emploie Luis Cabral.

**« Et c'est pour cela,** poursuit-il, **que nous tenons à ce que les populations villageoises soient les premières bénéficiaires de notre reconstruction. D'abord et avant toutes choses, nous voulons que les luttes qui se mènent dans les villages et jusqu'au sein des familles aboutissent à des résultats immédiats et palpables. Car se sont ces gens-là qui ont livré les plus dures batailles, se sont eux qui ont le plus souffert au cours de notre longue lutte. »**

C'est pour la même raison que le P.A.I.G.C. paraît si peu pressé d'installer des ministères et des administrations dans les villes — et à Bissau moins que partout ailleurs. Bissau conservera-t-elle son statut de capitale ? Peut-être. Mais alors, ce serait une capitale qui concentrerait le moins possible d'administrations centrales. Quant aux ministères, ils seront éparpillés dans tout l'arrière-pays.

## Rétablir le règne de l'argent

ON le voit, les problèmes de transition qui se posent ici diffèrent de ceux qui se sont posés partout ailleurs dans des circonstances semblables. Il en est trois d'importance. D'abord, la nécessité de fonder une économie nationale de temps de paix. Il s'agit, d'une part, d'étendre au reste du pays les structures des « anciennes » zones libérées ; mais, d'autre part, il s'agit aussi de les refondre. Dans les « anciennes » zones libérées, on ne se servait d'aucune monnaie : cela ne peut plus durer. **Radix malorum** ou pas, l'argent doit se substituer au troc, que ce soit dans le domaine des échanges marchands ou dans celui des contributions volontaires à l'armée ou aux services sociaux du P.A.I.G.C., que les habitants des « anciennes » zones libérées avaient pris l'habitude de faire en nature — par exemple sous la forme d'un sac de riz ou d'un transport gratuit en pirogue.

On peut s'en douter : cette réforme va faire bien des mécontents. L'absence de monnaie dans les zones libérées, outre qu'elle supprimait bien des soucis, donnait un cachet particulier à la vie de cette héroïque République des Egaux. Il faudra donner bien des explications, d'autant plus que le retour aux contributions en espèces de préférence aux dons en nature fait remonter à la mémoire le souvenir de l'impôt colonial. **« Certains de nos amis étrangers,** remarque Luis avec un de ces sourires communicatifs qui le font tellement ressembler à son frère Amilcar, **disent déjà que nous allons perdre ce que nous avions de mieux — cette absence d'argent. »** La remonétisation, l'échelle des salaires, la fiscalité : ce sont les aspects les plus immédiats du problème économique.

Et puis, il y a aussi un autre problème, que nous avons déjà brièvement évoqué : celui d'intégrer une population qui vient tout juste d'échapper à la contrainte coloniale, et de l'amalgamer à une autre population qui, elle, est libérée depuis longtemps et s'est forgé au cours des années d'effort individuel et collectif des idées très précises sur la morale et la politique. Par exemple, il ne fait guère de doute que l' « alcoolisation » d'une fraction non négligeable de la population de Bissau reflète un état de démoralisation générale que les populations des « anciennes » zones libérées ont depuis longtemps oublié. Et si elles en sont sorties, c'est autant à cause des exigences continuelles d'un combat sans relâche que grâce à la confiance dans ses propres capacités qui naît de l'expérience de l'auto-libération.

## Grave pénurie de cadres

DERNIER problème — et c'est sans doute le plus grave de tous — la pénurie aiguë de techniciens et de spécialistes qualifiés. La situation médicale à Bissau et dans les autres centres urbains résume à elle seule ces difficultés. C'est le mois dernier que le P.A.I.G.C. s'est aperçu de sa gravité, à la suite d'une enquête effectuée par le Dr Manuel Boal, qui dirige l'antenne médicale du P.A.I.G.C.

Le P.A.I.G.C., pour sa part, a toujours fait de son mieux pour se doter de services médicaux efficaces et compétents. Il dut le faire à partir de zéro. Avant le début de la guerre, il n'existait pas un seul médecin indigène dans toute la Guinée-Bissau. Pendant la guerre, le P.A.I.G.C. assura la formation de dix médecins et de onze assistants choisis dans ses rangs. (Les assistants ne sont plus que dix, le onzième ayant été tué dans un accident de voiture.) En outre, cette année, quatorze médecins étrangers, tous volontaires, travaillent dans les hôpitaux du P.A.I.G.C. Le parti assura également la formation de quarante-cinq infirmiers ou infirmières et de deux cent trente-sept aides-soignants, tandis que cent autres militants s'initiaient aux rudiments du métier d'infirmier.

Ce modeste contingent médical suffisait tout juste à assurer le service de nombreux dispensaires ruraux et de quelques hôpitaux. Et puis, soudain, il fut confronté à la nécessité de prendre également en charge les populations des zones nouvellement libérées. Il fallait d'abord voir quels renforts médicaux on pouvait espérer trouver sur place. Le Dr Boal ne trouva qu'une situation absolument catastrophique. Au cours de l'enquête qu'il mena avec le concours de quelques collègues portugais, il constata que le nombre total des médecins civils exerçant dans l'ensemble des secteurs sous contrôle portugais s'élevait exactement à QUATRE, dont un grabataire atteint de la maladie du sommeil ; le nombre des infirmiers diplômés et des aides-soignants était respectivement de trente et quatre-vingts.

Qui plus est, la moitié de ce personnel et les trois seuls médecins étaient tous attachés au seul établissement de soins de quelque importance qui existe dans le pays, l'hôpital central de Bissau (qui a une capacité de cinq cents lits). Dans l'ensemble du « secteur portugais », à l'exception de Bissau, il n'y a jamais eu, semble-t-il, plus d'un hôpital digne de ce nom, les autres n'étant guère plus que des centres de soins disposant parfois de quelques lits. Le système fonctionnait quand même plus ou moins, au niveau le plus élémentaire en tout cas, et ce, grâce à l'apport constitué par la présence d'environ quatre-vingts médecins militaires portugais, qui étaient affectés à des tâches civiles autant que militaires.

A l'heure actuelle, ces médecins militaires sont sur le point d'être rapatriés. Autrement dit, à moins qu'une partie d'entre eux ne soient autorisés à rester (et à condition encore qu'ils y soient disposés), ou à moins d'un afflux massif de volontaires étrangers, le grand hôpital de Bissau sera bientôt dans l'obligation de fermer ses portes, ainsi d'ailleurs que la plupart des « hôpitaux » du reste du pays.

## "Créer un précédent utile"

MAIS, en fin de compte, ce ne sont là que les problèmes immédiats de la période de transition. A plus long terme, rien ne semble devoir menacer le développement ni la stabilité. Et puis, même si ces problèmes sont épineux, ils le sont certes moins que la plupart de ceux que le P.A.I.G.C. a rencontrés le long de sa route depuis 1956 — et résolus. En se penchant sur leur passé, les responsables de la nouvelle République trouveront bien des raisons d'être confiants pour l'avenir.

Du reste, ils se gardent bien des excès d'ambition. Ils ont, bien entendu, pris soin de rester en contact, tous ces derniers mois, avec les mouvements frères du Mozambique et de l'Angola, et de coordonner leur stratégie, lors des négociations avec les Portugais, avec celle du FRELIMO du Mozambique et, dans la mesure du possible, avec celle du M.P.L.A. angolais. Ils veulent qu'on sache (et se sont les termes mêmes qu'a employés Luis Cabral) qu'ils étaient et demeurent conscients de **« la grande responsabilité qui est aujourd'hui la nôtre, celle de mettre fin aux combats dans l'ordre et de la manière la plus humaine possible, non seulement pour nous-mêmes et pour notre pays, mais aussi dans l'espoir que cela créera un précédent utile, et que cela aidera les Portugais à mieux saisir la situation dans laquelle ils se trouvent au Mozambique et en Angola, et à en tirer la conclusion qui s'impose ».**



*(Dessins de Plantu.)*

(1) Cf. Amilcar Cabral, *Œuvres complètes*, en cours de publication chez François Maspero, Paris, 1974.

(2) Cité in Basil Davidson, *la Libération de la Guinée-Bissau*, Editions du Seuil, Paris, 1969.

MOZAMBIQUE

Hostilité des "ultras", mécontentement des travailleurs noirs

# De graves difficultés attendent le gouvernement de transition

Par VIRGILIO DELEMOS

LA politique de dégagement outre-mer, inaugurée par le Mouvement des forces armées dès le coup d'Etat du 25 avril au Portugal, suit son cours apparemment sans obstacle majeur au Mozambique, comme en Guinée-Bissau. L'installation d'un gouvernement de transition dirigé par le Front de libération du Mozambique (FRELIMO) à Lourenço-Marques, le 20 septembre, a ouvert une nouvelle phase dans l'histoire de ce pays soumis depuis cinq cents ans à la domination portugaise. Mais une tâche difficile attend les responsables du FRELIMO : si la tentative de rébellion des « ultras » blancs de Lourenço-Marques et de Beira, du 7 au 10 septembre, a fait long feu, l'attitude de la population blanche n'est pas le seul écueil sur la route de l'indépendance véritable.

Le putsch manqué de Lourenço-Marques avait bien été prévu pour coïncider avec la date de la signature à Lusaka, le 7 septembre, de l'accord conclu entre Lisbonne et le FRELIMO et qui consacra la volonté de dégagement de l'armée portugaise au Mozambique. Une semaine auparavant, plusieurs personnalités « ultras » qui devaient se retrouver à la tête de la rébellion des Blancs (M. Gomes dos Santos, président du groupe FICO (« rester pour vivre ensemble »), le Dr Velez Grilo, du mouvement Convergence démocratique (CODEMO) lié aux sociaux-démocrates de la métropole, et Mme Joana Simeao (ex-GUMO), avaient été reçus au Portugal par le général de Spinola. On sait qu'elles bénéficiaient à l'extérieur du soutien de M. Jorge Jardim, « homme d'affaires » lié à des groupes financiers portugais et étrangers, réfugié au Malawi, et qui avait demandé à ses plus proches collaborateurs de CODEMO de s'absenter du Mozambique pour quelques jours à partir du 6 septembre.

Parmi les Africains ralliés « stratégiquement » au mouvement de rébellion (1), M. Uria Simango, ex-vice-président du FRELIMO, avait lui-même déclaré que son parti, le P.C.N. (Parti de la coalition nationale, formé le 25 août) — qui représentait la « troisième force » créée par la réaction blanche pour faire contrepoids au FRELIMO — souhaitait participer au gouvernement de coalition aux côtés du Front de libération et qu'il exigerait des élections dans le délai d'un an (thèse initiale du général de Spinola, reprise par M. Almeida Santos, ministre portugais des affaires interterritoriales qui serait lié aux dirigeants de Convergence démocratique et partisan du « fédéralisme »).

IL n'y a que de lointaines similitudes entre la révolte manquée de Lourenço-Marques et la tentative de « contre-révolution » qui devait précéder l'accession de l'Algérie à l'indépendance. Des deux cent mille Blancs du Mozambique (2), seule une minorité de « petits Blancs » et de cadres (propriétaires, chefs d'entreprise, commerçants, agriculteurs aisés, employés et membres des professions libérales ont entendu l'appel des putschistes. La base du contingent s'est abstenue de prêter main-forte aux « ultras ». Dans certaines zones de combat, des soldats, encadrés par des officiers « miliciens », ont même fraternisé avec les guérilleros du FRELIMO. A Cabo-Delgado et à Niassa, ils ont abandonné aux mains du FRELIMO leurs garnisons entièrement équipées. A Beira, deuxième ville du pays, l'armée a dû s'opposer par la force aux désordres qui avaient éclaté entre « ultras » et démocrates blancs favorables au Front de libération. Néanmoins, certains cadres de l'armée et de la police portugaises ont « hésité », ou refusé de réprimer la rébellion. Des mesures d'épuration tardives devaient être prises à leur encontre par l'amiral Crespo, membre important du M.F.A. nommé haut commissaire à Lourenço-Marques.

En étroite collaboration, semble-t-il, avec M. Joaquim Chissano, membre du comité central du FRELIMO qui assume les fonctions de premier ministre dans le nouveau gouvernement de transition, le haut commissaire a entrepris depuis lors d'accélérer l'épuration de l'armée et de la police et d'assurer le contrôle de la situation. Non sans habileté, il a installé des soldats blancs dans les quartiers blancs, tandis que le maintien de l'ordre dans les ghettos noirs de la périphérie de Lourenço-Marques était confié aux deux cents hommes « politisés » de la force mobile du FRELIMO. On s'est ainsi efforcé de rassurer les Blancs inquiets et culpabilisés devant la misère trop voyante des Noirs, dont ils redoutaient la vengeance après les crimes gratuits commis contre eux entre le 7 et le 10 septembre.

Des explosions de colère difficilement contrôlables, même par les forces du FRELIMO, sont toujours à craindre de la part des populations africaines. Le mouvement nationaliste, qui s'attendait à une « guerre de longue durée », n'a pas eu le temps de mobiliser politiquement la majorité des Africains qui résidaient en dehors des zones d'implantation de la guérilla dans le Nord (Cabo-Delgado, Niassa et au nord de Cabora-Bassa, au Tete). De nouveaux désordres sont intervenus dans la deuxième quinzaine de septembre, du fait de jeunes « pillards » qui s'attaquèrent à des magasins appartenant à des Blancs ou à des Asiatiques, parfois même à des villas, dans certains villages comme Namaacha et Moamba.

AUTRE source de préoccupation, le problème des salaires et des conditions de travail des Africains qui, depuis le 25 avril, ont suscité de nombreuses grèves, parfois organisées par des dirigeants de la réaction blanche et ses alliés africains. Devant la détérioration de la situation économique et financière héritée du régime précédent, cette masse prolétaire, facilement manipulée jusqu'ici par les forces hostiles à la décolonisation, risque en effet de s'en prendre au pouvoir africain lorsque l'euphorie de l'indépendance sera retombée. A défaut d'un travail de politisation en profondeur dans les centres urbains ou dans les pôles de développement industriel et agricole, le FRELIMO n'a guère les moyens, pour le moment, de contrôler d'éventuels mouvements de masse chez les travailleurs africains : pour éviter d'être débordé, il pourrait alors être amené à les réprimer en utilisant la manière forte. A ce stade de la « révolution », la grave pénurie de cadres qui affecte son appareil politico-militaire pourrait aussi contraindre le FRELIMO à rechercher l'alliance de la petite bourgeoisie africaine, alliée jusqu'ici de la petite bourgeoisie blanche qui cherchait, par un lent processus de décolonisation (dix à quinze ans peut-être), à préserver les privilèges que lui assurait la gestion du capital portugais et étranger.

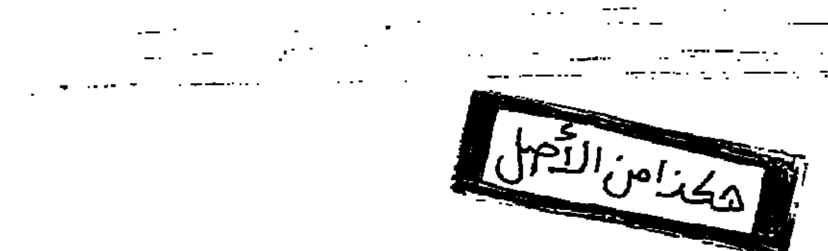
Depuis la mort d'Eduardo Mondlane, la défection de Lazaro Kavandame et la mise à l'écart d'Uria Simango, un changement est intervenu au sein de l'appareil politico-militaire du Front de libération. Les militaires « politisés » semblent y tenir désormais le rôle prépondérant et, malgré l'appui des masses paysannes du Nord — les moins intégrées dans l'économie de marché, — l'identité transitoire qui s'était établie entre les cadres militaires et ces masses à la faveur de la contestation coloniale est en train de s'estomper avec l'exercice du pouvoir. Ainsi, pour accélérer la formation d'une conscience nationale et créer les structures politiques permanentes qui permettront d'atteindre les objectifs prévus dans son programme politique et militaire, le FRELIMO, pris de court par le coup d'Etat du 25 avril à Lisbonne, devra s'assurer le concours de la petite bourgeoisie africaine conservatrice. De cette alliance va naître une nouvelle bureaucratie chargée de mettre en place un régime fort, sous un gouvernement qui se réclame du marxisme-léninisme et qui vient de confirmer sa détermination d'organiser une « démocratie populaire », conduite par un parti unique, du type afro-chinois que l'on observe en Tanzanie, ou, peut-être, selon une formule plus originale.

L'IMPERIALISME, quant à lui, paraît encore en mesure d'étrangler toute tentative d'accumulation par des voies non technologiques et en dehors du contrôle du marché mondial. Les déclarations de MM. Samora Machel, président du FRELIMO, et Joaquim Chissano au sujet des futures relations politiques et économiques avec l'Afrique du Sud montrent que les nouveaux responsables sont conscients de la nécessité de tenir compte de l'état de dépendance économique de leur pays. Avec Pretoria, les intérêts sont d'ailleurs réciproques ; l'Afrique du Sud reconnaît avoir besoin de l'énergie électrique fournie par le barrage de Cabora-Bassa pour la poursuite de son expansion industrielle, autant que de la main-d'œuvre africaine du Mozambique, docile et bon marché. Elle sait, en outre, que, même à moyen terme, le FRELIMO ne sera pas en mesure de créer au sud du Save les nouvelles structures socio-économiques qui permettraient de mettre un terme au phénomène de l'émigration, et que les devises en or qu'elle rapporte au Mozambique demeurent une ressource essentielle pour le salut d'une économie en voie de désintégration, frappée par l'inflation, la spéculation, la fuite des capitaux (les comptes en banque se sont vidés en quelques semaines), l'augmentation des salaires et des prix, et par la chute du tourisme rhodésien et sud-africain. Le Mozambique a aussi besoin de continuer à louer ses voies ferrées et ses ports à l'Afrique du Sud, au Malawi et à la Zambie, même si, à la rigueur, il pourrait se permettre d'interdire le port et le chemin de fer de Beira à la Rhodésie de M. Smith.

D'ici au 25 juin 1975, date prévue de l'accession à l'indépendance, les nouveaux dirigeants du FRELIMO auront donc à jouer une partie difficile. Face aux problèmes économiques qui restent primordiaux, face aux menaces que fait peser sur l'avenir du pays l'existence des partisans de la « troisième force » qui n'ont pas désarmé, le Front de libération doit aussi compter dans l'immédiat avec la faiblesse de son audience dans les masses populaires, faute d'avoir pu à temps les mobiliser à l'échelle du vaste territoire qu'il doit mener en moins d'un an à l'indépendance.

(1) Pour la plupart, des dissidents du FRELIMO et du COREMO (mouvement issu d'une scission du FRELIMO en 1963), qui n'eurent jamais beaucoup d'audience auprès des masses rurales, à l'exception de quelques chefs traditionnels fidèles à l'administration coloniale et de certains éléments Makwa, dans le district de Mozambique.

(2) Trente-cinq mille Européens auraient quitté le Mozambique depuis le 25 avril. La population africaine est de neuf millions.



QUATRE MOIS APRÈS LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE

# Le Yémen du Nord s'achemine vers un retour à la vie démocratique

Par CHRIS KUTSCHERA

*« LES Yéménites aiment la politique pour la politique, ce sont des manœuvriers professionnels »*, estime un diplomate qui n'en est pas à son premier séjour dans la République arabe du Yémen. *« En bonne politique yéménite, on ne marque jamais de buts, on ne joue jamais son va-tout. Quand un camp semble avoir un avantage écrasant (...), il bat soudain en retraite et se contente d'une position plus avantageuse que celle qu'il occupait auparavant, mais moins avantageuse qu'elle aurait pu l'être. De temps en temps, un joueur est éliminé du jeu : mais il ne reste pas longtemps sur la touche, il finit toujours par revenir... »*

Malgré toute son expérience, ce même diplomate s'avoue incapable de démêler les intrigues qui ont précédé le coup d'Etat du mois de juin. Et il faut avouer que ce coup d'Etat n'est pas banal : lorsque, le 13 juin, l'armée yéménite s'empare du pouvoir, le président Iryani prend le chemin de l'exil, mais il est conduit à l'aéroport de Sanaa par le chef de la junte, le colonel Hamadi, avec tous les égards dus à un président en exercice. Le Parlement est suspendu, mais son président entretient les meilleurs rapports avec la junte militaire. L'unique parti du Yémen est dissous, dont le colonel Hamadi était l'un des fondateurs, et son ex-secrétaire général, M. Abdallah Asnaj, est membre du nouveau gouvernement.

Pendant les journées qui précèdent le coup, Sanaa n'est que rumeurs de complots, mais la ville et le pays n'ont jamais été aussi calmes. Les premiers commentaires publiés par la presse libanaise après le coup d'Etat laissent entendre que celui-ci est l'œuvre des éléments pro-saoudiens de l'armée yéménite, mais le gouvernement mis en place par la junte est présidé par M. Mohsen al Aini, un libéral, un homme de gauche. La mine réjouie des Saoudiens, à Sanaa, le jour du coup d'Etat, confirmerait la première hypothèse : mais leur désenchantement manifeste, dès le lendemain, indiquait qu'il y avait maldonne...

Pour le commandant Jalloud, premier ministre libyen, qui se trouvait de l'autre côté de la mer Rouge, en Somalie, au moment du coup d'Etat, ce fut la même chose, mais pour des raisons évidemment différentes : ne cherchant pas à cacher sa satisfaction le jour du coup, il devint de plus en plus soucieux les jours suivants, et finit par sauter dans son avion pour aller voir sur place ce qu'il en était.

Il semble qu'en fait cette « journée des dupes » soit l'aboutissement d'au moins trois complots : un complot pro-saoudien, un complot baasiste et un complot militaire, le seul qui devait réussir.

*Le complot pro-saoudien* visait à éliminer certains politiciens jugés dangereusement « gauchistes » et à mettre au pouvoir de fidèles partisans du roi Fayçal, comme le cadi Hajri. Y a-t-il vraiment eu « complot » ? ou plutôt des pressions répétées de certains chefs de tribus proches des Saoudiens, comme le cheikh Abdallah al Ahmar ? Un politicien yéménite libéral admet que dans cette affaire il n'y a eu que des *« rumeurs »... « rien de sûr, comme avec le Baas ! »*.

*Le complot baasiste* ; là, l'affaire était sérieuse ; début juin, les services de sécurité yéménites arrêtent un certain nombre de militants baasistes : M. Amin Ahmed Qassem, responsable de la branche du Baas pour Sanaa ; M. Abdoul Wahab Schibali, responsable de Taiz, la deuxième ville du pays, et M. Abdoul Rahman Mahjoub, probablement le chef du réseau, chez lequel ils découvrent d'importantes sommes d'argent et des documents compromettants pour Bagdad : parmi eux, des directives très détaillées sur la « technique du coup d'Etat », les contacts à prendre avec les jeunes officiers susceptibles d'être gagnés aux idées révolutionnaires, et la liste du gouvernement qui serait formé en cas de succès. Avec, pour chef du gouvernement, personne d'autre que M. Mohsen al Aini, celui-là même que les militaires de la junte ont rappelé de Londres, où il était ambassadeur, pour diriger leur gouvernement !

Paradoxalement, les militaires restent très discrets sur ce complot : le colonel Yahya Muttawaqel, qui était ambassadeur au Caire avant d'être rappelé le 13 juin pour être nommé ministre de l'intérieur par le colonel Hamadi, déclare sérieusement : *« Je ne sais pas... tout cela s'est passé avant mon retour !... »* D'autres, comme M. Abdallah Asnaj, ex-secrétaire général de la Yemeni Union (parti unique du Yémen) et actuel ministre des communications, cherchent à minimiser l'affaire : *« Ce n'était pas un complot mais un projet à long terme pour prendre le pouvoir dans les quatre ou cinq ans à venir !... »*

Quoi qu'il en soit, il semble que ce complot baasiste ait fait au moins un mort : l'ancien ministre des affaires étrangères du Yémen, M. Mohammed Noman, devenu conseiller présidentiel du président Iryani, assassiné le 28 juin à Beyrouth dans des circonstances très troubles. A en croire certains de ses amis, Mohamed Noman aurait été « liquidé » par des Palestiniens liés au Baas irakien : il avait en effet été chargé par le président Iryani, peu avant le coup d'Etat, d'aller à Bagdad voir le président Hassan al Bakr pour lui remettre un dossier très complet de photocopies des documents les plus compromettants saisis à Sanaa, et lui dire : *« Où voulez-vous en venir ? Si vous avez quelque chose à nous reprocher, dites-le face à face ! Nous n'avons pas l'habitude d'exposer ce genre de problème sur la place publique : il faut vider cet abcès... »*

Le coup d'Etat militaire n'avait pas permis à Mohammed Noman d'accomplir sa mission. Mais il restait dangereux pour Bagdad : ses nombreux contacts avec les diplomates de la Ligue arabe et avec des journalistes arabes et européens le qualifiaient plus que quiconque pour faire des révélations explosives. Le silence qui entoure la mort de Mohammed Noman est aussi lourd que celui qui pèse sur les circonstances dans lesquelles le directeur de *Al Nahar*, M. Abou Jaouda, a été kidnappé, puis libéré, sans que les aveux de ses ravisseurs soient rendus publics. Le directeur des services de sécurité yéménites, M. Ahmed al Djermouzi, chargé d'éclaircir cette affaire, a fait à Beyrouth un si bref séjour que certains se sont crus autorisés à parler de conspiration du silence.

Certains diplomates, il est vrai, croient que Mohammed Noman pourrait avoir été assassiné par des agents de la République démocratique et populaire du Yémen (Sud-Yémen) : c'est en effet Mohammed Noman qui est à l'origine de la médiation de la Ligue arabe entre le Sud-Yémen et le sultanat d'Oman à propos de la question du Dhofar. Devant la tournure de cette médiation, qui serait sur le point d'aboutir, certains éléments du Sud-Yémen ou du Front populaire pour la libération d'Oman se seraient vengés en exécutant l'architecte d'une politique qui les isole dangereusement.

## Un colonel de trente et un ans

EN tout cas, la tentative baasiste devait être le prétexte qui allait amener l'armée à prendre le pouvoir. Après la découverte du complot, le cheikh Abdallah al Ahmar, président de l'Assemblée consultative, écrivit en effet une lettre extrêmement dure au président Iryani, lui reprochant son *« manque de fermeté impardonnable »* devant les complots qui se multipliaient, le menaçant de lancer de nouveau ses tribus dans la guerre et de leur faire occuper la capitale s'il ne démissionnait pas.

Devant cet ultimatum, le président Iryani écrit sur-le-champ sa lettre de démission, à laquelle M. Ahmed Noman (le père de l'ancien ministre des affaires étrangères), autre membre du conseil présidentiel, joint la sienne. (Il faut noter que le troisième membre du conseil présidentiel, le cadi Hajri, se trouvait en France et n'avait pas démissionné : mais on l'oublia complètement pendant ces journées...) Entre-temps, le président Iryani avait donné l'ordre à l'armée de garder les édifices publics et de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la ville de Sanaa contre une attaque des tribus.

C'est le cheikh Sinane abou Lohoum, gouverneur de Hodeida, lequel devait jouer un rôle crucial pendant tous ces événements, qui remit la lettre de démission du président Iryani et de M. Ahmed Noman au président de l'Assemblée consultative, le cheikh Abdallah al Ahmar lui conseillant à lui aussi de remettre sa démission... non pas au Parlement, comme prévu par la Constitution, mais à l'armée. Ce qui permet à la junte de soutenir aujourd'hui qu'il n'y a pas eu de coup d'Etat : *« L'armée est arrivée au pouvoir parce que le cadi Iryani, président du conseil présidentiel, et le cheikh Adballah al Ahmar, président de l'Assemblée consultative, avaient démissionné*, soutient le colonel Yahya Muttawaqel, ministre de l'intérieur. *Ils avaient déjà donné leur démission à plusieurs reprises, il est vrai, mais chaque fois, les cheikhs les avaient convaincus de revenir : cette fois-ci, l'armée était persuadée que le peuple ne voulait pas que cette situation se prolonge et nous avons pris les choses en main. »*

Pour leur propre compte ? ou dans le cadre d'une opération montée avec la complicité du cheikh Sinane abou Lohoum ? Difficile à préciser à l'heure actuelle. Petit, paraissant à peine la cinquantaine, toujours entouré d'une foule de courtisans — des montagnards à l'air farouche, — ce personnage shakespearien, semble perpétuellement occupé à tisser mille intrigues, écoutant un de ses fidèles d'une oreille, en écoutant un autre de l'autre, lisant sans cesse des messages remis à la sauvette, s'entretenant pendant tout ce temps au téléphone. Recevra-t-il un journaliste ? *« Volontiers, mais je n'ai rien à dire, je suis un simple bédouin ! »* Manifestement, le cheikh Sinane Abou Lohoum n'a aucune envie de sortir de la semi-obscurité dans laquelle il aime agir.

Issue d'une petite tribu des Bakil, les Nehm, entré dans la politique dès 1955, lorsque son père a été empoisonné, dit-on, par l'imam Ahmed, il n'a pu appuyer sa carrière sur les forces tribales. Et même ses détracteurs lui reconnaissent une grande qualité : il est supérieurement intelligent, habile et rusé. Gouverneur de Hodeida depuis 1967, contrôlant ainsi les importants revenus du premier port du pays, il a su y trouver l'autre élément sans lequel on ne saurait bâtir de fortune politique au Yémen : l'argent.

On le dit enfin très ambitieux, aspirant à des fonctions plus élevées, et aussi lié au Baas ; peut-être parce que sa sœur Aziza est la femme de M. Mohsen al Aini, l'actuel premier ministre, qui a adhéré au Baas au Caire en 1958, et a depuis conservé la réputation d'être un homme de gauche.

Les noms des dix officiers du « conseil de commandement » de la junte au pouvoir à Sanaa n'ont pas été rendus publics — *« pour nous permettre de rentrer plus facilement dans le rang »*, assure le colonel Muttawaqel. Mais cette liste est un secret de polichinelle pour les politiciens et les diplomates de Sanaa qui l'épluchent en cherchant à trouver dans les antécédents de ces militaires, dans les pays par lesquels ils sont passés, ou dans leurs mariages, des indices permettant de déterminer leur orientation politique.

Les militaires de la junte yéménite ne sont pas tous des inconnus — le colonel Ibrahim Hamadi a été vice-premier ministre du gouvernement Aini (1970-1972) et le colonel Yahya Muttawaqel était ambassadeur au Caire depuis près de quatre ans mais ils ont pourtant étonnamment peu fait parler d'eux. Peut-être est-ce dû en partie à leur jeunesse : le colonel Hamadi, le chef de la junte, a tout juste trente et un ans, et le colonel Mogahed abo Shared, son adjoint, probablement l'un des plus âgés, a trente-cinq ans. Quand ils sont entrés dans la vie publique après la révolution, en 1962, ils étaient encore de grands adolescents et, en 1963, le colonel Hamadi n'était encore qu'un obscur petit magistrat, à Dhamar, dans le sud du Yémen.

Certains comparent le colonel Hamadi au colonel Khadafi, parce que son père était un « cadi », un juge, et parce qu'il a lui-même étudié le droit religieux, mais un diplomate que le connaît bien estime qu'il faudrait plutôt le comparer au général Assad (le président syrien) : *« Comme lui, c'est un nationaliste et un réformiste. Depuis longtemps, le colonel Hamadi disait à qui voulait l'entendre qu'il en avait assez de la corruption et du chaos politique, et qu'un jour ou l'autre il lui faudrait intervenir. »*

Certains croient voir un royaliste dans le colonel Muttawaqel, le ministre de l'intérieur, parce qu'il descend d'une grande famille qui aurait donné des imams au Yémen à une époque reculée, et on fait remarquer que le colonel Mogahed abo Shared, adjoint du colonel Hamadi pour les questions militaires, est lui-même un cheikh, et qu'il a épousé l'une des sœurs du cheikh Abdallah al Ahmar, le très conservateur cheikh de la puissante confédération des Hached. C'est vrai, le colonel abo Shared est très lié avec le cheikh al Ahmar, et il ne néglige manifestement aucune occasion de se retrouver chez lui avec les principaux cheikhs du Yémen. Mais il est aussi loyal à Hamadi. Comme le major Abdallah abd el Alem, commandant des paras, le colonel Ahmed al Ghasmi, commandant des blindés, le commandant Sheibah, commandant de l'aviation, le colonel Ali al Dab'i, chef d'état-major, et comme le très jeune colonel Hamoud Beider, qui pourrait être bientôt nommé ambassadeur à Rome.

Il est vrai que le clan Abo Lohoum est bien représenté au sein du « conseil de commandement », avec le colonel Ali abo Lohoum, frère du cheikh Sinane, commandant des réserves, et son cousin, le colonel Dirham abo Lohoum, commandant militaire de Taiz, la deuxième ville du Yémen. Et aussi avec le colonel Mohammed abo Lohoum, qui ne fait théoriquement pas partie de la junte... Mais, comme le fait remarquer un diplomate, les Abo Lohoum faisant partie de la junte sont avant tout des militaires, et rien ne permet de supposer des divergences au sein de la junte.

Ces militaires au passé peu évocateur ont fait preuve, depuis leur arrivée au pouvoir, d'une discrétion remarquable, à l'exception du colonel Maswari, l'ancien chef d'état-major, qui s'était livré à quelques déclarations vite jugées intempestives, et dut vite prendre le chemin d'un semi-exil comme ambassadeur au Caire.

Affables, souriants, détendus, les officiers de la junte reçoivent pourtant volontiers les rares journalistes de passage au Yémen, mais leurs déclarations sont d'une platitude remarquable, qui contraste avec la vivacité d'esprit et la pétulance habituelle des Yéménites.

Le colonel Hamadi, le nouveau chef de l'Etat, se borne à déclarer : *« L'armée a pris le pouvoir parce que le conflit entre le président Iryani et le cheikh al Ahmar menaçait de déclencher une guerre civile. »*

(Lire la suite page 38.)

### Who's who à Sanaa

**LES MILITAIRES DE LA JUNTE :**
- Colonel Ibrahim Hamadi, chef du « conseil de commandement », et chef de l'Etat ;
- Colonel Mogahed abo Shareb, son adjoint ;
- Colonel Yahya Muttawaqel, ministre de l'intérieur ;
- Major Abdullah abd el Alem, commandant des parachutistes ;
- Colonel Ahmed al Ghasmi, commandant des blindés ;
- Commandant Sheibah, commandant de l'aviation ;
- Colonel Ali al Dab'i, chef d'état-major ;
- Colonel Hamoud Beider ;
- Colonel Ali abo Lohoum, commandant des réserves ;
- Colonel Dirham abo Lahoum, gouverneur militaire de Taiz.

**LES HOMMES POLITIQUES :**
- Cadi Iryani, ex-président de la République ;
- M. Mohsen al Aini, premier ministre ;
- Cadi Hajri, ex-premier ministre, ex-membre du conseil présidentiel ;
- M. Abdullah Asnaj, actuel ministre des communications, et ex-secrétaire général du parti unique du Nord-Yémen ;
- M. Mohammed Noman, ancien ministre des affaires étrangères, assassiné à Beyrouth fin juin 1974 ;
- M. Ahmed Noman, père du précédent et ex-membre du conseil présidentiel.

**LES CHEIKS :**
- Cheik Abdallah al Ahmar, cheikh de la confédération tribale des Hached, ex-président de l'Assemblée consultative ;
- Cheikh Sinane abo Lohoum, ex-gouverneur de Hodeida.

# UN FILM DE HEINY SROUR SUR LE DHOFAR

## « L'heure de la libération a sonné »

Par IGNACIO RAMONET

LE 23 juin 1970, à Mascate, capitale du sultanat d'Oman, sous la lumière blafarde des crépuscules du début de l'été arabique, un coup d'Etat discret avait lieu, réalisé sur la pointe des pieds par les services de renseignement britanniques. Le décrépit sultan Saïd Ben Taymour, qui gouvernait son Etat depuis 1932 avec des méthodes extrêmement rétrogrades, se voyait déposé et remplacé par son fils, supposé plus moderne, Qabous, ancien élève de l'académie militaire anglaise de Sandhurst.

Les raisons invoquées (bienfaits du progrès technique et de la modernité) semblèrent suffisantes pour dissiper les possibles reproches des chancelleries alliées de Ben Taymour. Toutefois ces raisons ne parviennent pas à expliquer de manière satisfaisante pourquoi la diplomatie britannique, en phase de reflux dans cette partie du monde, avait agi de la sorte.

Deux événements paraissent apporter une justification à ce dernier sursaut colonial du vieux lion britannique. D'une part, le 5 juin 1970, les conservateurs reviennent au pouvoir et se résignent mal à appliquer les décisions des travaillistes d'évacuer militairement le Golfe avant décembre 1971 ; ils décident de laisser derrière eux un ordre politique qui soit entièrement favorable à leurs intérêts : ainsi s'impose l'élimination du sénile Ben Taymour, dont la haine de l'imprimerie ou de l'électricité, par exemple, empêchait l'épanouissement de l'exploitation pétrolière et nuisait aux intérêts de la British Petroleum et de la Shell. D'autre part, le 12 juin 1970, dans les montagnes du djebel Akhdar, s'ouvre un deuxième front de lutte armée qui menace directement la capitale, Mascate, et confirme la volonté d'une stratégie offensive enveloppante souhaitée par le Front de libération du Dhofar ; les troupes de Ben Taymour, mal organisées, résistent mal à la combativité de l'armée populaire : une réorganisation paraît indispensable aux Anglais : Qabous, qui sort d'une de leurs académies les plus prestigieuses, leur laisserait les mains libres. Les Britanniques le portent au pouvoir.

LE film qu'a réalisé la sociologue libanaise Heiny Srour est un document d'une grande rigueur historique qui apporte, avec originalité et talent, une information attendue sur les assises politiques de cette longue guerre oubliée. Produit grâce à des collectes réalisées auprès des travailleurs omanais émigrés en Angleterre, tourné dans des conditions difficiles, ce film s'articule de manière souple en quatre volets qui tentent de fournir, dans un souci de didactisme militant, des éléments objectifs pour une information juste sur une lutte anti-féodale et anti-impérialiste, qui s'est donné la prise des pouvoirs pour but et la guerre du peuple pour moyen.

La première partie fait appel à de nombreux documents filmés ou photographiques pour exposer brièvement les origines de la lutte armée. La coalition des sultans avec l'impérialisme britannique et avec le sous-impérialisme iranien est dévoilée, ainsi que l'aspect caricatural de l'indépendance du sultanat d'Oman où non seulement le responsable des forces armées (le colonel Hugh Oldman), mais encore le ministre de la défense et le ministre des affaires étrangères, sont des fonctionnaires anglais (1).

Le film insiste ensuite sur un des aspects les plus originaux de la révolution omanaise : la participation des femmes à l'élaboration des décisions, à l'organisation des tâches et à l'exécution des projets. « La femme doit se battre en tant que moitié de la société », explique un militant dhofari. Heiny Srour reconnaît que le rôle exercé par la femme dans le Front de libération du Dhofar, rôle exceptionnel dans le contexte culturel arabe, a été déterminant dans sa décision de tourner un film sur la lutte populaire en Oman. Elle estime, et les militants dhofaris hommes le déclarent, que c'est au degré de libération des femmes que se mesure la réussite d'une révolution. Ainsi le titre même du film permet une double lecture, car si, en effet, l'heure de la libération a sonné pour les Omanais, Heiny Srour pense qu'elle a sonné également pour la femme arabe.

Sur un autre plan, le Front a une attitude aussi réaliste envers la religion islamique : il ne considère pas la pratique religieuse comme une contradiction principale et néglige de l'attaquer radicalement ; il compte en effet beaucoup plus sur l'effritement progressif. Cela permet à un sentencieux vieillard de déclarer : « Il nous faut rendre grâce à Dieu, car Il nous a mis sur le chemin de la révolution. »

Paroles à peine surprenantes dans un pays désertique, de bergers nomades, où le Front a tout réalisé : il a construit les premières routes, les premières citernes, les premières écoles, les premiers dispensaires. « La révolution, explique un dirigeant, se bat d'une main et bâtit de l'autre. » Pour fixer les populations et développer un plus grand sens communautaire de solidarité, le Front a créé une ferme pilote, il a installé la première pompe à eau offerte par un pays socialiste. A ce stade, le film acquiert une intéressante dimension de document ethnographique, il s'attarde à décrire les pratiques artisanales des populations libérées, leurs modes vestimentaires, leurs rites de cure, leurs exorcismes... Cela confère au discours politique un ancrage sociologique qui l'explique davantage et qui justifie la ligne théorique du Front.

Dans sa dernière partie, le film rappelle la nécessité de l'action armée tout en faisant remarquer que les idées sont plus fortes que toute technologie. On assiste au harcèlement et à la prise de la base de Takbit, défendue par des mercenaires originaires du Beloutchistan iranien. Des dirigeants expliquent les raisons de cette victoire : chez eux, l'idéologie guide le fusil et organise la violence révolutionnaire.

On sait que, depuis le tournage de ce film (1972), les données militaires de la guerre du Dhofar ont été modifiées par l'arrivée sur le terrain d'un corps expéditionnaire iranien composé de cinq mille hommes. Ceux-ci ont peut-être ralenti la progression des combattants dhofaris, mais l'information fournie par le long métrage de Heiny Srour et les leçons de l'histoire suggèrent qu'ils seront incapables de résister plus longtemps face à une armée constituée d'hommes et de femmes pour qui l'heure de la libération a sonné.

(1) *« Golfe : la révolution dans une nouvelle phase »*, in *El-Jabha* (organe du comité Yémen-Palestine-golfe Arabique), n° 2, mai 1973.

(Suite de la page 37.)

*Notre plan est de restaurer une vie politique démocratique, avec un Parlement, dans peu de temps... dans six mois peut-être.* » Interrogé sur la division du pouvoir entre la junte et le gouvernement, le colonel Hamadi est plus clair : « *Le conseil de commandement s'occupe de l'armée, le gouvernement, des questions civiles. Evidemment, il y a coordination entre les deux. Et le premier ministre assiste à la plupart des réunions du conseil de commandement !* »

Le colonel Muttawaqel, le nouveau ministre de l'intérieur, un peu plus loquace, commence à critiquer la politique étrangère du régime précédent, qui a eu « *avec l'Arabie Saoudite des relations tantôt bonnes, tantôt médiocres, et qui après avoir signé la paix avec le Yémen du Sud en octobre 1972, puis un accord d'unification, a laissé passer 1973 sans que l'unité soit proclamée, tandis que nos problèmes persistaient...* » et d'ajouter, plus en diplomate qu'il a été qu'en militaire : « *Nous voulons avoir de bonnes relations avec tous les pays, mais en donnant la priorité à nos relations fraternelles avec l'Arabie Saoudite, parce que ce pays est notre voisin, et nous fournit une aide importante... En même temps, nous pensons à réaliser l'unité avec le Yémen du Sud, en sachant que cela peut prendre du temps, mais nous ferons tout pour arrêter les incidents de frontière !* »

En ce qui concerne les relations avec l'Est et l'Ouest, le colonel Muttawaqel affirme : « *Nous refusons de nous aligner sur un pays quelconque. Nous voulons avoir de bonnes relations et avec l'Est et avec l'Ouest !* » Mais, comme on lui faisait remarquer qu'il doit cependant être difficile de concilier de bonnes relations avec deux pays aussi hostiles que peuvent l'être, l'un vis-à-vis de l'autre, l'Arabie Saoudite et le Yémen du Sud, il répondit imperturbablement : « *Le Sud est mon frère ! L'Arabie Saoudite mon amie... Je dois trouver une solution !* »

Il faut dire que l'« *amie* » saoudienne ne facilite guère cette tâche : un politicien yéménite libéral, qui admet que l'Arabie Saoudite doit jouer un rôle prépondérant dans la région, ne mâche pourtant pas ses mots sur la politique du roi Fayçal au Yémen : « *Les Saoudiens sont mal informés sur la situation au Yémen. Leur ambassadeur est incompétent, et les tribus sont alimentées en armes et en argent par des intermédiaires et des marchands d'armes qui ont tout intérêt à ce que la situation reste trouble au Yémen. Le drame des Saoudiens, c'est qu'ils veulent acheter les gens, au lieu de chercher des gens qui travaillent pour eux par conviction. Alors ils tombent sur des individus qui ne s'intéressent ni au Yémen ni à l'Arabie Saoudite, et leur font faire de fausses manœuvres* » Mal informé ou non, le roi Fayçal a dit récemment à un de ses derniers visiteurs yéménites : « *Faites ce que vous voulez dans votre maison, mais nous ne tolérerons pas que quelqu'un vienne mettre la main dans vos affaires !* »

Avec le voisin du Sud, la situation n'est guère meilleure : malgré la sévère répression de l'année dernière, sous le gouvernement du cadi Hajri, les guérilleros « castristes » continuent d'opérer dans le sud du pays et, chaque jour, des mines explosent sur la route Dhamar-Raydah et al Beydah. « *Les commandos posent les mines à 4 heures du matin, et les premières voitures qui passent à 7-8 heures sautent* », confie un expert européen. « *En roulant vers 10 heures du matin, on a des chances de pouvoir passer sans incident.* » Mais chaque semaine, l'armée doit transporter à Sanaa une dizaine de blessés graves qui ne peuvent être soignés dans le petit hôpital de Raydah, où opère un chirurgien écossais.

La marge de manœuvre des nouveaux dirigeants du Yémen du Nord est donc très étroite : l'Arabie Saoudite verse une aide financière trop importante — 120 millions de rials environ, près du quart du budget du Yémen — pour qu'ils puissent risquer de l'irriter en admettant que cette aide n'est pas dénuée de contreparties politiques. « *L'Arabie Saoudite est notre grand frère, elle n'est pas le gendarme de l'Arabie* », s'empressent de dire les responsables yéménites dès qu'on évoque ce sujet tabou.

Mais le Yémen du Nord peut difficilement se permettre de provoquer le Sud : son armée, numériquement peu importante et équipée de matériel désuet, tiendrait difficilement devant les forces bien entraînées et bien équipées du Yémen du Sud.

Muets sur leur politique étrangère, les colonels le sont aussi sur leur politique intérieure — sauf sur un point : « *Le conseil de commandement de la junte a l'intention d'abandonner le pouvoir dans les plus brefs délais* », nous a répété le colonel Hamadi à plusieurs reprises. Tout indique, en effet, que la junte a l'intention de convoquer le Parlement — suspendu à l'heure actuelle — pour le 21 octobre. Et le gouvernement dresserait un bilan de sa gestion pendant ces quelques mois. Mais ensuite, rien n'est sûr : manifestement, les dirigeants nord-yéménites sont encore loin d'être arrivés à un accord. Il est question d'organiser des élections pour désigner un nouveau Parlement : « *Le mandat de l'Assemblée consultative approchait de sa fin* », fait remarquer M. Abdallah Asnaj, ex-secrétaire général de la Yemeni Union, le parti unique dissous, ministre des communications dans le nouveau gouvernement. « *De toute façon, des élections devaient avoir lieu en janvier ou février, aussi nous devons organiser des élections, sans aucun doute !* »

Il est aussi question de modifier la Constitution. Mais cette éventualité divise profondément les responsables : certains estiment que le peuple a une trop courte expérience de la démocratie — douze ans — pour s'offrir le luxe de changer de Constitution ou, comme dit le cadi Hajri, ancien premier ministre et ancien membre du conseil présidentiel, que « *ce n'est pas tant le système qui compte, que les hommes chargés de l'appliquer* ». D'autres sont partisans, avec le premier ministre Mohsen al Aini, de remplacer le triumvirat du conseil présidentiel par un président unique. D'autres enfin, avec M. Abdallah Asnaj, sont persuadés qu'un « *système de direction collégiale convient mieux à un pays en voie de développement* ».

Il semble, à certains indices, que la junte penche en faveur d'un président unique, et envisagerait de faire élire le colonel Hamadi à la présidence de la République. Mais le cheikh Sinane abo Lohoum pourrait aussi être candidat. Et surtout M. Mohsen al Aini, l'actuel premier ministre, qui joue à fond sur la collaboration avec l'armée, et cherche à faire oublier son étiquette d'homme de gauche pour se présenter comme le grand conciliateur de toutes les tendances politiques.

## "Une population privée de tout"

AYANT milité successivement à Aden, à Beyrouth et au Caire dans des partis de gauche, avant d'adhérer au Baas, ministre des affaires étrangères du nouveau régime républicain immédiatement après la révolution de septembre 1962, délégué de son pays aux Nations unies à la fin de la même année, à nouveau ministre des affaires étrangères dans le cabinet Noman en 1965, M. Mohsen al Aini devait vite se brouiller définitivement avec le maréchal Sallal, et reprendre le chemin de l'exil, s'installant cette fois à Damas. Mais, après la chute de M. Sallal, en novembre 1967, il devient premier ministre, pour ne plus quitter la scène politique que pendant de brefs intervalles : ambassadeur en U.R.S.S. en 1969, il est de nouveau premier ministre fin 1969 ; ambassadeur à Paris pour quelques mois en 1970, et encore premier ministre en 1971-1972, avant d'être nommé ambassadeur à Londres (1973).

Ayant une réputation d'« homme de gauche », souvent qualifié de « *bête noire* » des Saoudiens, M. Mohsen al Aini avait été éliminé du gouvernement fin 1972 par une coalition de cheikhs qui lui reprochaient violemment l'accord conclu avec le Sud révolutionnaire. Aussi beaucoup de ses compatriotes se sont étonnés de le voir accepter si vite de revenir de son semi-exil à Londres pour diriger un gouvernement soumis à une junte militaire.

« *Je ne vous cacherai pas*, dit-il au cours d'une longue interview dans son bureau du ministère des affaires étrangères (il cumule les fonctions de premier ministre et de ministre des affaires étrangères), *que je ne pense pas que les militaires soient faits, dans tout autre pays, pour diriger les affaires... Non ! Je préfère voir les civils à la tête d'un pays. Mais il faut voir la situation telle qu'elle est ici, au Yémen : nous avons trois groupes : les militaires, les tribus et les civils. Les civils ? Les gens qui ont fait des études sont encore peu nombreux ici, et inexpérimentés. Alors, nous avons le choix entre les tribus, les tribus armées, et les militaires ! Nos officiers ont fait des études au Caire, à Damas, à Bagdad, à Moscou, ou ici au Yémen. Aussi, si les militaires arrivent au pouvoir, je suis heureux de les y voir, car encore une fois, ici, nous n'avons le choix qu'entre eux et les tribus. Croyez-vous que si les tribus étaient au pouvoir j'aurais pu former le gouvernement que je dirige, le meilleur depuis 1962,* composé *d'hommes jeunes et instruits pour la plupart ?* »

Interrogé sur ses relations avec les officiers de la junte, M. Aini s'empresse de dire : « *En fait, nous sommes frères, nous sommes des amis. Nous nous connaissons depuis longtemps ; aussi le gouvernement peut-il tout faire sans obstructions : nous n'avons pas d'instructions, rien qui puisse créer des difficultés au gouvernement. Au conseil de commandement, ils comprennent parfaitement, ils nous laissent faire tout ce que nous voulons. Et j'assiste à la plupart de leurs réunions...* » Comme on lui fait remarquer qu'on ne voit pas très bien, dans ces conditions, quel est le rôle des officiers de la junte, M. Aini doit admettre qu'« *évidemment, ils représentent le chef de l'Etat ! Aussi, nous devons accepter leurs instructions, mais comme je vous l'ai dit, nous nous connaissons depuis longtemps, nous pouvons régler tous ces problèmes* ».

M. Mohsen al Aini est-il, comme le soupçonnent certains diplomates, un politicien averti et retors, qui espère profiter de l'inexpérience des officiers de la junte pour leur faire faire ce qu'il veut ? Ou, au contraire, un grand « réaliste », convaincu, après huit ans de guerre civile et quatre ans de « drôle de paix », que le Yémen doit se tenir à l'écart des conflits et se préoccuper de son seul développement ? C'est manifestement cette seconde image qu'il cherche à cultiver en déclarant :

« *Nous ne pouvons pas dire que nous soyons de gauche ou de droite : nous essayons d'être de vrais Yéménites, de savoir ce dont a besoin le Yémen.* » Et de rappeler ce qu'il a dit à M. Abdoul Fattah Ismail et aux autres dirigeants du Yémen du Sud, il y a quatre ans, lorsqu'il partit négocier la fin de la guerre civile avec le roi Fayçal : « *Je leur ai dit que la bataille contre le colonialisme mondial, contre l'impérialisme mondial, contre la réaction mondiale n'était pas ma bataille. Si vous voulez libérer le reste du monde, bonne chance ! Moi, je ne m'occuperai que de mon petit pays. Et quand je suis allé en Arabie Saoudite, j'ai dit* (aux dirigeants saoudiens) *: la bataille contre les non musulmans, les athées, les communistes, etc., n'est pas ma bataille ! Si cela vous tente, allez-y, bonne chance !* »

Et de conclure : « *J'ai six millions de Yéménites privés de tout depuis trop longtemps : donnez-moi le temps et la possibilité d'aider les paysans et les pauvres gens, de leur construire des écoles, des routes, des hôpitaux. Pour le futur, le Yémen aura toujours le temps de décider ce qu'il voudra en faire...* »

CHRIS KUTSCHERA.

**DANS NOS PRECEDENTS NUMEROS :**

● La lutte des forces révolutionnaires au Yémen du Nord (Marc Pellas) — **AOUT 1973.**

● La révolution au Yémen du Sud (reportage de **René Lefort**) — **FEVRIER 1971.**

● Yémen du Sud : une révolution menacée (reportage de **Gordian Troeller** et **Claude Deffarge**) — **AVRIL 1972.**

● Manœuvres autour du Yémen du Sud (Marc Pellas) — **JANVIER 1974.**

# Les nouvelles chances d'un règlement en Proche-Orient

(Suite de la première page.)

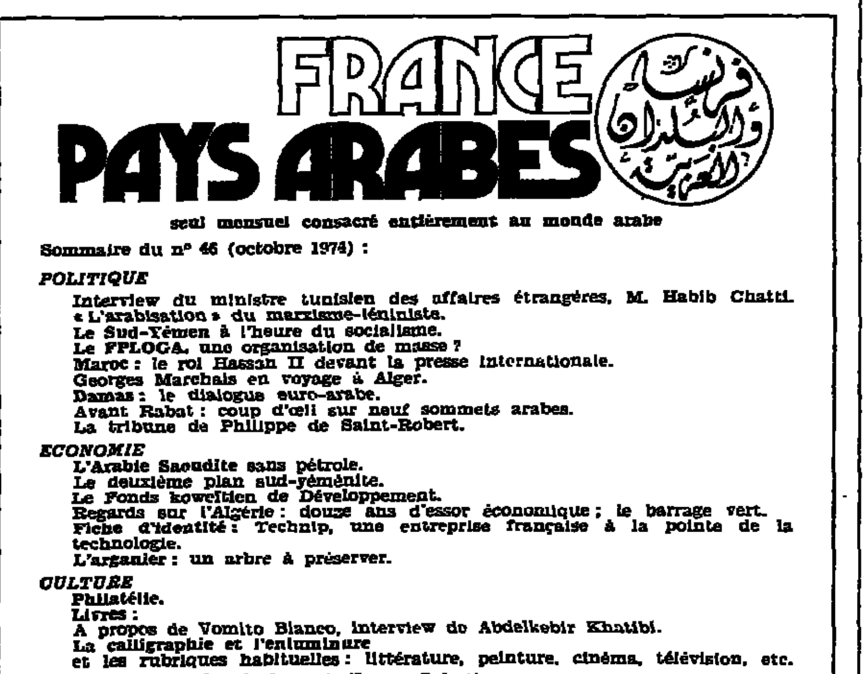
A plus forte raison, cette notion de « *commensurabilité* » n'implique pas non plus la notion de « *complémentarité* ». — une prise de conscience, par exemple, d'une « convergence » ou d'une « communauté » d'intérêts. Les Arabes ne possèdent aucune preuve qu'Israël entende sincèrement faire partie intégrante de la région plutôt que de préserver son statut de corps implanté, aux visées expansionnistes et dominatrices. Et, en contrepartie, Israël ne possède pas la garantie certaine que les Arabes aient renoncé définitivement à l'éjecter de la région ou à lui soustraire son identité. Ce *qui est nouveau depuis la guerre* d'oc*tobre, c'est une conjoncture qui a favorisé une prise de conscience, tant dans le monde arabe qu'en Israël, que la coexistence dans une paix mutuellement acceptée est un moindre mal.*

On pourrait en effet prouver que les exhortations arabes stigmatisant Israël ont été outrancières sur le plan du verbe, dans la proportion même où il y avait conscience d'insuffisances sur le plan des actes. L'incommensurabilité avec l'ennemi se répercutait, au sein du monde arabe, par une incommensurabilité non moins manifeste entre les objectifs proclamés et les réalisations accomplies (1). Mais on pourrait aussi prouver qu'il y a toujours eu « *correspondance* » entre la confrontation arabe avec Israël et les changements intervenus tout au long du dernier quart de siècle à l'intérieur même du monde arabe : c'est la débâcle des Arabes dans leur tentative d'empêcher l'avènement du fait israélien le 15 mai 1948 qui a été à l'origine de la révolution égyptienne du 23 juillet 1952.

Le rapport de forces entre belligérants est toujours la résultante d'un ensemble de composantes : économiques, sociales, politiques, idéologiques, militaires. Or une des caractéristiques des guerres-surprises ou des guerres-éclairs, les seules que notre monde puisse désormais connaître, c'est l'importance démesurée que prend la composante militaire au détriment des autres, surtout si l'un des belligérants est beaucoup mieux adapté à manier un équipement militaire ultra-moderne. C'est sous l'impact de ces données qu'on a eu tendance à ne vouloir voir le potentiel de puissance arabe après 1967 que réduit à la taille de sa défaite militaire, au mépris de tout autre facteur ; et, en contrepartie, à grossir le potentiel de puissance israélien à la grandeur de son exploit militaire, sans faire cas non plus d'autres facteurs. C'était doublement faux, mais il fallait le prouver. C'est pourquoi la guerre d'octobre était inévitable, toute solution politique sans intervention militaire étant vouée à l'impuissance.

Reste à souligner que les grandes puissances, non seulement l'U.R.S.S. mais aussi les Etats-Unis, ont eu le souci de favoriser cette « *commensurabilité* » entre les belligérants. Ne serait-ce que par les fournitures d'armes, leur intervention dans le conflit était inéluctable.

Les Etats-Unis et l'U.R.S.S. intervenaient, certes, avec des motivations diamétralement opposées. Il s'agissait pour l'U.R.S.S. de prouver que la coexistence pacifique n'implique pas, bien au contraire, une renonciation aux objectifs de libération nationale. Pour les Etats-Unis, il ne s'agissait pas seulement de défendre Israël, ou d'affirmer la réputation de son équipement militaire, mais aussi de sauvegarder des intérêts américains vitaux qu'affectait l'arme du pétrole. Bien que favorable à Israël, la diplomatie de M. Kissinger n'a pas tenté d'empêcher les pays arabes d'obtenir sur le terrain un résultat propre à les encourager à prendre des initiatives plus audacieuses sur le plan diplomatique. Elle refusait qu'Israël remporte une victoire, ou subisse une défaite, qui rendrait plus difficile une percée dans le sens d'un règlement. Si contradictoires qu'aient pu être les motivations des Deux Grands, une telle stratégie américaine ne devait pas se heurter à un refus soviétique.




## Des inconsistances et un débat

CETTE notion de « *commensurabilité* », souhaitée par diverses parties, y compris les grandes puissances, n'impliquait nullement qu'Israël doive y souscrire. Les Arabes n'ont pas été les seuls à percevoir des inconsistances fondamentales dans la société israélienne. Pour ne citer que les plus frappantes :

— L'affirmation que le projet sioniste est le retour dans un pays sans peuple (la Terre promise) d'un peuple sans pays (le Peuple élu) : pour que moins d'un cinquième des juifs du monde soient attirés en Palestine, il a fallu évincer plus des deux tiers de la population autochtone ;

— L'invocation de raisons religieuses, mythiques, anachroniques, pour justifier l'existence d'Israël, et l'impuissance à sauvegarder cette existence autrement que par des moyens ultra-modernes, scientifiques, a-religieux et non-mythiques par excellence ;

— La volonté de cristalliser en une communauté viable des éléments aussi différenciés (sur les plans de l'ethnie, de la culture, des coutumes, de l'histoire) que les Ashkenazes d'Allemagne, de Pologne ou d'Amérique, les Sépharades d'Espagne, des Balkans ou de l'Afrique du Nord, les juifs orientaux d'origine arabe, les juifs d'Ethiopie ou d'Inde. Si on peut invoquer la persécution pour justifier qu'ils quittent leur pays de naissance, le mythe d'une origine commune remontant à plusieurs millénaires ne suffit pas à leur assurer une identité cohérente ;

— La volonté de préserver le caractère juif d'Israël, tout en refusant l'abandon d'une politique annexionniste, qu'elle soit ouverte ou subtile. En effet, un calcul prévoit, dans le cours d'une seule génération, une majorité d'originaires du monde arabe, juifs ou non-juifs, dans les confins actuellement sous autorité israélienne, par le seul effet de la poussée démographique, qui avantage les juifs orientaux au détriment des juifs occidentaux, les Arabes non juifs au détriment des juifs.

Or c'est précisément pour tenter de surmonter ces inconsistances qu'Israël doit avoir recours à la théocratisation de son Etat et aux mythes du projet sioniste, qui lui rendent intolérable l'idée d'une « *commensurabilité* » possible avec son environnement.

C'est pourquoi Israël a voulu garder l'impression qu'il avait gagné la guerre, en dépit des questions délicates qui n'ont pu être élucidées : quelle ampleur avait la victoire ? Quel prix avait-il fallu la payer ? A quoi pouvait-elle servir ? Les dirigeants israéliens avaient proclamé leur intention de faire payer aux Arabes un prix exorbitant pour avoir osé les défier, de confirmer que l'équilibre établi par les conquêtes de 1967 n'était pas propre à être rompu (2). Mais ces objectifs n'ont pas été atteints.

Dans la mesure où il y a eu soudainement « découverte » d'un écart inadmissible entre ce qu'Israël *veut* et *peut*, il y a eu confusion, désorientation, choc, car l'enjeu, c'est toute la philosophie de l'Etat hébreu, l'image qu'il se fait de lui-même. En fait, les discussions qui ont déchiré la société israélienne depuis la guerre ont pris une ampleur injustifiée si elles ne touchaient qu'à des aspects de la superstructure, à des « *négligences* » qui, pour douloureuses qu'elles aient pu être, étaient somme toute remédiables. *Ces discussions reflètent, en termes israéliens, des problèmes bien plus graves, touchant aux inconsistances qui rendent instables les infrastructures, les fondements mêmes de l'édifice israélien.* Un fait est certain : Israël jouissait d'une marge de « supériorité » beaucoup plus limitée qu'il n'a voulu le faire croire.

De tout temps, en puissance sinon en actes, Israël était sujet à deux logiques, apparemment contradictoires, en fait complémentaires, pour préserver son existence et garantir son avenir.

L'une de ces deux logiques fait passer les intérêts immédiats avant les intérêts à long terme. C'est la logique des partisans « du bâton », des « faucons ». Dans un environnement hostile, ils estiment que l'existence d'Israël ne peut être garantie que par sa supériorité militaire absolue, son invulnérabilité, son aptitude à riposter avec une foudroyante efficacité à toute menace venant des Arabes. Cette logique implique une « *incommensurabilité* » totale avec les Arabes, une incompatibilité fondamentale, sinon pour des raisons manifestement racistes, du moins sous prétexte d'une opposition irréductible d'intérêts stratégiques ou géopolitiques.

L'autre logique fait passer les intérêts à long terme avant ceux dictés par les conjonctures immédiates. C'est la logique des partisans « de la carotte », des « colombes ». Ils font valoir que la coexistence avec l'environnement sera tôt ou tard inévitable. Supposer que les intérêts d'Israël sont fondamentalement incompatibles avec ceux de son environnement est à leur avis préjudiciable à l'évolution vers cette coexistence nécessaire, et provoque des réactions arabes propres à menacer toujours davantage l'existence même d'Israël. Les « colombes » ne s'opposent pas en principe à ce que des normes de « *commensurabilité* » soient à la base de la recherche d'un *modus vivendi* (3).

Avant la guerre d'octobre, et surtout depuis la guerre de six jours, la situation plaidait en faveur des « faucons », dont la logique devait envahir, à des nuances près, l'ensemble de l'*establishment*. Leur thèse est annexionniste : restituer les territoires occupés en 1967 conduirait tôt ou tard à l'effondrement de l'Etat, la dynamique de l'expansion territoriale ne devant subir aucun recul. Les « colombes » avaient beau opposer à cette logique qu'elle conduit inéluctablement à d'autres guerres, leurs objections manquaient de crédibilité tant que de telles guerres n'avaient pas eu lieu. Leur présence dans l'*establishment* n'était tolérée que dans la mesure où elle constituait une « garniture » utile.

La guerre d'octobre a eu un impact suffisant pour conférer aux « colom-

(1) Si M. Yasser Arafat a pu poser comme objectif la création d'un Etat laïc, groupant à la fois la population juive, musulmane et chrétienne en Palestine, cela constituait un progrès indéniable sur le slogan de M. Choukeiry, qui voulait « *jeter les juifs à la mer* » ; il n'est pas pertinent pour notre argument de discuter dans quelle mesure l'objectif fixé par M. Arafat a de meilleures chances d'être appliqué dans l'immédiat ou à long terme ; mais ce qui doit être retenu, c'est que dans la mesure où le Fatah, après juin 1967, contrairement à l'O.L.P. avant juin 1967, avait obtenu sur le terrain des résultats tangibles, dans la même mesure la possibilité lui était offerte de se fixer des objectifs plus crédibles. Si Nasser, avant tout autre leader arabe, avait pu accepter la résolution 242 du Conseil de sécurité, qui impliquait l'acceptation du fait israélien, c'est que, en dépit de la défaite de 1967, il avait à son actif, plus que tout autre leader arabe, l'acquis de quinze ans de révolution.

(2) Ce sont les Israéliens eux-mêmes qui avaient choisi, au lendemain de la guerre de six jours, de ne pas traverser le canal, parce qu'à leurs yeux la voie d'eau constituait pour l'Egypte un obstacle infranchissable et, pour Israël et sa sécurité, une « *frontière naturelle* » idéale, optimale après l'occupation du Sinaï : et aller au-delà leur serait plus préjudiciable qu'utile, vu qu'il s'agirait d'occuper non davantage de désert, mais la terre dense et fertile du fellah, dans une région qui avait été depuis plus d'un siècle, au cœur de la modernisation de l'Egypte, un point focal du déploiement de son mouvement national.

(3) Certes, Israël a connu au cours de son existence diverses expressions de contestation de la part de son intelligentsia et de ses universitaires, de divers partis ou mouvements qui se sont distingués du projet sioniste avec une consistance plus ou moins manifeste. Certains de ces partis ou mouvements, surtout le parti communiste Rakah, mais aussi le Matzpen, le Mouvement de la terre et autres, ont fait preuve d'un très grand courage en contestant la validité des thèses sionistes, dans l'intérêt même des communautés juives du monde entier, en dénonçant avec la plus grande résolution les dangers de la politique agressive et expansionniste des dirigeants israéliens, surtout quand ceux-ci étaient à l'apogée de leur vanité aux lendemains de la guerre de six jours. Il n'en reste pas moins que ces partis demeuraient des phénomènes marginaux, plus ancrés dans la minorité arabe que dans le cœur de la société israélienne. Leur rayonnement demeurait limité, sans débouché sur la politique officielle.

bes » une fonction qu'on ne peut désormais plus réduire à celle de simple « garniture », mais cet impact n'a pas été suffisant pour ôter toute validité à la logique des « faucons ». La faillite des thèses traditionnelles et de ceux qui les incarnaient, la prolifération d'un mouvement contestataire, l'isolement dans lequel se trouve le pays, les contraintes que lui impose la détente internationale, autant de facteurs qui plaident en faveur des « colombes ». Mais les « faucons » sont en mesure d'affirmer que, précisément parce que certains maillons du système antérieur de sécurité se sont révélés défectueux, il faut le reconstituer pour le rendre plus invulnérable que jamais, même au prix d'un nouveau « round » militaire.

## Le jeu de la diplomatie américaine

DU point de vue de la légalité internationale, la matérialisation du concept de *« commensurabilité »*, c'est la mise en application de la résolution 242 du Conseil de sécurité, dans le cadre de la conférence de Genève.

La détente n'élimine pas les sources de conflit, les contradictions internationales. Elle tend à les « réaménager », dans l'intention d'empêcher l'escalade de celles qui, faute d'une telle intervention délibérée, risquent de nuire à toutes les parties concernées plus qu'elles ne pourraient avantager l'une d'entre elles. Or la guerre d'octobre, en faisant de la coexistence dans une paix mutuellement acceptée *un moindre mal* pour les parties en présence, a introduit pour la première fois la possibilité d'appliquer les règles de la détente à la crise du Proche-Orient.

Dans l'atmosphère de la détente, les « situations de crise », tout en conservant leur contenu essentiel, tendent à ne plus se confiner à un caractère régional ; il n'est plus aussi aisé d'identifier les protagonistes, comme le permettait leur polarisation au moment de la guerre froide, en termes d'appartenances géographiques. Grâce à l'emploi de l'arme du pétrole, la crise du Proche-Orient, typiquement une crise régionale, a été fortement associée à la crise énergétique, aux problèmes de l'inflation, aux problèmes du prix des matières premières par rapport aux prix des produits industrialisés, à la crise monétaire, toutes « crises » de caractère spécifique.

C'est grâce aux répercussions de la crise du Proche-Orient sur ces autres crises que l'administration Nixon-Kissinger a trouvé intérêt à infléchir la politique des Etats-Unis, affichant une attitude moins exclusive en faveur d'Israël dans la mesure où ces autres crises, stimulées ou provoquées par les pays arabes producteurs de pétrole, affectaient les intérêts américains. Les Etats-Unis ont tout intérêt à empêcher qu'au cours de la prochaine décennie ne s'opère une permutation par laquelle, au lieu d'avoir le pétrole comme fonction de la crise israélo-arabe (avec Israël comme épicentre), on aurait la crise israélo-arabe comme fonction de la crise énergétique (avec le Golfe comme épicentre). Une instabilité grandissante dans le Golfe est à juguler, non seulement à cause de l'importance que cette région possède en raison de ses réserves fabuleuses de pétrole, mais aussi à cause du danger d'affrontements entre Etats de la région, amis ou non des Américains, avec leur inégal développement et les ambitions que de tels déséquilibres ne peuvent que susciter. La diplomatie américaine, de surcroît, ne peut non plus négliger les risques que représente une diaspora palestinienne, ossature de la technocratie dans la péninsule Arabique, dont les fils constituent une intelligentsia capable de rallier les organisations extrémistes de fédayin : faute de pouvoir opérer efficacement contre Israël, ils pourraient bien prendre leur revanche en frappant les installations pétrolières américaines, motivés en plus par le contraste choquant que représente l'enrichissement fabuleux de la péninsule, tandis que, dans les camps, les réfugiés végètent dans la misère.

Mais, en activant sa diplomatie, Washington cherchait non seulement à parer des effets négatifs, mais aussi et plutôt à tirer profit d'une conjoncture favorable pour consolider ses positions à l'égard de diverses parties concernées, fussent-elles les pays industrialisés, y compris l'Europe et le Japon qui ont été le plus lésés par la pénurie de pétrole arabe, ou les pays du tiers-monde, profondément affectés par la hausse des prix. A l'égard de l'Europe, en tout cas, ce rôle de la diplomatie américaine peut être à la fois un rappel contre toute velléité d'indépendance, et un instrument de dissuasion dans l'éventualité où la négociation sur la sécurité européenne prendrait un tour qui déplairait outre-Atlantique.

Mais une telle politique, pour être menée à bien, exigeait que les Etats-Unis ne confinent plus leur présence en Proche-Orient à leurs alliés traditionnels mais qu'ils l'étendent, au point d'inclure même les adversaires d'Israël qui ont engagé la guerre d'octobre, tout en promettant d'apporter un concours actif à la solution de la crise. *Il ne faut donc pas en déduire qu'une modification de la politique américaine antérieure d'appui inconditionnel à Israël signifie un revirement au seul profit des exigences arabes.* Car, à supposer que le dénouement de l'affaire du Watergate n'affecte pas — et c'est douteux — cette nouvelle orientation (plus que jamais, en effet, il est devenu aisé aux lobbys juifs de convaincre le Congrès que les ouvertures de M. Nixon à l'égard des pays arabes étaient moins motivées par les intérêts supérieurs de la nation que par l'intérêt personnel du président, soucieux de restaurer sa crédibilité défaillante), les engagements américains n'ont de sens que si l'ensemble des protagonistes du conflit sont absorbés dans l'orbite de Washington, si *tous* deviennent des instruments au service de ses visées globales, chose qui priverait de tout contenu la restauration de la souveraineté *nationale*.

Par ailleurs, s'il est vrai que l'acuité du conflit israélo arabe a, de part et d'autre, contenu le déploiement des conflits sociaux, il est certain qu'à partir du moment où une solution de la crise paraît possible, les conflits *sociaux*, tant en Israël que dans le monde arabe, reviendront au premier plan. On assistera à une prolifération d'acteurs sur la scène, se définissant les uns par rapport aux autres selon un modèle foncièrement différent du modèle antérieur. Aux contradictions « verticales » entre parties belligérantes du conflit viendront se superposer des contradictions « horizontales » opposant une variété de tendances politiques et sociales au sein de chacune des parties.

Une implication à retenir de cette émergence des conflits sociaux, c'est que, sur cet aspect précis, les prises de position soviétiques et américaines sont diamétralement opposées, quel que soit l'intérêt commun aux deux pays de sauvegarder l'atmosphère de la détente. On ne peut s'attendre que l'U.R.S.S. consente à faciliter l'emprise de Washington sur l'ensemble de la région, même si ce dernier la justifie au nom de son concours pour instaurer la paix. Déjà les Etats-Unis s'évertuent à priver l'U.R.S.S. de l'avantage de la réouverture du canal. Les événements récents à Chypre et au Yémen du Nord sont significatifs à cet égard. C'est aussi pourquoi on ne peut qualifier de « service désintéressé » l'attention portée par les Américains au déminage du canal et éventuellement à son élargissement, opération qui exigera plusieurs années. Face au redéploiement de la présence américaine dans la région, il faut prévoir un redéploiement de la stratégie soviétique, s'appuyant sur les forces en mesure de poursuivre l'objectif de libération nationale et sociale.

## "Sécurité" et "souveraineté"

LES entraves au règlement sont des questions litigieuses spécifiques, non tranchées par la résolution 242, qui les a éludées ou les a abordées d'une manière ambiguë. Pour qu'une solution soit trouvée, il faut qu'elle soit compatible avec le jeu actuel des forces dans la région. D'abord, le problème des frontières *sûres* et *reconnues*, qui répondraient aux exigences de la *sécurité* d'Israël, et dont les Arabes admettraient qu'elles n'empiètent pas sur leur *souveraineté*.

Cette présentation, qui tend à opposer les notions de « *sécurité* » et de « *souveraineté* », est totalement injustifiée une fois qu'une parité, qu'une « *commensurabilité* » des parties est admise. Car la souveraineté d'un Etat, c'est la « forme », le « contenant » en vertu duquel le « contenu », sa sécurité, est garanti ; au cours du dernier quart de siècle, c'est la sécurité des Etats arabes, non pas la sécurité d'Israël, qui a été physiquement violée; et Israël ne peut pas avoir les attributs d'un Etat souverain tant qu'il n'a pas de frontières et refuse de les déclarer.

Les deux notions se complètent et ne s'opposent pas. Les opposer, c'est faire de la restauration de la souveraineté des Etats arabes un concept passif, une concession formelle, entachant cette souveraineté de contraintes qui, en droit, peuvent paraître irréprochables mais qui, en fait, la privent de ses attributs réels ; et c'est faire de la sécurité d'Israël un attribut actif, dont les prérogatives ne sont pas limitées à son propre territoire, mais qui en débordent pour restreindre la souveraineté d'autrui (4).

Israël peut soutenir que les positions du 4 juin 1967 étaient des lignes d'armistice, non des « *frontières sûres et reconnues* », vulnérables par le seul fait que la guerre de juin ait éclaté. Les Arabes sont fondés à répondre qu'accepter une modification de ces lignes serait enfreindre le préambule de la résolution 242, qui spécifie qu'il est inadmissible d'acquérir des territoires par la force... A supposer qu'il fût justifié de ne pas identifier les « *frontières sûres et reconnues* » aux lignes d'armistice du 4 juin 1967, l'argument jouerait dans les deux sens : car l'Israël que l'ONU reconnaît, c'est l'Israël *du plan de partage* de 1947, de superficie bien plus réduite que celle qu'il occupait déjà le 4 juin 1967. Ensuite, quelles garanties ont les Arabes que, s'ils acceptaient le principe de « *rectifications* », même « *mineures* » — et c'est là un concept très relatif, — sous la contrainte d'une occupation de fait, cette acceptation ne serait pas utilisée après coup pour rejeter toute objection à des modifications de frontières bien plus substantielles ? Car à supposer que, pour obtenir les « *frontières sûres et reconnues* », une seconde phase de rectification des lignes de démarcation soit nécessaire, après une première phase d'évacuation des territoires occupés, l'obstination d'Israël à refuser de les évacuer tout au long des six dernières années, accompagnée d'une politique systématique d'annexion et d'implantation de colonies juives, n'est pas propre à susciter une confiance apte à faire, de la séquence de ces deux phases, une séquence *logique* plutôt qu'une séquence *chronologique*. En conclusion :

1. Réduire le concept de sécurité à celui de la sécurité d'un seul Etat, au détriment de la sécurité des Etats avoisinants, est contraire non seulement à la charte de l'ONU mais aussi et surtout à la dynamique actuelle vers une détente internationale. La philosophie de Hitler avait été la dernière manifestation, de triste mémoire, du concept d' « espace vital ». Le concept de sécurité se pose aujourd'hui en termes de sécurité collective, régionale, voire globale. L'opposition des systèmes sociaux en U.R.S.S. et aux Etats-Unis n'empêche pas les deux grandes puissances de négocier les conditions garantissant leur sécurité mutuelle.

2. Garantir la sécurité d'un Etat par des territoires-tampons ne se justifie plus, surtout à l'ère des missiles (5). Il suffit d'établir une seule fois que ce système n'est pas invulnérable pour qu'il perde à tout jamais l'apparence et la réalité d'invulnérabilité.

3. La complémentarité entre souveraineté et sécurité pour un seul Etat n'est définitivement consacrée que par l'établissement de « complémentarités » liant la souveraineté et la sécurité de l'ensemble des Etats du conflit. En d'autres termes, il convient non seulement de garantir la sécurité et la souveraineté de chacun des Etats par des *sanctions négatives* (par exemple : zones démilitarisées, présence des « casques bleus »), mais aussi de faire de l'ouverture vers la paix un phénomène irréversible par des *stimulants positifs* (par exemple : ceintures d'industrialisation dans les régions interposées entre belligérants).

## Le problème palestinien

DE tous les aspects de la crise, le problème palestinien est celui qui comporte le plus grand nombre d'impondérables. Bien que loin d'être concrétisé d'une manière appropriée, il est impossible de l'ignorer, non seulement parce qu'il est à l'origine de la crise, mais aussi parce qu'il en est l'aspect le plus explosif.

La résolution 242 n'aborde le problème palestinien que sous l'angle *humain*, comme un problème de *réfugiés*. Elle exige à leur égard l'application des précédentes résolutions de l'ONU, leur retour sur les terres qui leur ont été enlevées ou leur dédommagement. Depuis novembre 1967, le problème palestinien a acquis aux yeux de la communauté internationale d'autres dimensions, justifiant pour le moins une réinterprétation de la résolution sur ce point. Même le parti israélien au pouvoir, le Maarakh, ne peut que concéder dans son dernier programme qu'il s'agit non plus d'un problème d'individus ayant subi un tort, mais bien d'un « *fait national* », même s'il insiste sur le fait que ce « *fait national* » n'implique pas le droit à un Etat indépendant en dehors de la Jordanie.

Si le fait national palestinien ne peut plus être négligé à la conférence de Genève, il reste encore aux parties présentes de s'accorder sur la représentation ès qualités de la Palestine. L'O.L.P. tend à être reconnue par une portion grandissante de l'opinion mondiale et diverses parties et instances internationales comme l'unique représentant légitime du peuple palestinien. Les Etats-Unis insistent toujours sur une formule équivoque, reconnaissant les « *intérêts légitimes* » et non pas les « *droits légitimes* » du peuple palestinien. Le roi Hussein ne reconnaît l'O.L.P. qu'en tant que représentant des Palestiniens établis hors de la Jordanie, et Israël ne manquera pas de lui contester toute validité, ne serait-ce que sous prétexte de réciprocité négative, en refusant de reconnaître une partie qui ne le reconnaît pas. D'un autre côté, l'O.L.P. elle-même, dont l'objectif déclaré est le remplacement de l'Etat d'Israël par un Etat démocratique et séculier en Palestine, se heurte à Genève à une négociation qui n'envisage pas l'élimination de l'Etat d'Israël, mais qui cherche à garantir à toutes les parties présentes les conditions permettant de vivre en paix et en sécurité. S'il s'agissait de prendre l'objectif déclaré de l'O.L.P. dans son sens formel, il y aurait contradiction à ce qu'une délégation la représente à la négociation. Mais le problème se pose en termes plus complexes.

Israël n'a pas cessé d'essayer de monter dans les territoires occupés une administration généralement issue de l'ancienne administration jordanienne, qu'il a voulu consacrer par des élections municipales et qui, au besoin, pourrait lui permettre de miner le fait national palestinien, en octroyant formellement à cette administration la qualité de « représentant » de la Palestine. Bien qu'il ne soit pas aisé pour Israël de mener à bien cette tâche, l'O.L.P., pour déjouer la manœuvre, ne peut pas, néanmoins, ne pas envisager d'assister à la conférence de Genève.

Par ailleurs, à supposer que la négociation restitue aux Arabes une portion quelconque du territoire palestinien occupé, l'O.L.P. peut-elle, sans nier sa raison d'être, ne pas la revendiquer, en dépit du fait que ceci sous-entend la présence en Palestine, pour une période indéterminée, de deux entités distinctes ? Déjà, le Conseil national palestinien a opté pour l'instauration d'un pouvoir national sur tout territoire palestinien récupéré.

En fait, le seul moyen pour l'O.L.P. de concilier son objectif avec la résolution 242, c'est d'accepter dans le présent un Etat national palestinien qui n'implique pas dans l'immédiat la suppression de l'Etat hébreu, quitte à s'efforcer de réaliser ultérieurement son objectif d'Etat séculier judéo-arabe, s'étendant à toute la Palestine, par des moyens et dans des conditions qui seront très différents de ceux qui existent actuellement.

Israël, bien entendu, ne manquera pas de faire objection à toute représentation palestinienne qui n'aurait pas au préalable pris l'engagement de renoncer à la suppression d'Israël, non seulement dans le présent, mais aussi dans le cadre d'accords permanents de paix. Mais si l'O.L.P. ne peut pas ignorer que ce n'est que par sa présence à la conférence qu'elle peut compenser politiquement le désavantage que les modalités d'un règlement pourraient apporter à ses activités de résistance, Israël, de son côté, ne peut pas ignorer non plus que l'absence de l'O.L.P. risque de compromettre tout espoir d'un règlement.

Cette opposition fondamentale de vues n'exclut pas la possibilité de parvenir à un accord *pratique*, stipulant, par exemple, qu'Israël renonce à s'opposer à ce que l'O.L.P. représente le peuple palestinien et participe à ce titre aux négociations de Genève, sans faire cas de son objectif ultime ; et, en contrepartie, que l'O.L.P. renonce à toute action suggérant qu'il est question d'atteindre cet objectif ultime dans l'état actuel des réalités dans la région. Il est d'ailleurs puéril de soutenir que les activités des fedayin, qu'Israël qualifie de « *terroristes* », sont aptes à exterminer l'Etat hébreu, et de ne pas voir qu'elles sont d'abord motivées par le refus de tout droit aux Palestiniens.

Déjà un Front national palestinien en terres occupées a demandé à l'O.L.P. d'assister à Genève et d'exiger l'application de *toutes* les résolutions de l'ONU sur la Palestine. Ceci inclut aussi l'application du plan de partage de 1947, donc déjà une base « *commensurable* », quitte à négocier à Genève les confins mutuellement acceptables des deux Etats en présence. En tout état de cause, il est injustifié de rejeter des accords possibles pour une paix crédible dans un avenir prévisible, sous prétexte qu'on craint que cette paix ne soit un jour ébranlée dans des conditions foncièrement différentes de celles qui ont prévalu jusqu'à présent : le fait que l'objectif déclaré du communisme mondial est de supprimer le système capitaliste mondial, et que l'ambition des Etats capitalistes est de « *libéraliser* » ou d' « *occidentaliser* » les pays socialistes, n'a pas empêché l'avènement de la détente internationale, de la coexistence pacifique.

Un dernier mot sur Jérusalem, qui ne se présente pas seulement comme un problème d'acquisition territoriale et de refonte de ses sites, en raison du caractère saint de la ville pour les trois grandes religions. Une chose est certaine : s'il est vrai que plus vite le problème palestinien recevra l'attention qu'il mérite, mieux cela vaudra pour la percée vers la paix, par contre le problème de Jérusalem trouvera difficilement une solution acceptable pour toutes les parties avant l'établissement des grandes lignes d'un règlement concernant les autres aspects du conflit.

MOHAMED SID-AHMED.

---

(4) Ce concept qui consiste à opposer « *sécurité* » à « *souveraineté* » conduit, s'il faut poursuivre sa logique jusqu'au bout, à des aberrations du genre : les Etats arabes pourraient recouvrer immédiatement leur souveraineté sur l'ensemble de leurs territoires occupés, à condition de céder à Israël dans ces territoires des bases militaires qu'il maintiendra aussi longtemps qu'une paix définitive n'aura pas été réalisée. Une telle logique peut avoir été imposée à l'Allemagne et au Japon après leur capitulation inconditionnelle en 1945, et avant la mise en vigueur de la charte de l'ONU, mais elle est totalement impropre à résoudre la crise du Proche-Orient, non seulement en vertu des principes du droit international, mais aussi en vertu de l'équilibre des forces en présence, surtout depuis la guerre d'octobre.

(5) Israël pouvait avant la guerre d'octobre courir le risque de maintenir une garnison relativement faible sur la ligne Bar-Lev, protégée par sa supériorité aérienne et sa réputation d'invincibilité. Or la guerre, en détruisant le mythe d'invincibilité après que le système des missiles SAM eut neutralisé la supériorité aérienne israélienne, a placé Israël devant un choix : soit maintenir, face à la concentration des défenses égyptiennes sur la rive africaine du canal, avantagées par des lignes de communication courtes, une concentration permanente analogue sur la rive asiatique, désavantagée par de longues lignes de communication à travers le Sinaï, fardeau insupportable pour l'économie israélienne ; soit se replier.

## Le carnet des ambassades

● A l'occasion du trentième anniversaire de la République populaire de Bulgarie, l'ambassadeur de Bulgarie et Mme **Ivan Boudinov** ont donné une réception le 9 septembre dans les salons de l'ambassade.

● A l'occasion du vingt-sixième anniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée, **M. Ri Mong Ho**, représentant commercial, a offert une réception le 10 septembre.

● L'ambassadeur du Mexique et **Mme Silvio Zavala** ont donné une réception, le 16 septembre, à l'occasion de la fête nationale.

● A l'occasion du départ de **M. Guy C. Buysse**, conseiller culturel, l'ambassadeur de Belgique et la **comtesse de Kerchove de Denterghem** ont offert une réception le 17 septembre.

● L'ambassadeur de Nouvelle-Zélande et **Mme Paul Gabites** ont donné une réception, le 19 septembre, à l'occasion de la visite à Paris d'un groupe d'anciens combattants néo-zélandais.

● A l'occasion du départ de **M. Harry Blutnick**, premier secrétaire, attaché de presse près l'ambassade de la République démocratique allemande, et pour présenter **M. Alexander Halboth**, deuxième secrétaire, l'ambassadeur de la R.D.A. et **Mme Ernst Scholz** ont offert un cocktail le 24 septembre dans les salons de l'ambassade.

● L'ambassadeur de l'Inde et **Mme Dwarka Nath Chatterjee** ont donné une réception le 25 septembre.

### Nécrologie

● **M. Yujiro Ohno**, sous-secrétaire général du Bureau international du travail, est décédé le 7 septembre 1974. M. Ohno occupait son poste depuis quatre ans.

### Calendrier des fêtes nationales

| | | |
|---|---|---|
| **16-31 OCTOBRE** | | |
| 21 | SOMALIE | Fête nationale |
| 24 | ZAMBIE | Fête de l'indépendance |
| 26 | AUTRICHE | Fête nationale |
| 26 | IRAN | Fête nationale |
| 29 | TURQUIE | Proclamation de la République |
| **1er-15 NOVEMBRE** | | |
| 1 | ALGERIE | Fête nationale |
| 1 | VIETNAM (Répub. du) | Fête nationale (anniversaire de la révolution de novembre 1963) |
| 3 | PANAMA | Fête de l'indépendance |
| 7 | U.R.S.S. | Anniversaire de la révolution d'Octobre |

# les livres du mois

## Un ethnocide feutré : les Esquimaux

Par YVES FLORENNE

ETRANGE destin que celui de ce petit peuple formant comme la longue, l'extrême frange nordique de l'humanité, dispersé, étiré presque tout entier à l'intérieur du cercle polaire, attaché à des terres glacées au sein des jours obscurs et des nuits blanches, qui a traversé le temps pour aborder jusqu'à nous avec ses quatre-vingt mille âmes, partagé entre quatre nations, et résistant désespérément — non contre ses conditions de vie millénaires, mais contre l'assaut que lui livre la « civilisation ». Que savons-nous de lui, hors un folklore plus ou moins frelaté où se mêlent la chasse au phoque, la pêche dans les trous de glace, les vêtements brodés, le lait de renne et des traditions, d'ailleurs fausses, d'hospitalité sexuelle ?

Voici justement de quoi nous instruire, avec beaucoup de sérieux, par la minutieuse révélation d'une réalité plutôt sombre, approfondie dans tous ses aspects. Le Peuple esquimau aujourd'hui et demain (1) réunit en un gros volume les rapports scientifiques présentés au quatrième congrès international de la Fondation française d'études nordiques. On sera sans doute agréablement surpris que cette initiative revienne à la France, qui n'est pas directement — et politiquement — intéressée à un problème auquel, par l'intermédiaire de la fondation, elle peut se vouer, justement, avec désintéressement. Les quatre pays concernés — Etats-Unis, Canada, Danemark, Union soviétique — participaient en force à cette confrontation dont les actes, réunis ici, sont en deux langues : le français, « langue invitante » (dans laquelle s'expriment les Russes, les deux Québécois, et deux des Danois, dont un Groenlandais avec une très intéressante étude sur la politique syndicale) et naturellement l'anglais. Cet ensemble, extrêmement divers par les points de vue et surtout par les spécialités — ethnographie, technographie, sciences économiques, politiques, juridiques, médecine, etc., — a été réuni avec sagacité et remarquablement présenté par M. Jean Malaurie.

Il ne craint pas de se faire accusateur public, encore qu'il se compte au nombre de ces « quarante accusés » qui se sentent — plus ou moins — les quarante experts rassemblés. D'abord, pour aider le peuple esquimau à prendre conscience de lui-même, ensuite pour analyser un processus « ethnocidaire », fort avancé en Amérique du Nord. Le chef d'accusation, c'est en quelque sorte la non-dénonciation de l'attentat sur un peuple en danger de mort : « le viol inacceptable de ces vieilles civilisations par un Occident dominateur et sûr de lui ». Ce viol « linguistique, culturel et économique » est mis cruellement en évidence par ces débats, par ce livre, en même temps que le « constat de faillite des administrations responsables ». Mise en cause, en termes diplomatiques, de la responsabilité des Etats.

HORS de toute abstraction, une démonstration est fournie par Raoul Hartwegg avec la production et l'analyse de ce seul fait : les « bienfaits de la civilisation » ont réussi ce prodige, en quelques décennies, de ruiner totalement la denture, particulièrement robuste et saine, des Esquimaux et de faire d'eux tous, à quinze ans, des édentés complets. Non moins nets les effets sur les yeux et la vue, décrits dans les exposés en anglais d'Elizabeth Cass et de Henrik Forsius. Ces faits, d'autant plus saisissants et propres à indigner qu'ils sont des atteintes d'ordre physiologique, apparaissent comme les symboles des conséquences d'une acculturation aussi nocive dans tous les autres domaines, et qui s'est imposée par la substitution brutale de modes « blancs », donc précellents, d'alimentation, de vie, de pensée, à des modes millénaires où tiennent précisément l'existence et l' « âme » d'un peuple ; d'autant plus vulnérable aux agressions extérieures qu'il a été mis en état — cette fois par les conditions naturelles — d'étonnante diaspora. Une étude comme celle, toujours en anglais, d'A.-E. Hippler sur l'urbanisation et l'acculturation en Alaska, nous frappe d'autant plus que les faits et le processus qu'elle décrit sont exactement similaires à ceux qu'on a pu constater en Haute-Provence ou dans nos causses ; bref, chez des populations également rétrogrades et « condamnées » aux yeux d'Américains du Nord.

Si, en raison de ce désintéressement même que nous notions, la critique est plus radicale chez les Français, ce sont les rapports des Américains et des Scandinaves qui apportent le plus d'éléments de connaissance, d'expérience, d'explication, et parfois de justification. Un exposé, celui du Pr. Boserup de Copenhague, est un acte de foi dans l'avenir du peuple esquimau, tel qu'on ose rarement le prononcer avec cette netteté et cette franchise : il n'y a pour ce peuple, si sympathique d'ailleurs, d'heureuse issue que dans la conversion radicale à la civilisation industrielle et dans l'assimilation ; et s'il faut les payer de la langue et de l'identité, ce ne sera que le juste prix.

IL est du reste remarquable que le mot avenir — « future » — revienne si souvent dans les études en anglais. Mais cet avenir est envisagé, avec des nuances, sous d'autres formes ; les mêmes que proposent fermement les spécialistes français : une autonomie qui permette à la fois, non seulement la conscience mais l'exercice d'une unité humaine, culturelle, sociale, à travers les frontières ; et le bénéfice des apports « blancs », mais choisis, triés, intégrés — ou rejetés — librement.

Cette autonomie ou, du moins, une certaine « régionalisation » ethnique, fait l'objet d'une partie de la contribution russe, qui n'est pas sans rappeler « l'égalité et la souveraineté des peuples de Russie ». Au moins dans la théorie et dans la loi, ce qui serait déjà mieux que rien. En fait, il semble que ce soit dans l'espace national soviétique, comme au Groenland, qu'une certaine autonomie limitée ouvre la voie à l'émancipation. Il est significatif aussi que les délégués russes — qui exposent, comme cela n'avait jamais été fait en Occident, la politique de leur pays dans ce domaine — aient réclamé une consultation suivie entre les Etats intéressés. Concertation d'autant plus nécessaire que, M. Malaurie le souligne d'entrée de jeu, nous éprouvons tous une grande difficulté à « participer réellement à un dialogue avec autrui, notamment lorsqu'(il) est représenté par cet Autre absolu qu'est l'hyperboréen ».

En conclusion, ou en prélude, comme on voudra, à cet ensemble scientifique, on lira un petit livre naïf, candide, neigeux : celui de Johan Türi, ce Suédois qui s'était fait Lapon (2). Sans perdre de vue que les Lapons n'appartiennent pas à la race esquimaude, mais ont des modes de vie identiques. Un livre très éclairant à sa manière : « Quand un Lapon pénètre dans une pièce close, quand le vent ne lui souffle plus au nez, il ne comprend plus très bien. Ses pensées ne peuvent plus couler quand il y a des murs et que c'est fermé au-dessus de sa tête. » Des murs et un couvercle — au propre, mais plus malheureusement encore au figuré — c'est bien ce qu'on lui a imposé. C'est-à-dire, en fait, le mode de vie de l'Amérique du Nord qui, en dépit de sa supériorité si évidemment et proprement écrasante, a déjà causé beaucoup de dégâts et de malheur, même chez des peuples en bonne « voie de développement » comme ceux de l'Europe.

(1) *Le Peuple esquimau aujourd'hui et demain*, Mouton, Paris, 1974, 896 pages, 96 F.
(2) *Récit de la vie des Lapons*, Maspero, Paris, 1974, 304 pages, 45 F.

## POLITIQUE ET CINÉMA

### Recherches sur la signification du message filmé

*LONGTEMPS considérés comme termes qui s'excluaient réciproquement, « cinéma » et « politique » ont tendance aujourd'hui, surtout depuis l'ébranlement de mai 1968, à se souder en syntagme. Il semble que la réflexion pessimiste de Louis Delluc : « Le cinéma n'est pas pris au sérieux par les gens sérieux » ait perdu son sens, et qu'une transformation indéniable se soit produite dans le jugement que le grand public porte sur des films qui abordent frontalement un point d'histoire controversé, un problème social, un conflit ouvrier, une lutte de classe. Le succès morbide de certains films rétros* (Lacombe Lucien, Portier de nuit) *confirme que le politique, même détourné, constitue une dimension admise du discours fictionnel.*

*Joseph Daniel, dans son livre* Guerre et Cinéma *(1), mène de front une réflexion sur l'histoire telle que le cinéma la fige, d'une part, et, d'autre part, sur le problème du fonctionnement rhétorique d'un cinéma politique ; il analyse dans ce sens, de manière exhaustive, tous les films de guerre français depuis les origines du cinéma jusqu'à* le Chagrin et la Pitié *(1971). Par la confrontation systématique du contenu d'un film de guerre avec les impressions de la critique et l'accueil du public, Joseph Daniel mesure le décalage entre le message du film, son idéologie, et l'état des mentalités. Sa conclusion surprend à peine :* « Le cinéma demeure en retrait sur une opinion publique moins lente à évoluer que lui. » *Par ailleurs, à travers la représentation de la guerre dans le récit filmé, Daniel tente d'élucider le rapport des forces en présence sur la scène politique française et parvient à mesurer la vitalité comparée des valeurs patriotiques et des résistances pacifistes. En somme, l'interrogation fondatrice du texte de Daniel se formulerait ainsi : comment un véritable cinéma politique peut-il échapper aux stéréotypes et à la psychologie des peuples, pièges sémantiques de tout discours de propagande ?*

*Ouvrage d'une rare qualité par la rigueur de la démarche et l'importance des conclusions,* Guerre et Cinéma *constitue, d'autre part, un livre de référence par le sérieux de son index filmique et la minutie de sa bibliographie.*

*PROLONGEANT la réflexion sur la spécificité du cinéma politique, Christian Zimmer, auteur de* Cinéma et Politique *(2), considère que le rapport au réel d'un nombre important de réalisateurs a été bouleversé par de récents événements historiques (guérilla latino-américaine, grèves de 68, guerre du Vietnam...) qui ont fait éclater le mythe de l'innocence politique du discours cinématographique. L'auteur estime qu'il ne peut y avoir de film en dehors de l'histoire et en conséquence il refuse de donner une définition de ce que serait un « film politique » :* « Tous les films sont politiques — *affirme Christian Zimmer* — Ou aucun. Ou plus exactement c'est le cinéma, en tant que phénomène global, qui l'est. » *L'auteur, en effet, ne voit aucune délimitation possible entre ce qui relèverait du cinématographique et ce qui relèverait du politique et de l'économique.*

*Toutefois Christian Zimmer ne se borne pas à réfléchir sur le cinéma comme pratique signifiante spécifique, son livre déborde largement ce cadre et l'interrogation sur le problème de la représentation en général le conduit à solliciter le concours de la sémiologie, de la sociologie, de la linguistique... Ces différents apports confèrent à l'ouvrage, qui s'inscrit dans le courant structuraliste, une dimension scientifique certaine et nous permettent de le considérer également comme une réflexion vivifiante sur l'état actuel des sciences humaines.*

L. R.

(1) Joseph Daniel, *Guerre et Cinéma*, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, Armand Colin, Paris, 1972, 457 pages, 63 francs.
(2) Christian Zimmer, *Cinéma et Politique*, Cinéma 2000, Seghers, Paris, 1974, 372 pages, 34 francs.

## FRANCE

**LE GAUCHISME. — Henri Arvon**

★ P.U.F. « Que sais-je ? », Paris, 1974, 128 pages, 5 F.

« *Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme* » : le mot de D. Cohn-Bendit en mai 68 répond au « *gauchisme, maladie infantile du communisme* » de Lénine, — qui baptise du même coup ce qui sera maladie pour les uns, remède pour les autres. Du point de vue de ceux-ci, la sénilité avait commencé tôt. En tout cas, le baptême était et reste imprudent, il faut se défier des mots : la gauche n'a de chance de se compromettre qu'avec le mot « droite ». Sur la nature même du gauchisme, M. Arvon pose et se pose beaucoup de questions et cherche à tracer la ligne entre la « pureté » révolutionnaire économico-politique et le non moins pur — et simple — psychologisme.

Fondements historiques et politiques (variétés et variations du marxisme), fondements psychanalytiques (freudo-marxisme, Eros et socialisme, Reich et Marcuse). Refus radical et global : contre-culture, contre-éducation. Exaltation de la fête permanente. L'analyse est complète, objective, critique. On pourrait lui donner cette conclusion : le gauchisme « *ressemble au sel de la mer, il n'est invisible que parce qu'il est présent partout* ».

Y. F.

● POUR UNE SOCIOLOGIE DE LA CONNAISSANCE ECONOMIQUE, par *Jean Lhomme* (Flammarion, Paris, 1974, 279 pages, 50 F) : La société française face aux problèmes économiques du temps présent.

● LA FRANCE ECONOMIQUE en 1972-1973 (Editions Sirey, Paris, 1973, 246 pages, 20 F).

## CANADA

**RENCONTRE AVEC LE QUEBEC. — Jacques Gohier**

★ « Le Cercle d'or », 72, rue Napoléon, La Roche-sur-Yon.

Un groupe de jeunes découvre le Québec. Non sans une bonne préparation, mais aussi avec toute la spontanéité, la fraîcheur requises pour « recevoir » l'inconnu. Car : « *Nous avons rencontré un peuple parfois radicalement différent du nôtre.* » Sur ce point, il faut se garder des illusions et des *préjugés*.

A défaut, ou avant, de la faire soi-même, il sera utile de prendre connaissance de cette « rencontre ». Choses vues, senties, comprises, avec lucidité, vivacité et sympathie, et qui en disent plus que bien des guides et des traités.

Y. F.

## U.R.S.S.

**SAKHAROV. — André Martin**

★ Editions Albatros, Paris, 1974, 250 pages, 26 F.

D'autres, peut-être, montrent plus de courage encore dans la mesure où ils sont inconnus, solitaires et *sans protection extérieure*. Reste qu'Andrei Sakharov est, avec Soljenitsyne, l'un des deux opposants les plus célèbres à l'étranger, et sans doute en Union soviétique même. Ce livre, en même temps qu'une biographie, est l'histoire d'un combat et d'une pensée libre, qu'on ne peut qu'estimer en tant que telle, la jugeât-on réactionnaire. Entre autres épigraphes à son livre, André Martin, spécialiste de la contestation en U.R.S.S., a choisi *celles-ci*. De Sakharov : « *Apprenons à dire notre opinion sans guetter la réaction des maîtres et sans craindre pour notre vie.* » Et de Lénine : « *Pauvre nation, nation d'esclaves...* »

Y. F.

## ÉCONOMIE

**LE CONTRE-POUVOIR MULTINATIONAL. La riposte syndicale. — Charles Levinson**

★ Seuil, Paris, 1974, 235 pages, 27 F (*Edition anglaise chez* Allen and Unwin, *Londres, 1972*).

L'essor *rapide des sociétés* multinationales depuis la seconde guerre mondiale révèle-t-il une transformation de la nature du capitalisme mondial ? Prélude-t-il à un effacement des contradictions inter-impérialistes ? Ce débat divise aujourd'hui les économistes. Charles Levinson note pour sa part que « *les Etats n'ont plus l'autorité nécessaire pour exercer des pouvoirs réglementaires réels et en sont réduits à servir d'avocats aux multinationales* ». Constatation pragmatique qui, chez le secrétaire général de la Fédération internationale des syndicats de travailleurs de *la chimie* et des *industries (I.C.F.)*, répond surtout à un souci de définition d'une stratégie syndicale concrète. Avec un inévitable temps de retard, la riposte syndicale se met en place. Les firmes multinationales vont se *heurter* — se heurtent déjà — à des conseils mondiaux permanents qui, au nom de la défense des intérêts des travailleurs (et au-delà des cadres nationaux et étatiques), mettent en avant de nouvelles revendications. Celles-ci passent essentiellement, selon Levinson, par une redistribution des pouvoirs au sein des entreprises. « *A un âge où la puissance d'innovation des multinationales (et leur mobilité) les met d'office à l'abri de toute action ou restriction au niveau national ou régional, la force qui s'y opposera ne pourra être qu'interne et organique, inscrite dans la structure même de chaque firme.* » D'où la nécessité, affirme l'auteur, de la socialisation de l'entreprise — qui, prend-il le *soin de préciser, n'a rien à voir avec* la participation aux bénéfices ou tout autre « gadget » du capitalisme conquérant. Son dossier, qui dénonce au passage quelques mythes de l'économie de libre entreprise et les sophismes du commerce international, est fortement argumenté et persuasif.

M. Bg.

**TRANSATLANTIC TRADE, U.S.A./E.E.C. CONFRONTATION IN THE G.A.T.T. NEGOCIATION. — Gian Paolo Casadio.**

★ Saxon House - Lexington Books, 260 pages, £ 4,50.

*Cet ouvrage est la traduction en langue* anglaise d'un livre *publié* pour la première fois à Rome en 1971 sous le titre « *Commerce à travers l'Atlantique : du « Kennedy round » au néoprotectionnisme* », et mis à jour en 1973 pour *tenir compte* de la préparation du « Nixon round ». Le titre initial correspondait mieux au contenu de l'ouvrage que celui de l'édition anglaise. Car il ne s'agit pas pour l'auteur de décrire l'évolution des relations économiques entre les Etats-Unis et leurs partenaires, mais de faire l'historique des négociations commerciales. Chacun sait que les négociateurs cherchent précisément à éviter une certaine *réalité économique* (par exemple, la dégradation de la balance des paiements américaine) pour en construire une autre. Des péripéties de la préparation du « Kennedy round », depuis 1962, puis des négociations elles-mêmes, qui sont retracées avec clarté, on retiendra que les problèmes commerciaux à l'échelle mondiale sont singulièrement difficiles à résoudre quand la production *elle-même* ne fait l'objet d'aucune coordination, et que les arguments politiques peuvent se monnayer en concessions commerciales (cession par les Etats-Unis au Japon de la base d'Okinawa en échange d'une limitation volontaire des exportations japonaises aux Etats-Unis, chantage au retrait des forces américaines en Europe), et réciproquement. *On regrettera que l'auteur se soit* contenté, comme fil conducteur de son exposé, de l'idée selon laquelle « *un ordre commercial international, équitable et constructif, est essentiel à la survie des démocraties occidentales* », qui aboutit à présenter la traditionnelle opposition des bons libéraux aux méchants protectionnistes et qui élude trop commodément la *question de savoir pourquoi* un tel ordre n'a jamais été atteint. Mais il faudrait sans doute, pour aborder ces problèmes, dépasser le stade de la compilation intelligente.

F. L.

**INFLATION ET CROISSANCE EN FRANCE DEPUIS 1962. — Alain Cotta**

★ Presses Universitaires de France, Paris, 1974, 166 pages, 29 F.

*La hausse* du taux de l'inflation française était déjà réelle avant la crise du pétrole. Celle-ci n'en est donc pas la cause, même si elle y a ajouté. La thèse de l'auteur, qui s'appuie sur une comparaison *approfondie* de l'inflation aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France, est que l'accélération de l'inflation française depuis près de six ans exprime l'existence d'un ensemble de comportements économiques et sociaux provoqués par l'importance actuelle du taux de formation brute de capital fixe, qui atteint en valeur réelle près de 28 % depuis 1968. Un tel taux, de quatre points supérieur à celui *qui* était le nôtre en 1962, maintient dans notre société un ensemble de tensions permanentes. En bref, la part du revenu national affectée à la consommation a baissé, au profit de l'investissement *immobilier ou* industriel. Les catégories sociales qui ne tirent pas un profit direct de ces investissements se sont opposées et s'opposent encore à la baisse relative de leur *consommation*, par des *pressions locales* ou générales (comme en 1968), qui connaissent un certain succès. Mais un pays ne peut pas à la fois investir plus et consommer autant sans une inflation qui *traduit la non-compatibilité* de ces objectifs. Chacun s'efforce d'éviter d'être parmi les sacrifiés de la croissance, mais « grâce » à l'inflation, le résultat de cette *lutte est brouillé. En effet*, l'inflation n'affecte pas de manière uniforme tous les prix, loin de là. Il y a donc bien des gagnants et des perdants, mais la plupart des agents économiques ne savent pas *où se ranger*, si bien que les conséquences politiques et sociales des disparités de revenus peuvent être évitées, ou retardées.

Au fond on en revient toujours à une problématique bien connue des historiens du siècle dernier : fallait-il sacrifier une ou plusieurs générations d'ouvriers pour assurer l'accumulation du capital dans *l'industrie ? Alain* Cotta nous dit que la croissance accélérée de la France depuis 1962 a permis un développement privilégié du secteur secondaire, au détriment du secteur primaire, une forte intégration de la *France* aux *échanges* internationaux, enfin, l'éveil de notre secteur financier, « *dont on ne sait plus très bien s'il est public ou privé* ». Mais ce modèle *de développement économique a été* imposé par l'instance qui a désormais pris les commandes du pays, le secteur privé, et qui gouverne par l'inflation, c'est-à-dire dans *le brouillard*.

L'auteur conclut cette intéressante analyse en appelant les « *hommes qui ont fait la croissance rapide de ces dernières années* » à une plus grande conscience des « *efforts très inégalement répartis que celle-ci implique* » et rappelle que « *les individus, même lorsqu'ils se projettent dans la durée et vivent du futur qu'on leur annonce ou qu'on leur assure, continuent à vivre dans le présent* ». Car les choix économiques fondamentaux ne pourront plus être éludés, une fois un certain seuil d'inflation dépassé.

F. L.

## OCÉANIE

**LES JARDINS DE CORAIL. — Bronislaw Malinowski**

★ F. Maspero, Paris, 1974, 356 pages, 75 F.

Ces jardins sont ceux que cultivent les habitants de l'archipel corallien des îles Trobriand, au large des côtes orientales de la Nouvelle-Guinée, où Malinowski a passé *plusieurs* années *d'enquête* à l'époque de la première guerre mondiale. Peuple d'artisans et d'agriculteurs, les Trobriandais ont depuis accédé aux délices et aux supplices de la civilisation occidentale et comptent d'éminents représentants parmi l'élite de la jeune Papouasie-Nouvelle-Guinée. Mais ce n'est pas là — et pour cause ! — le motif du livre, qui restitue par le menu l'économie tribale, le régime foncier et l'organisation sociale qui *prévalaient* voici un demi-siècle.

La *vie économique* de l'archipel est alors tournée vers la culture de jardins dont la merveilleuse richesse réjouit... l'estomac (« *siège*, comme dirait le Trobriandais, *des émotions et de l'entendement* »), promesse *d'abondance* et de sécurité. Cette philosophie du jardinage (ni Rousseau ni Voltaire !) s'exprime par des pratiques magiques, des rites, une mythologie que met en relief Malinowski — *dont on sait l'influence* qu'il eut notamment sur l'œuvre de Wilhelm Reich. L'ouvrage, complété par la présentation d'une théorie ethnographique du langage et du mot magique tout à fait actuelle, est *remarquablement traduit par* Pierre Clinquart, auteur d'une préface malheureusement trop technique pour être aisément accessible.

M. Bg.

## ÉTATS-UNIS

**NO FOREIGN LAND. — Wilfred Pelletier, Ted Poole**

★ Pantheon Books, New-York, 1974, 212 pages, 6,95 dollars.

Ted Poole, un Indien nord-américain de 45 ans, raconte à son ami blanc ce qu'a été sa vie, depuis la réserve près du lac Huron jusqu'à l'enfer urbain et blanc de Toronto. Qu'est-ce qu'être Indien en ce vingtième siècle ? Oublié dans la fuite, le sentiment d'aliénation du jeune dans la réserve, passé le choc des premières confrontations avec le racisme, c'est finalement l'affirmation de la fraternité, la paix intérieure retrouvée. Poole croit en son peuple, en ses traditions proches de la terre, en un mode de vie, de pensée, qui finira par avoir valeur universelle. Truculent, anecdotique et serein. Mais surtout frais, de la fraîcheur du rêve. Alors, rêvons avec lui : « *Ceux qui honorent la vie vivront. Dans le pays, les barrières pourriront et s'écrouleront de proche en proche, et nul ne les redressera. Les gens se tiendront à l'écart, comme les arbres se dressent libres, pour mieux être ensemble.* » Alors, il ne sera plus de terre étrangère ni d'étranger sur la terre.

M. Bg.

## ÉDITIONS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES

**DROIT**

A la *Librairie générale de droit et de jurisprudence* :

● *LES REVOLUTIONS ET LE DROIT*, par *Ph.-I. André-Vincent* (Paris, 1974, 140 pages, 35 F) : L'INTERPRETATION EN DROIT INTERNATIONAL PUBLIC, par *Serge Sur* (Paris, 1974, 449 pages, 98 F) : *Analyse des problèmes relatifs à* l'interprétation des traités ; COMPETENCES ET POUVOIRS DANS LES COMMUNAUTES EUROPEENNES, par *Vlad Constantinesco* (Paris, 1974, 492 pages, 115 F) : L'INSTITUTION CONSULAIRE ET LE DROIT INTERNATIONAL, par *Mohammed Ali Ahmad* (Paris, 1973, 311 pages, 65 F) : Etude de la convention de Vienne du 24 avril 1963 sur les *relations consulaires* et la *pratique* des Etats dans ce domaine.

**SOCIOLOGIE**

● LA PARTICIPATION DANS LES ASSOCIATIONS, par *Albert Meister* (Editions ouvrières, Paris, 1974, 276 pages, 30 F) : Sur les divers aspects de la participation *et ses nouvelles orientations*.

● *SOCIOLOGIE DE L'ITALIE*, par *Dominique Schnaper* (Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1974, 124 pages, 5 F.

**HISTOIRE**

● LE TROISIEME REICH ET LA SUISSE 1933-1941, par *Daniel Bourgeois* (Editions de la Baconnière, Neuchâtel, 1974, 459 pages).

● *HISTOIRE DE LA SUISSE*, par *Charles Gilliard* (Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1974, 126 pages, 5 F).

**AFRIQUE**

● LES PEUPLES DE L'AFRIQUE, par *Viviana Pâques* (Bordas, Paris, 1974, 128 pages, 24 F).

Aux Editions Berger-Levrault :

● L'ADMINISTRATION ALGERIENNE, par *Abderrhamane Remili* (Paris, 1973, 55 pages, 6 F) : L'ADMINISTRATION IVOIRIENNE, par *Hugues Tay* (Paris, 1974, 139 pages, 16 F, et L'ADMINISTRATION ZAIROISE, par *Serge-A. Vieux* (Paris, 1974, 96 pages, 10 F).

**ENVIRONNEMENT**

● LA POLLUTION DES MERS, par *Gérard Bellan* et *Jean-Marie Pérès* (Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1974, 124 pages, 5 F).

# L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

## ONU

### *Au Conseil de sécurité : le sort des réfugiés à Chypre*

DANS une résolution votée le 30 août à l'unanimité, le Conseil de sécurité a exprimé *« sa profonde préoccupation devant la détresse des réfugiés et autres personnes déplacées à Chypre »*. Se prononçant sur un texte présenté par l'Autriche, la France et le Royaume-Uni, le Conseil s'est d'autre part félicité que des entretiens aient été amorcés entre les dirigeants des deux communautés chypriotes lors de la récente visite du secrétaire général à Nicosie et les a invités à poursuivre *« activement »* ces entretiens, avec l'aide de M. Waldheim.

A son retour d'un rapide voyage en Méditerranée orientale, M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, avait publié à l'intention du Conseil de sécurité, le 29 août, un rapport dans lequel il estime que le rôle de la Force des Nations unies à Chypre devra être repensé. Le 6 septembre, il a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle fournisse une aide humanitaire à Chypre.

### *Ouverture de la vingt-neuvième Assemblée générale*

L'Assemblée générale des Nations unies s'est ouverte à New-York le 17 septembre pour les travaux de sa vingt-neuvième session, dont M. Abdelaziz Bouteflika (Algérie) a été élu président. Trois nouveaux États ont aussitôt été admis à l'ONU : Bangladesh, Grenade et Guinée-Bissau, ce qui porte à cent trente-huit le nombre des pays membres. L'ordre du jour adopté comprend cent dix questions, dont la question palestinienne.

Les pouvoirs de la délégation sud-africaine ont été rejetés le 30 septembre, à l'issue d'un vote à l'Assemblée générale qui a donné 98 voix en faveur du projet de résolution contre 23 et avec 17 abstentions. Le Conseil de sécurité est invité à examiner les relations entre l'ONU et l'Afrique du Sud en tenant compte de la persistance de la politique d'apartheid.

CONFERENCE MONDIALE DE LA POPULATION. — *Réunie à Bucarest du 19 au 30 août, la conférence mondiale de la population a terminé ses travaux en adoptant un « plan d'action » dont l'orientation est quelque peu différente du projet initial. En effet de nombreux pays — ceux du tiers-monde en particulier — se sont élevés contre le principe d'une restriction des naissances et ont souligné que la solution véritable aux problèmes démographiques résidait plutôt dans une transformation économique et sociale. Un amendement a donc été adopté en ce sens.*

CONFERENCE SUR LE DROIT DE LA MER. — *La seconde session de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer, qui s'était ouverte à Caracas le 20 juin, s'est achevée le 29 août sans se prononcer sur le fond des problèmes qui lui était soumis. Elle a fixé au mois de mai prochain, à Genève, la date de sa prochaine session, tout en recommandant que la signature de son acte final et des autres documents qui seront élaborés soient signés dans la capitale vénézuélienne.*

PROGRAMME SPECIAL D'AIDE AUX PAYS LES PLUS TOUCHES PAR LA CRISE ECONOMIQUE. — *Le comité ad hoc du Programme spécial d'aide aux pays les plus touchés par la crise économique a entrepris une nouvelle série de réunions le mois dernier. Selon un rapport des Nations unies publié fin septembre, sur les 8 milliards de dollars promis, 30 millions de dollars avaient seulement été reçus.*

DECOLONISATION. — *Le comité de la décolonisation s'est prononcé le 28 août sur la situation aux Seychelles et à Sainte-Hélène. Pour cette dernière, il a demandé à la puissance administrante (Grande-Bretagne) de prendre des mesures pour empêcher l'intervention économique de l'Afrique du Sud dans le territoire. Le comité a aussi adopté un rapport sur les activités militaires des puissances coloniales dans les territoires non encore indépendants, des textes concernant les Comores et la participation des mouvements de libération africains à l'Assemblée générale des Nations unies.*

DISCRIMINATION RACIALE. — *Le comité pour l'élimination de la discrimination raciale a siégé à Genève du 12 au 30 août. Parmi les textes adoptés, l'un se présente sous la forme d'une déclaration sur les conditions dans les régions sous occupation israélienne des hauteurs du Golan, telles qu'elles sont révélées dans le troisième rapport périodique de la République syrienne. Il a aussi voté une résolution sur la Décennie de l'action pour combattre le racisme et la discrimination raciale.*

PRATIQUES ISRAELIENNES DANS LES TERRITOIRES OCCUPES. — *Le comité chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes dans les territoires occupés s'est rendu en Syrie les 8, 9 et 10 septembre pour enquêter sur les destructions à Kuneitra.*

DESARMEMENT. — *Le comité ad hoc pour la conférence mondiale du désarmement, chargé d'examiner les vues des gouvernements au sujet de la convocation d'une telle conférence, a siégé du 9 au 13 septembre. Le rapport qu'il a adopté à l'intention de l'Assemblée générale ne tire aucune conclusion.*

NOMINATION. — *M. Gabriel Van Laethem (France) a été nommé le 16 septembre au poste de secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales où il succédera à M. Philippe de Seynes, admis à la retraite à partir du 1er janvier prochain.*

---

• JUSTICE (RECTIFICATIF). — *Rendant compte des arrêts de la Cour internationale de justice dans les affaires de pêcheries opposant l'Islande, d'une part, au Royaume-Uni et à la République fédérale d'Allemagne, d'autre part, nous avons écrit que la Cour avait rendu ses arrêts « par dix voix contre quatre (Dahomey, France, Nigéria et Suède) ». En réalité, les votes sont formulés par les juges à titre personnel puisque, selon ses statuts, la Cour est composée de magistrats indépendants de leurs gouvernements.*

• REFUGIES. — *Le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés a annoncé le 18 septembre le prochain lancement d'un programme d'assistance au Laos et au Vietnam (Nord-Vietnam, Sud-Vietnam et zones contrôlées par le G.R.P.) en faveur des personnes déplacées. La première phase de ce programme coûtera environ 12 millions de dollars.*

*— Au 16 septembre, le haut commissariat pour les réfugiés avait reçu, en tant que coordinateur, 3 235 000 dollars au titre des premières contributions au programme d'assistance humanitaire à Chypre.*

• COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE DE L'OUEST (CENUAO). — *A l'issue de sa première session spéciale à Beyrouth les 9 et 10 septembre, la Commission économique des Nations unies pour l'Asie de l'Ouest a décidé d'établir son siège à Beyrouth.*

• COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT. — *L'ancienne Commission économique des Nations unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient s'appelle désormais « Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ».*

• COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE. — *Lors de sa trente-cinquième session à Genève le mois dernier, le comité de l'habitation, de la construction et de la planification de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.E.E.-ONU) a défini sa contribution à la conférence des Nations unies sur les établissements humains « HABITAT » qui doit avoir lieu en 1976 à Vancouver.*

# NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES A VOCATION MONDIALE

## UNESCO

### *Préparation de la conférence générale*

LE conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a ouvert à Paris le 18 septembre sa quatre-vingt-quinzième session consacrée à la préparation de la conférence générale qui doit commencer ses travaux le 17 octobre.

Le conseil a décidé à l'unanimité le 20 septembre de proposer à la conférence générale la candidature de M. Amadou Mohtar M'Bow (Sénégal) au poste de directeur général en remplacement de M. René Maheu, dont le mandat expire en novembre. M. Maheu était à la tête de l'Organisation depuis 1962.

Le projet de programme et de budget de l'UNESCO pour 1975-1976 et une étude prévoyant la contribution de l'Organisation à l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial sont aussi à l'ordre du jour de la session.

ALPHABETISATION. — *La journée internationale de l'alphabétisation 1974 a été célébrée le 9 septembre, au siège de l'UNESCO. A cette occasion, les prix Reza Pahlavi et Nadedja K. Kroupskaia ont été respectivement remis à l'Association des femmes du Pakistan et au Centre pour le développement de la commune de Shyorongi (Rwanda) pour leurs travaux dans le domaine de l'alphabétisation des adultes.*

RENTREE DU PORTUGAL. — *Le 11 septembre, le Portugal est redevenu membre de l'UNESCO, en déposant l'instrument d'acceptation des statuts de l'organisation. Membre de l'UNESCO depuis 1965, il s'en était retiré en 1972 après la décision de la conférence générale de donner appui aux mouvements de libération des territoires portugais d'Afrique.*

QUESTIONS SCIENTIFIQUES. — *Deux cent quatre-vingts experts venus de quatre-vingt-onze pays ont participé à Paris, du 2 au 14 septembre, à une conférence organisée conjointement par l'UNESCO et l'Organisation météorologique mondiale (O.M.M.). Les débats ont porté sur les principaux résultats de la décennie hydrologique internationale et sur le programme hydrologique international qui commencera le 1er janvier 1975 pour une durée de six ans.*

## F.A.O.

### *Avant la conférence mondiale de l'alimentation*

LES propositions qui vont être présentées à la conférence mondiale de l'alimentation, qui se tiendra à Rome du 5 au 16 novembre, ont été soumises à l'étude du comité préparatoire de cette conférence, réuni à Rome du 23 septembre au 4 octobre au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.). Dans ses grandes lignes, l'action envisagée porterait sur les points suivants : 1) augmentation de la production alimentaire dans les pays en voie de développement; 2) amélioration des niveaux et des systèmes mondiaux actuels de consommation alimentaire et de nutrition des êtres humains ; 3) renforcement de la sécurité alimentaire mondiale.

De son côté, M. Sayed Ahmed Marei, secrétaire général de la prochaine conférence, a déclaré le 19 septembre qu'il proposerait la création d'un office alimentaire mondial élu à la fois par l'Assemblée générale des Nations unies et par la conférence générale de la F.A.O.

LA PRODUCTION DE CEREALES. — *Le groupe intergouvernemental sur les céréales a fait le point de la production de céréales dans le monde au cours de sa dix-huitième session, tenue à Rome du 12 au 18 septembre. Dans l'ensemble, les perspectives sont incertaines pour les récoltes de 1974-1975 : on s'attend que la production fléchisse et il y a peu d'espoir de regarnir les stocks durant cette saison.*

*Des précisions ont été données par le comité en ce qui concerne le blé, le riz et les céréales secondaires (principalement maïs, orge, seigle et sorgho).*

NOMINATION. — *M. Kenneth F.S. King (Guyana) a été nommé sous-directeur général, chargé du département des forêts à la F.A.O. Il a pris ses fonctions le 1er septembre.*

## Agence atomique

### *Les travaux de la conférence générale*

LA dix-huitième session de la conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) s'est tenue à Vienne du 16 au 20 septembre. Figuraient à son ordre du jour l'examen du rapport d'activités de l'Agence pour 1973-1974, la définition de son programme pour la période 1975-1980, le vote du budget et la fixation des barèmes des contributions des Etats membres pour 1975, ainsi que la question du financement de l'assistance technique.

M. Sigvard Elkund, directeur de l'A.I.E.A., a invité les puissances nucléaires à *« accepter volontairement des observateurs internationaux lorsqu'elles procèdent à une explosion nucléaire à des fins pacifiques »*. La conférence a décidé, sur recommandation du conseil des gouverneurs, l'admission à l'A.I.E.A. de l'île Maurice et de la République populaire démocratique de Corée. Elle a aussi élu onze Etats membres au conseil des gouverneurs de l'Agence, qui s'est aussitôt réuni dans sa nouvelle composition. Il a élu M. Neno Petrov Ivantchev (Bulgarie) comme président pour 1974-1975.

*— Les effets physiques et biologiques sur le milieu des dispositifs de refroidissement et des rejets thermiques des centrales nucléaires ont été au centre des débats d'un colloque international organisé à Oslo (Norvège), du 26 au 30 août, par l'A.I.E.A.*

---

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — *Cent cinquante délégués gouvernementaux, employeurs et travailleurs venus de vingt-quatre pays ont participé à la septième session de la commission consultative des employés et travailleurs intellectuels de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.), qui s'est tenue à Genève du 17 au 27 septembre. Les délégués ont examiné les problèmes posés aux employés de commerce et de bureau par l'évolution des structures et des techniques dans ce domaine (concentrations d'entreprises et développement de l'informatique).*

*— L'O.I.T. a organisé à Genève du 10 au 14 septembre une réunion de juristes de vingt-huit pays, afin d'examiner les rapports entre le droit du travail et le processus du développement dans les pays du tiers-monde.*

*— A la demande du gouvernement des Philippines, l'O.I.T. a élaboré un plan de développement qui vise à éliminer en dix ans le chômage et le sous-emploi dans ce pays. L'élaboration d'un plan de ce type entre dans le cadre du Programme mondial de l'emploi (P.M.E.) lancé par l'O.I.T., qui constitue un des éléments de la stratégie internationale de la deuxième Décennie des Nations unies pour le développement.*

• SANTE. — *A l'issue de sa vingt-quatrième session à Bucarest le 18 septembre, le comité régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) a invité l'assemblée mondiale de la santé à rétablir le Portugal dans la plénitude de ses droits d'Etat membre de l'O.M.S. Le comité a aussi approuvé diverses résolutions sur le programme et le budget pour 1975, 1976 et 1977, et demandé qu'on adopte l'allemand comme langue de travail.*

*— Le comité régional de l'Afrique de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) a, lui aussi, tenu sa vingt-quatrième session, à Brazzaville du 4 au 10 septembre. Il a approuvé son budget pour 1976 et 1977, et recommandé la reconduction du mandat du Dr Adam Quenum, directeur régional, pour une nouvelle période de cinq ans.*

*— Dans son neuvième rapport publié le 19 septembre, le comité des experts de la tuberculose passe en revue la situation actuelle pour cette maladie et fait le point des données scientifiques nouvelles et de l'expérience acquise au cours des dix dernières années.*

• DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — *Un colloque sur le développement de l'industrie des matières premières en Amérique latine s'est tenu du 8 au 15 septembre à Buenos-Aires (Argentine), sous l'égide de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI).*

• UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS. — *Le Commonwealth des Bahamas est devenu, le 19 août, le cent quarante-huitième membre de l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.).*

# ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

## Fonds monétaire international

### *Emprunt de 3,4 milliards de dollars auprès des pays producteurs de pétrole*

AUX termes d'accords signés le 22 août avec sept pays producteurs de pétrole, le Fonds monétaire international pourra disposer, d'ici au 31 décembre 1975, de 3,4 milliards de dollars pour financer, au titre du mécanisme pétrolier du Fonds, des prêts à des pays consommateurs connaissant des difficultés de balance des paiements du fait du renchérissement du prix des produits pétroliers.

Les pays prêteurs — Arabie Saoudite (1,2 milliard de dollars), Iran (700 millions), Venezuela (540 millions), Koweït (480 millions), Canada (300 millions), Abu-Dhabi (120 millions) et Oman (34 millions) — fourniront les fonds dans leurs monnaies nationales respectives ou en dollars pour une période de sept ans et au taux de 7 % l'an.

Plusieurs pays ayant fait part au F.M.I. de leur intention de présenter des demandes de prêts au titre du mécanisme pétrolier, les premières transactions sont intervenues le 6 septembre avec les Etats suivants (en droits de tirage spéciaux) : Bangladesh : 12 430 000; Chill : 41 470 000 ; République de Corée : 21 000 000 ; Haïti : 1 150 000 ; Kenya : 9 210 000 ; Pakistan : 30 610 000 ; Sri-Lanka : 11 000 000 ; Soudan : 9 410 000 ; Tanzanie : 6 320 000.

L'institution du mécanisme spécial d'aide aux pays victimes de la hausse des prix des produits pétroliers avait été décidée par le conseil exécutif du Fonds monétaire le 13 juin dernier.

### *Un nouveau mécanisme d'aide à moyen terme*

Le F.M.I. a annoncé le 15 septembre l'établissement de nouvelles dispositions pour fournir une aide à moyen terme aux pays membres connaissant, en des circonstances spéciales, de graves difficultés de balances de paiements. Les crédits ainsi octroyés seront plus importants et plus longs (jusqu'à trois ans) que ceux qui sont actuellement régis par les accord « stand by » (un an).

Les tirages des pays emprunteurs — qui seront surtout des Etats en voie de développement — ne devront pas dépasser 140 % de leurs quotas au Fonds, ni porter au-delà de 265 % du quota le montant des réserves détenues par le Fonds dans leurs monnaies.

NOUVEL EMPRUNT DE L'ITALIE. — *Le Fonds monétaire a approuvé le mois dernier une demande d'emprunt de l'Italie, se montant à 314,9 millions de dollars, pour l'aider à faire face à la hausse du prix du pétrole. En outre, l'Italie tirera l'équivalent de 540 millions de dollars, en devises étrangères, sur le crédit « stand by » qui lui avait été accordé en avril dernier.*

DANS SON RAPPORT ANNUEL, *publié le 15 septembre à Washington, le F.M.I. souligne la gravité de la crise financière et monétaire du monde occidental. Il préconise la mise en œuvre d'une stratégie précise de lutte contre l'inflation mondiale.*

L'ASSEMBLEE ANNUELLE DES CONSEILS DES GOUVERNEURS *du Fonds monétaire et du groupe de la Banque mondiale s'est tenue à Washington du 30 septembre au 4 octobre. On trouvera l'essentiel de ses décisions dans le prochain numéro du* Monde diplomatique.

## Groupe de la banque mondiale

### *Un rapport annuel teinté de pessimisme*

DANS son *Rapport annuel 1974*, publié le 23 septembre, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) estime que les perspectives de progrès économique et social sont gravement compromises dans un grand nombre de pays en voie de développement, en raison de la conjoncture économique défavorable qui prévaut actuellement dans les pays industrialisés. Elle prévoit que les flux d'aide à des conditions de faveur vont encore diminuer en valeur réelle.

Le rapport dresse, comme d'habitude, le bilan des opérations de la BIRD et de sa filiale, l'Association internationale de développement (IDA). La Société financière donne, de son côté, un résumé de ses activités dans son *Rapport pour 1974* publié en même temps.

PRETS DE LA BANQUE MONDIALE. — *Deux prêts ont été accordés le 9 septembre par la Banque mondiale au Cameroun (6,5 millions de dollars, pour un projet de culture du cacao) et à la Jamaïque (12,5 millions de dollars pour le développement des aéroports de Sangster et de Norman-Manley). Trois autres prêts ont été annoncés le 19 septembre en faveur de l'Iran (12 500 000 dollars pour la pêche), de l'Indonésie (25 millions de dollars pour le développement urbain de Djakarta) et de la Malaisie (36 millions de dollars pour améliorer les conditions de vie dans les zones rurales).*

EMISSION D'OBLIGATIONS DE LA BIRD. — *La Banque mondiale a annoncé le 17 septembre le placement sur les marchés hors des Etats-Unis d'un emprunt de 200 millions de dollars d'obligations qui viendront à échéance le 15 septembre 1976. Acquises par des banques centrales et d'autres institutions gouvernementales, et par deux institutions internationales, ces nouvelles obligations sont intitulées* « Obligations à deux ans de 1974, venant à échéance le 15 septembre 1976 ». *Elles portent intérêt à 9 % l'an, payable semestriellement.*

NOUVEAU MEMBRE DE LA BIRD. — *La Barbade est devenue le mois dernier le 125e Etat membre de la Banque mondiale.*

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — *Dans une opération conjointe décidée le 9 septembre, la Banque mondiale et l'Association internationale de développement (IDA), ont accordé chacune 9 millions de dollars à la Tanzanie pour le développement de son industrie sucrière.*

*— Deux crédits ont été attribués par l'IDA les 9 et 19 septembre, respectivement au Pakistan (36 millions de dollars pour le développement du réseau de télécommunications) et à l'Ethiopie (9 500 000 dollars pour un programme agricole de peuplement et de développement).*

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — *La S.F.I., filiale de la Banque mondiale, a fait un prêt de 3 900 000 dollars le 2 septembre à la Société des textiles du Liban (Lebanon Textiles), société libanaise de création récente.*

*— M. Moeen A. Qureshi a été nommé le 1er septembre vice-président de la S.F.I. Il succède à M. Ladislaus von Hoffman, devenu vice-président exécutif en remplacement de M. Willim S. Gaud, qui a pris sa retraite.*

## Banque européenne d'investissement

### *Prêts à la France, à l'Italie et à l'Irlande*

LA Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a, le 11 septembre, accordé au Crédit national (France) un prêt global portant sur la contre-valeur de 119 millions de francs français (20 millions d'unités de compte), dont le produit sera affecté au financement d'initiatives industrielles de petite et moyenne dimension en France.

D'autre part, cinq prêts d'une contre-valeur de 39,650 milliards de lires (environ 52 millions d'unités de compte) ont été affectés le 11 septembre au financement de projets industriels et d'équipements touristiques dans le midi de l'Italie.

L'Irlande a aussi reçu deux prêts totalisant 12 millions de livres (23 millions d'u.c.), en date du 24 septembre, en faveur du financement du réseau téléphonique et d'investissements agricoles dans le pays.

## Banque centraméricaine d'intégration économique

*Sept prêts*

UN prêt de 700 000 dollars a été accordé le 7 août par la Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) à la municipalité de Guatemala en vue de l'achèvement de la voie express autour de la capitale. D'autre part, deux prêts totalisant 1 600 000 dollars ont été attribués le 20 août à l'Empresa nacional de Energia (ENDE) du Honduras pour des projets hydro-électriques.

Autres opérations annoncées : deux prêts en faveur du développement des exportations vers les pays tiers, accordés le 22 août au Guatemala et au Nicaragua ; un prêt de 70 000 dollars à la Banque nationale de développement du Honduras, consenti le même jour en vue d'une série d'études concernant la construction d'installations de stockage des céréales ; enfin 6 millions de dollars au Costa-Rica, le 28 août, pour la construction d'une « ville nouvelle ».

---

• BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT. — *Le conseil des directeurs de la Banque asiatique est convenu le 6 septembre d'augmenter le taux d'intérêt des prêts accordés à l'aide des ressources ordinaires de la banque. Il est passé de 7,50 % à 8,25 % l'an à partir du 3 septembre.*

*— Cinq prêts ont été accordés récemment en faveur des Philippines (51,3 millions de dollars, le 28 août, pour des travaux d'adduction d'eau), à l'Electricity Generating Authority de Thaïlande (24 millions de dollars, le 29 août, pour le développement de l'énergie), à la Korea Development Finance Corporation (30 millions de dollars, le 29 août, pour financer le développement de l'industrie privée) et enfin à la Birmanie (deux prêts, le 12 septembre, dont l'un — 9,8 millions de dollars — intéresse la pêche, et l'autre — 6,5 millions de dollars — le stockage des céréales).*

*En outre, deux dons d'assistance technique ont été décidés les 5 et 6 septembre en faveur, respectivement, du Tongo et des îles Salomon.*

• BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES CARAIBES. — *M. William G. Demas, nouveau président de la Banque de développement des Caraïbes, a pris ses fonctions le 31 août dernier.*

● BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT. — *La Banque interaméricaine de développement (BID) a annoncé le 12 septembre l'octroi d'un prêt à la République Dominicaine d'un montant de 36,7 millions de dollars (pour quarante ans à 1 % l'an pendant les dix premières années, et à 2 % ensuite) pour la réalisation d'un programme à projets multiples qui comprend, entre autres choses, le développement de l'énergie électrique et les possibilités d'irrigation du fleuve Bao dans une des régions agricoles les plus importantes du pays.*

*Elle a aussi accordé, le 19 septembre, un prêt de 18 millions de dollars (pour quinze ans et à 4 %) à la Financiadora de Estudos e Projetos (FINEP) du Brésil, pour financer la troisième phase d'un programme d'études de préinvestissement. Ces deux prêts proviennent du fonds d'opérations spéciales de la Banque.*

*— Quatre dons d'assistance technique ont été décidés fin août en faveur de la Barbade (112 000 dollars) du Costa-Rica, d'El-Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua (180 000 dollars), de Panama (223 000 dollars) et de l'Office de planification nationale du Costa-Rica (476 000 dollars), en fonction de divers projets de développement.*

• BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX. — *A l'occasion de leur réunion mensuelle à Bâle le 9 septembre, les gouverneurs des banques centrales des pays membres du groupe des Dix et de la Suisse ont examiné le fonctionnement du système bancaire international. Ils ont fait l'inventaire des dispositifs existants pour la supervision et la réglementation bancaires et noté les améliorations récemment introduites dans ces domaines par un certain nombre de pays importants.*

*Ils se sont mis d'accord pour intensifier l'échange d'informations entre banques centrales, sur les activités des banques opérant sur les marchés internationaux, et pour resserrer davantage, en cas de besoin, la réglementation applicable aux positions de change.*

*Les gouverneurs ont aussi procédé à un échange de vues sur la question du prêteur de dernier ressort en ce qui concerne les euromarchés. Ils ont reconnu qu'il ne serait pas pratique de fixer à l'avance, de manière détaillée, les règles et procédures permettant de fournir temporairement des liquidités, mais ils ont constaté que les moyens pour ce faire étaient disponibles et seraient utilisés le cas échéant.*

*Le 10 septembre, le conseil d'administration de la B.R.I. a nommé le Dr Günther Schleiminger au poste de secrétaire général de la B.R.I. à dater du 1er janvier 1975.*

# GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

## CNUCED

*Quatorzième session annuelle du conseil*

LES soixante-huit pays représentés au conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) se sont réunis pour la quatorzième session du conseil du 20 août au 13 septembre à Genève. Ils ont examiné les possibilités de réorientation des travaux de la CNUCED dans la ligne du programme d'action concernant l'instauration d'un ouvel ordre économique mondial qui a été adopté par l'Assemblée générale des Nations unies lors de la session extraordinaire d'avril-mai 1974. Figuraient également à l'ordre du jour la question de l'interdépendance entre les problèmes du commerce, le financement du développement et le système monétaire international ; le projet de charte des droits et des devoirs économiques des Etats ; les problèmes spéciaux des pays en voie de développement les moins avancés et diverses questions institutionnelles et administratives.

Le conseil a aussi adopté une résolution chargeant son président d' *« inviter le secrétaire général de l'ONU à demander au gouvernement du Chili la libération immédiate de M. Clodomiro Almeyda »*, emprisonné depuis un an (M. Almeyda avait présidé la troisième session de la CNUCED à Santiago-du-Chili en 1972). Enfin il a approuvé la convocation en 1975 d'un séminaire d'experts chargé d'étudier les moyens de promouvoir la coopération industrielle entre les pays socialistes, les pays en voie de développement et les pays à économie de marché.

## O.C.D.E.

*L'évolution des prix à la consommation*

SELON des estimations de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) publiées au début de septembre, les prix à la consommation dans les pays de la zone ont augmenté en moyenne de 13 % pendant la période d'août 1973 à juillet 1974. Les taux d'inflation ont été particulièrement élevés au cours du premier trimestre 1974 ; de mai à juillet, le taux moyen semblait s'être établi aux environs de 12 % en rythme annuel, avec des hausses inférieures à 5 % (en rythme annuel) pour la Suède, l'Allemagne et les Pays-Bas, des hausses comprises entre 6 et 12 % pour l'Autriche, la Norvège, l'Espagne et le Japon, et des taux supérieurs au taux moyen de 12 % pour les Etats-Unis, la Suisse, le Royaume-Uni, la Finlande, la France, le Canada, le Danemark, la Belgique et l'Italie.

L'O.C.D.E. attribue la responsabilité de cette hausse rapide et continue des prix à la consommation aux récentes augmentations des coûts des articles manufacturés et alimentaires et, pour certains pays, aux augmentations de prix contrôlées par les pouvoirs publics et à celles des impôts indirects.

BAISSE DE L'AIDE AMERICAINE AU DEVELOPPEMENT. — *Le comité d'aide au développement (CAD) de l'O.C.D.E. a procédé, les 9 et 10 septembre, à l'examen annuel de la politique américaine d'aide à l'étranger. Il a constaté une nouvelle baisse de l'aide publique des Etats-Unis en 1973 : les versements nets en prix courants ont diminué en valeur absolue (2 968 millions de dollars en 1973 contre 3 349 en 1972) et en pourcentage du produit national brut (0,23 % en 1973 contre 0,29 % en 1972). Ce fléchissement est entièrement le fait de la chute des versements au titre de l'aide bilatérale, la contribution des Etats-Unis aux activités multilatérales en ce domaine étant restée stationnaire.*

*En 1973, le montant global net des apports publics et privés des Etats-Unis aux pays en voie de développement (7 532 millions de dollars) s'est maintenu au niveau de 1972, mais sa part dans le produit national brut est tombée de 0,66 % à 0,58 %.*

**RECENTES PUBLICATIONS**

• *Danemark, Autriche, Portugal, Suède* : dans la série « Etudes économiques », 1974.

• *Danemark, France, Japon, Nouvelle-Zélande, Turquie* : dans la série « Rapport sur les politiques agricoles », 1974.

• *Les transports dans la décennie 1980-1990* (volume I) : Compte rendu du cinquième colloque international sur la théorie et la pratique dans l'économie des transports (Athènes, octobre 1973), 372 pages.



## Organisation des pays exportateurs de pétrole

*A partir de janvier 1975 : indexation du prix du pétrole sur le taux d'inflation des pays industrialisés*

REUNIS à Vienne les 12 et 13 septembre, les ministres du pétrole des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont décidé d'augmenter leurs recettes fiscales de 3,5 % pour le dernier trimestre de 1974. La fiscalité constituant l'essentiel du prix effectif payé pour le pétrole brut, cette décision a pour conséquence d'accroître du même pourcentage le coût d'accès au pétrole brut : le coût moyen du baril passe ainsi à 9,74 dollars, soit une hausse de 33 cents par rapport à la moyenne qui s'était établie au mois d'août à 9,41 dollars.

Les ministres ont décidé de ne pas augmenter les « prix affichés » pendant cette période, mais d'indexer à partir du 1er janvier 1975 le prix du pétrole sur le taux d'inflation des pays industrialisés (les modalités d'application ne sont pas précisées). L'Arabie Saoudite ne s'est pas associée à la majoration des recettes fiscales et n'a pas défini sa position sur l'indexation.

Cette réunion ministérielle avait été préparée par la commission économique de l'OPEP, réunie à Genève du 29 août au 3 septembre.

---

• GATT. — *Dans son rapport annuel sur les perspectives du commerce international, publié le 9 septembre à Genève, le secrétariat de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) estime que l'expansion des échanges internationaux qui a marqué le premier semestre de 1974 ne persistera pas au second semestre. Le dynamisme du commerce d'exportation des pays les plus industrialisés, durant le premier semestre 1974,* « a beaucoup contribué, *selon le GATT*, à limiter l'impact du traumatisme énergétique causé par la hausse des produits pétroliers ». *Mais, ajoutent les auteurs du rapport,* « au début de l'été, le commerce d'exportation s'est ralenti et les perspectives d'une reprise de l'activité économique dans les régions industrielles au deuxième semestre de 1974 se sont beaucoup assombries ». *Malgré tout, alors que le volume des exportations des pays les plus industrialisés avait augmenté de 10 % au premier semestre 1974, contre 8 % au deuxième semestre 1973, le GATT estime que* « l'accroissement du deuxième semestre sera de l'ordre de 6 à 8 %, mais de toute façon inférieur à l'accroissement constaté au deuxième semestre de 1973 ».

*Le GATT recommande une* « coordination permanente et étroite des politiques des pays importateurs de pétrole », *afin de gérer efficacement le déficit collectif de leurs paiements courants.*

• CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — *Selon des estimations du Conseil international du blé publiées à la fin du mois d'août, l'approvisionnement mondial en blé pour la campagne 1974-1975 sera plus abondant que pour la campagne précédente, avec un excédent de l'ordre de 56 à 67 millions de tonnes. Le Conseil estime que la récolte céréalière américaine sera supérieure de 7,6 % à celle de 1973-1974, avec 50,1 millions de tonnes contre 41,3 l'an dernier.*

• ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIBRE-COMMERCE. — *Ajournée à deux reprises, la première négociation collective des pays de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC), convoquée au titre de l'article 61 du traité de Montevideo, s'est ouverte le 19 août à Buenos-Aires, pour se terminer neuf jours plus tard par la publication d'une « déclaration de Buenos-Aires », véritable catalogue d'intentions traduisant l'absence totale de résultats.*

*— Trois réunions par secteur d'industrie ont eu lieu à Montevideo en août : du 13 au 16, pour l'industrie photographique ; le 25, pour la chimie et la pharmacie, et le 26 pour l'industrie de l'aluminium.*

*— La commission d'experts des problèmes monétaires de l'ALALC s'est réunie à Montevideo du 26 août au 3 septembre, en présence de représentants de la République Dominicaine et de la Banque interaméricaine de développement (BID), pour considérer une série de mesures concernant l'accord de Saint-Domingue, ainsi que le système de paiements et de crédits en vigueur entre les banques centrales des pays membres. Ses recommandations ont été soumises au conseil de la politique financière et monétaire, formé des gouverneurs des banques centrales, qui a siégé à Mexico du 22 au 26 septembre.*

*— En vue de la quatorzième période de sessions ordinaires de la conférence de l'ALALC, dont les travaux commenceront dans la capitale uruguayenne le 29 octobre, la quatrième série de négociations préalables sur les concessions tarifaires entre les pays membres s'est tenue du 29 août au 3 septembre à Montevideo.*

• MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. — *A sa sixième session, réunie à San-José de Costa-Rica du 31 juillet au 5 août, le haut comité pour le perfectionnement et la restructuration du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) a étudié particulièrement les problèmes soulevés par la politique agricole, l'investissement étranger et la politique sociale.*

# COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

## Marché commun

*Au conseil des ministres des finances : projet d'emprunt communautaire*

LE conseil des ministres des finances des Neuf n'a pris le 16 septembre aucune décision spectaculaire sur la relance de l'union économique et monétaire européenne. Il s'est contenté d'adopter une résolution sur la nécessité de lancer un emprunt communautaire mais en remettant cela à la prochaine session qui se réunit le 21 octobre prochain à Luxembourg.

La délégation ouest-allemande s'est opposée à un « feu vert » immédiat pour cet emprunt demandé par la France et les pays du Benelux. Le représentant de la R.F.A., M. Hans Apel, a notamment justifié sa position par le fait qu'une telle décision doit d'abord être ratifiée par le cabinet fédéral de Bonn. Il a également indiqué qu'un tel emprunt devait être émis en plusieurs tranches à la demande expresse d'un pays membre de la C.E.E. en proie à des difficultés financières.

M. Fourcade, le ministre français de l'économie et des finances, avait présenté un projet beaucoup plus ambitieux. Il prévoyait le lancement, d'ici à la fin de l'année, d'un emprunt communautaire portant sur au moins 2 milliards d'unités de compte (11 milliards de francs français), pour une durée de cinq à dix ans et en placement direct auprès des Etats producteurs de pétrole pour essayer à la fois de recycler les « pétrodollars » et de venir en aide aux pays de la C.E.E. ayant à faire face à des difficultés de trésorerie.

Les ministres des finances ont chargé une nouvelle fois les organismes techniques, comité monétaire et gouverneurs des banques centrales, de mettre au point les modalités de cet emprunt et notamment les questions délicates de sa garantie et de son libellé.

Quant aux autres propositions de M. Fourcade (création d'une nouvelle unité de compte européenne et d'un nouveau mécanisme de change intracommunautaire, renforcement de la surveillance du marché de l'eurodollar), elles ont été renvoyées à la Commission européenne de Bruxelles et aux spécialistes compétents pour étude.

Les pays du « serpent » ont notamment indiqué que la création d'un nouvel accord de change européen, tel qu'il est proposé par la France, ne tient pas assez compte du nécessaire parallélisme entre les progrès réalisés dans l'harmonisation des politiques économiques et ceux accomplis dans le domaine monétaire. La vieille querelle des monétaristes et des économistes qu'on croyait depuis longtemps oubliée a ainsi resurgi. On estime aussi que les propositions françaises pourraient aboutir à la dilution du *« serpent des monnaies communautaires qui fonctionne très bien à l'heure actuelle et qui continue à être une structure d'accueil »*. Enfin les Cinq pensent que les Quatre qui sont sortis de l'accord monétaire européen doivent se rapprocher d'eux, et non le contraire.

*Accord de principe sur une politique commune de l'énergie*

Les ministres des affaires étrangères de la Communauté se sont, quant à eux, mis d'accord, le 17 septembre à Bruxelles, sur les principes d'une politique commune. Ils ont en effet adopté le texte proposé le 23 juillet dernier par la présidence française, qui avait échoué à cause de l'opposition de la Grande-Bretagne. La Commission européenne a donc reçu le « feu vert » pour élaborer un projet complet sur les objectifs d'une politique commune de l'énergie d'ici à 1985, qui sera étudié par le conseil des ministres avant la fin de 1974.

Dans la résolution, les Neuf affirment leur volonté d'élaborer et de mettre en œuvre une politique énergétique communautaire. Celle-ci implique l'élaboration d'objectifs communs chiffrés qui représentent des lignes directrices pour les politiques nationales et en même temps des orientations importantes pour les producteurs et consommateurs d'énergie de la Communauté.

La C.E.E. souligne aussi que cette politique énergétique communautaire implique une coordination étroite des positions des Etats membres qui permettra à la C.E.E. d'exprimer progressivement un point de vue commun sur les problèmes énergétiques vis-à-vis de l'extérieur. Sur la demande anglaise, on a supprimé la mention d'entité autonome vis-à-vis de l'extérieur qui allait beaucoup plus loin.

La résolution met également l'accent sur la nécessité d'une coopération entre pays consommateurs et producteurs à laquelle la Communauté en tant que telle et les Etats membres entendent participer. Enfin, elle demande une diminution du taux de croissance de la consommation intérieure d'énergie par des mesures d'utilisation rationnelle et d'économie de l'énergie, ainsi que le renforcement de la sécurité d'approvisionnement par le développement de la production d'énergie nucléaire, le recours aux ressources en hydrocarbures et en combustibles solides dans la C.E.E. et enfin à un approvisionnement extérieur diversifié et sûr.

Au cours de cette session, qui n'a duré qu'une matinée, les ministres sont également tombés d'accord sur le fait que la C.E.E. répondra au gouvernement grec qu'une grande partie de ses demandes concernant la réactivation de l'accord d'association mis en veilleuse depuis 1967 (à la suite du coup d'Etat militaire) pourront être prises en considération.

*L'accord du 20 septembre sur l'augmentation de 5 % des prix agricoles*

Après trois jours et une nuit de dures discussions, les ministres de l'agriculture de la C.E.E. se sont mis d'accord le 20 septembre sur le détail des mesures à prendre pour améliorer les revenus des agriculteurs.

Remis en question le 25 septembre par le refus du gouvernement de Bonn d'entériner la décision, prise *ad referendum*, d'accroître de 5 % les prix agricoles, l'accord a néanmoins été confirmé le 20 octobre, moyennant certaines modifications (cf. le prochain numéro du *Monde diplomatique*).

L'accord du 20 septembre prévoyait les dispositions suivantes :

1) Augmentation générale de 5 % au 1er octobre des prix de tous les produits soumis à organisation de marché (il y en a une vingtaine). Les 5 % de hausse ainsi décidés s'ajoutent aux 8,5 % décidés par le conseil le 23 mars dernier pour l'actuelle campagne, de telle sorte qu'au 1er octobre les prix européens seront majorés au total de 13,5 % par rapport à leur niveau d'octobre 1973.

Cette augmentation globale de 13,5 % entrera en vigueur en une seule fois pour le porc puisque la campagne porcine 1974-1975 n'a commencé que le 1er octobre.

2) Pour la campagne prochaine (1975-1976), la Commission s'est engagée à avancer ses propositions de prix au 1er décembre. Celles-ci seront fondées sur l'évolution des coûts de production en 1973 et 1974 alors que dans le passé la Commission se référait à la moyenne des augmentations de prix des années précédentes.

La campagne sera avancée au 1er février pour le lait et au 1er mars pour la viande bovine.

3) La prime à la mise en marché de la viande bovine sera également augmentée de 5 %. (Il s'agit de la prime destinée à retarder l'abattage des bovins pour désencombrer le marché.)

4) L'action en cours de distillation des excédents de vin est prorogée jusqu'au 15 novembre 1974. L'aide à la distillation des vins de table est augmenté de 9,95 unités de compte par degré-hecto pour la distillation effectuée après le 1er octobre.

5) L'écrêtement des montants compensatoires monétaires est suspendu et il pourra être rétabli en cas de besoin.

Cette mesure permettra au Royaume-Uni de toucher des subventions compensant la faiblesse de la lire, principalement pour ses achats de céréales fourragères hors de la C.E.E. (Canada). A l'inverse, elle obligera la France à taxer (on parle de 6,7 %) ses exportations de céréales vers les autres marchés de la C.E.E. sur lesquels les exportateurs français bénéficiaient jusqu'ici de l'avantage de change dû à la faiblesse relative du franc.

6) La « livre verte » sera dévaluée de 8,5 % pour le Royaume-Uni et de 12 % pour l'Irlande. Cela signifie que les prix, dans ces deux pays, seront majorés dans les mêmes proportions et que l'Irlande pourra accorder des subventions, sous forme de montants compensatoires, à ses exportations, notamment vers le Royaume-Uni. Cette subvention équivaudra à la différence entre les deux taux de dévaluation.

7) La Commission européenne demandera à l'Italie de supprimer au début de l'automne les cautions qui existent encore sur les importations de produits agricoles (viande bovine).

RENOUVELLEMENT DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL. — *Le conseil des ministres des communautés européennes a nommé le 17 septembre les membres du comité économique et social pour une nouvelle période de quatre ans. Choisis à titre individuel sur recommandation de leurs gouvernements respectifs, ils représentent les forces économiques et sociales des neuf pays membres. Sur un total de cent quarante-quatre, cent trente-deux membres ont été nommés jusqu'à présent.*

*Cent ont vu leur mandat renouvelé. Parmi les nouveaux membres, il y a cinq Français : MM. Claude Evain, directeur des services des relations économiques internationales du C.N.P.F. ; Antoine Laval, secrétaire confédéral de Force Ouvrière ; Jean Marvier, vice-président de la Confédération nationale de l'artisanat et des métiers ; Jean Picard, administrateur de l'Union des transports fluviaux européens, et Jérôme Solal-Celigny, secrétaire général du Conseil économique et social.*







## Parlement européen

### *Une réunion extraordinaire sur les prix agricoles*

LE Parlement européen s'est prononcé le 17 septembre, après onze heures et demie de débats, pour une augmentation d'urgence des prix agricoles d'au moins 6 % en moyenne.

Il estime que lorsque des conditions particulières le justifient il doit être possible de s'écarter pour certains produits du pourcentage global d'augmentation des prix.

Le taux de 6 % au moins est le résultat de l'adoption d'un amendement démocrate-chrétien présenté par M. Lucien Martens (Belge). Auparavant, un amendement d'une partie du groupe préconisant une hausse de 4 % avait été rejeté, ainsi que des amendements de certains libéraux (au moins 8 %) et du groupe des démocrates européens de progrès (U.D.R. français et Fianna Fail irlandais), qui se prononçaient pour 8 %.

La résolution a été adoptée à une large majorité, essentiellement avec les voix démocrates-chrétiennes conservatrices et en partie socialistes et libérales. Les groupes démocrates européens de progrès et communiste ont voté contre.

A la fin du débat, M. Lardinois, membre de la Commission de la C.E.E., a estimé que l'avis du Parlement reprend les grandes lignes des propositions de la Commission de Bruxelles ; il a précisé que malgré les écarts qu'il comporte par rapport à ces dernières, il défendra la résolution devant le conseil des ministres.

## CECA

### *Programme pour une politique commune de l'énergie*

APRES l'accord de principe sur la politique énergétique commune conclu le 17 septembre à Bruxelles, la Commission Ortoli, qui avait renoncé avant l'été à faire adopter, dès le premier stade, son plan détaillé d'action, va donc pouvoir maintenant passer à la seconde étape de son dispositif. C'est pourquoi M. Simonnet, vice-président de la Commission chargé des questions de l'énergie, a présenté le 18 septembre à ses collègues les six chapitres du programme qu'il va leur demander de préciser avant de les soumettre aux Neuf. Voici ces six directions :

- A court terme, un programme d'actions prioritaires pour l'utilisation rationnelle de l'énergie dans la Communauté ;
- A moyen terme, des orientations pour la production d'électricité et de charbon ;
- Les choix financiers et budgétaires résultant de la mise en œuvre de la « nouvelle stratégie » en matière d'investissements ;
- La création d'une agence communautaire de l'énergie, qui serait dotée d'une certaine autonomie et dont la tâche consisterait à gérer une partie de la politique énergétique, selon les directives du conseil et sous l'autorité de la Commission ;
- Une attitude coordonnée des Neuf lors des mesures qui sont devenues nécessaires à la suite de la nouvelle augmentation du pétrole ;
- L'enrichissement de l'uranium : étant donnée l'accélération prévue de l'équipement de la Communauté en centrales nucléaires, le danger existe, en effet, d'un « gap » dans l'approvisionnement en uranium enrichi au cours de la période 1978-1982, car un quart seulement des commandes d'enrichissement passées avec les Etats-Unis sont fermes, tandis que les trois autres quarts sont conditionnelles. Des contacts vont être pris pour savoir si l'EURODIF et l'URENCO peuvent faire des offres supplémentaires et à quel prix ; les Neuf seront alors invités par la Commission à choisir la direction dans laquelle s'orienter.

Comme toile de fond, la Commission présentera aux Neuf, au cours du conseil des ministres consacré à la mise en œuvre de cette politique énergétique commune, ses prévisions mises à jour de production et de consommation d'énergie en Europe. Ce conseil aura lieu avant la fin de l'année, mais aucune date n'est encore fixée.

Il reste évidemment à savoir comment cette action s'harmonisera avec celle que le groupe des douze pays issu de la conférence de Washington convoquée en mars par M. Kissinger entreprendra de son côté. Il a en effet décidé, on le sait, d'appliquer en cas d'urgence un plan de répartition de l'énergie, dans le cadre de l'O.C.D.E. Or la France, membre des Neuf et de l'O.C.D.E., n'appartient pas au groupe des Douze. Elle a la possibilité de montrer à ses partenaires de la CECA que les chapitres 4 et 5 du programme d'action de M. Simonnet risquent d'aller à l'encontre des décisions des Douze.

### *Les principes de la « nouvelle stratégie » charbonnière*

Le retard apporté par les Neuf à se déterminer sur le choix d'une politique énergétique commune a en tout cas contribué à laisser se détériorer la production charbonnière européenne. Celle-ci a continué à baisser durant l'été, alors que la Commission européenne préconise le maintien de l'extraction à son niveau de 1973 : soit environ 270 millions de tonnes par an.

Or en août, l'extraction n'a pas dépassé 17,4 millions de tonnes, en baisse de 5,8 % sur celle de l'an dernier. La chute a été particulièrement forte en Allemagne (— 8 %), alors qu'en France la production progressait de plus de 7 %. Si l'on tient compte — et comment faire autrement — des grèves des mineurs britanniques, au début de l'année, l'extraction des Neuf durant les huit premiers mois de l'année a été inférieure de 17 % à celle de l'an passé (152,4 millions de tonnes, contre 183,6).

La reprise aux stocks a masqué le phénomène, mais le recul est général et sensible : — 4,2 % en Allemagne, — 11,3 % en Belgique, — 12,3 % en France, et, bien entendu, — 27,8 % en Grande-Bretagne. Il n'est que temps que la Commission européenne précise ses mesures de relance et les fasse adopter aux Neuf, pour réduire un peu la dépendance énergétique de la Communauté en attendant le relais nucléaire.

Parlant à Londres devant le syndicat des mineurs, M. Simonnet a indiqué ce que devrait être, selon lui, cette politique charbonnière des Neuf :

- Le niveau global de la production de la Communauté devra être maintenu après 1985 ;
- Ce niveau de production devra devenir moins dépendant des changements de gouvernement grâce à son insertion dans un contexte communautaire ;
- L'utilisation du charbon devra être encouragée dans les centrales électriques de la Communauté ;
- Le stockage de charbon dans tous les pays de la C.E.E. devra être encouragé, en allant bien au-delà des mesures prévues par les gouvernements nationaux ;
- Une aide financière devra être accordée aux travailleurs de la branche minière en cas de nécessité, aussi bien qu'aux investissements, à la recherche ;
- Une politique cohérente d'importation des pays tiers devra être organisée par les Neuf.

---

• ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ECHANGE. — *La vingt-septième session des parlementaires des pays de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) s'est tenue à Genève les 9 et 10 septembre. A partir de documents préparés par le secrétaire général et du quatorzième rapport annuel de l'A.E.L.E. (qui couvre la période juillet 1973-juin 1974), les parlementaires ont examiné le rôle et l'activité de l'association face aux récents développements de la situation économique mondiale. Ils se sont félicités du rôle croissant de l'A.E.L.E. comme centre de discussions sur des problèmes économiques plus larges que le libre-échange (inflation, approvisionnement et prix des matières premières, règles régissant le commerce international) et ont souhaité que l'A.E.L.E. accentue ses efforts vers la suppression des barrières techniques aux échanges, dont les effets sont particulièrement sensibles entre des pays en situation de libre-échange.*

# AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

## Ligue arabe

### *Le prochain « sommet » arabe*

AU cours de la session plénière du conseil de la Ligue arabe au Caire les 1er et 2 septembre, les ministres arabes des affaires étrangères ont décidé de fixer la date du « sommet » arabe de Rabat au 26 octobre. Ce « sommet », qui aurait dû se tenir en avril, puis en septembre, avait été ajourné à la demande de la Jordanie en raison du différend qui l'oppose à l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) sur la représentation des Palestiniens à la conférence de Genève sur le Proche-Orient. Au cours du conseil, M. Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, et les ministres d'Egypte, du Liban et du Koweït, ont accusé Israël de préparer une nouvelle attaque contre les Etats arabes. Le conseil a approuvé à l'unanimité la proposition de l'O.L.P. de soumettre à la prochaine Assemblée générale des Nations unies le problème palestinien en tant que question séparée du conflit du Proche-Orient. La requête a été adressée à M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU.

## Conseil de l'Europe

### *Vers la réadmission de la Grèce*

LE comité des ministres du Conseil de l'Europe a lancé le 20 septembre un appel urgent en faveur du retour rapide de la Grèce au sein de l'organisation. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a été invitée à se prononcer sur cette question. On trouvera un bref résumé des travaux de l'Assemblée, qui a siégé à Strasbourg du 24 septembre au 1er octobre, dans le prochain numéro du *Monde diplomatique*.

CONFERENCE EUROPEENNE DES POUVOIRS LOCAUX. — *La conférence européenne des pouvoirs locaux s'est tenue à Strasbourg du 16 au 21 septembre.*

*Les trois cents participants ont examiné la contribution des pouvoirs locaux à la solution des problèmes de l'environnement et le rôle que pourrait jouer la conférence comme* « rouage essentiel de l'Europe fédérale de demain ». *L'action des Communautés européennes a occupé une place importante dans les débats, notamment la politique régionale, la politique en matière d'environnement et les relations de la C.E.E. avec la conférence.*

CHYPRE. — *Le comité des ministres du Conseil de l'Europe s'est réuni d'urgence, le 21 août à Strasbourg, pour examiner la situation à Chypre. Un fonds spécial d'aide d'urgence aux populations chypriotes a été ouvert.*

DROITS DE L'HOMME. — *Une requête dirigée contre la République de Turquie a été introduite le 19 septembre 1974 au nom de la République de Chypre auprès de la commission européenne des droits de l'homme, en application de l'article 24 de la convention européenne des droits de l'homme.*

PROTECTION DES ANIMAUX. — *Des représentants d'associations de protection des animaux du monde entier ont participé au septième congrès mondial de la protection animale, qui s'est tenu au siège du Conseil de l'Europe, du 10 au 14 septembre.*

## Croix-Rouge

### *Appel en faveur de Chypre*

LE président du conseil exécutif du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), M. Roger Gallopin, a lancé le 26 août à Genève un appel aux gouvernements et aux sociétés nationales de la Croix-Rouge, du Croissant-Rouge et du Lion-et-Soleil-Rouge en vue de trouver des appuis pour faire face aux besoins de première urgence. Le coût des secours et autres tâches traditionnelles du C.I.C.R. a été estimé à 12 millions de francs suisses, dont 4 millions pour les frais opérationnels et logistiques.

D'autre part, la libération des prisonniers s'est effectuée à partir du 16 septembre sous les auspices du C.I.C.R., à la suite de l'accord intervenu entre les représentants des communautés chypriotes grecque et turque le 13 septembre.

---

• ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS. — *La Colombie, le Costa-Rica et le Venezuela ont présenté, le 9 septembre au Conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.), un projet de résolution recommandant la levée des sanctions imposées contre Cuba en juillet 1964.*

*— La commission spéciale chargée de la révision du système interaméricain s'est réunie du 10 au 21 septembre pour la sixième fois depuis sa création.*

*— La commission interaméricaine des femmes a siégé à Washington du 16 au 23 septembre. Elle s'est surtout attachée à définir l'état actuel de l'application des droits publics et civiques reconnus aux femmes dans les différents pays membres.*

• OTAN. — *Le comité des plans de défense de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a adopté, le 16 septembre, une résolution nommant le général Alexander Haig au poste de commandant suprême des forces alliées en Europe, succédant ainsi au général Andrew Goodpaster, qui occupait ces fonctions depuis mars 1969. Cette décision prendra effet le 15 décembre 1974.*

*M. Joseph Luns, secrétaire général de l'OTAN, s'est entretenu le 11 septembre, à Bruxelles, avec M. Georges Mavros, ministre grec des affaires étrangères, des modalités d'application de la décision de la Grèce de se retirer de l'organisation militaire intégrée, annoncée au mois d'août.*

• RECHERCHES SPATIALES. — *Le 27 août a été lancé de Californie un satellite astronomique néerlandais (A.N.S.) qui emporte deux expériences néerlandaises et une expérience américaine pour l'étude de l'ultra-violet cosmique et des sources de rayons X. Il s'agit du premier satellite mis en orbite par un Etat membre de l'Organisation européenne de recherches spatiales (ESRO) dont le contrôle intégral sera assuré par le centre de contrôle des opérations de l'ESRO de Darmstadt (Allemagne).*

*— L'ESRO a choisi le 5 septembre la COMSAT (Communications Satellite Corporation) comme partenaire américain du programme « Aérosat », dont le mémorandum d'accord a été signé le 26 juillet entre l'organisation, l'administration fédérale des Etats-Unis et le gouvernement canadien.*

• TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITES. — *L'Organisation internationale de télécommunications par satellites (Intelsat) a fêté, le 20 août, le dixième anniversaire de sa création. Intelsat a pour mission de transmettre des informations téléphoniques et télévisuelles par satellites à l'échelle mondiale et groupe quatre-vingt-six pays.*

• TRANSPORT AERIEN. — *Les compagnies aériennes membres de l'Association du transport aérien international (IATA) ont poursuivi tout au long du mois d'août, à Montreux (Suisse), la définition de la nouvelle grille tarifaire applicable à partir du 1er novembre sur le réseau de l'Atlantique nord.*

*— La trentième session de l'Assemblée générale de l'IATA s'est tenue à Montréal du 18 au 20 septembre. Elle a élu M. Knut Hagrup comme président de l'IATA pour 1974-1975.*

# ENTERREMENT DES LOIS DU MARCHÉ

## L'école de Cambridge et la théorie économique dominante





Par GERARD GRELLET

« LES hommes d'action qui se croient parfaitement affranchis des influences doctrinales sont d'ordinaire les esclaves de quelque économiste passé. Les visionnaires influents qui entendent des voix dans le ciel distillent des utopies nées quelques années plus tôt dans le cerveau de quelque écrivailleur de faculté. »

Cette remarque de Keynes est beaucoup plus qu'une boutade. L'action de la Federal Reserve Bank américaine, la rationalisation des choix budgétaires français ou les tentatives de planification décentralisée des économies socialistes ne sont-elles pas beaucoup plus le reflet d'influences doctrinales que celui d'intérêts constitués ? Aussi n'est-il pas sans importance de s'interroger sur l'évolution de la théorie économique, discipline qui jouit de la réputation d'être à la fois « distinguée » (ce qui est bien évidemment faux) et difficile (ce qui n'est que trop vrai).

Ce n'est pas un des moindres paradoxes de la théorie économique qu'elle soit aujourd'hui dominée par une théorie particulière, la théorie néoclassique appelée quelquefois « marginalisme ». Cette théorie, fondée à la fin du dix-neuvième siècle en défense du libéralisme face à la montée du marxisme, se trouve aujourd'hui être couramment utilisée par les planificateurs soviétiques. Doit-on en conclure qu'il existe une « science économique » au-delà des contingences idéologiques ? Avant de répondre à cette question, il nous faut examiner brièvement ce qu'est la théorie néoclassique.

Sa première caractéristique est d'être établie sur le modèle des sciences physiques. De même que celles-ci, la théorie néoclassique est articulée selon un certain nombre de lois. Quelles sont-elles ?

Tout d'abord, la théorie néoclassique enseigne que chaque agent économique, qu'il s'agisse du producteur ou du consommateur, cherche à maximiser sa fonction d' « utilité » sous un certain nombre de « contraintes ». Ainsi, l'unité de production est supposée chercher à maximiser son profit sous la contrainte des quantités de facteurs et des techniques dont elle dispose. Ainsi le consommateur est supposé maximiser sa satisfaction sous la contrainte de son revenu et du prix des différents biens.

Il ne s'agit là que d'une hypothèse — pour le moins difficile à vérifier — sur le comportement des agents. L'originalité de la théorie néoclassique va être de montrer que, si tous les agents cherchent effectivement à maximiser leur « utilité », et si la règle du « laissez faire » est effectivement réalisée, il existera alors un état d'équilibre où chacun des agents atteindra le maximum de satisfaction économiquement possible. Il s'agira donc d'un optimum qui présentera de plus les caractéristiques suivantes :

— tous les facteurs de production seront pleinement utilisés : le chômage s'avère impossible puisque, sur un marché du travail parfaitement concurrentiel, tout excédent de la demande par rapport à l'offre doit entraîner une baisse des salaires jusqu'à ce que le déséquilibre soit résorbé ;

— tous les facteurs de production seront rémunérés à leur « productivité marginale » : si, par exemple, le salaire s'avérait être supérieur à la productivité marginale du travail, les entrepreneurs augmenteraient l'offre de travail, ce qui ferait augmenter le salaire ; si, par contre, le salaire était inférieur à la productivité marginale du travail, l'offre de travail et donc le salaire diminueraient. La seule position d'équilibre du marché du travail se trouve donc réalisée quand la rémunération du travail est égale à sa productivité marginale.

Une telle théorie constitue bien évidemment une apologie du système libéral. Dans une société capitaliste, il suffirait que la règle du « laissez faire, laissez passer » soit respectée pour voir apparaître l'âge d'or. Dans une société socialiste, il suffirait de calculer le système de prix associé à l'équilibre et de laisser les différents agents économiques maximiser leur comportement sous la contrainte de ce système de prix pour réaliser l'optimum de bien-être socialiste.

L'IMAGE rassurante de l'économie capitaliste brossée par la théorie néoclassique n'a guère été remise en question (sauf bien évidemment par les économistes marxistes) avant la crise de 1929. Avec cette crise qui s'avéra n'être ni passagère ni accidentelle (comme le diagnostiquaient les économistes libéraux), la théorie néoclassique s'est trouvée prise en flagrant délit de mensonge. Quel meilleur démenti pouvait-on apporter à cette théorie que les millions de chômeurs américains et européens ?

Sur le plan théorique, la bataille fut conduite et momentanément gagnée par l'économiste anglais John Maynard Keynes (qui fut un des inspirateurs directs du New Deal). Dans une économie capitaliste, dit Keynes, il n'existe aucune raison de supposer que les lois du marché assurent le plein emploi (ce que Marx avait montré depuis longtemps). Il est donc nécessaire que les gouvernements prennent une part active à l'établissement d'un équilibre économique.

Après la seconde guerre mondiale, le retour au plein emploi eut pour conséquence paradoxale le renouveau de la théorie néoclassique. Pourquoi ? Essentiellement parce que cette théorie était la seule à fournir une explication générale (et apparemment cohérente) de l'ensemble des phénomènes économiques. Sans doute, certaines de ses conclusions (comme celle du plein emploi) apparaissent de toute évidence irréalistes, mais il sembla possible de les modifier tout en conservant le cadre d'analyse néoclassique. Le chômage peut être ainsi expliqué comme cas « aberrant » du fonctionnement d'une économie libérale (dû aux syndicats qui ont le mauvais esprit de s'opposer à une baisse des revenus salariaux, ou encore au mauvais fonctionnement des mécanismes monétaires).

C'est au milieu de ce renouveau de la théorie néoclassique qu'est paru le livre de Piero Sraffa, Production de marchandises par des marchandises (1). Ce livre peut être considéré comme le véritable fondement de la critique faite à la théorie néoclassique dominante par l'école de Cambridge dont les principaux animateurs sont, à côté de Piero Sraffa, Joan Robinson, Nicholas Kaldor et Luigi Pasinetti.

D'où vient l'intérêt d'une telle critique ? Essentiellement de ce qu'elle porte sur les fondements logiques de la théorie néoclassique, de sorte que celle-ci se voit contester sa prétention à une quelconque « scientificité ».

Bien qu'il soit extrêmement difficile de résumer l'ensemble des arguments sous-jacents à la critique faite par l'école de Cambridge, nous pouvons tenter de l'illustrer par un exemple portant sur la théorie néoclassique de la répartition. Pour celle-ci, chacun des facteurs de production doit être rémunéré selon sa productivité marginale. Ainsi le taux d'intérêt (c'est-à-dire le taux de rémunération du capital) doit être égal à la productivité marginale de celui-ci. Mais comment mesurer cette productivité marginale ? Le capital d'une entreprise comprend une masse de biens hétérogènes : des machines, des bâtiments, des terrains, etc. Parler du capital total d'une entreprise suppose donc que nous puissions agréger ces différents éléments, c'est-à-dire que nous puissions les mesurer en termes de prix.

Malheureusement, une telle façon de procéder entraîne une contradiction. Car si, pour connaître le taux d'intérêt, il nous faut connaître le système de prix, ce dernier ne peut être connu que si nous connaissons le taux d'intérêt (dans la mesure où celui-ci est un élément constitutif des prix). Il n'apparaît donc pas possible d'expliquer à l'intérieur de la même théorie néoclassique à la fois le taux d'intérêt (et plus généralement la répartition) et le système de prix.

L'incohérence de l'analyse néoclassique de la répartition provient donc de l'impossibilité de « se donner » le capital de façon exogène. Mais qu'est-ce que le capital ? Il ne s'agit pas d'une manne qui tomberait directement du ciel dans la poche des capitalistes, mais de quantités de travail dépensées dans le passé. Or si le capital ne provient que du travail, il ne peut être considéré comme un facteur de production. Seul le travail pourrait être considéré comme tel. Et si le capital n'est pas un facteur de production, il ne peut ni expliquer ni, a fortiori, justifier le taux d'intérêt ou le taux de profit.

Si le taux de profit n'est pas expliqué par la productivité du capital, comment rendre compte de la répartition ?

Dans son livre, Sraffa montre qu'il existe une relation inverse entre le montant de la part des profits et celle des salaires. Toute augmentation de la part des salaires entraîne une baisse de la part des profits, et réciproquement toute augmentation de la part des profits entraîne une baisse de la part des salaires. La répartition est alors expliquée en termes de rapports de force entre les différentes classes sociales.

Une telle analyse ne fait bien évidemment appel ni au concept d'équilibre ni à celui d'optimum. La répartition du revenu ne peut jamais être considérée comme étant en équilibre, et dire qu'elle est optimale supposerait un jugement de valeur.

La publication du livre de Sraffa a suscité des controverses passionnées au sein du petit monde des théoriciens économiques. L'enjeu proprement scientifique se double ici d'un enjeu idéologique, même si celui-ci est obscurci par le fait que la théorie néoclassique a reçu des certificats de bonne conduite à la fois d'économistes de l'Est et de l'Ouest.

S'il semble prématuré de dresser le bilan de ces controverses, on peut faire deux remarques. En premier lieu les critiques cambridgiennes sont de plus en plus admises par les théoriciens économiques. Ainsi, dès 1966, le professeur (et prix Nobel) Paul Samuelson, que l'on peut considérer comme le chef de file des théoriciens néoclassiques, a reconnu publiquement ses errements antérieurs. En second lieu, si les critiques de l'école de Cambridge sont valides, celle-ci ne semble pas avoir réussi à construire une théorie alternative aussi générale que celle de la théorie néoclassique. Ce n'est pas la moindre raison pour laquelle cette théorie reste largement utilisée par les économistes.

Dire qu'une reconstruction de la théorie économique est aujourd'hui nécessaire est devenu un lieu commun. Les théories orthodoxes n'ont su ni prévoir ni résoudre les nouveaux problèmes auxquels doivent faire face les économies industrielles et les pays en voie de développement. Une telle situation se perpétuera, pensons-nous, aussi longtemps que les économistes persisteront à croire que le libre jeu des marchés capitalistes conduit de façon quasi automatique à un optimum social.

---

(1) Publié originellement à Cambridge en 1960, sous le titre : *Production of Commodities by means of Commodities*. Traduction française chez Dunod, Paris, 1970, 140 pages, 22 F.

LE MONDE DIPLOMATIQUE



# L'INFLATION MONDIALE

## Infarctus monétaire ou remède industriel ?

Par BERNARD CARRÈRE *

LE consensus mondial pour combattre l'inflation n'a pas résisté aux événements des derniers mois. Dans les pays industriels, les groupes sociaux luttent plus énergiquement encore pour la parité des revenus. A leur tour, les Etats sont encouragés à agir pour la sauvegarde de leur pouvoir d'achat. La détérioration des termes de l'échange n'est plus tenue pour fatale. A l'exemple des pays de l'OPEP, les producteurs de cuivre, de bauxite, de mercure, de caoutchouc s'organisent pour le maintien de leurs revenus. L'accord de Kingston entre la C.E.E. et les Etats associés officialise cette évolution.

Cette nouvelle carte du pouvoir d'achat à l'échelle mondiale appelle désormais une nouvelle géographie de la production ; car les inégalités de développement vont devenir un puissant facteur d'inflation : certaines industries des pays riches ne pourront s'étendre qu'à coûts croissants. La lutte contre l'inflation passe ainsi par la réduction des disparités au niveau international, si l'on veut prévenir la coexistence d'industries à prix grandissants et de marchés insolvables.

La crise des paiements, première onde de choc de la bataille de l'énergie, précipite l'urgence des solutions.

LA hausse des hydrocarbures a ouvert des brèches alarmantes dans les capacités de paiement des pays industriels : environ 70 milliards de dollars pour les pays de l'O.C.D.E.

La parade du moment est un endettement massif sur les marchés financiers, pour payer les importations en attendant de retrouver une position substantiellement exportatrice. En dix-huit mois, le volume net des eurodevises est passé de 105 à 170 milliards de dollars. La crise de l'Italie et quelques incidents de parcours de l'euromarché sont signes que l'indulgence des dieux de l'économie pourrait se lasser.

Le répit que procure l'emprunt est de courte durée. Il ne s'agit pas seulement de franchir une mauvaise passe ; le changement apporté par la nouvelle économie de l'énergie et des matières premières est structurel : un pan entier de notre appareil industriel est rejeté dans une zone de rendements décroissants, alors que les besoins de financement pour le reconvertir augmentent considérablement.

Il est aussi évident que les pays à déficit ne pourront pas accroître simultanément leurs exportations. La capacité d'achat des pays clients, qu'ils soient ou non producteurs de pétrole, est déjà fortement entamée, et les pays industriels eux-mêmes voient leur croissance ralentie. Un *forcing* des exportations reviendrait au mieux à déplacer des déficits au sein d'une même zone globalement déficitaire.

Enfin, la préférence pour l'endettement ne peut mieux exprimer l'acceptation par le monde industriel d'une inflation ininterrompue. L'impatience des emprunteurs, jointe au souci des prêteurs de se couvrir contre l'érosion monétaire, pousse le loyer de l'argent à des sommets historiques. En trois mois, le taux de l'eurodollar à six mois est passé de 10,25 à 14 %.

CE gonflement de l'euromarché, pressé de répondre à toutes les urgences, inquiète les milieux financiers. Il traduit la méfiance des agents économiques à l'égard de tout engagement à long terme. Certes, les dépôts à vue ou à très court terme continuent d'être allégrement transformés en crédits à moyen terme. Mais l'effacement du marché des euro-obligations, qui aurait dû normalement assurer ce rôle, montre clairement que cette conversion se fait à l'insu des pays prêteurs, et bien malgré eux. *« Le marché des eurodollars ne suffira plus à sa tâche d'ici à dix-huit mois ou deux ans. »* Cet avertissement récent du président de la Chase Manhattan Bank, M. David Rockefeller, doit donner à réfléchir.

En attendant, tout le monde tire agrément de cette drogue, et c'est bien là le danger : les pays industriels qui anesthésient leur crise de solvabilité, et les pays producteurs qui placent leurs fonds à des taux records sans renoncer à la liquidité.

Or cette solution ne répond pas aux vrais problèmes des uns et des autres. Les pays industriels ont besoin de capitaux à long terme pour remodeler leur industrie. De leur côté, les pays producteurs satisfont la demande d'hydrocarbures mais se retrouvent avec des avoirs financiers pour lesquels ils recherchent, et c'est bien naturel, l'emploi le plus avantageux. Qu'on leur apporte le rendement et la sécurité, ils consentiraient peut-être à renoncer à la liquidité qui constitue un élément de leur rapport de force.

Dès lors, les solutions purement monétaires ou commerciales sont notoirement insuffisantes. On est conduit à un dialogue sur le long terme, autrement dit un dialogue industriel.

LES récents accords de participation d'intérêts iraniens dans le groupe pétrolier allemand Veba et dans les aciéries Krupp signalent une première voie de solution : une coopération industrielle par développement croisé des activités. La participation des pays producteurs dans certains secteurs des pays industriels mérite un examen sérieux au moment où l'endettement arrive à son point limite.

Une telle orientation répondrait d'abord à la préoccupation de rééquilibrage des paiements et de freinage de l'inflation. Une part de notre croissance serait financée avec des capitaux associés, et non avec des emprunts dont les charges de remboursement pèsent lourdement sur les balances des paiements et sur les coûts de production.

Cela dit, la perspective d'apports massifs de capitaux extérieurs soulève des préventions. Voyons ce qu'il en est. En ce qui concerne les pays de la C.E.E., si le tiers du déficit attendu pour 1974 était compensé par un afflux de capitaux, cela représenterait un montant de 7 milliards de dollars, soit seulement 4 % de la formation de capital de ces pays.

Mais, surtout, on peut s'attendre à ce que ces capitaux arrivent de toute façon dans une Europe assoiffée de moyens d'investissement, par intérêts américains interposés, sous leur contrôle, et sans possibilité dès lors pour l'Europe de nouer des relations privilégiées avec les pays producteurs.

Les mesures de libéralisation du marché financier de New-York au mois de janvier 1974 ont pour effet de rétablir le lien entre le marché de New-York et le marché des eurodollars ; la place de New-York est désormais en mesure de jouer le rôle de point de concentration d'une fraction des capitaux flottants, puis de redistribution par les grandes entreprises américaines. Celles-ci n'ont pas caché leurs objectifs : en 1974, elles prévoient d'investir 24 milliards de dollars à l'étranger, principalement en Europe et en Asie.

Or l'investissement américain est peu intéressant en termes de balance de paiements. Plus que tout autre, il s'accompagne de brevets, de consultations, d'études, qui donnent lieu à autant de flux retour. Pour l'année 1972, durant laquelle les Etats-Unis ont investi 6 milliards de dollars dans la C.E.E., les seules dividendes, honoraires et redevances ont représenté un revenu de 2,9 milliards. Enfin, les filiales américaines à l'étranger ont toujours puissamment favorisé les exportations de l'économie américaine. En 1970, 22,6 % des achats de la C.E.E. aux Etats-Unis étaient des commandes des filiales américaines à leurs maisons mères : ces mêmes filiales ne contribuaient qu'à 5,7 % des exportations communautaires vers les Etats-Unis.

La poussée américaine vers l'Europe prendrait ainsi appui sur la masse de manœuvre financière accumulée par les pays producteurs. Les récentes rumeurs d'achat par l'Arabie Saoudite de 12 milliards de dollars de bons du gouvernement américain signalent la pente naturelle des courants financiers, si des politiques de coopération novatrices ne sont pas proposées aux pays producteurs.

LA carte du partage des actifs industriels des pays développés n'est pas jouable sans conditions. Pour les pays producteurs d'énergie, elle est une renonciation à la liquidité, mais aussi une contribution à la croissance des pays industriels, dont certains estiment avoir eu à se plaindre. La coopération ne commencerait qu'en mettant en jeu une seconde carte : la pleine participation des pays producteurs à l'avenir industriel.

Le changement des coûts de production à l'échelle mondiale déplace la ligne de partage des activités industrielles entre zones développées et zones non développées. Les industries avancées se heurtent à des freins de plus en plus coûteux : espace limité, capitaux raréfiés, énergie et matières premières éloignées. Une politique obsessionnelle de « recyclage » des capitaux accroît aujourd'hui le risque de consolider des choix industriels contestables dans un espace déjà congestionné. Le redéploiement de certaines industries vers les régions disposant d'un avantage comparatif, notamment en énergie et matières premières, commence à se réaliser.

Une telle dynamique industrielle qui rapproche de l'optimum mondial — produire là où cela revient le moins cher — dévoile un immense avantage collectif en termes de pluralisme industriel, d'égalisation des chances de développement, et de pression contre l'inflation.

Cette redistribution des rôles industriels pousse à la concertation les pays producteurs de matières de base et les pays consommateurs, chacun négociant librement le degré de dépendance tolérable et le champ de croissance pour lequel il a prédisposition.

LA crise pétrolière a illustré la nécessité d'un tel débat collectif. Après vingt années d'énergie à bon marché, un relèvement substantiel des prix était indispensable pour développer de nouvelles sources d'énergie. Mais quel pays aurait pris le risque de pénaliser unilatéralement son économie par une politique d'énergie chère ? Les événements nous ont évité ce courage difficile. Ils nous apportent aussi une situation améliorée : un stock énergétique mondial accru, un marché unifié des formes d'énergie à partir duquel des arbitrages dans le temps sont désormais possibles, et surtout un début d'égalisation des chances de développement.

Autrement dit, pour un coût économique certain, qui n'est en somme qu'un sacrifice de quantité, le monde obtient un gain évident de qualité. Peut-on en tirer la leçon ? Les seuls pays industriels ne détiennent pas les solutions d'un ordre mondial ; par leurs exigences, les autres pays poussent au progrès des situations, apportant au débat la dimension mondiale et collective qui conditionne les solutions d'avenir.

SOYONS alors attentifs à ces voix de la raison qui viennent d'au-delà des mers. *« Le pétrole est trop précieux pour être brûlé. » « Le prix du pétrole est trop bas. Il compromet notre avenir énergétique. » « Nous ne sommes pas favorables à ce que se déroule indéfiniment la spirale des prix du commerce international ; que les pays consommateurs stabilisent le prix de leurs produits et nous serons heureux d'en faire autant pour le pétrole. »* Ces déclarations de dirigeants de pays producteurs doivent convaincre que le rapport de forces est aussi un rapport d'idées ; et que, sur des problèmes aussi vastes, la raison ne peut être que collective. Le long terme et le planétaire sont à nous dès lors que l'« autre » est présent : les autres sociétés de la communauté mondiale à leur place et dans leur rôle. Le futur, en définitive, c'est l'autre.

---

* Consultant industriel.

## *Dans ce numéro :*